

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 45

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, longtemps aggravée par la crise des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Notons toutefois que sous cet angle, l'évolution s'est heureusement inversée avec les récentes publications, aux mêmes Editions sociales, de la GEME (ladite Grande Edition Marx et Engels).

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de manière à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Sommaire

Le présent fascicule se trouve consacré aux divers écrits polémiques qui ont paru après le congrès de La Haye de l'AIT de septembre 1872 et tout particulièrement à l'important rapport rédigé par F. Engels et Paul Lafargue.

Il se compose des **4 cahiers suivants**.

Introduction

1. Fr. Engels, P. Lafargue et K. Marx : *L'Alliance de la Démocratie socialiste et l'Association Internationale des Travailleurs Rapport et documents publiés par le Congrès international de La Haye*.

- 1.1. Introduction, paginé A&AIT, I, de 1 à 3.
- 1.2. Chapitre 2, L'alliance secrète, paginé A&AIT2, de 1 à 8.
- 1.3. Chapitre 3, L'alliance en Suisse, paginé A&AIT3, de 1 à 10.
- 1.4. Chapitre 4, L'alliance en Espagne, paginé A&AIT4, de 1 à 7.
- 1.5. Chapitre 5, L'alliance en Italie, paginé A&AIT5, de 1 à 6.
- 1.6. Chapitre 6, L'Alliance en France, paginé A&AIT6, de 1 à 3.
- 1.7. Chapitre 7, L'Alliance depuis le Congrès de La Haye, A&AIT7 de 1 à 5.
- 1.8. L'alliance en Russie
 - 1.8.1. Le procès Netchaïev, paginé A&AIT81, de 1 à 21.
 - 1.8.2. Le catéchisme révolutionnaire, paginé A&AIT82, de 1 à 5.
 - 1.8.3. L'appel de Bakounine aux officiers de l'armée russe, paginé A&AIT83, de 1 à 5.
- 1.9. Conclusion, paginé A&AIT9, de 1 à 2.
- 1.10. Appendices
 - 1.10.1. L'hégire de Bakounine, paginé 1.10.1 de 1 à 2.
 - 1.10.2. Le manifeste panslaviste de Bakounine, paginé 1.10.2, de 1 à 2.
 - 1.10.3 Bakounine et le tzar, paginé 1.10.3 de 1 à 6.
- 1.11. Pièces justificatives, paginé 1.11 de 1 à 13.

2. Documents

- 2.1. Fr. Engels, *De l'autorité*, paginé E de 1 à 3.
- 2.2. Fr. Engels, *Les bakounistes au travail. Mémoire sur l'insurrection d'Espagne de l'été 1873*, paginé EBT, de 1 à 15.
- 2.3. K. Marx, L'indifférence en matière politique, paginé IMP de 1 à 6.
- 2.4. Bakounine, « Contre Marx », paginé BCM de 1 à 46.

3. La fin de l'Internationale, paginé FAIT, de 1 à 3.

4. Tranches de vie, Les années 1873 et 1874, paginé TDV16 de 1 à 17.

Table générale

Introduction

Le présent fascicule se trouve consacré aux événements politiques et aux écrits théoriques qui ont succédé au Congrès de La Haie de l'AIT en septembre 1872 et tout particulièrement à la brochure rédigée par Fr. Engels et P. Lafargue sous le titre « **L'Alliance de la Démocratie socialiste et l'Association Internationale des Travailleurs. Rapport et documents publiés par le Congrès international de La Haie** ».

Ce document n'est pas d'une lecture aisée en raison de la complexité des écrits qui s'y trouvent mentionnés et débattus. Aussi conseillons-nous à nos lecteurs de se munir, sous le bras, des pages de notre **fascicule 43** qui reproduit les travaux de Marx et d'Engels au sein du Conseil général de l'AIT et leurs controverses avec Michel Bakounine et ses partisans.

A ce propos nous avons ajouté **trois articles** très pertinents

- d'Engels : « De l'autorité » et « Les bakounistes au travail »
- et de Marx : « L'indifférence en matière politique ».

Le choix de reproduire le manuscrit de Michel Bakounine intitulé « Contre Marx » se justifie par notre souci du détail. A vrai dire, ce document, très long, ne présente pas d'intérêt particulier, sinon anecdotique. Ecrit à la manière de Bakounine, au fil de la plume, il dresse le bilan de ses critiques souvent très, très sévères à l'égard de Marx et d'Engels.

Enfin, nous avons exposé les différentes étapes de la **fin de la Première internationale**.

*

Le chapitre des **tranches de vie** recense, cette fois, les années **1873-1874**.

L'Alliance de la Démocratie socialiste et l'Association Internationale des Travailleurs

Rapport et documents publiés par le Congrès international de La Haye

*

La rédaction de ce document a été assurée en français par Fr. Engels et P. Lafargue dès le début du mois d'avril 1873. Engels en informe le Conseil Général new yorkais dans sa lettre du 15 avril 1873 : « Le rapport sur l'*Alliance* est actuellement en cours de rédaction et Lafargue et moi-même y travaillons quotidiennement sans perdre de temps¹. ».

Le volume paraîtra à Londres en juillet 1873 chez l'éditeur londonien A. Darson, et sans noms d'auteurs.

Nous citons à partir de l'édition reproduite sur le site de Gallica².

*

I. Introduction

L'Association Internationale des Travailleurs, se proposant de réunir en un seul faisceau les forces éparpillées du prolétariat universel et de devenir ainsi le représentant vivant de la communauté d'intérêts qui unit les ouvriers, devait nécessairement ouvrir la porte aux socialistes de toutes les nuances. Ses fondateurs, et les représentants des organisations ouvrières des deux mondes qui, dans les Congrès internationaux, ont sanctionné les statuts généraux de l'Association, oubliaient que la largeur même de son programme permettrait aux déclassés de s'y glisser et de fondre, dans son sein, des organisations secrètes dont les efforts, au lieu d'être dirigés contre la bourgeoisie et les gouvernements existants, se tourneraient contre l'Internationale elle-même. Tel a été le cas avec l'*Alliance de la démocratie socialiste*.

Au Congrès de La Haye, le Conseil Général demanda une enquête sur cette organisation secrète. Le Congrès en chargea une commission de cinq membres (les citoyens Cuno, Lucain, Splingard, Vichard et Walter, démissionnaire) qui fit son rapport dans la séance du 7 septembre. Le Congrès résolut :

1. D'exclure de l'Internationale Michel Bakounine comme fondateur de l'Alliance et pour un fait personnel;
2. D'exclure James Guillaume comme membre de l'Alliance;
3. De publier les documents relatifs à l'Alliance.

Par suite de la dispersion de ses membres dans différents pays, la commission d'enquête sur l'Alliance se trouvant dans l'impossibilité de publier les documents qui avaient motivé son rapport,

¹ C12, p. 270. Le 26 juillet 73, Engels annonce à F. A. Sorge la prochaine parution de la brochure : « La chose, *lui écrit-t-il*, va éclater comme une bombe chez les autonomistes, et si tant est que quelqu'un puisse être anéanti, elle réglera son compte à Bakounine. C'est Lafargue et moi qui l'avons rédigée ensemble, seule la conclusion est de Marx et de moi. Tu seras toi-même étonné des infamies qui y sont dévoilées : même les gens de la commission ont été tout à fait surpris. » (C12, p. 309).

² Le document complet se trouve également aux pages 351-474 du volume *La Grande Discorde*, textes rassemblés et présentés par Georges Ribeill, édition *Les nuits rouges*, 2023.

le citoyen Vichard³, le seul de ses membres résidant à Londres, les a remis à la commission des procès-verbaux qui les reproduit aujourd'hui, sous sa responsabilité, dans le rapport suivant.

Le dossier de l'Alliance était si volumineux que la commission siégeant pendant le Congrès n'eut que le temps de prendre connaissance des documents les plus importants pour arriver à une conclusion pratique; ainsi la plupart des pièces russes n'ont pu lui être soumises; et le rapport présenté par elle au Congrès n'embrassant qu'une partie de la question ne saurait plus suffire aujourd'hui. Nous avons donc été obligés, pour que le lecteur pût comprendre le sens et l'importance de ces documents, de faire l'historique de l'Alliance.

Les pièces que nous publions appartiennent à plusieurs catégories. Les unes ont déjà été publiées isolément⁴ et la plupart en français, mais pour bien saisir l'esprit de l'Alliance il faut les rapprocher des autres, car, ainsi confrontées, elles apparaissent sous un nouveau jour. De ce nombre est le programme de l'Alliance publique. D'autres pièces appartiennent à l'Internationale et sont ici imprimées pour la première fois; d'autres encore appartiennent à la branche espagnole de l'Alliance secrète, dont l'existence fut publiquement dévoilée au printemps 1871 par des membres de l'Alliance. Celui qui a suivi le mouvement espagnol de cette époque n'y trouvera que des indications plus précises sur des faits qui sont plus ou moins du domaine public. L'importance de ces documents ne provient pas de ce qu'ils sont publiés pour la première fois, mais de ce que pour la première fois ils sont rapprochés de façon à révéler l'action secrète commune dont ils émanent, et surtout de ce que nous les comparons avec les deux catégories de pièces qui suivent. La première se compose de documents publiés en langue russe qui dévoilent le vrai programme et le mode d'action de l'Alliance. Ces documents, grâce à la langue qui les protégeait, étaient restés jusqu'ici inconnus à l'occident, et cette circonstance avait permis aux auteurs d'y donner libre carrière à leur imagination et à leur langage. La traduction fidèle que nous en donnons permettra au lecteur de mesurer la valeur intellectuelle, morale, politique et économique des chefs de l'Alliance.

La dernière catégorie se compose d'une seule pièce : les statuts secrets de l'Alliance; c'est le seul document de quelque étendue qui soit publié pour la première fois dans ce rapport. On se demandera peut-être s'il est permis à des révolutionnaires de publier les statuts d'une société secrète, d'une prétendue conspiration. D'abord, ces statuts secrets étaient expressément désignés parmi les documents dont la publication fut réclamée au congrès de La Haye par la commission de l'Alliance, et aucun des délégués, pas même le membre constituant la minorité de la commission, n'a voté contre. Cette publication a donc été formellement ordonnée par le Congrès, dont nous avons à exécuter les instructions; mais quant au fond il y a ceci à dire :

Voici une société qui, sous le masque de l'anarchisme le plus outré, dirige ses coups non contre les gouvernements existants, mais contre les révolutionnaires qui n'acceptent pas son orthodoxie ni sa direction. Fondée par la minorité d'un Congrès bourgeois, elle se faufile dans les rangs de l'organisation internationale de la classe ouvrière, essaie d'abord de la régir et travaille à la désorganiser dès qu'elle voit son plan échouer. Elle substitue effrontément son programme sectaire et ses idées étroites, au large programme, aux grandes aspirations de notre association; elle organise, dans les sections publiques de l'Internationale, ses petites sections secrètes qui, obéissant au même mot d'ordre, en bien des cas réussissent à les dominer par leur ac-

³ Paul Vichard, membre de la Commune et délégué de la section française de Londres au Congrès de La Haye.

⁴ Nous renvoyons sur l'ensemble de ces documents aux pages de notre **fascicule 43**.

tion concertée d'avance; elle attaque publiquement, dans ses journaux, tous les éléments qui refusent de s'assujettir à ses volontés; elle provoque la guerre ouverte - ce sont ses propres paroles - dans nos rangs. Pour arriver à ses fins, elle ne recule devant aucun moyen, aucune déloyauté; le mensonge, la calomnie, l'intimidation, le guet-apens, lui siéent également.

Enfin, en Russie, elle se substitue entièrement à l'Internationale et commet, sous son nom, des crimes de droit commun, des escroqueries, un assassinat, dont la presse gouvernementale et bourgeoise a rendu notre association responsable. Et l'Internationale doit se taire sur tous ces faits, parce que la société qui en est coupable est secrète ! L'Internationale a en main les statuts de cette société, son ennemie mortelle; statuts où elle se proclame ouvertement Société de Jésus moderne et déclare qu'il est de son droit et de son devoir de mettre en œuvre tous les moyens d'action jésuitiques; statuts qui expliquent, d'un seul coup, toute la série d'hostilités auxquelles l'Internationale a été en butte de ce côté; mais elle ne doit pas se servir de ces statuts, ce serait dénoncer une société secrète !

Contre toutes ces intrigues il n'y a qu'un seul moyen, mais il est d'une efficacité foudroyante; c'est la plus complète publicité. Dévoiler ces menées dans leur ensemble, c'est les rendre impuissantes. Les protéger de notre silence, ce serait non seulement une naïveté dont les chefs de l'Alliance seraient les premiers à se moquer, ce serait une lâcheté. Ce serait de plus, un acte de trahison envers ceux des Internationaux espagnols qui, membres de l'Alliance secrète, n'ont pas hésité à en divulguer l'existence et le mode d'action, dès qu'elle se mit en hostilité ouverte contre l'Internationale. Du reste, tout ce que contiennent les statuts secrets se trouve déjà, et sous une forme encore plus accentuée, dans les documents publiés, en langue russe, par Bakounine et Netchaïev eux-mêmes. Les statuts n'en sont que la confirmation.

Que les meneurs de l'Alliance crient donc à la dénonciation. Nous les dénonçons au mépris des ouvriers et à la bienveillance des gouvernements qu'ils ont si bien servis en désorganisant le mouvement prolétaire. La *Tagwacht* de Zurich, dans une réponse à Bakounine, avait bien raison de dire : « *Si vous n'êtes pas un agent soudoyé, ce qu'il y a de certain c'est qu'un agent soudoyé ne réussirait pas à faire plus de mal que vous.* ».

II. L'Alliance secrète.

L'Alliance de la Démocratie socialiste est d'origine toute bourgeoise. Elle n'est pas issue de l'Internationale; elle est le rejeton de la Ligue de la Paix et de la Liberté¹, société mort-née de républicains bourgeois. L'Internationale était déjà fortement établie quand Michel Bakounine se mit en tête de jouer un rôle comme émancipateur du prolétariat. Elle ne lui offrit que le champ d'action commun à tous ses membres. Pour y devenir quelque chose, il aurait d'abord dû y gagner ses éperons par un travail assidu et dévoué; il crut trouver meilleure chance et une route plus facile du côté des bourgeois de la Ligue.

Il se fit donc élire, en septembre 1867, membre du Comité permanent de la Ligue de la Paix, et prit son rôle au sérieux; on peut même dire que lui et Barni², aujourd'hui député à Versailles, furent l'âme de ce comité. Se posant en théoricien de la Ligue, Bakounine devait publier, sous ses auspices, un ouvrage : « Le fédéralisme, le socialisme et l'antithéologisme³ ». Cependant il se convainquit bientôt que la Ligue restait une société insignifiante et que les libéraux qui la composaient ne voyaient dans ses congrès qu'un moyen de combiner un voyage d'agrément avec des discours grandiloquents, tandis qu'au contraire l'Internationale croissait de jour en jour. Il rêva alors de greffer la Ligue sur l'Internationale. Pour mettre ce plan en pratique, Bakounine, sur la présentation d'Elpidine⁴, se fit recevoir, en juillet 1868, membre de la section centrale de Genève; de l'autre côté, il fit adopter au Comité de la Ligue une proposition demandant au Congrès international de Bruxelles un pacte d'alliance offensive et défensive entre les deux sociétés; et pour que le Congrès des Ligueux sanctionnât cette chaude initiative, il rédigea, puis fit endosser et envoyer par le Comité une circulaire confidentielle aux « Messieurs » de la Ligue. Il y avoue franchement que la Ligue, force impuissante jusqu'alors, ne pourrait prendre de l'importance qu'en opposant à l'alliance des oppresseurs « l'alliance des peuples, l'alliance des travailleurs... nous ne pourrions devenir quelque chose qu'autant que nous voudrions être les représentants sincères et sérieux des millions de travailleurs. ». « *La mission providentielle de la Sainte Ligue était de doter d'un parlement bourgeois, nommé par lui-même, la classe ouvrière invitée à s'en remettre à lui du soin de sa direction politique* ». « *Pour devenir une puissance salutaire et réelle, dit en concluant la circulaire, notre Ligue devra devenir la pure expres-*

¹ Fondée au congrès Genève du 9 au 12 septembre 1867, à l'initiative du pacifiste français Charles Lemonnier et sous le patronage notamment de Victor Hugo et de Giuseppe Garibaldi, *La Ligue de la Paix et de la Liberté* connaîtra sa rupture au cours du congrès de Berne, le 25.09.68.

² Issu d'une famille d'origine italienne, Jules Barni (1818-1878) a entrepris des études universitaires qui lui ont donné une formation philosophique. Traducteur de Kant, il a enseigné dans diverses facultés avant d'être mis en disgrâce en 1848 par le pouvoir français en raison de ses publications, notamment un article sur « Le suffrage universel et l'instruction primaire » paru dans la revue républicaine « La liberté de penser ». Refusant de prêter serment de fidélité au pouvoir de l'Empire après le coup d'Etat du 2 décembre 51, il quitte l'université. En 1848, il a également été l'un des fondateurs de la première société des libres-penseurs « La société démocratique des libres-penseurs ». En 1861, il est accueilli par l'Académie de Genève qui lui offre une chaire d'histoire. Il sera, en 1867, l'un des fondateurs de la *Ligue internationale de la Paix et de la Liberté* dont il présidera le premier congrès. Rentré en France en 1870 après l'effondrement de l'Empire, il siégera à gauche dans l'assemblée de Versailles. Il exercera sa fonction de député républicain de 1872 à 1876. (*Parmi nos sources* : la notice biographique du *Dictionnaire des parlementaires français de 1789 à 1889*, en ligne sur l'Internet)

³ Note du document : « Cette bible des *ismes* fut interrompue à la troisième feuille faute de copie. ».

⁴ Michel Constantinovitch Elpidine. Après avoir subi en 1863, une incarcération pour avoir distribué de tracts révolutionnaires, il quitte la Russie pour s'installer à Genève où il devient membre de la section genevoise de la Première Internationale. Il y fonde une imprimerie et une maison d'édition. Au cours des années 1880, il entretiendra des relations avec la police politique genevoise et même avec des agents de la police secrète russe.

sion politique des grands intérêts et principes économiques et sociaux qui sont triomphalement développés et propagés aujourd'hui par la grande Association internationale des Travailleurs de l'Europe et de l'Amérique. »

Le Congrès de Bruxelles osa rejeter la proposition de la Ligue. Grands furent le désappointement et le courroux de Bakounine. D'une part, l'Internationale échappait à ses mains protectrices. D'autre part, le président de la Ligue, le professeur Gustave Vogt, le sermonnait vertement – « *ou tu n'étais pas sûr, écrivait-il à Bakounine, de l'effet de notre invitation, et alors tu as compromis notre Ligue; ou tu savais quelle surprise nous réserveraient tes amis de l'Internationale, et alors tu nous as trompés d'une manière indigne. Je te demande ce que nous allons dire à notre Congrès...* ». Bakounine lui répondit par une lettre dont lecture fut donnée à qui voulait l'entendre : « *Je ne pouvais pas prévoir, disait-il, que le Congrès de l'Internationale nous répondrait par une insulte aussi grossière que prétentieuse, mais cela est dû aux intrigues d'une certaine coterie d'Allemands qui déteste les Russes* (il expliquait verbalement à son auditoire que cette coterie était celle de Marx). *Tu me demandes ce que nous allons faire ? Je sollicite l'honneur de répondre à cette grossière insulte, au nom du Comité, à la tribune de notre Congrès.* »

Au lieu de tenir sa parole, Bakounine retourna sa veste. Il proposa au Congrès des Ligueux de Berne un programme de socialisme fantaisiste, où il demandait l'égalisation des classes et des individus, pour dépasser les dames de la Ligue qui ne demandent encore que l'égalisation des sexes. Battu de nouveau, il se retira du Congrès avec une infime minorité, et s'en alla à Genève¹. ».

L'alliance entre bourgeois et travailleurs rêvée par Bakounine ne devait pas se limiter à une alliance publique. Les statuts secrets de l'Alliance de la démocratie socialiste (voir pièces justificatives No. I) contiennent des indications qui montrent qu'au sein même de la Ligue, Bakounine avait jeté les bases d'une société secrète qui devait la mener. Non seulement les noms des groupes directeurs sont identiques à ceux de la Ligue (Comité central permanent, bureau central, comités nationaux) mais les statuts secrets déclarent que « *la plus grande partie des membres fondateurs de l'Alliance* » sont « *des ci-devant membres du Congrès de Berne.* ». Pour se faire reconnaître comme chef de l'Internationale, il fallait se présenter comme chef d'une autre armée dont le dévouement absolu envers sa personne lui devait être assuré par une organisation secrète. Après avoir ouvertement implanté sa société dans l'Internationale, il comptait en étendre les ramifications dans toutes les sections et en accaparer par ce moyen la direction absolue. Dans ce but, il fonda à Genève l'Alliance (publique) de la démocratie socialiste. Ostensiblement ce n'était qu'une société publique qui, bien que fondue entièrement dans l'Internationale, devait cependant avoir une organisation internationale distincte, un comité central, des bureaux nationaux, des sections indépendants de notre association; à côté de notre Congrès annuel l'Alliance devait tenir publiquement le sien. Mais cette Alliance publique en cachait une autre qui, à son tour, était dirigée par l'Alliance encore plus secrète des frères internationaux, les Cent Gardes du dictateur Bakounine.

¹ Note du document : Parmi les sécessionnistes nous trouvons les noms d'Albert Richard, de Lyon, actuellement agent de police bonapartiste, Gambuzzi, avocat à Naples (voir le chapitre sur l'Italie), Joukovski, plus tard secrétaire de l'Alliance publique et un certain Buttner, ferblantier à Genève, qui appartient maintenant au parti ultra-réactionnaire.

Les statuts secrets de « *l'organisation de l'Alliance des frères internationaux* » portent que dans cette Alliance il y a « trois degrés : I. *Les frères internationaux* ; II. *Les frères nationaux* ; III. *L'organisation demi-secrète et demi-publique de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste.* ».

I. Les frères internationaux, dont le nombre est limité à « cent », forment le Sacré Collège. Ils sont soumis à un comité central et à des comités nationaux organisés en bureaux exécutifs et comités de surveillance. Ces comités eux-mêmes sont responsables devant la Constituante ou assemblée générale d'au moins deux tiers des frères internationaux. Ces frères Alliances « *n'ont d'autre patrie que la révolution universelle, d'autre pays étrangers et d'autres ennemis que la réaction. Ils repoussent toute politique de transaction et de concession, et considèrent comme réactionnaire tout mouvement politique qui n'aurait point pour but immédiat et direct le triomphe de leurs principes.* ». Mais comme cet article relègue aux calendes grecques l'action politique des Cent, et comme ces irréconciliables n'entendent pas renoncer aux avantages attachés aux fonctions publiques, l'article 8 dit : « *Aucun frère n'acceptera de service public que du consentement du Comité dont il fera partie.* ». Nous verrons, lorsque nous aurons à parler de l'Espagne et de l'Italie, comment les chefs de l'Alliance se sont empressés à mettre cet article en pratique. Les frères internationaux « *sont frères...chacun doit être sacré pour tous les autres, plus sacré qu'un frère de naissance ; chaque frère sera secouru et défendu par tous les autres jusqu'à l'extinction du possible.* ». L'affaire Netchaïeff nous révélera ce que c'est que cette mystérieuse extinction du possible - « *Tous les frères internationaux se connaissent. Il ne doit jamais exister de secret politique entre eux. Aucun ne pourra faire partie d'une société secrète quelconque sans le consentement positif de son comité, et au besoin, quand celui-ci ci l'exige, sans celui du Comité central. Et il ne pourra en faire partie que sous la condition de leur découvrir tous les secrets qui pourraient les intéresser soit directement soit indirectement* ». Les Pietri et les Stieber n'emploient comme mouchards que des gens inférieurs et perdus; en envoyant ses faux frères dans les sociétés secrètes, pour en trahir les secrets, l'Alliance impose le rôle d'espion aux hommes mêmes qui, dans son plan, doivent prendre la direction de « *la révolution universelle.* » — Du reste, le pitre révolutionnaire couronne l'ignoble par le grotesque. : « *Ne pourra devenir frère international que celui qui aura accepté le programme dans toutes ses conséquences théoriques et pratiques, et qui, à l'intelligence, à l'énergie, à l'honnêteté (!) et à la discrétion joint encore la passion révolutionnaire, (et) a le diable au corps.* ».

II. Les frères nationaux sont organisés dans chaque pays comme association nationale par les frères internationaux et sur le même plan, mais dans aucun cas ils ne doivent soupçonner même l'existence d'une organisation internationale.

III. L'Alliance internationale secrète de la Démocratie socialiste, dont les membres se recrutent partout, possède un organe législatif dans le *Comité central permanent* qui, lorsqu'il est réuni, se baptise : Assemblée générale secrète de l'Alliance. Cette réunion se fait une fois l'an, au Congrès de l'Internationale, ou, extraordinairement, sur la convocation du Bureau central, ou bien de la Section centrale de Genève.

La *Section Centrale de Genève* est « *la délégation permanente du Comité central permanent* » et le « *Conseil exécutif de l'Alliance* ». Elle se subdivise en *Bureau central* et *Comité de surveillance*. Le Bureau Central composé de 3 à 7 membres, est le vrai pouvoir exécutif de l'Alliance : « *Il recevra ses inspirations de la section centrale de Genève et intimera ses communications, pour ne pas dire ses ordres secrets, à tous les Comités nationaux dont il recevra les rapports secrets au moins une fois*

le mois. ». Ce Bureau central a trouvé le moyen d'être à la fois chair et poisson, secret et public; car comme partie « *de la section centrale secrète, le Bureau central sera une organisation secrète; comme directoire public de l'Alliance publique, il sera une organisation publique.* ». On voit donc que Bakounine avait déjà organisé toute la direction secrète et publique de sa « chère Alliance » avant même qu'elle n'existât, et que les membres qui ont pris part à une élection quelconque n'ont été que les marionnettes d'une farce montée par lui. Du reste il ne se gêne pas de le dire; nous le verrons tout à l'heure. La section centrale de Genève dont la mission était d'inspirer le Bureau Central, n'était elle-même qu'une section de comédie, car ses décisions, quoique prises à la majorité, ne sont obligatoires pour le Bureau que lorsque celui-ci, à la majorité de ses membres, ne voudra pas en appeler à l'Assemblée générale qu'il devra convoquer dans le délai de trois semaines. L'Assemblée générale, ainsi convoquée, pour être régulière devra être composée des deux tiers de tous ses membres. On voit que le Bureau central s'était entouré de toutes les garanties constitutionnelles pour assurer son indépendance.

On pourrait avoir la naïveté de croire que cet autonome Bureau central avait du moins été élu librement par la Section centrale de Genève. Pas le moins du monde; le bureau central provisoire a été « *présenté au groupe initiateur de Genève comme élu provisoirement par tous les membres fondateurs de l'Alliance dont la plus grande partie, ci-devant membres du Congrès de Berne, s'en sont retournés dans leurs pays (à l'exception de Bakounine) après avoir délégué leurs pouvoirs au citoyen B.* ». Les membres fondateurs de l'Alliance ne sont donc autres que les quelques bourgeois sécessionnistes de la Ligue de la Paix.

Ainsi donc, le Comité central permanent qui s'était arrogé le pouvoir constituant et législatif pour toute l'Alliance, était nommé par lui-même. La délégation exécutive permanente de ce Comité central permanent, la Section centrale de Genève, était nommée par elle-même et non par ce Comité. Le bureau central exécutif de cette section centrale de Genève, au lieu d'être élu par elle, lui était imposé par un groupe d'individus qui tous avaient « *délégué leurs pouvoirs au citoyen B.* ».

Donc, le « citoyen B. » est le pivot de l'Alliance. Pour conserver sa fonction pivotale, les statuts secrets de l'Alliance disent en toutes lettres : « *Son gouvernement ostensible sera celui d'une présidence dans une république fédérative* », présidence à laquelle préexistait déjà le président, le permanent « citoyen B ».

L'Alliance étant une société internationale, il y aura dans chaque pays un Comité national formé « *par tous les membres du Comité central permanent appartenant à une même nation.* ». Pour constituer un Comité national, il ne faut que trois membres. Pour assurer la régularité de la filière hiérarchique, « *les Comités nationaux serviront d'uniques intermédiaires entre le Bureau central et entre tous les groupes locaux de leur pays.* ». Les Comités nationaux « *auront soin d'organiser l'Alliance dans leur pays de manière à ce qu'elle soit toujours dominée et représentée dans les Congrès par des membres du Comité central permanent* ». Voilà ce qui s'appelle, en langage allianciste, organiser de bas en haut. Ces groupes locaux n'ont d'autres droits que d'adresser aux Comités nationaux leurs programmes et règlements pour qu'ils soient soumis « *à la confirmation du bureau central, confirmation sans laquelle les groupes locaux ne pourront faire partie de l'Alliance.* » Cette organisation secrète, despotique et hiérarchique, une fois inoculée à l'Internationale, il ne restait plus qu'à la compléter en désorganisant cette dernière. Pour cela, il suffisait d'anarchiser et d'autonomiser ses sections et de transformer ses organes centraux en simples boîtes aux lettres, « bureaux de correspondance et de statistique », comme cela fut en effet tenté plus tard.

Les états de service révolutionnaires du permanent « citoyen B. » n'étaient pas assez glorieux pour qu'il pût espérer de sempiterniser, dans l'Alliance secrète, encore moins dans l'Alliance publique, la permanence de la dictature qu'il avait confisquée à son profit. Il fallait donc la cacher sous des blagues démocratiques. Les statuts secrets prescrivent donc que le Bureau central provisoire (lisez le « citoyen permanent ») fonctionnera jusqu'à la première assemblée générale publique de l'Alliance, qui nommera les membres du nouveau Bureau central permanent. Mais « comme il est urgent que le Bureau central soit toujours composé de membres du Comité central permanent, ce dernier, par l'organe de ses Comités nationaux, aura soin d'organiser et de diriger tous les groupes locaux de manière à ce qu'ils n'envoient comme délégués à cette assemblée que des membres du Comité central permanent ou, à leur défaut, des hommes absolument dévoués à la direction de leurs comités nationaux respectifs, afin que le Comité central permanent ait toujours la haute main dans toute l'organisation de l'Alliance. ». Ces instructions ne sont pas données par un ministre ou un préfet bonapartiste à la veille des élections, mais par l'antiautoritaire quintessencié, l'immense anarchiste, l'apôtre de l'organisation de bas en haut, le Bayard de l'autonomie des sections et de la libre fédération des groupes autonomes, par Saint-Michel Bakounine, pour protéger sa permanence.

Nous venons d'analyser l'organisation secrète destinée à perpétuer la dictature du « citoyen B. »; maintenant, venons à son programme.

« L'association des frères internationaux veut la révolution universelle, sociale, philosophique, économique et politique à la fois, afin que de l'ordre des choses actuel, fondé sur la propriété, sur l'exploitation, sur le principe de l'autorité soit religieuse soit métaphysique bourgeoisement doctrinaire, soit même jacobinement révolutionnaire. Il ne reste, dans toute l'Europe d'abord, et ensuite dans le reste du monde, pas une pierre sur une pierre — au cri de paix aux travailleurs, de liberté à tous les opprimés et de mort aux dominateurs, exploités et aux tueurs de toute sorte, nous voulons détruire tous les Etats et toutes les Eglises avec toutes leurs institutions et leurs lois religieuses, politiques, juridiques, financières, policières, universitaires, économiques et sociales, afin que tous ces millions de pauvres êtres humains, trompés, asservis, tourmentés, exploités, délivrés de tous leurs directeurs et bienfaiteurs officiels et officieux, associations et individus, respirent enfin avec une complète liberté. ».

Voilà du révolutionnarisme révolutionnaire ! Pour arriver à ce but abracadabrant, la première condition est de ne pas combattre les Etats et gouvernements existants par les moyens à l'usage des révolutionnaires vulgaires, mais au contraire d'attaquer par des phrases sonores et doctorales « l'institution de l'Etat et sa conséquence aussi bien que sa base, la propriété individuelle. » Ce n'est donc pas l'Etat bonapartiste, prussien ou russe qu'il s'agit de bouleverser, mais l'Etat abstrait, l'Etat comme tel, Etat qui n'existe nulle part. Mais si les frères internationaux savent éviter dans leur lutte acharnée contre cet Etat situé dans les nuages, les casse-têtes, la prison et les balles que ménagent aux révolutionnaires vulgaires les Etats réels, nous avons vu qu'ils se sont réservé le droit, soumis seulement à une dispense papale, de profiter de tous les avantages offerts par ces Etats bourgeois réels. Fanelli, député italien, Soriano, employé du gouvernement d'Amédée de Savoie, et peut-être Albert Richard et Gaspard Blanc, agents policiers bonapartistes, montrent combien le pape est coulant sous ce rapport. Aussi la police ne se soucie-t-elle guère de « l'Alliance ou, pour dire le franc mot, de la conspiration » du citoyen B. contre l'idée abstraite de l'Etat.

Le premier acte de la révolution doit donc être de décréter l'abolition de l'Etat, comme Bakounine l'a fait le 28 septembre à Lyon¹, bien que cette abolition de l'Etat soit nécessairement un acte autoritaire. Par Etat il entend tout pouvoir politique, révolutionnaire ou réactionnaire, « *car il nous importe peu que cette autorité s'appelle Eglise, monarchie, Etat constitutionnel, république bourgeoise ou même dictature révolutionnaire. Nous les détestons et nous les rejetons toutes à titre égal comme des sources infaillibles d'exploitation et de despotisme.* ». Et il déclare que tous les révolutionnaires qui, le lendemain de la révolution, veulent « *la construction de l'Etat révolutionnaire* » sont bien plus dangereux que tous les gouvernements existants, et que « *nous, les frères internationaux, sommes les ennemis naturels de ces révolutionnaires* » car, désorganiser la révolution est le premier devoir des frères internationaux.

La réponse à ces fanfaronnades sur l'abolition immédiate de l'Etat et l'établissement de l'anarchie se trouve déjà dans la circulaire privée du dernier Conseil général : Les prétendues scissions dans l'Internationale. — Mars 1873 — p. 37 :

« L'Anarchie, voilà le grand cheval de bataille de leur maître Bakounine qui des systèmes socialistes n'a pris que les étiquettes. Tous les socialistes entendent par anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes, une fois atteint, le pouvoir de l'Etat qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse, disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives. L'Alliance prend la chose au rebours. Elle proclame l'anarchie dans les rangs prolétaires comme le moyen le plus infaillible de briser la puissante concentration des forces sociales et politiques entre les mains des exploités. Sous ce prétexte, elle demande à l'Internationale, au moment où le vieux monde cherche à l'écraser, de remplacer son organisation par l'anarchie. »

Cependant suivons l'évangile anarchiste jusque dans ses conséquences; supposons l'Etat aboli par décret. Selon l'article 6, les conséquences de cet acte seront : la banqueroute de l'Etat, la cessation du paiement des dettes privées par l'intervention de l'Etat, la cessation du paiement de tout impôt et de toute contribution, la dissolution de l'armée, de la magistrature, de la bureaucratie, de la police et des prêtres (!) ; l'abolition de la justice officielle, accompagnée d'un autodafé de tous les titres de propriété et de toute la paperasse juridique et civile, la confiscation de tous les capitaux productifs et instruments de travail au profit des associations ouvrières, et l'alliance de ces associations « *qui constituera la Commune.* » Cette Commune donnera aux individus ainsi dépouillés le strict nécessaire, en les laissant libres de gagner davantage par leur propre travail.

Le fait de Lyon a prouvé que le simple décret de l'abolition de l'Etat est loin de suffire pour l'accomplissement de toutes ces belles promesses. Deux compagnies de gardes nationaux bourgeois suffirent au contraire pour détruire ce rêve brillant et remettre Bakounine en toute hâte sur la route de Genève, le décret mirifique dans sa poche. Aussi ne pouvait-il supposer assez de stupidité chez ses acolytes pour ne pas voir la nécessité de leur donner un plan quelconque d'organisation afin d'assurer la mise en pratique de son décret. Voici ce plan:

¹ En référence au soulèvement de Lyon du 15 septembre 1870 après la défaite de Sedan (trois mois donc avant le déclenchement de la Commune de Paris). Un comité de Salut Public s'était installé à l'Hôtel-de-Ville et n'avait pas tardé à prendre des mesures radicales comme la séparation de l'Eglise et de l'Etat et l'instauration de l'école laïque. Arrivé à Lyon le 15 septembre, Bakounine tentera de prendre la tête du mouvement qui échouera, le 28 septembre, après une tentative plutôt confuse de coup d'Etat. Menacé par un arrêt d'arrestation lancé par le procureur de la République Andrieux, Bakounine se réfugiera à Marseille avant de rentrer en Italie, à Locarno.

« Pour l'organisation de la Commune, la fédération des barricades en permanence et la fonction d'un Conseil de la Commune révolutionnaire par la délégation d'un ou deux députés par chaque barricade, un par rue ou par quartier, députés investis de mandats impératifs, toujours responsables et toujours révocables. » (Ce sont de drôles de barricades que celles de l'Alliance, où l'on rédige des mandats au lieu de se battre). « Le Conseil Communal ainsi organisé, pourra choisir dans son sein des Comités exécutifs séparés pour chaque branche de l'administration révolutionnaire de la Commune. »

La capitale insurgée, ainsi constituée en Commune déclare alors aux autres communes du pays qu'elle renonce à toute prétention de les gouverner; elle les invite à se réorganiser révolutionnairement et à déléguer ensuite leurs députés révocables, responsables, et porteurs de mandats impératifs, à un point de réunion convenu pour y constituer la fédération des associations, communes et provinces insurgées, et pour organiser une *force* révolutionnaire capable de triompher de la réaction. Cette organisation ne sera pas limitée aux communes du pays insurgé; d'autres provinces ou pays pourront en faire partie, tandis que « les provinces, communes, associations et individus qui prendront le parti de la réaction *en seront exclus*. ». L'abolition des frontières marche donc ici de pair avec la tolérance la plus bénigne envers les provinces réactionnaires qui ne tarderaient pas à recommencer la guerre civile.

Nous avons donc, dans cette organisation anarchique des barricades-tribunes, d'abord le conseil communal, puis des comités exécutifs qui, pour pouvoir exécuter quoi que ce soit, doivent être investis d'un pouvoir quelconque et soutenus par la force publique; nous avons ensuite tout un parlement fédéral, dont l'objet principal sera d'organiser *cette force publique*. Ce parlement, de même que le Conseil Communal, devra déléguer le pouvoir exécutif à un ou plusieurs comités qui par le fait même sont investis d'un caractère autoritaire, que les besoins de la lutte accentueront de plus en plus. Nous avons donc reconstitué de plus belle tous les éléments de « l'Etat autoritaire » ; et que nous appelions cette machine « Commune révolutionnaire organisée de bas en haut », il importe peu. Le nom ne change rien à l'affaire; l'organisation de bas en haut existe dans toute république bourgeoise; et les mandats impératifs datent même du moyen âge. Du reste Bakounine le reconnaît lui-même lorsque (art. 8) il qualifie son organisation du nom « d'Etat révolutionnaire nouveau ».

Quant à la valeur pratique de ce plan de révolution où l'on discute au lieu de se battre, nous n'en dirons pas un mot.

Maintenant nous allons mettre la main sur le secret de toutes les boîtes à double et triple fond de l'Alliance. Pour que le programme orthodoxe soit suivi et que l'anarchie prenne le parti de bien se conduire, « *il est nécessaire qu'au milieu de l'anarchie populaire qui constituera la vie même et toute l'énergie de la révolution, l'unité de la pensée et de l'action révolutionnaire se trouve un organe. Cet organe doit être l'association secrète et universelle des frères internationaux*. ».

« Cette association part de la conviction que les révolutions ne sont jamais faites ni par les individus, ni par les sociétés secrètes. Elles se font comme d'elles mêmes, produites par la force des choses et par le mouvement des événements et des faits. Elles se préparent longtemps dans la profondeur de la conscience instinctive des masses populaires, puis elles éclatent... Tout ce que peut faire une société secrète bien organisée, c'est d'abord d'aider la naissance d'une révolution en répandant dans les masses des idées correspondants aux instincts des masses, et d'organiser, non l'armée de la révolution — l'armée doit être toujours le peuple (la chair à canon) - mais un *Etat major révo-*

lutionnaire composé d'individus dévoués, énergiques, intelligents et surtout amis sincères et non ambitieux, ni vaniteux, du peuple, capables de servir d'intermédiaires entre l'idée révolutionnaire (monopolisée par eux) et les instincts populaires. Le nombre de ces individus ne doit donc pas être immense. Pour l'organisation internationale dans toute l'Europe, *cent révolutionnaires sérieusement et fortement alliés suffisent*. Deux, trois centaines de révolutionnaires suffiront pour l'organisation du plus grand pays. ».

Ainsi donc, tout se transforme. L'anarchie, la « vie populaire déchaînée, les mauvaises passions » et le reste ne suffisent plus. Pour assurer le succès de la révolution, il faut *l'unité de la pensée et de l'action*. Les internationaux tâchent de créer cette unité par la propagande, par la discussion, et l'organisation publique du prolétariat, — à Bakounine, il ne faut qu'une organisation secrète de cent hommes, représentants privilégiés de *l'idée révolutionnaire*, état major en disponibilité de la révolution nommée par lui-même et commandé par le permanent « citoyen B. ». L'unité de la pensée et de l'action ne veulent dire autre chose qu'orthodoxie et obéissance aveugle. *Perinde ac cadaver*¹. Nous sommes en pleine compagnie de Jésus.

Dire que les cent frères internationaux doivent « servir d'intermédiaires entre l'idée révolutionnaire et les instincts populaires », c'est creuser un abîme infranchissable entre l'idée révolutionnaire allianciste et les masses prolétaires; c'est proclamer l'impossibilité de recruter ces cent-gardes ailleurs que parmi les classes privilégiées.

¹ L'expression signifie « comme un cadavre ». Elle exprime une obéissance aveugle aux intérêts supérieurs, une servitude d'une complète passivité.

III. L'Alliance en Suisse

L'Alliance est comme Falstaff, elle « *juge que la vaillance est faite pour beaucoup, de calme et le prudence*¹. » Aussi « le diable au corps » des frères internationaux ne les empêche en aucune façon de s'incliner humblement devant le pouvoir des Etats constitués tout en protestant énergiquement contre l'institution de l'Etat abstrait, mais il dirige leurs coups exclusivement contre l'Internationale. D'abord ils ont voulu la dominer; n'y étant pas parvenus, ils ont cherché à la désorganiser. Nous allons maintenant montrer leur action dans les différents pays.

Les frères internationaux n'étaient qu'un état-major en disponibilité; il leur fallait une armée. Ils crurent l'Internationale créée et mise au monde pour cette fin. Pour être admis à prendre le commandement de leur armée, il fallait y faufiler l'Alliance publique. Craignant que ce ne fût pour celle-ci manquer à sa dignité que de demander son admission au Conseil Général dont elle aurait par là reconnu le pouvoir, ils s'adressèrent dans ce but, à plusieurs reprises et vainement, aux Conseil fédéraux belge et parisien. Ces refus réitérés forcèrent l'Alliance à demander, le 15 décembre 1868, son affiliation au Conseil Général. Elle envoya ses statuts et son programme qui proclamaient franchement son intention. (*Pièces justificatives N° II.*) Bien que l'Alliance se déclarât « *entièrement fondue dans l'Internationale* », elle prétendait former dans son sein un deuxième corps international. A côté du Conseil Général de l'Internationale, élu par les Congrès, il devait y avoir le Comité central de l'Alliance qui siégerait à Genève et serait nommé par lui-même; à côté des groupes locaux de l'Internationale, les groupes locaux de l'Alliance qui, par l'intermédiaire de leurs bureaux nationaux, fonctionnant en dehors des bureaux nationaux de l'Internationale, « *demandent au bureau central de l'Alliance leur admission dans l'Internationale* ». Le bureau central de l'Alliance s'arrogeait donc le droit d'admission dans l'Internationale. A côté des Congrès de l'Internationale il devait y avoir les Congrès de l'Alliance, car « *aux Congrès annuels des travailleurs la délégation du l'Alliance* » prétendait tenir « *ses séances publiques dans un local séparé* ».

Le 22 décembre, le Conseil Général (dans une lettre publiée dans sa circulaire : *Les prétendues scissions dans l'Internationale*²) déclara ces prétentions en contradiction flagrante avec les statuts de l'Internationale, et refusa net l'affiliation de l'Alliance. Quelques mois plus tard, elle s'adressa de nouveau au Conseil Général, et lui demanda si oui ou non il admettait ses principes. En cas d'affirmative, elle se déclarait prête à se dissoudre en simples sections internationales. Le Conseil Général, le 9 mars 1869 (voir : *Les Prétendues Scissions*) répondit que ce serait sortir de ses fonctions que de se prononcer sur la valeur scientifique du programme de l'Alliance et que, si on substituait : « *abolition des classes* » à « *égalité des classes* », il n'y aurait pas d'obstacle à la conversion des sections de l'Alliance en sections internationales. Il ajoutait : « *Si la dissolution de l'Alliance et l'entrée des sections dans l'Internationale étaient définitivement décidées, il deviendrait nécessaire, d'après nos règlements, d'informer le Conseil du lieu et de la force numérique de chaque nouvelle section.* ».

¹ En référence à Shakespeare, Henri IV.

² Nous faisons ici référence à notre **fascicule 43** qui reproduit cette « Circulaire privée du Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs » publiée sous ce titre par Marx et Engels en mai 1872.

Le 22 juin 1869, la section de l'Alliance de Genève annonça au Conseil Général comme un fait accompli la dissolution de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, dont toutes les sections auraient été invitées « à se transformer en sections internationales. ». Après cette déclaration formelle, et induit en erreur par quelques signatures du programme qui faisaient supposer qu'elle était reconnue par le Comité fédéral romand, le Conseil l'admit. Ajoutons qu'aucune des conditions acceptées n'a jamais été remplie. Tout au contraire : l'organisation secrète cachée derrière l'Alliance publique entra, dès ce moment, en pleine fonction. Derrière la section internationale de Genève il y avait le bureau central de l'Alliance secrète; derrière les sections internationales de Naples, de Barcelone, de Lyon, du Jura, les sections secrètes de l'Alliance. Appuyé sur cette franc-maçonnerie dont l'existence n'était pas même soupçonnée ni par la masse des Internationaux, ni par leurs centres administratifs, Bakounine espérait s'emparer de la direction de l'Internationale au Congrès de Bâle, en septembre 1869. A ce Congrès, grâce aux moyens déloyaux dont elle s'était servie, l'Alliance secrète se trouva représentée par au moins dix délégués, parmi lesquels se trouvaient le fameux Albert Richard et Bakounine lui-même. Elle avait apporté nombre de mandats en blanc dont on ne put faire usage faute de gens sûrs, bien qu'on en offrît à des internationaux bâlois. Cependant cette force numérique ne suffisait pas même pour faire sanctionner par les Congrès l'abolition de l'héritage, vieilleries saint-simoniennes, dont Bakounine voulait faire le point de départ pratique du socialisme; encore moins pouvait-on lui imposer le transfert du Conseil Général de Londres à Genève que rêvait Bakounine,

En attendant, à Genève, il y avait guerre ouverte entre le Comité fédéral romand, soutenu par la presque-unanimité des Internationaux genevois, et l'Alliance. Elle avait pour alliés dans cette guerre, *Le Progrès* du Locle rédigé par James Guillaume et *L'Égalité* de Genève qui, bien qu'organe officiel du Comité fédéral romand, était rédigée par un Comité en majorité alienciste, et attaquait à tout propos le Comité fédéral romand. Ne perdant pas de vue le grand but, le transfert du siège du Conseil Général à Genève, la rédaction de *L'Égalité* ouvrit une campagne contre le Conseil Général existant, et invita *Le Travail* de Paris à la soutenir. Le Conseil Général, dans sa circulaire du 1er janvier 1870, déclara qu'il n'avait pas à faire polémique avec des journaux. En attendant, le Comité fédéral romand avait déjà éloigné de la rédaction de *L'Égalité* les hommes de l'Alliance.

A cette époque, la secte n'avait pas pris son masque antiautoritaire. Croyant pouvoir s'emparer du Conseil Général, elle fut la première, au Congrès de Bâle, à réclamer et à rédiger les résolutions administratives concédant à celui-ci les pouvoirs autoritaires qu'elle devait attaquer si violemment deux ans plus tard. Rien ne peint mieux l'idée qu'elle avait alors du rôle autoritaire du Conseil Général que l'extrait suivant du *Progrès* du Locle, rédigé par James Guillaume (4 décembre 1869), à propos du différend entre le *Social-Demokrat* et le *Volksstaat* :

« Il nous semble qu'il serait du devoir du Conseil Général de notre Association d'intervenir, d'ouvrir une enquête sur ce qui se passe en Allemagne, de prononcer entre *Schweitzer* et *Liebkecht*, et de faire cesser par là l'incertitude où nous jette cette étrange situation. ».

Croirait-on que c'est ce même Guillaume qui, le 12 novembre 1871, a reproché, dans la circulaire de Sonvillier, à ce même Conseil Général, trop peu autoritaire jadis, d'avoir « voulu introduire dans l'Internationale le principe d'autorité » ?

Dès leur naissance, les journaux de l'Alliance ne s'étaient pas bornés à en propager le programme spécial, à quoi personne n'aurait vu malice; mais ils s'obstinaient à créer et à entretenir entre son programme et celui de l'Internationale une confusion calculée. Ceci se répétait partout où elle disposait d'un journal ou y collaborait, en Espagne, en Suisse, en Italie; mais ce fut dans ses publications russes que le système atteignit à la perfection.

La secte frappa son grand coup au Congrès de la fédération romande à La Chaux-de-Fonds (4 avril 1870). Il s'agissait de forcer les sections genevoises à reconnaître l'Alliance publique de Genève comme faisant partie de la fédération, et de transporter le Comité fédéral et son organe dans une localité du Jura où l'Alliance secrète fût maîtresse.

A l'ouverture du Congrès, deux délégués de la « section de l'Alliance » demandèrent leur admission. Les délégués genevois proposèrent le renvoi de cette question à la fin du Congrès et la discussion immédiate du programme comme plus importante. Ils déclarèrent que leur mandat impératif leur ordonnait de se retirer plutôt que d'admettre cette section dans leur groupe, « *vu les intrigues et les tendances dominatrices des hommes de l'Alliance et que, voter l'admission de l'Alliance, c'était voter la scission dans la Fédération romande.* » Mais l'Alliance ne voulut pas laisser échapper cette occasion. Le voisinage de ses petites sections du Jura lui avait permis de se procurer une faible majorité fictive, Genève et les grands centres de l'Internationale n'étant que très faiblement représentés. Sur l'instance de Guillaume et de Schwizguebel, elle fut admise par une majorité contestée d'une ou deux voix. Les délégués de Genève reçurent de toutes les sections, consultées immédiatement par le télégraphe, l'ordre de se retirer du Congrès. Les internationaux de La Chaux-de-Fonds soutenant les Genevois, les Alliancistes durent abandonner le local du Congrès qui appartenait aux sections de l'endroit. Bien que, au dire de leur propre organe (voir *La Solidarité* du 7 mai 1870) ils ne représentassent que quinze sections, tandis que Genève seule en avait trente, ils usurpèrent le titre de Congrès romand, nommèrent un nouveau Comité fédéral romand, où brillèrent Chevalley et Cagnon¹, et promurent *La Solidarité* de Guillaume au rang d'organe de la Fédération romande. Ce jeune maître d'école avait, pour mission spéciale de décrier les ouvriers de fabrique de Genève, ces « bourgeois » odieux, de faire la guerre à *L'Égalité*, journal de la fédération romande, et de prêcher l'abstention absolue en matière politique. Les articles les plus marquants sur ce dernier sujet eurent pour auteurs, à Marseille Bastelica, et à Lyon les deux colonnes de l'Alliance, Albert Richard et Gaspard Blanc.

La majorité momentanée et fictive du Congrès de La Chaux-de-Fonds avait du reste agi en violation flagrante des statuts de la fédération romande qu'elle prétendait représenter; et l'on doit remarquer que les chefs de l'Alliance avaient pris une part importante à la rédaction de ces statuts.

En vertu des art. 53 et 55, toute décision importante du Congrès, pour obtenir force de loi, devait recevoir la sanction des deux tiers des sections fédérées. Or, les sections de Genève et de La Chaux-de-Fonds qui s'étaient prononcées contre l'Alliance, constituaient à elles seules plus des deux tiers du nombre total. Dans deux grandes réunions générales, les Internationaux genevois, malgré l'opposition de Bakounine et de

¹ Note du document : Deux mois plus tard l'organe de ce même Comité, *La Solidarité* du 7 juillet, signale ces deux individus comme voleurs. Ils avaient en effet fait preuve de révolutionnarisme anarchique en volant l'Association coopérative des tailleurs de La Chaux-de-Fonds.

ses amis, approuvèrent à la presque unanimité la conduite de leurs délégués, qui aux applaudissements de tous, y proposèrent à l'Alliance de rester chez elle et de retirer sa prétention d'entrer dans la fédération romande; à ce prix, la réconciliation serait faite. Plus tard, quelques membres de l'Alliance désabusés proposèrent sa dissolution, mais Bakounine et ses acolytes s'y opposèrent de toutes leurs forces. Elle maintint sa prétention de faire, quand même, partie de la fédération romande, qui dut alors se résoudre à exclure de son sein Bakounine et les autres meneurs principaux.

Il y avait donc deux comités fédéraux romands, l'un à Genève, l'autre à la Chaux-de-Fonds. L'immense majorité des sections restait fidèle au premier, tandis que l'autre n'était suivi que de quinze sections dont beaucoup, nous le verrons plus loin, s'éteignirent les unes après les autres.

A peine le Congrès romand était-il clos que le nouveau Comité de la Chaux-de-Fonds en appelait à l'intervention du Conseil général dans une lettre signée F. Robert, secrétaire, et Henri Chevalley, président (voir plus haut note 14). Après avoir examiné les pièces justificatives des deux parties, le Conseil général décida, le 28 juin 1870, de maintenir le Comité de Genève dans ses anciennes fonctions, et d'inviter le nouveau Comité fédéral de la Chaux-de-Fonds à prendre un nom local. Devant cette décision qui trompait ses désirs, le Comité de la Chaux-de-Fonds dénonça l'autoritarisme du Conseil général, oubliant que le premier, il avait réclamé son intervention. Le trouble, que sa persistance à usurper le nom du Comité fédéral romand jetait dans la fédération suisse, força le Conseil général de suspendre toute relation avec lui.

Le 4 septembre 1870, la république était proclamée à Paris. L'Alliance crut que l'heure avait sonné de « déchaîner l'hydre révolutionnaire en Suisse » (style Guillaume). *La Solidarité* lança un manifeste demandant la formation de corps francs suisses contre les Prussiens. Ce manifeste, si nous devons en croire Guillaume le pédagogue, pour n'être « en aucune façon anonyme », n'était cependant pas signé. Malheureusement, toute l'ardeur belliqueuse de l'Alliance s'évapora après la saisie du journal et du manifeste. Mais moi, s'écriait le bouillant Guillaume qui brûlait de « risquer sa peau », « moi, je restai à mon poste...à l'imprimerie du journal » (*Bulletin jurassien*, 15 juillet 1872).

Le mouvement révolutionnaire de Lyon venait d'éclater. Bakounine d'accourir rejoindre son lieutenant Albert Richard et ses sergents Bastelica et Gaspard Blanc. Le 28 septembre, jour de son arrivée, le peuple s'était emparé de l'Hôtel de Ville. Bakounine s'y installa : alors arriva le moment critique, le moment attendu depuis bien des années, où Bakounine put accomplir l'acte le plus révolutionnaire que le monde ait jamais vu — il décréta *l'abolition de l'Etat*. Mais l'Etat, sous la forme et l'espèce de deux compagnies de gardes nationaux bourgeois, entra par une porte qu'on avait oublié de garder, balaya la salle, et fit reprendre à la hâte le chemin de Genève à Bakounine.

Au moment même où le belliqueux Guillaume défendait « à son poste » la république de septembre, son fidèle Achate¹ Robin fuyait devant cette république et se réfugiait à Londres. Bien que le Conseil général sût qu'il était un des partisans les plus acharnés de l'Alliance, et de plus, l'auteur des attaques lancées dans *L'Égalité* contre lui, et en dépit des rapports des sections de Brest sur la conduite peu courageuse de Robin, il le reçut dans son sein vu l'absence de nos membres français.

¹ Achate : guerrier troyen qui est, dans l'Énéide de Virgile, l'écuyer d'Énée et son proche compagnon. Il est devenu le symbole de l'ami fidèle.

Depuis ce moment Robin ne cessa d'y fonctionner comme correspondant officieux du Comité de la Chaux-de-Fonds. Le 14 mars 1871, il proposa la convocation d'une Conférence privée de l'Internationale pour vider le différend suisse. Le Conseil, prévoyant que de grands événements se préparaient à Paris, refusa net. Robin revint à la charge à plusieurs reprises et proposa même au Conseil de prendre une décision définitive sur le différend. Le 25 juillet, le Conseil général décida que cette affaire serait une des questions soumises à la Conférence qui serait convoquée pour le mois de septembre 1871.

Le 10 août, l'Alliance, peu désireuse de voir ses agissements scrutés par une Conférence, déclarait qu'elle était dissoute depuis le 6 du même mois. Cependant, renforcée par quelques réfugiés français, elle reparut bientôt sous d'autres noms, tels que « Section des athées socialistes », et « Section de propagande et d'action socialiste révolutionnaire ». Conformément à la résolution V du Congrès de Bâle et d'accord avec le Comité fédéral romand, le Conseil général refusa de reconnaître ces sections, nouveaux foyers d'intrigues.

La Conférence de Londres (septembre 1871) confirma, vis-à-vis des dissidents jurassiens, la décision du Conseil général du 28 juin 1870.

La Solidarité ayant cessé d'exister, les nouveaux adhérents de l'Alliance fondèrent *La Révolution Sociale* où écrivait Mme André Léo qui, au Congrès de la Ligue de la Paix à Lausanne, alors que Ferré attendait en prison l'heure d'aller à Satory, avait déclaré que « Raoul Rigault et Ferré étaient les deux figures sinistres de la Commune, qui jusque là, (jusqu'à l'exécution des otages) n'avaient cessé, toujours en vain, de réclamer des mesures sanglantes. ».

Dès son premier numéro, ce journal s'empressa de se mettre au niveau du *Figaro*, du *Gaulois*, du *Paris-Journal* et autres organes orduriers dont il réédita les infamies contre le Conseil général. Le moment lui parut opportun d'allumer, jusque dans l'Internationale, le feu des haines nationales. D'après lui, le Conseil général était un comité allemand, dirigé par un cerveau bismarckien.

La Conférence, par ses trois résolutions relatives au différend suisse, à l'action politique de la classe ouvrière, et au désaveu public de Netchaïev, avait frappé l'Alliance au cœur. La première de ces résolutions infligeait un blâme direct au Comité pseudo-romand de la Chaux-de-Fonds, et approuvait l'action du Conseil général. Elle conseillait aux sections du Jura d'adhérer à la Fédération romande, et dans le cas où cette union ne pourrait se faire, elle décidait que les sections des Montagnes devaient prendre le nom de Fédération jurassienne. Elle déclarait que si leur comité continuait sa guerre de journaux devant le public bourgeois, ces journaux seraient désavoués par le Conseil général. La deuxième résolution, sur l'action politique de la classe ouvrière, mit à néant la confusion qu'avait voulu jeter Bakounine dans l'Internationale en intercalant dans son programme la doctrine de l'abstention absolue en matière politique. La troisième résolution sur Netchaïev menaçait directement Bakounine. On verra plus loin, lorsque nous parlerons de la Russie, combien Bakounine était personnellement intéressé à cacher les turpitudes de l'Alliance à l'Europe occidentale.

L'Alliance, comme de juste, y vit une déclaration de guerre, et se mit immédiatement en campagne. Les sections jurassiennes qui soutenaient le Comité pseudo-romand, se réunirent en Congrès, le 12 novembre 1871, à Sonvillier. Il y avait là seize délégués prétendant représenter neuf sections. Suivant le rap-

port du Comité fédéral, la section de Courtelary, représentée par deux délégués, « *avait suspendu son action* »; la section centrale du Locle « *avait fini par se dissoudre* », mais s'était reconstituée momentanément pour envoyer deux délégués au Congrès des seize; la section des graveurs et guillocheurs de Courtelary (deux délégués) « *se constituait en société de résistance* » en dehors de l'Internationale; la section de propagande de la Chaux-de-Fonds (un délégué) « *est dans une situation critique, et sa position, loin de s'améliorer, tend plutôt à empirer.* ». La section centrale de Neuchâtel (deux délégués, dont Guillaume) « *a eu à souffrir considérablement, et sans le dévouement de quelques membres, sa chute était certaine.* ». Les deux cercles d'études sociales de Sonvillier et de Saint-Imier (quatre délégués) dans le district de Courtelary se sont formés, suivant le rapport, en conséquence de la dissolution de la section centrale de Courtelary; donc, les quelques membres de ce district se font représenter trois fois, par six délégués ! La section de Moutier (un délégué) ne paraît être composée que de son Comité. Donc, sur seize délégués, quatorze représentaient des sections mortes ou mourantes. Mais pour juger de l'état de délabrement amené dans cette fédération par la prédication de l'anarchie, il faut lire encore un peu ce rapport. Sur vingt-deux sections, neuf seulement étaient représentées au Congrès; sept n'avaient jamais répondu à aucune des communications du Comité, et quatre étaient déclarées bien mortes. Voilà la fédération qui se croyait appelée à bouleverser de fond en comble l'organisation de l'Internationale !

Le Congrès de Sonvillier commença cependant par s'incliner devant la Conférence de Londres qui lui avait imposé le nom de Fédération jurassienne; mais en même temps pour faire preuve d'anarchisme il déclarait dissoute toute la Fédération romande. (Celle-ci rendit les Jurassiens à leur autonomie en les chassant de ses sections.) Ensuite le Congrès lança sa bruyante circulaire dont le but principal était de protester contre la légalité de la Conférence et d'en appeler à un Congrès général qui devait être convoqué à bref délai.

La circulaire accuse l'Internationale d'avoir dévié de son esprit qui n'était « *qu'une immense protestation contre l'autorité* ». Jusqu'au Congrès de Bruxelles, tout marchait pour le mieux dans la meilleure des sociétés; mais à Bâle les délégués perdirent la tête, et en proie à une « *confiance aveugle* », ils portèrent « *atteinte à l'esprit et à la lettre des statuts généraux* » où l'autonomie de chaque section et de chaque groupe de sections était si clairement proclamée. Donc, l'Internationale avait écrit sur ses bannières l'autorité, et la Fédération jurassienne, cette marionnette de l'Alliance, l'autonomie des sections. Nous avons déjà vu comment l'Alliance entend réaliser cette autonomie.

Les péchés du Congrès de Bâle ont été encore surpassés par ceux de la Conférence de Londres dont les résolutions « *tendent à faire de l'Internationale, libre fédération de sections autonomes, une organisation hiérarchique et autoritaire de sections disciplinées, placées entièrement sous la main d'un Conseil général qui peut à son gré refuser leur admission ou bien suspendre leur activité* ». Les Alliances qui rédigèrent cette circulaire oublièrent donc que leur règlement secret n'est fait que pour consolider « *une organisation hiérarchique et autoritaire* », couronnée par la personne du permanent « *citoyen B.* » et que l'on y donne des instructions pour « *discipliner* » les sections et pour les placer entièrement non seulement « *sous la main* », mais sous « *la haute main* » de ce même « *citoyen* ».

Si les péchés de la Conférence sont mortels, le péché des péchés, le péché contre l'Esprit Saint, fut commis par le Conseil

général. Il se trouve « *quelques individualités* » qui considèrent leur « *mandat (de membres du Conseil) comme une propriété personnelle, et Londres leur a paru la capitale inamovible de notre Association. Des hommes ont été amenés à vouloir faire prédominer dans l'Internationale leur programme spécial, leur doctrine personnelle comme la théorie officielle ayant seule droit de cité dans l'Association... ainsi s'est constituée peu à peu une orthodoxie dont le siège était Londres, et dont les représentants étaient les membres du Conseil général* ». Enfin, ils ont voulu établir l'unité de l'Internationale par la « *centralisation et la dictature* ». Dans cette même circulaire l'Alliance prétend « *faire prédominer dans l'Internationale son programme spécial* » en le déclarant « *une immense protestation contre l'autorité et en proclamant que l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes devra se faire en dehors de toute autorité directrice, cette autorité fût-elle élue et consentie par les travailleurs.* ». Nous verrons que partout où l'Alliance a eu de l'influence, elle a fait ce qu'elle reproche faussement au Conseil général, qu'elle a voulu imposer son ridicule simulacre de théorie comme « *la théorie officielle ayant seule droit de cité dans l'Association* ».¹.

Ceci n'a trait qu'à l'action publique et visible de l'Alliance; quant à son action secrète, « l'esprit et la lettre » des statuts secrets nous ont déjà éclairés sur le degré « d'orthodoxie », de « doctrine personnelle », de « centralisation » et de « dictature » qui règne dans cette « libre fédération de groupes autonomes ». Nous comprenons fort bien que l'Alliance voulut empêcher la classe ouvrière de se donner une direction commune, puisque la providence bakouninienne, en constituant son Alliance comme l'état-major de la révolution, y avait déjà pourvu.

Bien loin de vouloir imposer une orthodoxie à l'Internationale, le Conseil général avait proposé à la Conférence de Londres l'abolition des noms sectaires de certaines sections, et cette proposition fut acceptée à l'unanimité².

Voici d'ailleurs comme le Conseil général s'exprimait, sur les sectes dans sa circulaire privée, {Prét. Scissions p. 24.)

« La première phase dans la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est marquée par le mouvement sectaire. Il a sa raison d'être à une époque où le prolétariat n'est pas encore assez développé pour agir comme classe. Des penseurs individuels font la critique des antagonismes sociaux, et en donnent des solutions fantastiques que la masse des ouvriers n'a qu'à accepter, à propager, et à mettre en pratique. Par leur nature même, les sectes formées par ces initiateurs sont abstentionnistes, étrangères à toute action réelle, à la politique, aux grè-

¹ Note du document : Mazzini, par exemple, rendait toute l'Internationale responsable des grotesques élucubrations du pape Bakounine. Le Conseil général se vit obligé de déclarer publiquement dans les journaux italiens qu' « il s'est toujours opposé aux tentatives réitérées de substituer au programme large et compréhensif de l'Internationale (lequel a permis l'admission, comme membres, des adhérents de Bakounine) le programme étroit et sectaire de Bakounine dont l'adoption excluait d'un seul coup l'immense majorité des membres du l'Internationale ». La circulaire de Jules Favre, le rapport du rural Sacaze sur notre association, les discours réactionnaires dans les débats des Cortès espagnols sur l'Internationale, enfin toutes les attaques publiques dirigées contre elle fourmillent de citations de phrases ultra anarchiques sorties du camp bakouniste.

² Note du document : Résolution II de la Conférence, art. 2 : - « Les branches, sections, ou groupes locaux et leurs Comités se désigneront et se constitueront à l'avenir simplement et exclusivement comme branches, sections, groupes et comités de l'Association Internationale des travailleurs, en ajoutant le nom de leur localité respective. Art. 3 : - Il sera donc désormais défendu aux branches, sections, ou groupes de se désigner par des noms de secte, comme par exemple le nom de branche positiviste, mutuelliste, collectiviste, communiste, etc., ou de former des groupes séparatistes sous le nom de : « section de propagande » etc., se donnant des missions spéciales en dehors du but commun poursuivi par tous les groupes de l'Internationale.

ves, aux coalitions, en un mot à tout mouvement d'ensemble. La masse du prolétariat reste toujours indifférente ou même hostile à leur propagande. Les ouvriers de Paris et de Lyon ne voulaient pas plus des Saint-Simoniens, des Fouriéristes, des Icariens, que les chartistes et les trade-unionistes anglais ne voulaient des Owenistes. Les sectes, leviers du mouvement à leur origine, lui font obstacle dès qu'il les dépasse; alors elles deviennent réactionnaires; témoins les sectes en France et en Angleterre, et dernièrement les Lassaliens en Allemagne qui, après avoir entravé pendant des années l'organisation du prolétariat, ont fini par devenir simples instruments de police. Enfin, c'est là l'enfance du mouvement prolétaire comme l'astrologie et l'alchimie sont l'enfance de la science. Pour que la fondation de l'Internationale fût possible, il fallait que le prolétariat eût dépassé cette phase.

En face des organisations fantaisistes des sectes, l'Internationale est l'organisation réelle et militante de la classe prolétaire dans tous les pays, liés les uns avec les autres, dans leur lutte commune contre les capitalistes, les propriétaires fonciers et leur pouvoir de classe organisé dans l'Etat. Aussi les statuts de l'Internationale ne connaissent-ils que de simples sociétés ouvrières poursuivant toutes le même but et acceptant toutes le même programme qui se borne à tracer les grands traits du mouvement prolétaire et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique et à l'échange des idées qui se fait dans les sections, admettant indistinctement toutes les convictions socialistes dans leurs organes et leurs Congrès. ».

L'Alliance ne voulait pas que l'Internationale fût une société militante; la circulaire demandait qu'elle fût l'image fidèle de la société future ; « nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal... L'Internationale, embryon de la future société humaine, est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité, à la dictature. ». La Fédération jurassienne, si elle avait réussi dans son plan de transformer l'Internationale en image fidèle d'une société qui n'existait pas encore, et de lui interdire tout moyen d'action combinée, dans le but caché de la soumettre à « l'autorité et à la dictature » de l'Alliance et de son permanent dictateur, le « citoyen B », aurait comblé les vœux de la police européenne qui ne demandait qu'à voir l'Internationale mise à la retraite.

Les hommes de l'Alliance, pour prouver à leurs anciens collègues de la Ligue de la Paix et à la bourgeoisie radicale que la campagne qu'ils venaient d'ouvrir était dirigée contre l'Internationale et non contre la bourgeoisie, envoyèrent leur circulaire à tous les journaux radicaux. *La République française* de M. Gambetta s'empressa de reconnaître leurs services par un article plein d'encouragements pour les Jurassiens et d'attaques contre la Conférence de Londres. Le *Bulletin jurassien*, heureux de trouver cet appui dans la presse bourgeoise, reproduisit *in extenso* cet article dans son numéro 3, montrant ainsi qu'une entente des plus cordiales unissait les Alliances ultra-révolutionnaires et les gambettistes versaillais. Afin de mieux répandre parmi la bourgeoisie l'agréable nouvelle d'une scission naissante dans l'Internationale, la circulaire de Sonvillier fut vendue dans les rues de plusieurs villes de France, notamment à Montpellier, un jour de marché. On sait que la vente d'imprimés dans la rue, en France, a besoin d'être autorisée par la police¹.

¹ Note du document : Procès de Toulouse, voir La Réforme (de Toulouse) du 18 mars 1873,

Cette circulaire fut envoyée par ballots partout où l'Alliance croyait recruter des amis et des mécontents contre le Conseil Général. Le résultat fut à peu près nul. Les Alliancistes espagnols se prononcèrent contre la convocation du Congrès demandé par la circulaire, et osèrent même envoyer des réprimandes au pape. En Italie, un seul individu, Terzaghi, se déclarait momentanément pour le Congrès. En Belgique où il n'y avait pas d'Alliancistes connus, mais où tout le mouvement international patageait dans les phrases bourgeoises sur l'absentation politique, l'autonomie, la liberté, la fédération, la décentralisation et l'esprit de clocher, la circulaire obtint un succès d'estime, Bien que le Conseil fédéral belge s'abstint d'adhérer à la demande d'un Congrès général extraordinaire, ce qui du reste eût été absurde, puisque à la Conférence, la Belgique avait été représentée par six délégués, il rédigea un projet de statuts généraux qui supprimait simplement le Conseil Général. Lorsqu'au Congrès belge on discutait cette proposition, le délégué de Lodolinsart fit observer que le meilleur critérium, pour les ouvriers, était le sentiment de leurs patrons. A voir seulement la joie que l'idée de la suppression du Conseil Général avait fait naître chez les patrons, on pouvait affirmer qu'il était impossible « *de commettre une plus grande faute que de décréter cette suppression* ». Aussi la proposition fut-elle rejetée. En Suisse, la Fédération romande protesta énergiquement, mais partout ailleurs on ne répondit à la circulaire que par le silence du mépris.

Le Conseil Général répondit à la circulaire de Sonvillier et aux manœuvres continuelles de l'Alliance par la circulaire privée : *Les prétendues Scissions dans l'Internationale*, en date du 5 mars 1872. Une grande partie de cette circulaire a été résumée plus haut. Le Congrès de La Haye a fait justice de ces intrigues et de ces intrigants.

Certainement, ces hommes, qui font plus de bruit qu'ils ne sont gros, ont eu un succès incontestable. Toute la presse libérale et policière a pris ouvertement leur parti; ils ont été secondés dans leur calomnies personnelles contre le Conseil Général et leurs attaques anodines contre l'Internationale par les prétendus réformateurs de tous les pays, en Angleterre, par les républicains bourgeois, dont le Conseil Général a déjoué les intrigues; en Italie, par les libres-penseurs dogmatiques qui sous la bannière de Stefanoni, proposèrent de fonder « une société universelle des rationalistes », ayant : siège obligatoire à Rome, organisation « autoritaire » et « hiérarchique », couvents de moines et de nonnes athées, etc., et dont les statuts décernent un buste en marbre, placé dans la salle du Congrès, à tout bourgeois donateur de dix mille francs; enfin, en Allemagne, par les socialistes bismarckiens qui, en dehors de leur journal policier, le *Neue Social-Demokrat*, jouent les blouses blanches de l'empire prusso-allemand.

La Révolution sociale ayant cessé de paraître, l'Alliance se fit représenter dans la presse par le *Bulletin jurassien* qui, sous prétexte de protéger les sections autonomes contre l'autoritarisme du Conseil général et les usurpations de la Conférence de Londres, travaillait à la désorganisation de l'Internationale. Son numéro du 20 mars 1872 avouait franchement que par « *Internationale il n'entendait pas telle ou telle organisation embrassant aujourd'hui une partie du prolétariat. Les organisations sont choses secondaires et transitoires. L'Internationale est, parlant d'une manière plus générale, ce sentiment de solidarité entre les exploités qui domine le monde moderne* ». L'Internationale réduite au pur « *sentiment de solidarité* », serait plus platonique encore que la charité chrétienne. Pour donner une preuve des moyens honnêtes employés par le *Bulletin*, nous extrayons le passage suivant d'une lettre de Tokarzewicz, rédacteur en chef du journal polonais

Wolnosc à Zurich : « Dans le No 13 du Bulletin jurassien se trouve un programme de la société polonaise socialiste de Zurich qui dans trois jours publiera son journal Wolnosc. Nous vous autorisons, trois jours après la réception de cette lettre, à annoncer au Conseil général de l'Internationale que le programme est faux. ».

Le numéro du 15 juin de ce Bulletin contient les réponses des Alliancistes (Bakounine, Malon, Claris, Guillaume, etc.) à la circulaire privée du Conseil général. Ces réponses ne répondent à aucune des accusations que le Conseil général avait portées contre l'Alliance et ses chefs. Le pape, à bout de raisons, crut clore le débat en appelant la circulaire « un tas d'ordures ». « D'ailleurs, dit-il, je m'étais toujours réservé d'appeler tous mes calomnieurs devant un jury d'honneur que le prochain Congrès ne me refusera sans doute pas. Et pour peu que ce jury m'offre toutes les garanties d'un jugement impartial et sérieux, je pourrai lui exposer avec tous les détails nécessaires tous les faits tant politiques que personnels sans crainte des inconvenients et des dangers d'une divulgation indiscreète. ». Naturellement, le citoyen B. paya de sa personne comme d'habitude : il ne parut pas à La Haye.

Le Congrès approchait, et l'Alliance savait qu'avant ce Congrès devait se publier le rapport sur l'affaire Netchaïev que la Conférence avait chargé le citoyen Outine de rédiger. Il était de la plus haute importance que ce rapport ne fût pas publié avant le Congrès, afin que ses membres ne pussent être entièrement informés sur cette affaire. Le citoyen Outine se rendit à Zurich pour remplir sa tâche. A peine installé, il fut victime d'une tentative d'assassinat que nous mettons sans hésitation sur le compte de l'Alliance. A Zurich, Outine n'avait d'autres ennemis que les quelques Slaves alliancistes sous la « haute main » de Bakounine. D'ailleurs, l'organisation du guet-apens et de l'assassinat est un des moyens de lutte reconnus et employés par cette société; nous en verrons d'autres exemples en Espagne et en Russie. Huit individus qui parlaient le slave, guettaient Outine dans un lieu isolé près d'un canal; quand il fut arrivé près d'eux, ils l'attaquèrent par derrière, le frappèrent à la tête avec de grosses pierres, lui firent à un œil une blessure dangereuse, et après l'avoir assommé l'auraient tué et jeté dans le canal sans l'arrivée de quatre étudiants allemands. A leur vue, les assassins s'enfuirent. Cette tentative n'a pas empêché le citoyen Outine d'achever son travail et de l'envoyer au Congrès.

IV. L'Alliance en Espagne.

Après le Congrès de la *Ligue de la Paix* tenu à Berne, en septembre 1869, Fanelli¹, un des fondateurs de l'Alliance et membre du Parlement italien, se rendit à Madrid. Il était muni de recommandations de Bakounine pour Garrido², député aux Cortès qui le mit en rapport avec des éléments républicains tant bourgeois qu'ouvriers. Peu de temps après, en novembre de la même année, on envoya, de Genève, des cartes d'affiliation à l'Alliance à Morago³, à Cordova y Lopez⁴ (républicain, aspirant à la députation, rédacteur d'*El Combate*, journal bourgeois) et à Rubau Donadeu⁵, (candidat malheureux de Barcelone, fondateur d'un parti pseudo-socialiste). La connaissance de l'envoi de ces titres, jeta le désordre dans la jeune section internationale de Madrid; le président Jalbo se retira, ne voulant pas appartenir à une association qui tolérait dans son sein une société secrète composée de bourgeois, et se laissait conduire par elle.

Déjà au Congrès de Bâle l'Internationale espagnole était représentée par deux alliancistes, Farga Pellicer⁶ et Sentiñon⁷, dont le dernier figure sur la liste officielle des délégués comme « *délégué de l'Alliance* ». Après le Congrès de l'Internationale espagnole à Barcelone, (juillet 1870) l'Alliance s'établit à Palma, Valencia, Malaga et Cadix. En 1871, des sections se fondèrent à Séville et à Cordoue. Au commencement de 1871, Morago et Vinas⁸, délégués de l'Alliance de Barcelone, proposèrent aux

¹ **Giuseppe Fanelli**, révolutionnaire libertaire italien. Ami intime de Mazzini, il prend part, en 1860, à l'expédition des Mille aux cotés de Giuseppe Garibaldi. En 1863, il participe à l'insurrection polonaise. Revenu à Naples, il y rencontre Bakounine. En septembre 68, il est présent au 2^e congrès de la *Ligue de la Paix et de la Liberté* à Berne : c'est au cours de ce congrès que se fonde l'Alliance bakouniste. En octobre 1869, il reçoit de Bakounine la mission de se rendre en Espagne pour y constituer des sections de l'Internationale. Il sera présent au congrès de Saint-Imier qui marque la fondation de l'Internationale anti-autoritaire.

² **Fernando Garrido**. Né à Carthagène en 1821, il s'établit à Madrid en 1845 et y découvre les théories de Fourier, de Saint-Simon et de Owen. Membre de la société secrète *Les fils du peuple*, il se voit condamné à 14 mois de prison et banni du royaume en 1851. Il se réfugie alors à Londres avant de revenir en Espagne en 1869 et d'y être élu comme député aux Cortès de Madrid.

³ **Gonzales Morago**, boutiquier et pilier d'estaminet, entretient son autonomie de joueur de profession avec le travail de sa femme et de ses apprentis. Quand le Conseil fédéral émigra à Lisbonne il déserta sa place de membre du Conseil, et proposa de jeter les papiers de l'Internationale à la mer quand Sagasta mit l'Internationale hors la loi, il déserta de nouveau sa place de membre du Conseil local de Madrid, et se mit à l'abri de la tourmente dans le port de l'Alliance. (Note du document)

⁴ **Francisco Cordova y Lopez**. Avocat de profession puis journaliste, il fut l'un des leaders du soulèvement fédéraliste de 1869. Il a été, avec Giuseppe Fanelli, à l'origine de la section madrilène de l'AIT, ce qui le mettra en contact avec Bakounine. Il adhère entre février et août 1869 à l'Alliance bakouniste.

⁵ **José Rubau Donateur**, écrivain et homme politique catalan, député au parlement espagnol pendant le sexennat démocratique (de 1868 à 1874). Fondateur, en 1863, du journal *El Debate*, il est, en 1864, l'un des signataires du *Manifeste des démocrates socialistes de Barcelone*. En 1869, il participe au congrès de Bâle de l'AIT, où il devient proche de Bakounine avec qui il va fonder l'Alliance en Espagne.

⁶ **Rafael Farga i Pellicer** a été un important militant syndicaliste de Catalogne d'orientation libertaire. En septembre 1869, il participe au 4^e Congrès de l'AIT à Bâle et devient membre de l'Alliance bakouniste. Après le congrès de La Haye en 1872, il rejoint la fraction anti-autoritaire.

⁷ **Gaspar Sentiñon**, docteur en médecine à Barcelone était un ami personnel de Bakounine et l'un des fondateurs de l'Alliance espagnole. Bien avant le Congrès de La Haye, il conseillait aux Internationaux de ne pas payer leurs cotisations au Conseil général parce qu'il les consacrerait à l'achat de fusils; il essaya d'empêcher l'Internationale espagnole de revendiquer la cause de la Commune vaincue : mis en prison pour délit de presse, il lança un manifeste où il reniait courageusement l'Internationale alors poursuivie; abandonné pour ce fait par toute la classe ouvrière barcelonaise, il resta cependant un des chefs secrets de l'Alliance, car dans une lettre du 14 août 1871, trois mois après la chute de la Commune, Montoro, membre de l'Alliance, référait un correspondant allianciste à Sentiñon qui les renseignerait, disait-il, sur son caractère et sa qualité de membre de l'Alliance. (Note du document)

⁸ **Vinas**, étudiant en médecine, que Sentiñon dans une lettre du 26 janvier 1872, recommandait à Liebknecht comme « l'âme de l'Internationale à Barcelone », sans que la police eût pris la peine de le mettre en

membres du Conseil fédéral (Francisco Mora, Angel Mora, Anselmo Lorenzo, Borrell etc.) de fonder une section de l'Alliance à Madrid; mais ceux-ci s'y opposèrent, disant que l'Alliance était une société dangereuse si elle était secrète, inutile si elle était publique. Pour la deuxième fois la seule mention de ce nom suffit pour jeter le germe de la désunion dans le sein du Conseil fédéral; au point que Borrell prononça ces paroles prophétiques : « *dès aujourd'hui toute confiance est morte entre nous.* ». Mais la persécution gouvernementale ayant forcé les membres du Conseil fédéral d'émigrer en Portugal, c'est là que Morago réussit à les convaincre de l'utilité de cette association secrète, et que, par leur initiative, se fonda la section allianciste de Madrid. A Lisbonne, quelques Portugais, membres de l'Internationale, furent affiliés à l'Alliance par Morago. Toutefois trouvant que ces nouveaux venus ne lui offraient pas des garanties suffisantes, il fonda, à leur insu, un autre groupe allianciste, composé des plus mauvais éléments bourgeois et ouvriers pris dans les rangs des francs-maçons. Ce nouveau groupe dont faisait partie un curé défroqué Bonança, tenta d'organiser l'Internationale par sections de dix membres qui devaient, sous sa direction, servir les projets du comte de Péniche, et que cet intrigant politique réussit à entraîner dans une échauffourée dont l'unique but était de le placer au pouvoir. En présence des intrigues alliancistes au Portugal et en Espagne, les internationaux portugais se sont retirés de cette société secrète, et ils ont, au Congrès de La Haye, réclamé comme une mesure de salut public son expulsion de l'Internationale.

A la Conférence de l'Internationale espagnole à Valencia, (septembre 1871) les délégués des alliancistes, comme toujours délégués de l'Internationale, donnèrent à leur société secrète une organisation complète pour la péninsule ibérique. La majorité d'entre eux, croyant que le programme de l'Alliance était identique à celui de l'Internationale, que cette organisation secrète existait partout, que c'était presque un devoir d'y entrer, et que l'Alliance tendait à développer et non à dominer l'Internationale, décida que tous les membres du Conseil fédéral devaient être initiés. Aussitôt que Morago, qui n'avait pas osé jusque-là rentrer en Espagne, eut connaissance de ce fait, il vint en toute hâte à Madrid et accusa Mora de « *vouloir subordonner l'Alliance à l'Internationale* », ce qui était contraire au but de l'Alliance. Et pour donner de l'autorité à cette opinion, il fit lire à Mesa, au mois de janvier suivant, une lettre de Bakounine dans laquelle celui-ci déroulait un plan machiavélique de domination sur la classe ouvrière. Ce plan était le suivant: « *L'Alliance doit exister, en apparence dans l'Internationale, mais réellement à une certaine distance d'elle, pour mieux l'observer et la diriger. Pour cette raison les membres qui appartiennent aux Conseils et Comités des sections internationales, doivent toujours être en minorité dans les sections de l'Alliance.* » (Déclaration de José Mesa, en date du 1er septembre 1872, adressée au Congrès de La Haye.) Dans une réunion de l'Alliance, Morago accusa Mesa d'avoir trahi la société de Bakounine par l'initiation de tous les membres du Conseil fédéral, ce qui leur donnait la majorité dans la section allianciste, et établissait, en fait, la domination de l'Internationale sur l'Alliance. C'est pour prévenir cette domination que les instructions secrètes portent qu'un ou deux alliancistes seulement doivent se glisser dans les Conseils ou Comités de l'Internationale et les mener, sous la direction et avec l'appui de la section de l'Alliance, où se prenaient à l'avance toutes les résolutions que devait adopter l'Internationale. Dès ce moment, Morago déclara la guerre au Conseil fédéral, et, comme au Portugal, fonda une nouvelle section allianciste qui resta inconnue aux suspects. Les initiés des différents points de l'Espagne le secondèrent, et commencèrent à accuser le Conseil fédéral de né-

prison, se retira de l'Internationale pendant la période de la persécution pour ne pas compromettre les intérêts de sa famille. (Note du document)

glier ses devoirs alliancistes, comme le prouve une circulaire de la section de l'Alliance de Valence (30 janvier 1872) signée Damon, pseudonyme allianciste de Montoro.

Quand la circulaire de Sonvillier arriva, l'Alliance espagnole se garda bien de prendre parti pour le Jura. Même la section-mère de Barcelone, dans une lettre officielle du 14 novembre, 1871, traite très vertement et d'une manière tout à fait hérétique le pape Michel qu'elle suspectait de rivalité personnelle contre Karl Marx¹.

Le Conseil fédéral adhéra à cette lettre, ce qui montre combien peu d'influence le centre suisse avait alors en Espagne. Mais bientôt on put remarquer que la grâce venait de toucher les cœurs récalcitrants. Dans une réunion de la fédération internationale de Madrid (7 janvier 1872) où se discutait la circulaire de Sonvillier, le nouveau groupe, dirigé par Morago, empêcha la lecture de la contre-circulaire de la Fédération romande, et étouffa la discussion. Le 24 février Rafar (faux-nez allianciste de Rafael Farga) écrivait à la section allianciste de Madrid : « *Il faut tuer les influences réactionnaires et les tendances autoritaires du Conseil Général.* » Cependant, c'était à Palma de Mallorca seulement que l'Alliance put arracher aux Internationaux une adhésion publique à la circulaire du Jura. On voit que la discipline ecclésiastique commençait à briser les dernières résistances à l'infailibilité du pape.

En présence de tout ce travail souterrain, le Conseil fédéral espagnol comprit qu'il y avait urgence à se débarrasser de l'Alliance. Les persécutions du gouvernement lui en fournirent le prétexte. Pour pourvoir au cas où l'on dissoudrait l'Internationale, il proposa de former des groupes secrets de « *défenseurs de l'Internationale* » dans lesquels devaient se fondre insensiblement les sections de l'Alliance. L'introduction de nombreux membres devait fatalement en modifier le caractère, et elles devaient définitivement disparaître, avec ces groupes, le jour où la persécution cesserait. Mais l'Alliance, devinant le but caché de ce plan, le fit échouer bien que, cette organisation manquant, l'existence de l'Internationale en Espagne eût été compromise, si le gouvernement avait exécuté ses menaces. L'Alliance, au contraire, proposait ceci : « *Si l'on nous met hors la loi, il serait utile de donner à l'Internationale une forme extérieure qui pourrait être admise par le gouvernement, et que les conseils locaux fussent comme les noyaux secrets qui, influencés par l'Alliance, imprimeraient aux sections une marche complètement révolutionnaire.* ». (Circulaire de la section de l'Alliance de Séville, 25 octobre 1871.) Couarde dans l'action, hardie dans la phrase — voilà toute l'Alliance, en Espagne comme ailleurs.

La résolution de la Conférence de Londres sur la politique de la classe ouvrière força l'Alliance à se mettre en hostilité ouverte avec l'Internationale, et donna au Conseil fédéral l'occasion de

¹ Note du document : Cette lettre, adressée par Alerini II au nom du groupe barcelonais de l'Alliance à « mon cher Bastelica et chers amis » fut envoyée en copie à toutes les sections de l'Alliance espagnole. En voici quelques extraits : « Le Conseil général actuel ne peut durer au delà du Congrès de l'an prochain et son action néfaste ne peut être que temporaire. Une rupture publique au contraire porterait à notre cause un de ces coups dont elle se relèverait difficilement, si tant est qu'elle y résiste. Nous ne pouvons donc en aucune façon encourager vos tendances séparatistes. Quelques uns d'entre nous se sont demandé si, à part la question de principe, il n'y aurait dans tout ceci ou à côté de ceci, des questions de personnes, des questions de rivalité par exemple entre notre ami Michel et Karl Marx, entre les membres de l'ancienne A. et le Conseil général. Nous avons vu avec peine dans la Révolution Sociale les attaques dirigées contre le Conseil général et Karl Marx. Quand nous connaissons l'opinion de nos amis de la péninsule qui inspirent les Conseils locaux, modifiant notre attitude suivant la décision générale, à laquelle nous nous conformerons de tout point, etc., etc. » L'ancienne A. est l'Alliance publique étouffée dans son germe par le Conseil général. L'exemplaire de la lettre d'où nous avons extrait ces passages est écrit de la main d'Alerini.

constater sa parfaite harmonie avec la grande majorité des Internationaux. Elle lui suggéra de plus l'idée de constituer, en Espagne, un grand parti ouvrier. Pour arriver à ce but, il fallait d'abord complètement isoler la classe ouvrière de tous les partis bourgeois, surtout du Parti républicain qui recrutait parmi les ouvriers la masse de ses votants et de ses combattants. Le Conseil fédéral conseilla l'abstention dans toutes les élections de députés tant monarchiques que républicains; pour enlever au peuple toute illusion sur la phraséologie pseudo-socialiste des républicains, les rédacteurs de *La Emancipation*, qui étaient en même temps les membres du Conseil fédéral, adressèrent aux représentants du parti républicain fédéraliste, réunis en Congrès à Madrid, une lettre dans laquelle ils leur demandèrent des mesures pratiques et les sommèrent de se déclarer sur le programme de l'Internationale. C'était porter un coup terrible au Parti républicain; l'Alliance se chargea de l'atténuer, car elle, au contraire, était liguée avec les républicains. A Madrid, elle fonda un journal, *El Condenado*, qui pour programme prit les trois vertus cardinales de l'Alliance : *Athéisme, Anarchie, Collectivisme*, mais qui prêchait aux ouvriers de ne pas demander une diminution des heures de travail. A côté du « frère » Morago, y écrivait Estébanez, un des trois membres du Comité directeur du Parti républicain, dernièrement gouverneur de Madrid et ministre de la guerre. A Malaga, Pino, membre de la Commission fédérale de la pseudo-Internationale, à Madrid, Felipe Martin, actuellement commis-voyageur de l'Alliance, servaient le Parti républicain comme agents électoraux. Et pour avoir aussi son Fanelli aux Cortes espagnols, l'Alliance se proposa de porter la candidature de Morago.

L'Alliance avait déjà deux griefs impardonnables contre le Conseil fédéral : 1°) de s'être abstenu dans la question du Jura, 2°) d'avoir attenté à son intégrité. Après l'attitude du Conseil vis-à-vis du parti républicain, laquelle déjouait tous ses plans, elle résolut de le perdre. La lettre au Congrès républicain y fut reçue comme une déclaration de guerre. *La Igualdad*, l'organe le plus influent du parti, attaqua violemment les rédacteurs de *La Emancipation*, et les accusa d'être vendus à Sagasta¹. *El Condenado* encouragea cette infamie par son silence obstiné. L'Alliance fit plus encore pour le Parti républicain. A cause de cette lettre, elle fit expulser de la fédération internationale de Madrid, où elle dominait, les rédacteurs de *La Emancipation*.

En dépit des persécutions gouvernementales, le Conseil fédéral, pendant une gestion de six mois, depuis la Conférence de Valence, avait porté le nombre des fédérations locales de 13 à 70; il avait, dans 100 autres localités, préparé les fédérations locales, organisé huit métiers en sociétés de résistance nationales; en outre se formait, sous ses auspices, la grande association des ouvriers manufacturiers catalans. Ces services rendus avaient donné aux membres du Conseil une telle influence morale que Bakounine sentit le besoin de les remettre dans la voie du salut par une longue admonition paternelle adressée à Mora, le secrétaire général du Conseil, en date du 5 avril 1872 (voir Pièces justificatives No. III). Le Congrès de Saragosse (4-11 avril 1872), malgré les efforts de l'Alliance représentée par au moins douze délégués, annula l'expulsion et nomma deux des expulsés au nouveau Conseil fédéral, en dépit de leur refus réitéré d'accepter aucune candidature.

Au Congrès de Saragosse, comme toujours, se tinrent en même temps les conciliabules secrets de l'Alliance. Les membres du Conseil fédéral y proposèrent de la dissoudre. La proposition, pour ne pas être rejetée, fut esquivée. Deux mois après, le 2

¹ **Praxedes Mateo Sagasta** (1825-1903) politicien libéral franc-maçon. En 1866, après un coup d'Etat manqué, il s'exila en France et ne revient en Espagne qu'en 1868, où il intégrera le gouvernement provisoire issu de la révolution de, dire « La Glorieuse », qui entraînera la chute de la monarchie et la proclamation de la République en 1873. (Note du volume « La grande discorde », p. 562)

juin, ces mêmes citoyens, en qualité de directeurs de l'Alliance espagnole et au nom de la section de l'Alliance de Madrid, envoyèrent aux autres sections une circulaire où ils renouvelaient leur proposition et en donnaient la raison suivante:

« L'Alliance a dévié du chemin que, selon nos vues, elle aurait dû suivre dans notre région; elle a faussé la pensée qui lui avait donné naissance, et, au lieu d'être une partie intégrante de notre grande Association, un élément actif qui donnât de l'impulsion aux différents organismes de l'Internationale, les aidant et les favorisant dans leur développement, elle s'est séparée complètement du reste de l'Association et en est arrivée à être une organisation à part, pour ainsi dire supérieure, et avec des tendances dominatrices; introduisant par là la méfiance, la discorde, et la division dans notre sein. A Saragosse, au lieu d'apporter des solutions et des idées, elle n'a, au contraire, apporté que des entraves et des obstacles aux importants travaux du Congrès. ».

De toutes les sections de l'Alliance espagnole, celle de Cadix seule répondit en annonçant sa dissolution. Le lendemain même, l'Alliance fit expulser, de nouveau, de la Fédération internationale de Madrid, les signataires de la circulaire du 2 Juin. Elle prit pour prétexte un article de *La Emancipation* du 1er Juin où l'on demandait une enquête « sur la source de la fortune des ministres, généraux magistrats, fonctionnaires publics, maires, etc. » et de tous les hommes politiques qui, n'ayant pas exercé de fonctions publiques, ont vécu à l'ombre des gouvernements, leur prêtant leur appui dans les Cortès et couvrant leurs iniquités sous le masque d'une fausse opposition... et dont les biens devaient être confisqués comme première mesure le lendemain d'une révolution.

« L'Alliance, qui y voyait une attaque directe contre ses amis du parti républicain, accusa les rédacteurs de La Emancipation d'avoir trahi la cause du prolétariat, sous prétexte qu'en demandant la confiscation des biens des voleurs d'Etat, ils reconnaissaient implicitement la propriété individuelle. Rien ne montre mieux l'esprit réactionnaire qui se cache sous le charlatanisme révolutionnaire de l'Alliance et qu'elle voudrait infuser dans le sein de la classe ouvrière. Et rien ne prouve mieux la mauvaise foi des alliancistes que l'expulsion, comme défenseurs de la propriété individuelle, des mêmes hommes qu'ils anathématisaient à cause de leurs idées communistes. »

Cette nouvelle expulsion se fit en violation des règlements en vigueur qui prescrivent la formation d'un jury d'honneur dans lequel l'accusé nomme deux jurés sur sept, et du jugement duquel il peut encore appeler à l'Assemblée générale de la section. Au lieu de tout cela, l'Alliance, pour ne pas être gênée dans son autonomie, fit décréter l'expulsion dans la séance même où elle souleva l'accusation. Sur 130 membres dont se composait la section, il n'y avait de réuni que 15 compères. Les expulsés en appelèrent au Conseil fédéral.

Ce Conseil, grâce aux manœuvres de l'Alliance, avait été transféré à Valence. Des deux membres de l'ancien Conseil fédéral réélus au Congrès de Saragosse, Mora n'avait pas accepté, et peu après Lorenzo donna sa démission. Dès ce moment, le Conseil fédéral était voué corps et âme à l'Alliance. Aussi répondit-il à l'appel des expulsés par une déclaration d'incompétence, quoique l'art. 7. des règlements de la fédération espagnole lui imposât le devoir de suspendre, sauf appel au prochain Congrès, toute fédération locale qui violerait les statuts. Les expulsés se constituèrent alors « en nouvelle fédération » et demandèrent à être reconnus par le Conseil qui, en vertu de l'autonomie des sections, refusa formellement. La nouvelle Fédération de Madrid s'adressa alors au Conseil général qui l'admit, conformément aux art. II, 7 et IV, 4 des règlements généraux. Le Congrès gé-

néral de La Haye approuva cet acte et, à l'unanimité, admit le délégué de la nouvelle Fédération de Madrid.

L'Alliance avait compris toute l'importance de ce premier mouvement de rébellion; elle avait compris que, s'il n'était pas étouffé dans son germe, l'Internationale espagnole, jusqu'alors si docile, échapperait de ses mains : elle mit en branle tous ses moyens honnêtes et malhonnêtes. Elle débuta par la calomnie. On proclama dans les journaux et l'on placarda dans les salles des sections les noms des expulsés : Angel et Francisco Mora, José Mesa, Victor Pagès, Iglesias, Saenz, Calleja, Pauly, et Lafargue, accolés à l'épithète de traîtres. Mora, qui pour remplir sa mission de secrétaire général avait quitté son travail, et pendant de longs mois avait été soutenu par son frère, alors qu'il n'y avait pas de fonds pour le payer, fut accusé d'avoir vécu aux frais de l'Internationale. Mesa, qui pour gagner sa vie rédige un journal de modes et venait de traduire un article pour un journal illustré, fut traité de vendu à la bourgeoisie. Lafargue fut chargé du péché mortel d'avoir, par un dîner gargantuesque, soumis aux tentations de St Antoine la faible chair de Martinez et de Montoro, deux membres du nouveau Conseil fédéral allianciste, comme s'ils portaient leur conscience dans leur panse. Nous ne parlons ici que des calomnies publiques et imprimées. Ces mesures n'ayant pas produit le fruit désiré, on passa à l'intimidation. A Valence, Mora fut attiré dans un guet-apens tendu par les membres du Conseil fédéral, qui l'y attendaient des gourdins à la main. Il en fut tiré par les membres de la fédération locale, qui connaissent les procédés de ces messieurs, et affirment que c'est devant des arguments aussi frappants que Lorenzo a donné sa démission. A Madrid une tentative semblable a été faite, peu après, sur Pablo Iglesias. La congrégation allianciste de l'index signala *La Emancipation* à la réprobation des fidèles; à Cadix, pour jeter une crainte salutaire dans l'âme des pécheurs, il fut déclaré que tout vendeur de *La Emancipation* serait expulsé de l'Internationale comme traître. L'anarchie allianciste se réalise dans la pratique inquisitoriale.

L'Alliance, selon son habitude, se mit à l'œuvre pour qu'au Congrès de La Haye, toute la représentation de l'Internationale espagnole fût composée de ses membres. Dans ce but, le Conseil fédéral fit passer aux sections une circulaire privée dont il cacha soigneusement l'existence à la nouvelle Fédération de Madrid. Il y proposait l'envoi au Congrès d'une représentation collective, élue par les suffrages de tous les Internationaux, et la prélèvement d'une cotisation générale de 25 centimes par tête pour subvenir aux frais. Le temps manquant pour que les fédérations locales arrivassent à une entente sur les candidatures, il était clair, comme le fait l'a prouvé, que les candidats officiels de l'Alliance seraient élus, et délégués au Congrès aux frais de l'Internationale. Cette circulaire parvint cependant à la nouvelle Fédération de Madrid et fut envoyée au Conseil général qui, connaissant la subordination du Conseil fédéral à l'Alliance, vit que le moment d'agir était venu et adressa au Conseil fédéral espagnol une lettre où il est dit :

« Citoyens, nous avons les preuves en main qu'il existe au sein de l'Internationale, et notamment en Espagne, une société secrète qui s'appelle l'Alliance de la Démocratie socialiste. Cette société, dont le centre est en Suisse, a pour mission spéciale de diriger, dans le sens de ses tendances particulières, notre grande association, et de la mener vers des buts ignorés par l'immense majorité des Internationaux. Nous savons de plus, par La Razon de Séville, qu'au moins trois membres de votre Conseil appartiennent à l'Alliance....

Si le caractère et l'organisation de cette société étaient déjà contraires à l'esprit et à la lettre de nos statuts lorsqu'elle était encore publique et avouée, son existence secrète, au sein de

L'Internationale, en dépit de la parole donnée, constitue une véritable trahison envers notre Association. L'Internationale ne connaît qu'une seule espèce de membres, avec des droits et des devoirs égaux pour tous; l'Alliance les divise en deux classes, les initiés et les profanes, ceux-ci destinés à être menés par ceux-là au moyen d'une organisation dont ils ignorent même l'existence. L'Internationale demande à ses adhérents de reconnaître pour base de leur conduite : la Vérité, la Morale et la Justice; l'Alliance impose à ses adeptes comme premier devoir de tromper les Internationaux profanes sur l'existence de l'organisation secrète, sur les motifs et le but même de leurs paroles et de leurs actes. ».

Le Conseil général leur demandait en outre certains matériaux pour l'enquête sur l'Alliance, qu'il allait proposer au Congrès de La Haye, et une explication sur la manière dont ils conciliaient avec leurs devoirs envers l'Internationale la présence au milieu du Conseil fédéral d'au moins trois membres notoires de l'Alliance.

Le Conseil fédéral répondit par une lettre évasive, où cependant il reconnaissait l'existence de l'Alliance.

Les manœuvres dont nous avons parlé ne paraissant pas suffisantes pour assurer le succès de l'élection, l'Alliance, dans ses organes, alla jusqu'à poser les candidatures officielles de Larga, Alerini, Soriano¹, Marselau, Mendez, Morago. Le résultat des votes fut : Marselau 3.568, Morago 3.442, Mendez 2.850, Soriano 2751. Des autres candidats, Lostau obtint 2.430 voix dans quatre villes catalanes qui évidemment n'étaient pas encore bien disciplinées; Fusté 1.053 à Sans en Catalogne. Aucun des autres candidats n'eut plus de 250 voix. Pour assurer l'élection de Farga et d'Alerini, le Conseil fédéral donna à la ville de Barcelone où l'Alliance dominait, le privilège de nommer elle-même ses délégués qui furent naturellement Alerini et Farga. La même circulaire officielle constate que les quatre villes catalanes qui avaient nommé Lostau et Fusté et rejeté ainsi les candidats officiels de l'Alliance, payèrent 2.654 réaux (663 francs 50 c.) pour les frais de délégation, tandis que les autres villes de l'Espagne où, grâce au peu d'habitude qu'ont les ouvriers de conduire leurs propres affaires, l'Alliance avait pu faire passer ses candidats, ne payèrent en tout que 2.799 réaux (699 fr. 75 c.) La nouvelle Fédération de Madrid avait bien raison de dire que l'argent des Internationaux servirait à envoyer à La Haye les délégués de l'Alliance. D'ailleurs, le Conseil fédéral allianciste ne paya pas intégralement les cotisations dues au Conseil général.

Tout cela ne satisfaisait pas encore l'Alliance. Il lui fallait pour ses délégués un mandat impératif allianciste; voici comment elle l'arracha. Par sa circulaire du 7 juillet le Conseil fédéral demanda et obtint l'autorisation de résumer en un mandat collectif les mandats impératifs donnés par les fédérations locales. Cette manœuvre, pire qu'un plébiscite bonapartiste, permit à l'Alliance de rédiger le mandat de sa délégation, mandat qu'elle avait la prétention de vouloir imposer au Congrès en défendant à ses délégués de prendre part aux votes, à moins qu'on ne changeât immédiatement le mode de votation prescrit à l'Internationale par ses règlements généraux. Pour prouver que ce n'était qu'une mystification, au Congrès de Saint-Imier les délégués espagnols prirent part, en dépit de leur mandat, aux votes qui se faisaient par fédération, mode de votation tant vanté par Castelar et pratiqué par la Ligue de la Paix.

¹ **Soriano**, autre tête, professeur de sciences occultes, se retira de l'Internationale au plus fort de la persécution. Au Congrès de Saragosse il s'opposa, avec un courage malheureux, à la célébration publique du Congrès, réclamée par Lafargue et d'autres délégués, parce qu'il ne croyait pas prudent de provoquer la colère de l'autorité. Dernièrement, sous Amédée, roi d'Espagne de 1870 à 1873, Soriano a accepté une place du gouvernement. (Note du document)

V. L'Alliance en Italie

En Italie l'Alliance précéda l'Internationale. Le pape Michel¹ y avait séjourné et s'y était créé de nombreuses relations parmi les jeunes éléments radicaux de la bourgeoisie. La première section de l'Internationale italienne, celle de Naples, était, dès sa fondation, dirigée par ces éléments bourgeois et alliancistes. Un des fondateurs d'Alliance, l'avocat Gambuzzi², colloqua à la présidence son « *ouvrier modèle* » Caporusso³. Au Congrès de Bâle, Bakounine, bras dessus bras dessous avec son fidèle Caporusso, représentait les Internationaux napolitains, tandis que l'Antonelli de l'Alliance, Fanelli⁴, délégué d'associations ouvrières formées en dehors de l'Internationale, était arrêté en route par une indisposition.

Sa familiarité avec le Saint-Père enivra notre brave Caporusso. De retour à Naples, il se crut supérieur aux autres alliancistes; il trancha du maître avec la section. « *Ce qui changea de fond en comble Caporusso, ce fut son voyage à Bâle. Il revint du Congrès avec des idées et des prétentions étranges, et tout-à-fait contraires aux principes de notre association. Il parla d'abord à demi-voix, puis ouvertement avec un ton impérieux, de pouvoirs qu'il n'avait pas et qu'il ne pouvait pas avoir; il affirmait que le Conseil général n'avait confiance qu'en lui, et que si la section ne marchait pas à son gré, il avait reçu le pouvoir de la dissoudre et d'en fonder une autre.* » (Rapport officiel de la section de Naples au Conseil général, juillet 1871, rédigé et signé par Carmelo Palladini⁵, avocat allianciste.) Les pouvoirs de Caporusso devaient émaner du Comité central de l'Alliance, car jamais l'Internationale n'en a donné de pareils. Le bon Caporusso, qui ne voyait dans l'Internationale qu'une source de profit personnel, nomma son gendre, ex-jésuite et prêtre défroqué, « *professeur de l'Internationale et obligea les pauvres ouvriers à avaler ses tirades sur le respect de la propriété et autres bêtises de l'économie politique bourgeoise* ». (Lettre de Cafiero)⁶, après

¹ A savoir, bien sûr, Michel Bakounine.

² Un des plus chauds partisans de Caporusso fut l'avocat **Carlo Gambuzzi** qui croyait avoir trouvé en lui le type d'un président de section internationale. Ce fut Gambuzzi qui lui facilita les moyens nécessaires pour aller au Congrès de Bâle. Et quand l'expulsion de Caporusso fut décidée dans l'assemblée générale de la section, il s'opposa vivement à ce que ce fait fût publié dans le Bulletin, et persuada aussi ses amis de ne pas insister sur l'insertion, dans le bulletin, de cet autre fait honteux, l'appropriation des 300 fr. (Lettre de Cafiero, 12 juillet 1871.) (Note du document)

³ Engels commente l'attitude de **Stefano Caporusso** dans sa lettre à Carlo Cafiero du 27.07.71 (Cf. notre volume 14 des *Tranches de vie*, C11, pp. 250-259).

⁴ **Fanelli** est depuis longtemps au parlement italien. Gambuzzi, interpellé à ce sujet, déclara qu'être député était une chose excellente; que cela vous rendait inviolable à la police, et vous permettait de voyager gratis sur tous les chemins de fer italiens. L'Alliance défend aux ouvriers tout acte politique, car demander à un Etat quelconque la réglementation des heures du travail des femmes et des enfants, c'est reconnaître l'Etat, et s'incliner devant le principe du mal; mais ses chefs bourgeois ont des dispenses pontificales qui leur permettent de siéger au parlement et de jouir des privilèges qu'offrent les Etats bourgeois. L'action athée et anarchique de Fanelli dans le parlement italien s'est bornée, jusqu'ici, à un éloge pompeux de l'autoritaire Mazzini, l'homme de « Dio e popolo ». (Note du document) Giuseppe Fanelli (1827-1877) était un membre de la Fraternité internationale et de l'Alliance de la démocratie socialiste. Député au parlement italien (1865-1874), il fut envoyé par Bakounine en Espagne en 1868 où il suscita un enthousiasme extraordinaire qui fit de lui le fondateur mythique de l'anarchisme espagnol (Note du volume La Grande Discorde, p. 562.)

⁵ Il doit s'agir de **Carmelo Paladino**, avocat anarchiste italien (1842-1886) partisan de Bakounine et fondateur, en 1869, de la première section italienne de l'AIT. De retour vers la fin de sa vie dans sa ville natale de Cagnano Varano, il y sera assassiné en 1886 pour des raisons inconnues. (Notre source : Wikipédia)

⁶ Repoussé à Naples, Caporusso, deux ans plus tard, eut l'impudence de vouloir imposer ce même individu au Conseil général par la réclame suivante : « Citoyen président de l'Internationale - La grande question du travail et du capital, traitée au Congrès ouvrier de Bâle, et qui préoccupe aujourd'hui les esprits de toutes les classes, est maintenant résolue. Celui qui s'est occupé d'étudier l'ardu problème de la question sociale est mon gendre, le mari de ma fille, lequel, examinant les décisions de ce Congrès, et invoquant les faveurs

quoi il se fit acheter par les capitalistes qu'inquiétaient les progrès de l'Internationale napolitaine. Sur leurs ordres, il entraîna dans une grève sans espoir les ouvriers pelletiers de Naples. Mis en prison avec trois autres membres, il confisqua la somme de 300 francs, envoyée par la section pour l'entretien des quatre prisonniers. Ces hauts faits le firent expulser de la section, qui continua d'exister jusqu'à ce qu'elle fût dissoute par la force (20 août 1871). Mais l'Alliance, ayant échappé aux coups de la police, en profita pour se mettre à la place de l'Internationale. En envoyant le rapport officiel cité plus haut, Carmelo Palladini, le 13 novembre. 1871, protestait contre la Conférence de Londres dans les mêmes termes, et avec les mêmes arguments que l'on retrouve dans la circulaire de Sonvillier, datée de la veille.

En novembre 1871, il se forma à Milan une section composée d'éléments divers. On y trouvait des ouvriers, principalement des mécaniciens amenés par Cuno, à côté d'étudiants, de journalistes de la petite presse, de commis, complètement sous l'influence de l'Alliance. Cuno, à cause de son origine pangermanique, était exclu de ses mystères; cependant, il s'assura qu'après un pèlerinage à Locarno, la Rome allianciste, ces jeunes bourgeois s'étaient constitués en section de la société secrète. Peu après (février 1872) Cuno fut arrêté et expulsé par la police italienne; grâce à ce secours du ciel, l'Alliance trouva le champ libre et disciplina tout doucement la section milanaise de l'Internationale.

Le 8 octobre 1871, se constitua à Turin *la Fédération ouvrière*; elle demanda au Conseil Général son admission dans l'Internationale. Son secrétaire, Carlo Terzaghi, écrivait en toutes lettres: « Attendiamo i vostri ordini ». (Nous attendons vos ordres). Pour prouver qu'en Italie l'Internationale, dès ses premiers vagissements, devait passer par la filière bureaucratique de l'Alliance, il annonce que « *par l'entremise de Bakounine le Conseil recevra une lettre de l'Association ouvrière de Ravenne qui se déclare section internationale.* ».

Le 4 décembre, Carlo Terzaghi annonce au Conseil Général que la *Fédération ouvrière* s'est divisée parce que la majorité était mazzinienne, et que la minorité s'est constituée en section sous le nom d'*Emancipation du prolétaire*. Il profite de l'occasion pour demander au Conseil de l'argent pour son journal *Il Proletario*. Ce n'était pas la mission du Conseil Général de pourvoir aux besoins de la presse; mais il existait à Londres un Comité qui s'occupait de réunir quelques fonds pour venir en aide à la presse internationale. Le Comité était sur le point d'envoyer un subside de 150 fr. quand le *Gazzettino Rosa* annonça que la section de Turin avait pris ouvertement parti pour le Jura, et avait résolu d'envoyer un délégué à un Congrès universel convoqué par la fédération jurassienne. Deux mois après, Terzaghi se vanta devant Regis d'avoir fait prendre cette résolution après avoir reçu personnellement, à Locarno, les instructions de Bakounine. Devant cette attitude hostile à l'Internationale, le Comité n'envoya pas l'argent.

Quoique Terzaghi fût, à Turin, le bras droit de l'Alliance, le véritable légat pontifical y était un certain Jacobi, soi-disant médecin polonais. Ce docteur allianciste, pour expliquer la haine qu'il déployait contre le prétendu pangermanisme du Conseil Général, l'accusa « *de négligence et d'inertie* » dans la guerre franco-prussienne; on doit lui attribuer la chute de la Commune pour n'avoir pas su se servir de son immense pouvoir pour soutenir le mouvement de Paris; et ses tendances germaniques sautent aux yeux lorsqu'on songe que, sous les murs de Paris, dans l'armée

de la science, a retrouvé le fil du difficile nœud pour mettre en parfait équilibre la famille ouvrière avec la bourgeoisie, chacune dans son droit, etc. (signé Stefano Caporusso). (Note du document)

allemande, il se trouvait 40.000 internationaux (!), et le Conseil général n'a pas su ou voulu user de son influence pour empêcher la continuation de la guerre (!!)

(Rapport de Régis au Conseil général, 1er mars 1872). Confondant le Conseil général avec le Comité de la presse, il l'accusa « *de suivre la théorie des gouvernements corrompus et corrupteurs* » en refusant les 150 francs à l'allianciste Terzaghi. Pour prouver que cette plainte sortait du fond du cœur de l'Alliance, Guillaume se fit un devoir de la répéter au Congrès de La Haye.

Tandis que Terzaghi, dans son journal, battait devant le public la grosse caisse anti-autoritaires de l'Alliance, il écrivait en sous-main au Conseil général de refuser autoritairement les cotisations de la *Fédération ouvrière* de Turin, et lui demandait une excommunication en règle contre le journaliste Beghelli qui n'était pas même membre de l'Internationale. Le même Terzaghi, « *le compère (amicone) du préfet de police de Turin qui lui offrait le vermouth quand il le rencontrait* » (Rapport officiel du Conseil fédéral de Turin, 5 avril, 1872) dénonça dans une réunion publique, la présence du réfugié Régis, envoyé du Conseil Général à Turin. Sur ces indications, la police se mit immédiatement aux trousses de Régis qui ne parvint à passer la frontière que grâce aux secours de la section.

Voici comment Terzaghi finit, à Turin, sa mission allianciste. De graves accusations s'étant élevées contre lui « *il menaçait de brûler les livres de la section, si on ne le réélisait pas secrétaire, si on tentait de se soustraire à sa volonté, à son autorité, ou si on lui infligeait un blâme. Dans tous ces cas, il se vengerait en se faisant agent de police (questurino)* » (Rapport du Conseil fédéral de Turin, cité plus haut.) Terzaghi avait bien raison de vouloir intimider la section. En sa qualité de caissier et de secrétaire, il avait fait à la caisse des détournements alliancistes par trop sérieux. En dépit d'une défense formelle du Conseil, il s'alloua une indemnité de 90 fr.; il porta sur les livres comme payées, des sommes qui ne l'étaient pas et qui avaient disparu de la caisse; la balance des comptes établie par lui-même, montrait un encaisse de 56 fr. qui était introuvable et qu'il refusa de restituer ainsi que les 200 timbres pour les cotisations, reçus du Conseil général. L'assemblée générale le chassa (scaccio) à l'unanimité (Rapport cité plus haut.) L'Alliance qui respecte toujours l'autonomie des sections ratifia cette expulsion en faisant nommer Terzaghi immédiatement membre honoraire de la section de Florence et, plus tard, délégué de cette même section à la Conférence de Rimini.

Dans une lettre du 10 mars, peu de jours après, Terzaghi, explique au Conseil général son expulsion de la manière suivante : il a donné sa démission comme membre et secrétaire de cette section de canailles et de mouchards (*canaglia et mardocheria*) parce qu'elle était composée d'agents du gouvernement et de mazziniens et qu'on avait essayé de lui infliger un blâme : « *savez vous pourquoi? Parce que je prêchais la guerre au capital !* » - (qu'il pratiquait sur la caisse de la section.) La lettre a pour but de prouver que le Conseil général a été trompé étrangement sur le caractère de ce brave Terzaghi qui ne demandait pas mieux que de se faire son humble serviteur. N'avait-il pas « *toujours déclaré que, pour être international il fallait payer ses cotisations au Conseil général* » - contrairement aux ordres secrets de l'Alliance.

« *Si nous avons adhéré au Congrès du Jura, ce n'était pas pour faire la guerre, très chers amis, mais on suivait le courant; notre but était de porter une parole de paix dans le conflit. Quant à la centralisation des sections, sans leur ôter cependant une certaine autonomie propre, je la trouve très utile.* » - « *J'espère que le grand Conseil rejettera l'adhésion de la Fédération ouvrière mazzinienne; soyez bien certains que personne n'osera vous taxer d'autoritarisme; moi, j'en assure toute la responsabilité...*

Si on pouvait l'avoir, je désirerais une exacte biographie de Karl Marx; en Italie nous n'en avons pas d'authentique et je voudrais le premier avoir cet honneur. »

Et que signifient toutes ces flagorneries ?

« Non pour moi, mais pour la cause, et pour ne pas céder la place à mes nombreux ennemis, pour leur montrer que l'Internationale est compacte, je vous prie instamment, s'il est encore temps, de m'accorder le subside de 150 fr. que le grand Conseil avait décrété ».

Se croyant sûr de l'impunité, Terzaghi paraît s'être rendu tellement impossible, à Florence, par de nouvelles frasques, que le *Fascio Operaio* lui-même s'est vu forcé de le désavouer. Espérons que le Comité jurassien saura mieux apprécier ses services.

Si en Terzaghi l'Alliance avait trouvé son vrai représentant, c'est dans la Romagne qu'elle trouva son véritable terrain. Elle y forma son groupe de sections soi-disant internationales, qui avaient pour première règle de conduite de ne pas s'astreindre aux statuts généraux, de ne pas notifier leur constitution et de ne pas payer de cotisations au Conseil général. C'étaient de véritables sections autonomes. Elles prirent le nom de *Fascio Operaio* et servirent de centre à diverses associations ouvrières. Leur premier Congrès, tenu à Bologne, le 17 Mars 1872, à la question :

Dans l'intérêt général, et pour assurer la complète autonomie du Fascio operaio, doit-on l'assujettir à la direction du Comité général à Londres, ou à celui du Jura, ou bien doit-on rester indépendant tout en maintenant des relations avec les deux comités?

répondit par la résolution suivante :

« Le Congrès ne reconnaît dans le Comité général de Londres et dans celui du Jura autre chose que de simples bureaux de correspondance et de statistique, et charge le bureau de la région de Bologne de se mettre en relation avec les deux et d'en rendre compte aux sections. »

Le *Fascio Operaio* avait commis une grosse bêtise en découvrant aux profanes la mystérieuse existence du centre secret de l'Alliance. Le Comité jurassien se vit obligé de nier publiquement son existence secrète. Quant, au Conseil général, le bureau de Bologne ne lui a jamais donné signe de vie.

Dès que l'Alliance eut connaissance de la convocation du Congrès à La Haye, elle mit en avant son *Fascio Operaio* qui, au nom de son autorité autonome, ou de son autonomie autoritaire, accapara le titre de Fédération italienne et convoqua pour le 5 août une Conférence à Rimini. Des 21 sections qui y étaient représentées, une seule, celle de Naples, avait appartenu à l'Internationale, tandis qu'aucune des sections réellement actives de l'Internationale, pas même celle de Milan, n'y avait de représentant. Cette Conférence démasqua, dans la résolution suivante, le plan de campagne de l'Alliance.

*« Considérant que la Conférence de Londres (septembre 1871) a essayé d'imposer, par sa résolution IX, à toute l'Association Internationale des Travailleurs une doctrine autoritaire qui est celle du parti communiste allemand;
Que le Conseil général est le promoteur et le souteneur de ce fait;
Que la doctrine des communistes autoritaires est la négation du sentiment révolutionnaire du prolétariat italien;*

Que le Conseil général a usé des moyens les plus indignes, comme la calomnie et la mystification, à seule fin de réduire toute l'Association internationale à l'unité de sa doctrine spéciale communiste autoritaire;

Que le Conseil général a comblé la mesure de son indignité par sa circulaire privée, datée Londres, 5 mars 1872, dans laquelle, poursuivant son œuvre de calomnie et de mystification, il révèle toute sa soif d'autorité, particulièrement dans les deux remarquables passages suivants :

« Il serait difficile d'exécuter des ordres sans autorité « moral », à défaut de, toute autre autorité librement consentie. » (Circulaire privée p. 27.)

Le Conseil général se propose de réclamer au prochain Congrès une enquête sur cette organisation secrète et ses promoteurs dans certains pays, par exemple en Espagne. » (p. 31.)

Que l'esprit réactionnaire du Conseil général a provoqué le ressentiment révolutionnaire des Belges, des Français, des Espagnols, des Slaves, des Italiens et d'une partie de la Suisse, et la proposition de la suppression du Conseil ainsi que la réforme des Statuts Généraux

Que le Conseil général, non sans raison, a convoqué le Congrès général à La Haye, lieu le plus éloigné de ces pays révolutionnaires;

POUR CES RAISONS,

La Conférence déclare solennellement devant tous les travailleurs du monde qu'à partir de ce moment la Fédération italienne de l'Association internationale des Travailleurs rompt toute solidarité avec le Conseil général de Londres, affirmant en même temps la solidarité économique avec tous les travailleurs et proposant à toutes les sections qui ne partagent pas les principes autoritaires du Conseil général d'envoyer le 2 septembre 1872 leurs représentants, non à La Haye, mais à Neuchâtel (Suisse) pour ouvrir, le jour même le Congrès général antiautoritaire.

Rimini, 6 août 1872. Pour la Conférence, Carlo Cafiero, président, Andrea Costa secrétaire. »

La tentative de substituer le Fascio Operaio au Conseil général échoua complètement. Même le Conseil fédéral espagnol, simple succursale de l'Alliance, n'osa soumettre aux votes des Internationaux espagnols la résolution de Rimini. L'Alliance revint alors sur son pas de clerc, et, tout en convoquant son Congrès anti-autoritaire à Saint-Imier, elle alla au Congrès de La Haye.

L'Italie n'était devenue la terre promise de l'Alliance que par grâce particulière. Le pape Michel nous dévoile ce mystère dans sa lettre à Mora (pièces justific. No. III) :

« Il y a en Italie ce qui manque aux autres pays : une jeunesse ardente, énergique, tout à fait déplacée, sans carrière, sans issue, et qui, malgré son origine bourgeoise, n'est point moralement et intellectuellement épuisée comme la jeunesse bourgeoise des autres pays. Aujourd'hui elle se jette à tête perdue dans le socialisme révolutionnaire, avec tout notre programme, le programme de l'Alliance; Mazzini, notre génial (sic) et puissant antagoniste, est mort, le parti mazzinien est complètement désorganisé; et Garibaldi se laisse de plus en plus entraîner par cette jeunesse qui porte son nom, mais qui va ou qui court infiniment plus loin que lui. »¹

¹ Voici ce qu'en dit Garibaldi lui-même : Mon cher Crescio — remerciements cordiaux pour l'Avvenire Sociale que vous m'avez envoyé et que je lirai avec intérêt. Vous voulez, dans votre journal faire la guerre au mensonge et à l'esclavage; c'est un très beau programme. Mais je crois que combattre le principe d'autorité, c'est une de ces fautes de l'Internationale qui en empêche les progrès. La Commune de Paris est tombée

Le Saint Père a raison.

L'Alliance, en Italie, n'est pas un « faisceau ouvrier » mais un ramassis de déclassés. Toutes les prétendues sections de l'Internationale italienne sont conduites par des avocats sans cause, des médecins sans malades et sans science, des étudiants de billard, des commis voyageurs et autres employés de commerce, et principalement des journalistes de la petite presse d'une réputation plus ou moins équivoque. L'Italie est le seul pays où la presse internationale - ou soi-disant telle - ait revêtu un caractère figariste¹. On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur l'écriture des secrétaires de ces prétendues sections, pour constater qu'elle est toujours commerciale ou d'hommes rompus au maniement de la plume. C'est en s'emparant ainsi de tous les postes officiels des sections que l'Alliance parvint à forcer les ouvriers italiens, pour entrer en communication entre eux ou avec les autres conseils de l'Internationale, de passer par les mains des déclassés alliancistes qui, dans l'Internationale, retrouvaient une « carrière » et « une issue ».

parce qu'il n'y avait, à Paris, aucune autorité mais seulement de l'anarchie. L'Espagne et la France souffrent du même mal. Je souhaite bonne chance à l'Avvenire et je reste votre G. Garibaldi. (Note du document)

¹ Terme péjoratif qui désigne un journaliste de peu de valeur, un plumitif.

VI. L'Alliance en France

Les membres y étaient peu nombreux, mais très zélés. A Lyon, l'Alliance était dirigée par Albert Richard¹ et Gaspard Blanc², à Marseille, par Bastelica³, tous trois collaborateurs actifs des journaux dirigés par Guillaume. C'est grâce à eux que l'Alliance réussit à désorganiser le mouvement lyonnais en septembre 1870; ce mouvement, pour eux, n'avait d'autre importance que de permettre à Bakounine de lancer son décret à jamais mémorable de l'abolition de l'Etat. L'action de l'Alliance, après la défaite de l'insurrection lyonnaise, se trouve caractérisée nettement dans le passage suivant d'une lettre de Bastelica (Marseille, 13 décembre 1870) : « *Notre force réelle est énorme parmi les travailleurs; mais notre section n'a pas été réorganisée depuis les dernières poursuites. Nous n'osons le faire de peur qu'en l'absence des initiateurs les éléments ne se corrompent. Nous nous réservons.* ». Le fait que Bastelica, alors incorporé dans un régiment de marche, pouvait à tout moment être éloigné de Marseille, était donc pour lui une raison suffisante pour empêcher la réorganisation de l'Internationale, tant était indispensable pour son autonomie la présence des initiateurs alliancistes. Le résultat le plus clair de l'Alliance fut de discréditer, auprès des ouvriers lyonnais et marseillais, l'Internationale que, comme partout et toujours, elle prétendait représenter.

La fin de Richard et de Blanc est connue. En automne 1870, ils parurent à Londres et tentèrent de recruter, parmi les réfugiés français, des auxiliaires pour une restauration bonapartiste. En janvier 1872, ils publièrent la brochure : *L'Empire et la France nouvelle. Appel du peuple et de la jeunesse à la conscience française*, par Albert Richard et Gaspard Blanc, Bruxelles, 1872.

Avec la modestie ordinaire des charlatans de l'Alliance, ils récitent ainsi leur boniment :

« Nous qui avons formé la grande armée du prolétariat français...nous, les chefs les plus influents de l'Internationale en France... heureusement, nous ne sommes pas fusillés, nous, et nous sommes là pour planter, en face d'eux (les parlementaires ambitieux, les républicains repus, les prétendus démocra-

¹ Vers 1867, Albert Richard a été secrétaire du groupe lyonnais de l'AIT dont son père était président. Il demeurera le principal dirigeant de l'Internationale à Lyon jusqu'à la Commune. Après le congrès de Berne de la *Ligue de la Paix et de la Liberté* en septembre 1868, il fait sécession et participe à la création de l'Alliance bakouniste. En mai 1869, il prend position en faveur de l'abstention politique. En décembre 1870, il reçoit la visite de James Guillaume qui lui recommande, au nom de Bakounine, le secret de sa correspondance. Le document de Guillaume se trouvera saisi chez lui au cours d'une perquisition et servira lors du procès organisé contre l'Internationale de preuve de l'existence d'une société secrète. Arrêté le 30 avril 1870, il fut relâché peu de temps après et put se réfugier à Neuchâtel, en Suisse. En février 1871, il sera absent des insurrections lyonnaises de mars et avril 1871. Il est tenu comme suspect par les militants bakounistes, non sans raison étant donné sa correspondance avec le procureur général Andrieux. En 1880, il s'exilera en Angleterre et offrit ses services à Napoléon III. En janvier 1872, il publie « *L'Empire et la France nouvelle. Appel du peuple et de la jeunesse à la conscience française* », un texte en faveur de l'Empire. Ce ralliement au bonapartisme fera l'objet de nombreuses critiques, notamment de la part de Marx qui, le 23 novembre 1871, écrit à F. Bolte : « Les bakounistes partisans de l'abstention politique, Blanc et Albert Richard, de Lyon, sont maintenant des agents bonapartistes stipendiés. Les preuves se trouvent entre nos mains. » (C11, p. 359). (Notre source : la notice du Maitron)

² Lors de son exil en Angleterre, Gaspard Blanc a rejoint Albert Richard dans son ralliement au bonapartisme. Ils seront tous deux dénoncés par le Bulletin de la Fédération jurassienne dans un article du 15 février 1872 intitulé « Deux traîtres ». (Notice du Maitron)

³ André Bastelica. Il adhère en 1867 à la section marseillaise de l'AIT dont il devient l'un des principaux militants. Il entre assez vite en contact avec Albert Richard et James Guillaume.

tes de toute espèce), le drapeau à l'ombre duquel nous combattons, et pour lancer à l'Europe étonnée, malgré les calomnies, malgré les menaces, malgré les attaques de toute sorte qui nous attendent, ce cri qui sort du fond de notre conscience, et qui retentira bientôt dans le cœur de tous les Français : VIVE L'EMPEREUR ! »

Nous nous abstenons de rechercher si ces deux alliancistes impérialisés par « *la progression normale de leurs idées* », sont en réalité de simples « *canailles* », comme les appelait leur ancien ami Guillaume à La Haye, ou s'ils ont reçu du pape allianciste la mission spéciale d'entrer dans les rangs des agents bonapartistes. Les documents de l'Alliance russe qui, selon les statuts secrets, dévoileront le mystère des mystères de cette société mystérieuse, et dont nous donnons plus loin des extraits, disent expressément que les frères internationaux doivent pénétrer partout et peuvent même recevoir l'ordre de s'enrôler dans la police. Du reste la vénération de ces deux frères pour leur empereur des paysans ne dépasse pas celle qu'en 1862 Bakounine avait pour son Tzar des paysans.

Dans les villes de France où les Alliancistes n'avaient pas pénétré, l'Internationale se développait rapidement depuis la chute de la Commune. Au Congrès de La Haye, le secrétaire pour la France pouvait annoncer qu'elle était organisée dans plus de trente départements. Les deux principaux correspondants alliancistes pour la France, Benoît Malon et Jules Guesde¹ (ce dernier signataire de la circulaire de Sonvillier) qui connaissaient ce développement rapide de notre association, essayèrent de la désorganiser au profit de l'Alliance. Leurs lettres n'ayant pas eu l'effet attendu, on envoya des émissaires, entre autres un Russe nommé Metchnikoff; mais leurs efforts n'aboutirent à rien. Ces mêmes individus qui accusaient impudemment le Conseil général d'empêcher les ouvriers de « *s'organiser dans chaque pays librement, spontanément, d'après leur esprit propre, leurs habitudes particulières* ». (lettre de Guesde, 22 septembre, 1872), dès que les ouvriers s'organisaient librement, spontanément, etc., mais en complète harmonie avec le Conseil général, leur disaient que les Allemands du Conseil les opprimaient et que hors de leur Eglise orthodoxe antiautoritaire, il n'y avait point de salut. Les ouvriers français qui ne sentaient que l'oppression des Versaillais, envoyèrent ces lettres au Conseil général, lui demandant ce que tout cela signifiait.

Cette action de l'Alliance en France est la meilleure preuve que, du moment où elle perdait l'espoir de dominer l'Internationale, elle la combattait. Toute section qui n'était pas soumise à sa domination était considérée par elle comme ennemie, plus ennemie même que la bourgeoisie. *Celui qui n'est pas pour nous, est contre nous*, telle est la règle qu'elle avoue ouvertement dans ses manifestes russes. Le succès du mouvement général est pour elle un malheur si ce mouvement n'a pas été courbé sous son joug de secte. C'est au moment où il fallait à la classe ouvrière française avant tout une organisation quelconque que l'Alliance porte son aide à Thiers et aux ruraux en déclarant la guerre à l'Internationale.

Maintenant voyons qui étaient les agents de l'Alliance dans sa campagne au profit des Versaillais.

A Montpellier, M. Guesde avait pour confident un nommé Paul Brousse², étudiant en médecine, qui tâchait de faire de la propagande allianciste dans tout l'Hérault où Guesde avait rédigé

¹ Jules Guesde : d'abord favorable à Bakounine, il se ralliera par la suite au marxisme, fondant le Parti ouvrier français en 1893.

² Paul Brousse. Militant anarchiste, puis un des chefs de file du courant « possibiliste » au sein du socialisme français.

Les Droits de l'Homme. Peu de temps avant le Congrès de La Haye, lorsque les Internationaux du Midi étaient convenus de se cotiser entre eux pour envoyer un délégué commun au Congrès, Brousse tenta d'engager la section de Montpellier à ne pas payer sa quote-part, et à ne pas se prononcer jusqu'à ce que le Congrès eût décidé les affaires pendantes. Le Comité méridional, section de Montpellier, résolut de demander au Congrès d'exclure Brousse de l'Internationale, pour avoir « *agi déloyalement en provoquant une scission au cœur de la Section*. ». Son ami Guesde, dans une correspondance du mois de décembre envoyée de Rome à *La Liberté* de Bruxelles, dénonça cet attentat autoritaire contre Brousse et signala en toutes lettres comme l'instigateur, Calas de Montpellier, tandis qu'il n'y désignait Brousse que par des initiales. La police, mise en éveil par cette dénonciation, surveilla Calas, et immédiatement après, saisit à la poste une lettre de Serraillier à Calas où on parlait beaucoup de Dentraygues de Toulouse. Le 24 décembre, Dentraygues était arrêté.

Les auxiliaires les plus actifs de l'Alliance étaient, à Narbonne, Gendres, signalé comme mouchard; Bacave¹ qui, à Narbonne et à Perpignan, exerçait le métier d'agent policier; de Saint-Martin, avocat, correspondant de Malon. M. de Saint-Martin, en 1866, a demandé d'entrer au ministère de la maison de l'empereur et des beaux-arts. Condamné, en 1869, à 800 fr. d'amende pour un délit de presse, des républicains se cotisèrent pour lui payer son amende; mais Saint-Martin, au lieu d'employer l'argent pour se libérer, se paya une petite excursion à Paris aux frais des travailleurs qui, pour éviter un scandale, durent renouveler leur souscription. Le lendemain des journées de mai 1871, le même Saint-Martin demandait une sous-préfecture au gouvernement de Versailles.

Autre agent de l'Alliance : au mois de novembre 1871, Calas écrivit à Serraillier : « *Vous pouvez compter sur l'entier dévouement du citoyen Abel Bousquet pour la cause sociale, il est président du Comité socialiste de Béziers*. ». Deux jours après, le 13 novembre, Serraillier recevait la déclaration suivante:

« *Persuadés qu'on a surpris la bonne foi du citoyen Calas, notre ami commun, ce citoyen accordant la confiance au sieur Bousquet président du comité électoral de Béziers, qui n'en est nullement digne, ledit Bousquet étant secrétaire du commissaire central de Béziers d'accord avec le citoyen Calas qui a reconnu l'erreur dont il a été victime, prions le citoyen Serraillier de considérer comme non avenue la dernière que vient de lui adresser le citoyen Calas, et en outre l'invitons, si faire se peut, à faire rayer de l'Internationale le sieur Bousquet. Par délégation de la Démocratie socialiste de Béziers et de Pézenas (suivent les signatures)* ».

Serraillier profita de cette déclaration pour dénoncer, dans *La Emancipation* de Toulouse (19 décembre 1871) ce M. Bousquet comme agent de police. Une lettre datée de Narbonne 24 juillet 1872, dit que le sieur Bousquet « *cumule les fonctions de brigadier chef de police et celles de voyageur aux ordres des dissidents de Genève* ». Il est donc tout naturel que le *Bulletin jurassien* du 10 novembre 1872 prenne sa défense.

¹ Henry Bacave.

VII. L'Alliance depuis le Congrès de La Haye

On sait qu'à la dernière séance du Congrès de La Haye, les quatorze délégués de la minorité déposèrent une déclaration protestant contre les résolutions prises. Cette minorité était formée des délégués suivants : quatre Espagnols, cinq Belges, deux Jurassiens, deux Hollandais, un Américain.

Après s'être entendus, à Bruxelles, avec les Belges sur les bases d'une action commune contre le nouveau Conseil général, les Jurassiens et les Espagnols partirent pour Saint-Imier en Suisse afin d'y tenir le Congrès anti-autoritaires que l'Alliance avait fait convoquer par ses acolytes de Rimini.

Ce Congrès fut précédé de celui de la Fédération jurassienne qui répudia les résolutions de La Haye et notamment celle qui avait exclu Bakounine et Guillaume; en conséquence, la fédération fut suspendue par le Conseil général.

Au Congrès anti-autoritaires, l'Alliance était au grand complet. A côté des Espagnols et des Jurassiens, l'Italie se trouvait représentée par six délégués parmi lesquels Costa, Cafiero, Fannelli, et Bakounine lui-même; deux délégués prétendaient représenter « plusieurs sections de France » et un, deux sections de l'Amérique; en tout, quinze « alliés ». Ce Congrès offrait enfin à Bakounine « toutes les garanties d'un jugement impartial et sérieux », aussi la plus grande unanimité y régnait. Ces hommes, dont au moins la moitié n'appartenaient pas à l'Internationale, s'érigèrent en tribunal suprême appelé à prononcer en dernier ressort sur les actes d'un Congrès général de notre Association. Ils déclarèrent repousser absolument toutes les résolutions du Congrès de La Haye, ne reconnaissant en aucune manière les pouvoirs du nouveau Conseil général nommé par lui. Enfin ils conclurent, au nom de leurs fédérations et sans aucune espèce de mandat à cet effet, une alliance offensive et défensive - « pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle » - contre le Conseil général et tous ceux qui reconnaîtraient les résolutions de La Haye; ils définissaient leur anarchisme abstentionniste dans la résolution suivante, condamnation directe de la Commune de Paris :

« Le Congrès déclare 1°, que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat; 2°, que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui. ».

Enfin on résolut d'inviter les autres fédérations autonomistes à s'associer au nouveau *pacte*, et à tenir un deuxième Congrès anti-autoritaire dans six mois.

La scission dans l'Internationale était donc proclamée. Le Comité jurassien, dès ce moment, prit ouvertement en main la direction des affaires des dissidents. La partie de l'Internationale qui le suivait n'était plus autre chose que l'ancienne Alliance publique, rétablie et servant de masque et d'instrument à l'Alliance secrète.

Rentrés en Espagne, les Quatre Fils Aymon de l'Alliance espagnole publièrent un manifeste bourré de calomnies contre le Congrès de La Haye et de louanges pour celui de Saint-Imier. Le Conseil fédéral prit ce libelle sous son patronage et, sur les ordres du centre suisse, convoqua à Cordoue pour le 25 décembre 1872 le Congrès régional qui ne devait avoir lieu qu'en avril 1873. Le centre suisse, de son côté, se hâta d'exposer

aux yeux de tous la position subalterne qu'occupait auprès de lui ce Conseil : le Comité jurassien envoya, par dessus la tête du Conseil espagnol, à toutes les fédérations locales de l'Espagne les résolutions de Saint-Imier.

Au Congrès de Cordoue, sur 101 fédérations (chiffre officiel donné par le Conseil fédéral), il ne s'en trouvait que 36 de représentées; c'était donc un Congrès de minorité si jamais il en fut. Des fédérations de nouvelle formation étaient représentées par de nombreux délégués; Alcoy en avait six et cependant cette fédération n'avait jamais été représentée auparavant dans un Congrès régional; à l'époque du Congrès de La Haye même elle n'existait pas encore car elle n'avait fourni ni une voix ni un centime à la délégation espagnole. Des fédérations importantes et actives, comme Gracia (500 membres), Badalona (500 membres), Sabadell (125), Sans (1061), brillaient par leur absence. Sur la liste des quarante-huit délégués, on trouve les noms de quatorze membres notoires de l'Alliance dont dix représentaient des fédérations dont ils n'étaient pas membres et qui probablement ne les connaissaient pas. Sûre de la majorité qu'elle avait fabriquée, l'Alliance s'y donna pleine carrière. Les statuts de la fédération régionale, élaborés à Valence et sanctionnés à Saragosse, furent bouleversés, la Fédération espagnole décapitée et son Conseil fédéral remplacé par une simple commission de correspondance et de statistique à laquelle on ne laissa pas même le soin de verser au Conseil Général les cotisations espagnoles; enfin, on rompit avec l'Internationale par le rejet des résolutions de La Haye et l'adoption du pacte de Saint-Imier; on porta l'anarchie jusqu'à repousser, par anticipation, le Congrès général prochain et jusqu'à lui substituer un nouveau Congrès *anti-autoritaire* « dans le cas où il ne rétablirait par la dignité et l'indépendance de l'Internationale en répudiant le Congrès de La Haye. » - A La Haye, l'Alliance voulait imposer, par le mandat impératif espagnol, le mode de votation qui lui convenait le mieux pour le moment; à Cordoue, elle va jusqu'à prescrire, neuf mois d'avance, les résolutions que doit prendre le prochain Congrès général. Avouons qu'on ne saurait pousser plus loin l'autonomie des sections et fédérations.

En expulsant de l'Internationale l'Alliance et ses chefs, le Congrès de La Haye imprima une nouvelle force au mouvement de réaction anti-allianciste en Espagne. La nouvelle Fédération de Madrid fut soutenue dans la campagne qu'elle avait ouverte, par les fédérations de Saragosse, Vitoria, Alcalá de Henares, Gracia, Lerida, Denia, Pont-de-Vilomara, Tolède, Valence, la nouvelle Fédération de Cadix, etc. La circulaire du Conseil fédéral convoquant le Congrès de Cordoue, lui demandait de se constituer en juge des résolutions du Congrès général de La Haye. C'était là une violation flagrante non seulement des statuts généraux, mais encore des statuts régionaux espagnols qui déclarent, art. 13 : « *Le Conseil fédéral mettra en pratique et fera mettre en pratique les résolutions des Congrès régionaux et internationaux.* ». La nouvelle Fédération de Madrid y répondit par une circulaire aux autres fédérations locales, où elle déclarait que par ce fait le Conseil fédéral s'était mis en dehors de l'Internationale, et leur demandait de le remplacer par un nouveau conseil provisoire, avec la mission de maintenir strictement les statuts, et non d'obéir passivement aux ordres de l'Alliance. Cette proposition fut acceptée; on nomma un nouveau Conseil fédéral résidant à Valence. Dans sa première circulaire (2 févr. 1873), il se déclare « *le fidèle gardien des statuts de l'Internationale élaborés et sanctionnés dans les Congrès internationaux et régionaux* », et proteste énergiquement contre ceux qui veulent semer « *l'anarchie dans le sein de l'Internationale, l'anarchie avant la révolution, le désarmement avant le triomphe ! Quelle joie pour la bourgeoisie !* ».

En même temps que les Espagnols, les Belges tinrent leur Congrès et rejetèrent également les résolutions de La Haye. Le Conseil général leur répondit, ainsi qu'aux Espagnols sécessionnistes, par la résolution du 26 janvier 1873, qui déclare que « *toutes les sociétés et personnes qui refusent de reconnaître les résolutions des Congrès, ou qui négligent exprès de remplir les devoirs imposés par les statuts et règlements généraux, se placent elles-mêmes en dehors de l'Association internationale des Travailleurs et cessent d'en faire partie.* ». Le 30 mai il compléta cette déclaration par la résolution suivante :

« Vu que le Congrès de la Fédération belge, tenu le 25 et 26 décembre 1872 à Bruxelles, a résolu de déclarer nulles et non avenues les résolutions du 5^{me} Congrès général;

Que le Congrès d'une partie de la Fédération espagnole, tenu à Cordoue du 25 décembre au 2 janvier 1873, a résolu de ne pas reconnaître les résolutions du 5^e Congrès général et d'adopter les résolutions d'une assemblée anti internationale;

Qu'une assemblée tenue à Londres, le 26 janvier 1873, a résolu de rejeter les actes du 5^e Congrès général;

Le Conseil général de l'Association internationale des Travailleurs, conformément aux statuts et règlements administratifs et d'accord avec sa résolution du 26 janvier 1873, déclare :

« Toutes les fédérations régionales ou locales, sections et personnes ayant participé aux Congrès et assemblées mentionnés ci-dessus, de Bruxelles, Cordoue, et Londres, ou en reconnaissant les résolutions, se sont placées elles-mêmes en dehors de l'Association internationale des Travailleurs et ont cessé d'en faire partie. ».

En même temps il déclara de nouveau « *qu'il n'existe pas une Fédération régionale italienne de l'Internationale puisqu'aucune organisation s'attribuant ce titre n'a jamais rempli la moindre des conditions d'admission et d'affiliation imposées par les statuts et règlements administratifs; il y a pourtant dans différentes parties de l'Italie des sections en règle avec le Conseil général, et en communication avec lui.* ».

De leur côté, les Jurassiens tinrent un nouveau Congrès les 27 et 28 avril, à Neuchâtel. Il y avait là dix-neuf délégués de dix sections suisses et d'une prétendue section d'Alsace; deux sections de Suisse et une section de France n'avaient pas envoyé de délégués. La Fédération jurassienne prétendait donc compter, en Suisse, douze sections. Mais le délégué de Moutier déclara qu'il n'était venu que pour parler en faveur de la conciliation avec l'Internationale, et avait mandat impératif de ne pas prendre part aux travaux du Congrès. Moutier, en effet, s'était, dès le Congrès de Saint-Imier, séparé de la fédération jurassienne. Reste onze sections. Le fait que le rapport du Comité s'abstient scrupuleusement de donner la moindre indication sur leur situation intérieure et leur force, nous donne le droit de supposer qu'elles ne possèdent pas plus de vitalité qu'à l'époque du Congrès de Sonvillier. Pour nous dédommager, le rapport range en bataille les forces extérieures des Jurassiens, les alliés que l'Alliance a gagnés depuis le Congrès de La Haye. Ce sont, d'après ce rapport, presque toutes les fédérations de l'Internationale.

« L'Italie. » — Mais nous avons vu qu'il n'y a pas de Fédération italienne.

« L'Espagne. » — Bien que la majorité des Internationaux espagnols ait passé dans le camp des sécessionnistes, nous ve-

nons de voir que la Fédération espagnole existe toujours et est en communication régulière avec le Conseil général.

« *La France dans ce qu'elle a de sérieusement organisé* », - c'est-à-dire « *la section de France* » qui s'est excusée, auprès du Congrès de Neuchâtel, de ne pas avoir envoyé de délégué. Nous nous garderons bien de dévoiler aux Jurassiens ce qu'il y a encore de sérieusement organisé en France, en dépit des dernières persécutions qui ont montré suffisamment de quel côté était l'organisation sérieuse et qui, comme toujours, ont soigneusement épargné le peu d'alliancistes que la France possède.

« *La Belgique tout entière* » — est la dupe de l'Alliance dont elle est loin de partager les principes.

« *La Hollande sauf une section* » — c'est-à-dire deux sections hollandaises ont adhéré, non au pacte de Saint-Imier, mais à la déclaration antiséparatiste de la minorité de La Haye.

« *L'Angleterre sauf quelques dissidents* » ! — Les « dissidents », c'est-à-dire l'immense majorité de l'Internationale anglaise, ont tenu leur Congrès, le 1 et 2 juin, à Manchester, où vingt-six délégués représentant vingt-trois sections, étaient présents; tandis que « l'Angleterre » des Jurassiens n'a point de sections ni de Conseil fédéral et encore moins de Congrès.

« *L'Amérique sauf quelques dissidents* » ! La fédération américaine de l'Internationale existe, et fonctionne régulièrement en complète harmonie avec le conseil général; elle a son Conseil fédéral et ses Congrès. « L'Amérique » du Comité jurassien n'est autre que ces bourgeois spéculateurs en amour libre, en papier monnaie, en fonctions et en corruption publiques que représentait si bien, au Congrès de La Haye, M. West en faveur de qui les délégués jurassiens eux-mêmes n'osaient ni parler ni voter.

« *Les Slaves* », — c'est-à-dire la « *section slave de Zurich* », qui comme toujours figure pour toute une race. Les Polonais, les Russes, les Slaves autrichiens et hongrois de l'Internationale, ennemis déclarés des sécessionnistes, ne comptent pour rien.

Voilà à quoi se réduisent les alliés de l'Alliance. Si les onze sections jurassiennes n'ont pas plus d'existence réelle que la majorité de ces alliés, leur comité a eu bien raison de se taire sur leur compte.

Dans cet ordre de bataille alianciste la Suisse brille par son absence. Il y avait de très bonnes raisons à cette omission. Un mois après, les 1er et 2 juin, se tint à Olten un Congrès général ouvrier suisse pour organiser la résistance et les grèves. Cinq Jurassiens y prêchaient l'évangile de l'autonomie absolue des sections; ils firent perdre au Congrès plus de la moitié de son temps. Enfin il fallut bien arriver au vote; le résultat fut que sur quatre-vingts délégués, soixante-quinze votèrent contre les cinq Jurassiens auxquels il ne resta plus qu'à quitter la salle.

Cependant l'Alliance paraît, dans ses conciliabules secrets, ne pas partager au sujet de ses forces réelles l'illusion qu'elle voudrait inoculer au public. Dans ce même Congrès de Neuchâtel, elle fit adopter la résolution suivante : « *Considérant qu'à la teneur des statuts généraux, le Congrès général de l'Internationale se réunit chaque année de plein droit sans qu'il soit besoin d'une convocation émanant d'un Conseil général, la Fédération jurassienne propose à toutes les fédérations de*

l'Internationale de réunir le Congrès général le lundi 1 Septembre dans une ville de Suisse. ». Et, pour empêcher ce congrès de suivre « les funestes errements de La Haye », on demande que les délégués alliancistes et leurs alliés se réunissent, dès le 28 août, en Congrès anti-autoritaire. Des débats sur cette proposition, « il ressort que pour nous le seul Congrès général de l'Internationale sera celui convoqué directement par les fédérations elles-mêmes, et non celui que pourrait tenter de convoquer le prétendu Conseil général de New-York. ».

Voilà donc la scission portée à ses dernières conséquences. Les Internationaux iront au congrès que le Congrès précédent a chargé le Conseil général de convoquer dans une ville suisse de son choix. Les Alliancistes et leur queue de dupes iront à un Congrès convoqué par eux-mêmes en vertu de leur autonomie.

Nous leur souhaitons bon voyage.

VIII. L'Alliance en Russie

1. Le Procès de Netchaïev

Nous renvoyons sur ce sujet au chapitre 6.6 de notre **fascicule 43**, en particulier à la biographie de Sergueï Netchaïev avec qui Bakounine va finir par rompre.

L'action de l'Alliance en Russie nous a été révélée par le procès politique connu sous le nom d' « affaire Netchaïev » qui se déroula en juillet 1871, devant la Chambre de Justice à Saint-Pétersbourg¹. Pour la première fois en Russie les débats d'un procès politique avaient lieu devant un jury et en public. Tous les inculpés, au nombre de plus de quatre-vingts, hommes et femmes, appartenaient à quelques exceptions près à la jeunesse des écoles. Ils avaient subi, dans les cachots de la forteresse de Saint-Pétersbourg, de novembre 1870 à juillet 1871, une détention préventive qui avait causé la mort de deux d'entre eux et avait frappé plusieurs autres d'aliénation mentale. Ils sortaient pour entendre leur condamnation aux mines de la Sibérie, aux travaux forcés, à la prison, pour quinze, douze, dix, sept et deux ans; et ceux qui furent acquittés par le tribunal public, furent exilés par « ordre administratif ».

Leur crime était d'avoir appartenu à une société secrète qui avait usurpé le nom de l'Association internationale des Travailleurs, d'avoir été affiliés par un émissaire du « *Comité révolutionnaire international* », muni de mandats timbrés du prétendu sceau de l'Internationale, lequel leur avait fait commettre des escroqueries et avait obligé plusieurs d'entre eux à l'aider dans la perpétration d'un assassinat; c'était cet assassinat qui avait mis la police sur les traces de la société secrète; mais comme toujours, l'émissaire avait pris le large. La police montra dans ses perquisitions une telle perspicacité qu'on pourrait supposer une dénonciation détaillée. Dans toute cette affaire, le rôle de l'émissaire est des plus équivoques. Cet émissaire était Netchaïev, porteur d'un certificat mandat ainsi conçu :

« Le porteur de ce certificat est un des chargés représentants de la branche russe de l'Alliance révolutionnaire universelle. — N°. 2771. »

Ce certificat porte 1°) le timbre, en langue française : « Alliance révolutionnaire européenne. Comité général » ; 2°) date : 12 mai 1869 ; 3°) signature: Michel Bakounine² »

En 1861, en réponse aux mesures fiscales qui avaient pour but de priver les jeunes gens pauvres de l'éducation supérieure, et aux dispositions disciplinaires tendant à les soumettre à la férule discrétionnaire des agents policiers, les étudiants firent des protestations énergiques et unanimes, qui de leurs assemblées furent portées dans la rue et se traduisirent par des manifestations imposantes. L'université de Saint-Pétersbourg fut alors fermée pendant quelque temps; les étudiants furent mis en prison ou envoyés en exil. Cette conduite du gouvernement jeta la jeunesse dans les sociétés secrètes, qui finirent naturellement

¹ Notons que ce procès de juillet/août 1871 impliquait les seuls partisans de Netchaïev, lequel était, à cette époque, absent de Russie. Il sera arrêté le 14 août 1872 à Zurich en collaboration avec la police secrète russe. Son procès commencera le 20.01.73 avec pour condamnation une peine de réclusion perpétuelle. Il mourra en prison le 21.11.82, vaincu par la faim et le scorbut.

² Gazette de Saint-Pétersbourg, 1871, N°. 180, 181, 187, etc. (Note du document).

par faire envoyer dans les cachots, l'exil et la Sibérie un grand nombre de leurs adeptes. D'autres, pour procurer aux étudiants pauvres les moyens de continuer leurs études, fondèrent des caisses de secours mutuels. Les plus sérieux d'entre eux avaient décidé de ne plus donner au gouvernement aucun prétexte de supprimer ces caisses, organisées de manière à ce que leur gestion pût se faire en petites réunions. Ces réunions administratives fournissaient l'occasion de discuter en même temps des questions politiques et sociales. Les idées socialistes avaient tellement pénétré la jeunesse des écoles russes composées, en grande majorité, de fils de paysans et autres gens pauvres, qu'elle en rêvait déjà l'application immédiate. Chaque jour ce mouvement se généralisait dans les écoles et jetait dans la société russe toute une jeunesse pauvre, issue de la plèbe, instruite et pénétrée des idées socialistes. L'âme théorique de ce mouvement était Tchernychevski¹, aujourd'hui en Sibérie. C'est alors que Netchaïev, profitant du prestige de l'Internationale et de l'ardeur de la jeunesse, essaya de convaincre les étudiants que ce n'était plus le moment de s'occuper de ces niaiseries, quand il existait une immense société secrète, affiliée à l'Internationale, occupée à fomenter la révolution universelle, et prête à l'action immédiate en Russie. Il parvint à en imposer à quelques jeunes gens, et les entraîna à commettre des crimes de droit commun, qui fournirent à la police le prétexte d'écraser tout ce mouvement des écoles, si dangereux pour la Russie officielle.

En mars 1869, il arriva à Genève un jeune Russe qui essaya de s'introduire dans l'intimité de tous les émigrés russes, en se prétendant délégué des étudiants de Saint-Pétersbourg. Il se présenta sous différents noms. Quelques émigrés savaient positivement qu'aucun délégué n'avait été envoyé de cette ville; d'autres, après avoir causé avec le prétendu délégué, le prirent pour un espion. Il finit par se faire connaître sous son véritable nom : Netchaïev; il racontait qu'il s'était évadé de la forteresse de Saint-Pétersbourg où il avait été enfermé comme un des principaux auteurs des désordres qui avaient éclaté en janvier 1869 dans les écoles de la capitale. Plusieurs des émigrés, qui avaient subi une longue détention dans cette forteresse, connaissaient par expérience l'impossibilité de toute évasion; ils savaient donc que sur ce point Netchaïev mentait; d'un autre côté, comme les journaux et les lettres qu'ils recevaient avec les noms des étudiants poursuivis ne faisaient aucune mention du nommé Netchaïev, ils considérèrent comme une fable sa prétendue action révolutionnaire. Mais Bakounine prit, avec grand fracas, fait et cause pour Netchaïev; il proclama partout qu'il était « *envoyé extraordinaire de la grande organisation secrète existant et agissant en Russie* ». On supplia alors Bakounine de ne pas livrer à cet individu les noms de ses connaissances qu'il pouvait compromettre. Il promit, et les documents du procès montreront comment il tint sa parole.

Dans une entrevue que Netchaïev avait demandée à un réfugié, il fut forcé d'avouer qu'il n'était délégué d'aucune organisation secrète, mais il avait, disait-il, des camarades et des connaissances qu'il voulait organiser — ajoutant qu'il fallait s'emparer des vieux émigrés pour influencer la jeunesse par leurs noms, et profiter de leur imprimerie et de leur argent. Quelque temps après parurent les « *Paroles* » adressées aux étudiants par Netchaïev et Bakounine. Netchaïev y répète la fable de son évasion et engage la jeunesse à se dévouer à la lutte révolutionnaire;

¹ Nikolai Tchernychevski a été, en 1863, l'auteur d'un roman intitulé *Que Faire ?* (avec pour sous-titre « Récits des hommes nouveaux ») qui deviendra bien vite une sorte de bible révolutionnaire : il appelle clairement, en effet, à la révolution. Le 7 juillet 1862, Tchernychevski avait été arrêté pour ses activités d'éditeur en chef de la revue *Le Contemporain* et enfermé à la forteresse Pierre-et-Paul de Pétersbourg. C'est au cours de cette incarcération qu'il a rédigé son roman. En mai 1864, il sera condamné au bagne à vie. Lénine lui-même lui rendra hommage en intitulant « Que faire ? » la brochure qu'il publiera en mars 1902. (Cf. V. Lénine, *Œuvres*, tome 5, pp. 353-544, Editions sociales, Paris et Editions du Progrès, Moscou 1965).

Bakounine, dans les agitations des écoles découvre « *l'esprit destructeur de l'Etat qui sort des profondeurs même de la vie populaire* »¹; il félicite « ses jeunes frères de leurs tendances révolutionnaires, ...donc elle est proche, la fin de cet infâme empire de toutes les Russies ! » Son anarchisme lui sert de prétexte pour lâcher le coup de pied de l'âne aux Polonais en les accusant de ne travailler « *que pour la restauration de leur Etat historique (!)* – « *ils rêvent donc un nouvel esclavage de leur peuple* », et s'ils réussissaient, « *ils deviendraient aussi bien nos ennemis qu'ils seraient les oppresseurs de leur peuple. Nous les combattons au nom de la révolution sociale et de la liberté de tout le monde.* » On le voit, Bakounine est d'accord avec le tsar sur ce point qu'il faut à tout prix empêcher les Polonais de régler leurs affaires chez eux comme ils l'entendent. La presse officielle russe, dans toutes les insurrections polonaises, a toujours accusé les Polonais insurgés d'être « *les oppresseurs de leur peuple* ». Touchant accord entre les organes de la troisième section² et l'archi-anarchiste de Locarno !

Le peuple russe, continue Bakounine, se trouve actuellement dans des conditions semblables à celles qui le forcèrent à l'insurrection sous le tsar Alexis, père de Pierre-le-Grand. Alors c'était Stenka Razine³, cosaque chef de brigands, qui se mit à sa tête et qui lui indiqua « *la voie de l'émancipation* ». Pour se lever aujourd'hui le peuple n'attend plus qu'un nouveau Stenka Razine; mais cette fois « *il sera remplacé par la légion de jeunes hommes déclassés qui maintenant vivent déjà de la vie populaire... Stenka Razine se sent derrière elle, non héros personnel mais collectif (!) et par là même invincible. Ce sera toute cette magnifique jeunesse sur laquelle plane déjà son esprit.* ».

Pour bien remplir ce rôle de Stenka Razine collectif, il faut que la jeunesse se prépare par l'ignorance : « *Ainsi, quittez donc au plus vite ce monde voué à la destruction. Quittez ces Universités, ces Académies, ces écoles, allez dans le peuple* », pour être « *l'accoucheur de son émancipation spontanée, l'unisseur et l'organisateur de ses efforts et de toutes les forces populaires. Ne vous souciez pas en ce moment de la science, au nom de laquelle on voudrait vous lier, vous châtrer... Telle est la foi des meilleurs hommes de l'occident... Le monde des travailleurs de l'Europe et de l'Amérique vous appelle à une alliance fraternelle.* ».

Dans ses statuts secrets l'Alliance à la troisième puissance dit que « *les principes de cette organisation seront encore plus explicitement exposés dans le programme de la démocratie socialiste russe* ». Nous avons ici un commencement de réalisation de cette promesse. Outre les phrases anarchiques habituelles et la haine chauvinique que le citoyen B. n'a jamais su cacher, contre les Polonais, nous le voyons ici, pour la première fois, célébrer le brigand russe comme le type du vrai révolutionnaire, prêcher à la jeunesse russe le culte de l'ignorance, sous prétexte que la science actuelle n'est qu'une science officielle (s'imagine-t-on

¹ Il faut remarquer que ces « Paroles » furent publiées juste au moment des persécutions et des jugements, alors que la jeunesse faisait tout son possible pour atténuer son mouvement que la police, elle, avait tout intérêt à exagérer. (Note du document).

² La troisième section de la chancellerie impériale russe est le bureau central de la police politique secrète en Russie. (Note du document)

³ Il s'agit de Stepan Tomofeïevitch Razine, dit Stenka (1630-1671), cosaque du Don qui dirigea le soulèvement des paysans de la Volga contre le gouvernement tsariste. Après l'exécution de son frère Ivan, en 1665, par l'armée russe, il se trouve animé d'un désir de vengeance. Il se déplace alors vers la mer caspienne et constitue une armée. Au printemps 1670, Razine lance un véritable soulèvement populaire contre le pouvoir. Le 12 juin 1670, il lance son armée à l'assaut d'Astrakan où il instaure une République des Cosaques. Le pouvoir tsariste ne va tarder à réagir militairement et dès le printemps 1671, une armée marche sur la ville de Kagalnisky où Razine sera capturé le 14 avril 1671. Le 6 juin 1671, il sera supplicié, pendu et éparpillé sur la place Rouge. (Notre source : Wikipédia et Universalis)

une mathématique, une physique, une chimie officielle ?), et que c'est là l'opinion des meilleurs de l'Occident. Enfin, il termine sa brochure en insinuant que par son entremise l'Internationale offre une alliance à cette jeunesse à laquelle il interdit jusqu'à la science des frères ignorantins.

Cette parole évangélique a joué un grand rôle dans la conspiration de Netchaïev. Elle était lue mystérieusement à tout néophyte avant son initiation.

En même temps que cette parole (1869), on lançait des publications russes anonymes : 1) *Formule de la question révolutionnaire*; 2) *Principes de la révolution*; 3) *Publications de la société le Jugement populaire* (Narodnaia razprava), N° 1, été 1869, Moscou. Tous ces écrits furent imprimés à Genève, comme le prouve l'identité des caractères typographiques avec ceux des autres publications russes de Genève - d'ailleurs le fait est de notoriété publique parmi toute l'émigration russe -, ce qui ne les empêchait pas de porter sur la première page le timbre : Imprimé en Russie. — *Gedruckt in Russland* - pour faire supposer aux étudiants russes que la société secrète possédait de grands moyens d'action en Russie même.

La *Formule de la question révolutionnaire* dévoile de prime abord ses auteurs. Ce sont les mêmes phrases, les mêmes expressions que celles employées par Bakounine et Netchaïev dans leurs *Paroles*. « *Il faut détruire, non seulement l'Etat, mais aussi les révolutionnaires d'Etat et de cabinet. Nous, certainement, nous sommes pour le peuple.* ». Bakounine, par la loi de l'assimilation anarchique, s'assimile la jeunesse lettrée : « *Le gouvernement lui-même nous montre le chemin où nous devons marcher pour atteindre notre but, c'est-à-dire le but du peuple. Il nous chasse des universités, des académies, des écoles. Nous le remercions pour nous avoir ainsi mis sur un terrain aussi glorieux, aussi fort. Maintenant nous avons de la terre ferme sous les pieds, maintenant nous pouvons faire. Et qu'allons-nous faire ? Enseigner le peuple ? Ce serait stupide. Le peuple sait lui-même et mieux que nous ce qu'il lui faut* » — comparez les statuts secrets qui attribuent aux masses les « instincts populaires », aux initiés « l'idée révolutionnaire ». « *Nous devons non pas enseigner le peuple, mais le soulever ;* ». *Jusqu'aujourd'hui « il s'est toujours soulevé infructueusement parce qu'il se soulevait partiellement... nous pouvons lui apporter un secours extrêmement important, nous pouvons lui donner ce qui lui a toujours manqué, ce qui a été la cause principale de toutes ses défaites : l'unité du mouvement ubiquiste au moyen de la combinaison de ses propres forces.* ». On le voit, la doctrine de l'Alliance, anarchie par en bas, et discipline par en haut, apparaît ici dans toute sa pureté. D'abord le « *déchainement de ce qu'on appelle aujourd'hui les mauvaises passions* » par l'émeute, mais « *il est nécessaire qu'au milieu de l'anarchie populaire, qui constituera la vie même et toute l'énergie de la révolution, l'unité de l'idée et de l'action révolutionnaires trouve un organe.* ». Cet organe sera « l'Alliance » universelle, section russe, la *Société du Jugement du peuple*.

Mais la jeunesse ne suffit pas à Bakounine. Il appelle sous le drapeau de son Alliance, section russe, tous les brigands. « *Le brigandage est une des formes les plus honorables de la vie populaire russe. Le brigand, c'est le héros, c'est le défenseur, c'est le vengeur populaire, l'ennemi irréconciliable de l'Etat, et de tout ordre social et civil établi par l'Etat, le lutteur à la vie et à la mort contre toute cette civilisation de fonctionnaires, de nobles, de prêtres et de la couronne. Celui qui ne comprend pas le brigandage ne comprendra rien dans l'histoire populaire russe. Celui qui ne lui est pas sympathique ne peut sympathiser avec la vie populaire, et n'a pas de cœur pour les souffrances séculaires et démesurées du peuple; il appartient au camp des ennemis, des partisans de l'Etat...c'est par le brigandage seul que se cons-*

tate la vitalité, la passion et la force du peuple...Le brigand en Russie est le véritable et l'unique révolutionnaire-révolutionnaire sans phrases, sans rhétorique puisée dans les livres, révolutionnaire infatigable, irréconciliable et irrésistible dans l'action, révolutionnaire populaire et social et non politique ou classé. Les brigands dispersés dans les forêts, les villes et villages de toute la Russie, et les brigands détenus dans les innombrables prisons de l'Empire, forment un monde unique et indivisible, fortement lié, le monde de la révolution russe. En lui, en lui seul, existe depuis longtemps la véritable conspiration révolutionnaire. Celui qui veut conspirer sérieusement en Russie, celui qui veut la révolution populaire, doit aller à ce monde. Suivant la voie que nous a tracée le gouvernement qui nous a chassés des académies, des universités et des écoles, jetons-nous, frères, tous ensemble dans le peuple, dans le mouvement populaire, dans l'émeute des brigands et des paysans et, conservant une fidèle et ferme amitié entre nous, combinons en une seule masse ces insurrections éparpillées de moujiks (paysans). Faisons-en une révolution populaire réfléchie mais impitoyable¹. ».

Dans la seconde feuille : *Les Principes de la révolution*, se trouve développé l'ordre donné dans les statuts secrets de faire en sorte qu'il « ne reste pas une pierre sur une pierre. ». Il faut tout détruire pour produire « l'amorphisme parfait » car si « une seule forme ancienne » était conservée, elle deviendrait « l'embryon » dont renaîtraient toutes les autres vieilles formes sociales. La feuille accuse les révolutionnaires politiques qui ne prennent pas au sérieux cet amorphisme, de tromper le peuple.

Elle les accuse d'avoir érigé « de nouvelles potences et de nouveaux échafauds où ils ont exécuté les frères révolutionnaires échappés au massacre... jusqu'ici les peuples n'ont pas encore vu de véritable révolution ... pour la vraie révolution, il faut non des individus placés à la tête de la foule et qui la commandent, mais des hommes cachés invisiblement au milieu d'elle, reliant invisiblement par eux-mêmes une foule avec l'autre, et donnant ainsi invisiblement une seule et même direction, un seul et même esprit et caractère au mouvement. L'organisation secrète préparatoire n'a que ce sens-là, et ce n'est que pour cela qu'elle est nécessaire. ». Voilà donc dénoncée au public et à la police russes l'existence des frères internationaux, si soigneusement cachée à l'Occident. Puis la feuille prêche l'assassinat systématique et déclare que pour les hommes de l'œuvre révolutionnaire pratique, tous les raisonnements sur l'avenir sont

« criminels parce qu'ils empêchent la destruction pure, et entravent la marche de la révolution. Nous avons seulement confiance en ceux qui manifestent par des faits leur dévouement à la révolution, sans crainte des tortures ni des emprisonnements, et nous renions toutes les paroles que l'action ne suivrait pas immédiatement. Nous n'avons plus besoin de la propagande sans but, de la propagande qui ne détermine pas avec précision l'heure et l'endroit où doit se réaliser le but de la révolution. Bien au contraire, elle nous embarrasse et nous emploierons toutes nos forces pour l'arrêter ...Tous les bavards qui ne comprendront pas cela, nous les ferons taire par la force. ».

¹ Note du document : Pour mystifier ses lecteurs, Bakounine confond les chefs d'insurrection populaire des 17^{me} et 18^{me} siècles avec les brigands et voleurs russes d'aujourd'hui. Quant à ceux-ci, la lecture du livre de Flerovski : *Situation de la classe laborieuse en Russie*, désillusionnerait les âmes les plus romantiques sur ces pauvres diables dont Bakounine se propose de former la phalange sacrée de la révolution russe. Le seul brigandage - en dehors de la sphère gouvernementale, bien entendu - qui se fasse encore en grand en Russie est le vol de chevaux monté comme une entreprise commerciale par des capitalistes dont les « révolutionnaires sans phrase » ne sont que les instruments et les victimes.

Ces menaces étaient à l'adresse des réfugiés russes qui ne s'étaient pas inclinés devant la papauté de Bakounine et qu'il traitait de doctrinaires.

« Nous rompons tout lien avec les émigrés politiques qui ne voudront pas retourner dans leur pays pour se mettre dans nos rangs, et tant que nos rangs seront encore secrets, nous rompons avec tous ceux qui ne voudront pas concourir à ce qu'ils puissent faire leur apparition publique sur la scène de la vie russe. Nous faisons exception pour les émigrés qui se sont manifestés comme ouvriers de la révolution européenne. Nous ne ferons plus de répétition ni d'appel... Celui qui a des oreilles et des yeux entendra et verra les hommes d'action et s'il ne se met pas dans leurs rangs, il ne tiendra pas à nous qu'il ne soit perdu; et de même il ne tiendra pas à nous que tous ceux qui se cachent derrière les coulisses ne soient anéantis froidement, impitoyablement, avec les coulisses qui les cachent. ».

Bakounine, ici, est parfaitement clair. Tandis qu'il enjoint, sous peine de mort, aux réfugiés de retourner en Russie en qualité d'agents de sa société secrète - à l'instar des mouchards russes qui, eux, leur offraient, pour y aller conspirer, des passeports et de l'argent, il se délivre à lui-même une dispense papale pour rester tranquillement en Suisse comme « *ouvrier de la révolution européenne* » et pour y travailler à des manifestes qui compromettaient les malheureux étudiants que la police tenait dans ses cachots.

« N'admettant aucune autre activité que celle de la destruction, nous reconnaissons que les formes dans lesquelles doit s'exprimer cette activité, peuvent être extrêmement variées : poison, poignard, nœud coulant, etc. La révolution sanctifie tout sans distinction. Ainsi le champ est ouvert !... »

Ainsi donc, que toutes les têtes saines et jeunes entreprennent immédiatement le saint travail de la destruction du mal, de l'épuration et de l'éclaircissement de la terre russe par le feu et par l'épée, en s'unissant fraternellement à ceux qui feront la même chose dans toute l'Europe.».

Ajoutons que dans cette proclamation sublime l'inévitable brigand figure en la personne mélodramatique de Karl Moor (des *Brigands* de Schiller¹), et que le No. 2 du « Jugement populaire », en citant un passage de cette feuille, l'appelle en propres termes « *une proclamation de Bakounine* ».

Le N° 1 des publications de la Société : Le Jugement populaire² commence par proclamer que l'insurrection générale du peuple russe est imminente et proche.

« Nous, c'est-à-dire cette partie de la jeunesse populaire qui est parvenue à un certain développement, nous devons lui frayer le chemin, c'est-à-dire éliminer tous les obstacles qui peuvent entraver sa marche, et lui préparer des conditions favorablesEn vue de l'imminence de l'insurrection nous trouvons nécessaire de réunir en un seul faisceau indissoluble tous les efforts révolutionnaires disséminés dans toute la Russie. C'est pourquoi nous avons décidé de publier, de la part du centre révolutionnaire, des feuilles où chacun de nos coreligionnaires disséminés, dans

¹ En référence au roman de Friedrich von Schiller, « Les Brigands », une de œuvres remarquables du mouvement littéraire « Sturm und Drang » de la seconde moitié du 18^e siècle : le personnage de Karl est répudié par son père en raisons des manœuvres hypocrites de son frère Franz, ce qui le conduira à former un groupe de brigands et à remettre en question les principes de légalité et de légitimité. (Notre source : Wikipédia)

² Note du document : Bakounine et Netchaïeff traduisent toujours *rasprava* par *Justice populaire*, mais le mot russe ne veut pas dire : justice, il veut dire *jugement*, ou même plutôt : vengeance, *revanche*.

tous les coins de la Russie, chacun des ouvriers de la sainte cause de la Révolution, quoique inconnu de nous, verra toujours ce que nous voulons et où nous allons. ».

Puis la feuille déclare : « la pensée n'a de valeur pour nous qu'en tant qu'elle sert la grande œuvre de la *pan-destruction universelle*. Le révolutionnaire qui étudie la révolution dans les livres, ne sera jamais bon à rien... Nous n'avons plus foi dans les paroles. La parole n'a de valeur pour nous que lorsqu'elle est suivie de l'action; mais tout n'est pas action qui porte ce nom. Par exemple l'organisation modeste et trop circonspecte des sociétés secrètes, sans manifestations extérieures, n'est à nos yeux qu'un jeu d'enfants ridicule et insupportable. Nous n'appelons manifestations extérieures qu'une série d'actes détruisant positivement quelque chose, une personne, une chose, un enchaînement qui empêche l'émancipation populaire... Sans épargner notre vie, sans nous arrêter devant aucune menace, aucun obstacle, aucun danger, etc., nous devons par une série d'audacieuses, oui, d'insolentes tentatives faire irruption dans la vie du peuple et lui inspirer la foi en sa propre puissance, le réveiller, le rallier et le pousser au triomphe de sa propre cause. ».

Mais tout d'un coup les phrases révolutionnaires de *La Justice populaire* se transforment en attaques contre la *Cause du Peuple*, journal russe publié à Genève, qui défendait le programme et l'organisation de l'Internationale¹. Il était, comme on le voit, de la plus grande importance pour la propagande alliériste de Bakounine en Russie, faite au nom de l'Internationale, de faire taire un journal qui démasquait sa fraude.

« *Si ce journal continue de la même manière, nous ne tarderons pas à lui exprimer et à lui manifester quels doivent être nos rapports avec lui. Nous sommes persuadés que tous les hommes sérieux mettront maintenant de côté toute théorie et à plus forte raison, tout doctrinarisme. Nous pouvons empêcher la publication des écrits qui, quoique sincères, sont contraires à notre drapeau, par différents moyens pratiques que nous avons entre les mains. ».*

Après avoir fait ces menaces à son dangereux rival, *La Justice populaire* continue :

« Au nombre des feuilles publiées dernièrement à l'étranger, nous recommandons, sans presque aucune restriction, *L'appel de Bakounine à la jeunesse déclassée des écoles*. Bakounine a raison lorsqu'il vous conseille d'abandonner les académies, les universités et les écoles, et d'aller dans le peuple. ».

On le voit, Bakounine ne perd jamais une occasion de s'offrir un coup d'encensoir.

Le second article a pour titre : « *Un aperçu de la notion passée et de la notion actuelle sur l'œuvre*. » . Nous venons de voir Bakounine et Netchaïeff menacer l'organe international russe à l'étranger; dans cet article, nous allons les voir s'acharner contre Tchernychevski, l'homme qui, en Russie, avait le plus contribué à jeter dans le mouvement socialiste cette jeunesse des écoles qu'ils prétendaient représenter.

« *Certainement, les paysans ne se sont jamais occupés à créer dans leur imagination des formes de l'ordre social futur; mais néanmoins, après l'élimination de tous les empêchements (c'est-à-dire après la révolution pandestructive qui est la première chose à faire et par conséquent la plus importante pour nous), il saura arranger sa vie avec plus de sens qu'il ne peut y en avoir dans les théories et les projets des socialistes doctrinaires qui*

¹ Le journal de la section russe de Genève, dirigé par Nicolas Outine.

veulent s'imposer au peuple à titre de professeurs et, ce qui est pire, de directeurs. Aux yeux du peuple non corrompu par les lunettes de la civilisation, les tendances de ces malencontreux professeurs ne sont que trop évidentes. Ils veulent, sous prétexte de science, d'art, etc. se préparer, à eux et à leurs semblables, de bonnes petites places. Lors même que ces tendances seraient désintéressées et naïves, lors même qu'elles ne seraient que le fruit inévitable de tout ordre imbu de la civilisation moderne, le peuple n'y gagnerait rien. Le but idéal de l'égalité sociale a été incomparablement mieux réalisé dans la société des Cosaques, organisée par Basile Ouss¹ à Astrakhan après le départ de Stenka Razine, que dans les phalanstères de Fourier, les instituts de Cabet, de Louis Blanc et autres savants (!) socialistes, mieux que dans les associations de Tchernychevski. ».

Suit toute une page d'invectives contre celui-ci et contre ses compagnons.

La bonne petite place que Tchernychevsk se préparait, le gouvernement russe la lui a donnée dans un cachot de Sibérie, tandis que Bakounine, dispensé de ce danger en sa qualité d'ouvrier de la révolution européenne, se bornait à ses manifestations de l'extérieur. Et c'était au moment où le gouvernement défendait sévèrement de prononcer même le nom de Tchernychevski dans la presse, que MM. Bakounine et Netchaïev l'attaquaient.

Nos révolutionnaires « amorphes » continuent :

« Nous nous chargeons de démolir cet édifice social pourri... nous sortons du peuple la peau meurtrie par les dents de l'ordre actuel, guidés par la haine de tout ce qui n'est pas populaire, n'ayant pas de notions sur les obligations morales ni sur une honnêteté quelconque envers ce monde que nous haïssons et dont nous n'attendons que du mal. Nous n'avons qu'un seul plan invariable et négatif : celui de la destruction impitoyable. Nous renonçons catégoriquement à l'élaboration des conditions futures de la vie, cette tâche n'étant pas compatible avec notre activité, et pour cela nous considérons comme inutile tout travail de tête purement théorique. Nous nous chargeons exclusivement de la destruction de l'ordre social actuel. ».

Les deux manifestants de l'extérieur insinuent que la tentative d'assassinat contre le tsar, en 1866, appartenait à la « série d'actes » pandestructifs de leur société secrète : *« Ce fut Karakozov² qui commença notre sainte œuvre le 4 avril 1866. Depuis ce temps seulement se réveille dans la jeunesse la conscience de ses forces révolutionnaires. C'était un exemple, un fait ! Aucune propagande ne peut avoir une aussi grande signification. ».* Puis ils dressent une longue liste de « créatures » vouées par le comité à une mort immédiate. A plusieurs « la langue sera arrachée »... mais *« nous ne toucherons pas au tsar... nous le réservons pour le jugement du peuple, des paysans; ce droit appartient à tout le peuple...qu'il vive donc, notre bourreau, jusqu'au moment de l'orage populaire. »*

¹ Vassili Rodionovitch Ouss, compagnon d'armes de Stenka Razine.

² Dimitri Karakosov, auteur d'un attentat contre le tsar Alexandre II et condamné à la pendaison. Dans une lettre de juillet 1866 à Herzen, Bakounine commente l'événement en ces termes : « Plus que toi, je n'attends le moindre profit de l'assassinat du tsar de Russie; je suis même prêt à admettre qu'un tel régicide serait positivement néfaste en suscitant une réaction momentanée en faveur du tsar. Mais je ne suis nullement surpris de tout ce que le monde, en Russie, ne soit pas du même avis, et que, grâce à la pression gouvernementale, devenue au dire de tous tout à fait insupportable ces derniers temps, il se soit trouvé un homme décidé, dont l'esprit, il est vrai, est moins ferme que le nôtre au point de vue philosophique, mais qui est doué d'une énergie que nous ne possédons pas; que cet homme ait jugé possible de trancher le nœud gordien d'un seul coup. Et je lui porte beaucoup d'estime parce qu'il a pensé ainsi et agi comme il pensé. Malgré toutes les erreurs de sa théorie, nous ne pouvons lui refuser notre estime et nous avons le devoir de la reconnaître comme l'un des nôtres devant cette foule avilie de valets rampant aux pieds de leur maître. ». (Note du volume *La Grande Discorde*, p. 564)

Personne n'osera mettre en doute que ces pamphlets russes, les statuts secrets et les écrits publiés en français depuis 1869 par Bakounine ne proviennent de la même source. Ces trois classes d'écrits, au contraire, se complètent mutuellement. Elles correspondent en quelque sorte aux trois degrés d'initiation de la fameuse organisation « *pandestructive* ». Les brochures françaises du citoyen B. sont écrites pour les Alliancistes vulgaires, dont on ménage les préjugés. On ne leur parle que de l'anarchie toute pure, de l'anti-autoritarisme, de la libre fédération des groupes autonomes et d'autres choses aussi anodines : le galimatias simple. Les statuts secrets sont destinés aux frères internationaux de l'occident; l'anarchie y devient « le déchaînement complet de la vie populaire des mauvaises passions », mais au sein de cette anarchie existe l'élément directeur secret - ces mêmes frères; on ne leur donne que quelques indications vagues sur la morale alianciste, volée à Loyola; on ne fait que mentionner la nécessité de ne pas laisser pierre sur pierre - car ce sont des Occidentaux nourris dans les préjugés philistins et ils ont besoin de quelques ménagements. On leur dit que la vérité, trop éblouissante pour des yeux qui ne sont pas encore faits au vrai anarchisme, sera dévoilée tout entière dans le programme de la section russe. Aux anarchistes-nés, au peuple élu, à la jeunesse de la sainte Russie seul le prophète ose parler ouvertement. Là, l'anarchie est la pandestruction universelle; la révolution, une série d'assassinats d'abord individuels, puis collectifs; la seule règle d'action, la morale jésuitique puissanciée; le type du révolutionnaire, le brigand. Là, la pensée et la science sont absolument défendues à la jeunesse comme occupations mondaines qui pourraient l'entraîner à douter de l'orthodoxie pandestructive. Ceux qui s'obstineraient à rester dans les hérésies théoriques ou qui appliqueraient la critique vulgaire aux dogmes de l'amorphisme universel, on les menace de la Sainte Inquisition. Devant la jeunesse russe, le pape n'a plus besoin de se gêner ni dans le fond, ni dans la forme. Il lâche la bride à son langage. L'absence absolue d'idées s'exprime dans un galimatias tellement boursoufflé qu'il est impossible de le reproduire en français sans en affaiblir le grotesque. Sa langue même n'est pas russe, elle est tartare, ainsi que l'a déclaré un Russe. Ces petits hommes aux cerveaux atrophiés se gonflent de phrases horripilantes pour paraître, à leurs propres yeux, des géants révolutionnaires. C'est l'histoire de la grenouille et du bœuf.

Quels terribles révolutionnaires ! Ils veulent annihiler et amorphiser tout, « *absolument tout* », ils dressent des listes de proscription dont les victimes sont vouées à leurs poignards, à leur poison, à leurs cordes, aux balles de leurs revolvers; à plusieurs même, ils « *arracheront la langue* », mais ils s'inclineront devant la majesté du tsar. En effet, le tsar, les fonctionnaires, la noblesse, la bourgeoisie, peuvent dormir en paix. L'Alliance ne fait pas la guerre aux Etats constitués, mais aux révolutionnaires qui ne veulent pas se dégrader à être les comparses de sa tragédie. Paix aux palais, guerre aux chaumières ! Tchernychevski est calomnié; les rédacteurs de *La Cause du Peuple* sont avertis qu'on les fera taire « *par différents moyens pratiques que nous avons entre les mains* »; elle menace d'assassinat tous les révolutionnaires qui ne sont pas avec elle. C'est là la seule partie de ce programme pandestructif qui ait reçu un commencement d'exécution. Nous allons raconter maintenant leur premier exploit en ce genre.

Dès le mois d'avril 1869, Bakounine et Netchaïev commencèrent à préparer le terrain de la révolution en Russie¹. Ils envoyaient des lettres, des proclamations et des télégrammes de Genève à Saint-Pétersbourg, à Kiev et d'autres villes. Ils savaient cepen-

¹ Note du volume « La Grande Discorde », p. 564 : « Les faits rapportés qui suivent concernent beaucoup plus le comportement de Netchaïev que les activités de l'Alliance et de Bakounine, aux nom desquels cependant Netchaïev agira pour cautionner certaines de ses actions »

dant qu'on ne peut envoyer en Russie des lettres, des proclamations et surtout des télégrammes, sans que « la troisième section » (la police secrète) en prenne connaissance. Tout cela ne pouvait avoir d'autre but que de compromettre les gens. Ces lâches manèges d'hommes qui ne risquaient rien dans leur bonne ville de Genève, firent arrêter un grand nombre de personnes en Russie. Cependant, ils avaient été avertis du danger qu'ils créaient. Nous avons entre les mains les preuves que le passage suivant d'une lettre de Russie a été communiqué à Bakounine :

« De grâce, faites dire à Bakounine que, s'il y a pour lui quelque chose de sacré dans la révolution, il cesse d'envoyer ses proclamations insensées qui donnent lieu à des perquisitions dans plusieurs villes, à des arrestations, et paralysent tout travail sérieux. ».

Bakounine répondit qu'il n'en était rien et que Netchaïev était parti pour l'Amérique. Mais, ainsi qu'on le verra plus loin, le code clandestin de Bakounine prescrivait de « compromettre complètement les ambitieux et les libéraux des différentes nuances de manière à ce que la retraite leur devienne impossible, et alors se servir d'eux. » (*Catéchisme révolutionnaire* § 19.).

En voici une preuve. Le 7 avril 1869, Netchaïev écrit à Mme Tomilov, femme d'un colonel mort de chagrin depuis à la suite de l'arrestation de sa femme, « qu'il y a énormément à faire à Genève » et il la presse d'y envoyer un homme sérieux pour s'entendre avec lui. « L'affaire sur laquelle nous devons nous concerter, ne concerne pas seulement notre commerce, mais celui de toute l'Europe. Ici l'affaire bout. On apprête une telle soupe que toute l'Europe ne parviendra pas à l'avalier. Dépêchez-vous donc. ». Suit l'adresse de Genève. Cette lettre ne parvint pas à son adresse, elle fut saisie à la poste par la police secrète et amena l'arrestation de Mme Tomilov qui n'en eut connaissance que pendant l'instruction. (Comptes rendus du procès Netchaïev, Gazette de Saint-Pétersbourg, 1871, no. 187)¹.

Voici encore un fait pour démontrer la prudence que Bakounine mettait à organiser sa conspiration. Un étudiant de l'académie de Kiev, Mavritzky, reçut, adressées à son nom, des proclamations de Genève. Il les remit immédiatement au gouvernement qui s'empressa d'envoyer à Genève un homme de confiance, c'est-à-dire un mouchard. Bakounine et Netchaïev nouèrent des relations intimes avec ce délégué du midi de la Russie, lui fournirent des proclamations, des adresses de personnes que Netchaïev disait connaître en Russie, et lui donnèrent une lettre qui ne pouvait être autre qu'une lettre de confiance et de recommandation. (G. de St. P. n° 187).

Le 3 septembre (15 septembre, nouveau style) 1869, Netchaïev se présenta, à Moscou, à Ouspenski, jeune homme qu'il avait connu avant de partir pour l'étranger, en qualité d'émissaire délégué du Comité universel révolutionnaire de Genève et lui montra le mandat cité plus haut. Il lui annonça que des émissaires de ce comité européen viendraient à Moscou munis de mandats semblables, et que lui, il avait pour mission « d'organiser une société secrète parmi la jeunesse studieuse...pour provoquer en Russie l'insurrection populaire ». Sur la recommandation d'Ouspenski, Netchaïev, afin de trouver un logement sûr, alla à l'Académie d'agronomie située dans un endroit assez éloigné de la ville, et se mit en communication avec Ivanov, un des étudiants les plus connus par leur dévouement aux intérêts de la jeunesse et du peuple. Dès lors, l'académie d'agronomie devint le centre de l'activité de Netchaïev. Il se présenta d'abord sous un faux

¹ Tous les faits relatifs à la conspiration Netchaïeff que nous citons, sont extraits des rapports du procès publiés dans la *Gazette de St Petersburg*. Nous citerons les numéros du journal d'où ils sont tirés. (Note du document)

nom, raconta qu'il avait beaucoup voyagé en Russie, que partout le peuple était prêt à se soulever, et qu'il l'aurait fait déjà depuis longtemps, si des révolutionnaires ne lui avaient conseillé de patienter jusqu'à l'achèvement de leur grande et puissante organisation qui va relier ensemble toutes les forces révolutionnaires de la Russie. Il pressa Ivanov et d'autres étudiants d'entrer dans cette société secrète, qui avait un Comité tout puissant au nom duquel tout se faisait, mais dont la composition et le siège devaient rester inconnus aux membres. Ce Comité et cette organisation formaient *la branche russe de l'Union universelle, de l'Alliance révolutionnaire, de l'Association Internationale des Travailleurs* !¹

Netchaïeff commençait par distribuer aux étudiants les « *Paroles* » citées plus haut, afin de leur faire voir que Bakounine, le célèbre révolutionnaire de 1848, l'évadé de Sibérie, joue un grand rôle en Europe, qu'il est le principal chargé d'affaires des travailleurs, qu'il signe les mandats du Comité général de l'Association universelle, et que ce héros leur conseille d'abandonner leurs études, etc. Pour leur donner un exemple frappant d'un dévouement allant jusqu'à la mort, il leur lisait une poésie d'Ogarev, ami de Bakounine et rédacteur au *Kolokol* de Herzen, intitulée: « *L'Étudiant* » et dédiée « au jeune ami Netchaïev ». Celui-ci y était représenté comme le type idéal de l'étudiant, comme « *le lutteur infatigable dès l'enfance* »; Ogarev y chantait comment le travail vivant de la science avait fait supporter à Netchaïev les tourments de ses jeunes années, comment son dévouement pour le peuple avait grandi, comment pourchassé par la vengeance du tsar, par l'effroi des boyards, il se voua à la vie nomade (skitanié, vagabondage); comment il alla en pèlerinage crier à tous les paysans, du levant au couchant : « *Rassemblez-vous, levez-vous courageusement* » etc.; comment il a terminé sa vie aux travaux forcés dans les neiges de la Sibérie; et comment, n'étant pas hypocrite, il est resté toute sa vie fidèle à la lutte; et qu'à son dernier soupir il répétait : tout le peuple doit conquérir sa terre et sa liberté ! Cette poésie allianciste fut imprimée au printemps de 1869, alors que Netchaïev s'amusait à Genève. Elle fut expédiée par ballots en Russie, avec les autres proclamations. Il paraît que le seul fait de copier cette poésie avait la propriété d'inspirer aux néophytes de l'abnégation, car Netchaïev, par ordre du Comité, la faisait copier et distribuer par chaque nouvel initié (dépositions de plusieurs accusés).

La musique semble être la seule chose qui doive échapper à l'amorphisme auquel la pandestruction universelle réduira tous les arts et toutes les sciences. Netchaïev, au nom du Comité, ordonnait de soutenir la propagande par *la musique révolutionnaire*, et s'efforçait de trouver un thème mélodique pour que ce chef-d'œuvre de poésie fût chanté par la jeunesse (*Gazette de Saint-Pétersbourg*, n° 190).

Cette légende mystique sur sa mort ne l'empêchait pas d'insinuer que Netchaïev pourrait bien être vivant encore, ni même de raconter sous le sceau du secret que Netchaïev se trouvait dans l'Oural en qualité d'ouvrier et qu'il y avait fondé des associations ouvrières. (*Gazette de Saint-Pétersbourg*, n° 202). Il faisait cette révélation surtout à ceux qui n'étaient « *bons à*

¹ Nous devons faire observer qu'en langue russe les mots : association union, alliance, (obchtchestvo, soïouz, tovarichestvo) sont plus ou moins synonymes et souvent employés indistinctement. De même le mot : « International » est la plupart du temps traduit par le mot : universel (vsemirnyi). Dans la presse russe « Association internationale » est donc souvent traduit par des mots qu'on pourrait tout aussi bien rendre en français par les mots : « Alliance universelle ». C'est en profitant de cette confusion de termes que Bakounine et Netchaïeff sont parvenus à exploiter le nom de notre association et à perdre près d'une centaine de jeunes gens. (Note du document)

rien », c'est-à-dire à ceux qui songeaient à fonder des associations ouvrières, afin de leur inspirer de l'admiration pour ce héros fabuleux. Enfin, quand les légendes sur son évasion imaginaire de la forteresse de Saint-Pétersbourg et sur sa mort poétique en Sibérie eurent suffisamment préparé les esprits, et qu'il crut que les initiés étaient assez catéchisés, il effectua sa résurrection évangélique et déclara être Lui, Netchaïev en personne ! Mais cette fois-ci, ce n'était plus le Netchaïev d'autrefois, ridiculisé et méprisé des étudiants de Saint-Pétersbourg, comme l'affirmaient des témoins et des accusés; c'était le délégué plénipotentiaire du Comité révolutionnaire universel. Le miracle de sa transfiguration avait été opéré par Bakounine. Il avait rempli toutes les conditions exigées par les statuts de l'organisation qu'il prêchait; il s'était « *distingué par des actions connues et appréciées du Comité* »; il avait, à Bruxelles, organisé et dirigé une grève importante des Internationaux; le Comité belge l'avait envoyé en qualité de délégué à l'Internationale de Genève où il avait rencontré Bakounine, et comme, selon son expression, « *il n'aimait pas à se reposer sur ses lauriers* », il était revenu en Russie pour commencer « *l'action révolutionnaire* ». Il assurait aussi qu'avec lui était venu en Russie tout un état-major composé de seize réfugiés russes¹.

Ouspenski, Ivanov et quatre ou six autres jeunes gens semblent être les seuls à Moscou qui se soient laissés prendre à toutes ces jongleries. Quatre de ces initiés reçurent l'ordre de recruter de nouveaux adhérents et de former des cercles ou petites sections. Le plan d'organisation se trouve dans les documents du procès; il est presque de tous points conforme à celui de l'Alliance secrète. Le « *règlement général de l'organisation* » a été lu en plein tribunal et aucun des principaux initiés n'en a démenti l'authenticité; d'ailleurs, le n° 2 du *Jugement populaire* rédigé par Bakounine et Netchaïev a admis l'authenticité des articles suivants :

« *L'organisation est basée sur la confiance envers l'individu. Aucun membre ne sait à quel degré il se trouve, c'est-à-dire s'il est éloigné ou rapproché du centre. - L'obéissance doit être absolue, sans aucune objection, aux ordres du Comité. - Renonciation à toute propriété en faveur du Comité qui peut en disposer. - Tout membre qui a recruté un certain nombre de prosélytes à notre cause, qui a prouvé par des faits le degré de ses forces et de ses capacités, peut prendre connaissance de ce règlement, et plus tard des statuts de la société d'une manière plus ou moins complète. Le degré des forces et des capacités est apprécié par le Comité.* ».

Pour tromper les affiliés de Moscou, Netchaïev leur disait qu'à Saint-Pétersbourg l'organisation était déjà immense, tandis qu'en réalité il n'y existait pas un seul cercle ou section. Dans un moment d'oubli, il s'écria devant un initié : « *A Pétersbourg ils m'ont été infidèles comme des femmes, et ils m'ont trahi comme des esclaves.* ». A Pétersbourg, au contraire, il disait que l'organisation marchait admirablement à Moscou.

Comme, dans cette dernière ville on demandait à voir un membre du Comité, il invita un jeune officier de Pétersbourg qui s'intéressait au mouvement des étudiants, à venir avec lui à Moscou pour voir ses cercles. Le jeune homme y consentit, et en route Netchaïev le sacra « *délégué extraordinaire du Comité de l'Association internationale de Genève* » - « *Vous ne pourriez pas, lui dit-il, être admis à nos réunions, n'étant pas membre, mais voici un mandat qui certifie que vous êtes membre de l'Association internationale et comme tel vous serez admis.* ». Le mandat portait un timbre français, et on y lisait : « *Le porteur de ce mandat est le chargé représentant de l'Association inter-*

¹ Note du document : Aucun des réfugiés russes n'était rentré en Russie, et dans toute l'Europe on ne trouverait pas seize réfugiés politiques russes.

nationale. ». Les autres accusés affirment que Netchaïev leur a fait croire que cet inconnu était « *le véritable agent du Comité révolutionnaire de Genève* » (N°. 225 et 226, de G. de St. P.)

Dolgov, ami d'Ivanov, atteste qu' « *en parlant de la société secrète organisée dans le but de soutenir le peuple en cas de soulèvement et de diriger l'insurrection de manière à la faire réussir, Netchaïev parlait aussi de l'Association internationale et disait que Bakounine leur servait de lien avec l'Internationale* » (N° 198). Ripmann certifie que « *pour le détourner de son idée sur les associations coopératives, Netchaïev lui disait qu'en Europe existait l'Association internationale des Travailleurs et que pour atteindre le but que poursuivait l'Internationale, il suffisait d'entrer dans cette société dont une section existait déjà à Moscou* » (N° 198). Plus loin, on voit par ces dépositions que Netchaïev faisait passer l'Internationale pour une société secrète, et sa société à lui pour une branche de l'Internationale. Aussi assurait-il aux initiés que leur section de Moscou allait procéder par des grèves et des associations sur une grande échelle comme l'Internationale. Lorsque l'accusé Ripmann lui demanda le programme de la société, Netchaïev lui lut quelques passages d'une feuille française sur le but de la société; l'accusé comprit que cette feuille était le programme de l'Internationale et il ajoutait, « *puisque'on avait beaucoup parlé de cette société dans la presse, je n'ai rien vu dans la proposition de Netchaïev de très criminel.* ». L'un des principaux accusés, Kouznetzov, dit que Netchaïev a lu le programme de l'Association Internationale (N° 181); son frère dépose que « *il a vu qu'on copiait chez son frère une feuille française qui devait être le programme de la société.* » (N° 202). L'accusé Klimine déclare qu'on lui a lu « *le programme de l'Association internationale avec quelques lignes écrites en post-scriptum par Bakounine mais autant que je m'en souviens, ce programme était écrit en termes fort vagues et ne disait rien sur les moyens pour arriver au but, mais parlait seulement de l'égalité en général* ». (N° 199), L'accusé Gavrichev explique que « *la feuille française, autant qu'on pouvait en saisir le sens, contenait l'exposé des principes des représentants du socialisme qui avaient eu leur congrès à Genève.* ». Enfin, la déposition de l'accusé Swiatzky nous éclaire complètement sur ce que c'était que cette mystérieuse feuille française : lors de la perquisition on a trouvé chez lui une feuille écrite en français intitulée : *Programme de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste*; « *on a parlé beaucoup de l'Association internationale dans les journaux, dit-il, et cela m'intéressait de connaître son programme dans un but exclusivement théorique.* ». (G. de St. P. N° 230) Ces dépositions prouvent que le programme secret de l'Alliance était donné en manuscrit comme programme de l'Internationale. L'identité du Comité révolutionnaire universel dont Netchaïev se disait l'émissaire, avec le Bureau central de l'Alliance (le citoyen B.) est prouvée par la déposition du principal accusé, Ouspenski, qui déclare avoir collectionné tous les procès-verbaux des réunions du cercle « *afin d'en expédier un compte rendu à Bakounine à Genève.* ». Pryjov, un des principaux accusés, attesta que Netchaïev lui avait ordonné d'aller à Genève porter un compte rendu à Bakounine.

Faute d'espace, nous ne mentionnons pas ici tous les mensonges, les sottises, les escroqueries et les violences de l'agent de Bakounine révélés par le procès. Nous ne relevons que les traits les plus saillants.

Tout était mystère dans cette organisation. Dolgov dit « *qu'avant d'entrer dans cette société, il eût désiré en connaître l'organisation et les moyens; Netchaïeff lui répondit que c'était un secret et qu'il le saurait plus tard.* ». (G. de St-P. N° 198). Lorsque des membres se permettaient des questions, Netchaïev leur fermait la bouche en leur disant que d'après les statuts personne n'avait le droit de rien savoir avant de s'être distingué par quelque action (N° 199). « *Dès que nous avons consenti à de-*

venir membres de la société, déclare un accusé, Netchaïev a commencé à nous terroriser avec le pouvoir et la puissance du Comité qui selon lui existait et nous dirigeait; il disait que le Comité avait sa police, que si quelqu'un ne tenait pas sa parole, ou agissait contrairement aux ordres des individus qui sont plus haut placés que notre cercle, le Comité recourrait à la vengeance. ». L'accusé confesse « que ayant remarqué les escroqueries de Netchaïev il lui annonça son intention de se retirer complètement de cette affaire et d'aller au Caucase pour rétablir sa santé. Netchaïev lui déclara que cela ne lui était pas permis et que le Comité pouvait le punir par la mort s'il osait quitter la société; il lui ordonna en même temps d'aller à une réunion, d'y parler de la société secrète pour recruter des adhérents et d'y lire la poésie sur la mort de Netchaïev. L'accusé ayant refusé d'obéir, Netchaïev le menaça : « Vous n'êtes pas ici pour discuter, s'écria-t-il, vous êtes obligé d'obéir sans objection aux ordres du Comité. ». (N° 198.) Si ce n'était là qu'un fait isolé, on pourrait le mettre en doute; mais plusieurs accusés qui étaient dans l'impossibilité de s'entendre, attestent exactement la même chose. Un autre déclare que les membres du cercle s'étaient aperçus qu'ils étaient trompés, désiraient quitter la société, mais n'osaient le faire de peur de la vengeance du Comité. (N° 198.)

Un témoin, parlant d'un de ses amis accusés, dit : l'accusé Florinsky ne savait plus comment se débarrasser de Netchaïev qui l'empêchait de travailler; le témoin lui conseilla de quitter Moscou et de se retirer à Pétersbourg, mais Florinsky lui répondit que Netchaïev irait le trouver tout aussi bien à Pétersbourg qu'à Moscou; que Netchaïev violentait les convictions d'un grand nombre de jeunes gens en les terrorisant et que ce que semblait craindre Florinsky, c'était une dénonciation de la part de Netchaïev. « On disait, et je l'avais entendu, déposait Lichoutine, que Netchaïev envoyait de l'étranger à ses connaissances des lettres très violentes pour les compromettre et les faire arrêter. Cette manière d'agir était un des traits de son caractère. ». (N° 186). — Enicherlov déclare même qu'il commençait à considérer Netchaïev comme un agent du gouvernement.

A la séance d'un petit cercle, un des membres, Klimine, en réponse à l'inconnu qui assistait à la séance en qualité d'émissaire du Comité et qui exprimait son mécontentement de la conduite du cercle, dit « qu'eux aussi ils étaient mécontents; qu'au début on disait aux recrues que chaque section pouvait agir plus ou moins indépendamment, sans qu'on exigeât de ses membres une obéissance passive; mais qu'ensuite on se comportait tout autrement, et que le Comité les réduisait à l'état d'esclaves. ». (N° 199). Netchaïev donnait ses ordres sur des bouts de papier timbrés : « Section russe de l'Alliance révolutionnaire universelle. Timbre pour le public » et il les formulait ainsi : « Le Comité vous ordonne de faire... » d'exécuter telle chose, d'aller à tel endroit etc.

Désillusionné un jeune officier veut quitter la société. Netchaïev semble y consentir, mais il exige un rachat. Il faut lui procurer une traite de 6.000 roubles (à peu près 20.000 fr.) signée de Kalatchevsky. Kalatchevsky en 1866, lors de l'attentat de Karakasov, avait ainsi que ses deux sœurs subi une longue détention. Au moment où se passe ce récit, l'une d'elles se trouvait en prison, une seconde fois, pour affaire politique. Toute la famille était sous la surveillance la plus sévère de la police, et Kalatchevsky pouvait s'attendre à chaque moment à être arrêté. Netchaïev profita de cette situation; par ses ordres, le jeune officier dont nous avons parlé plus haut, invita Kalatchevsky à venir chez lui sous un faux prétexte, entama avec lui une conversation et lui donna des proclamations que l'autre prit par curiosité. A peine sorti dans la rue, Kalatchevsky est accosté par un officier qui lui donne l'ordre de le suivre, lui déclare qu'il est employé de la troisième section (police secrète) et qu'il sait que Kalatchevsky possède sur lui des proclamations séditieuses. Or

cette possession seule est plus que suffisante pour faire subir à un homme des années de prison préventive et pour l'exposer aux travaux forcés, s'il a le malheur d'avoir été déjà compromis dans une affaire politique. Le soi-disant agent de la troisième section invite Kalatchevsky à monter en voiture, et là il lui offre de se racheter en signant, à l'instant même, une traite de 6.000 roubles. Ayant à choisir entre cette offre et la perspective d'aller en Sibérie, Kalatchevsky signa. Le lendemain, un autre jeune homme, Negreskoul, apprenant cette affaire, soupçonna Netchaïev d'y avoir participé, alla aussitôt trouver le prétendu agent de la troisième section et lui demanda compte de son escroquerie. Celui-ci nia tout; la traite fut cachée et ne se retrouva que plus tard lors des perquisitions. La découverte de la conspiration et la fuite de Netchaïev le mirent dans l'impossibilité d'encaisser. Negreskoul connaissait Netchaïev depuis longtemps. A Genève il avait été victime d'une de ses escroqueries; puis Bakounine avait cherché à l'embaucher. Plus tard, on lui avait extorqué cent roubles (n° 230). Il finit par être compromis par Netchaïev quoiqu'il le détestât et le crût capable de toutes les vilénies. Il fut arrêté et mourut en prison.

Nous avons vu que Ivanov avait été une des premières recrues de Netchaïev. C'était un des étudiants les plus aimés et les plus influents de l'académie d'agronomie de Moscou. Il se consacrait à l'amélioration du sort de ses camarades et organisait des caisses de secours et des pensions alimentaires où l'on donnait la nourriture gratuitement aux étudiants pauvres, et qui servaient de prétexte à des réunions où l'on discutait les questions sociales. Il consacrait tout son temps libre à l'enseignement des enfants des paysans habitant aux environs de l'académie. Ses camarades témoignent qu'il faisait toutes ces choses avec passion, donnant son dernier sou et bien souvent se privant d'aliments chauds.

Ivanov fut frappé de la bêtise des proclamations terroristes de Netchaïev et de Bakounine. Il ne pouvait comprendre pourquoi le Comité ordonnait de répandre les *Paroles*; le « Chant de mort » d'Ogareff, *Le Jugement populaire*, et enfin *l'Appel à la noblesse russe* par Bakounine, proclamation tout aristocratique¹. Il commençait à perdre patience et à demander où était le Comité, qu'est-ce qu'il faisait, quel était ce Comité qui invariablement donnait raison à Netchaïev et tort aux autres membres. Il manifesta le désir de voir quelqu'un de ce comité; il en avait acquis le droit puisque Netchaïev lui-même l'avait élevé à un degré correspondant à celui de membre d'un Comité national de l'Alliance secrète. C'est alors que Netchaïev se tira d'embaras en faisant jouer la comédie, racontée plus haut de l'émissaire de l'Internationale de Genève.

Un jour, Netchaïev ordonna de livrer au Comité l'argent destiné à la caisse de secours mutuels des étudiants. Ivanov protesta,

¹ Note du document : Extraits de *l'Appel à la noblesse russe*, proclamation imprimée de Bakounine : « Quels privilèges ayons-nous reçus pour avoir été pendant toute la moitié du 19^{me} siècle, le soutien du trône tant de fois ébranlé jusque dans ses fondements; pour avoir, en 1848, pendant les orages de la folie populaire déchainés sur l'Europe, sauvé, par nos hauts faits, l'Empire russe des utopies socialistes qui menaçaient de l'envahir ? ... Que nous a-t-on accordé pour avoir sauvé l'Empire du démembrement, éteint en Pologne les flammes de l'incendie qui menaçait d'embraser toute la Russie; pour avoir jusqu'à ce moment travaillé, sans épargner nos forces et avec un courage sans pareil, à détruire les éléments révolutionnaires en Russie ? N'est-ce pas de notre sein qu'est sorti Michel Mouraviev, cet homme valeureux qu'Alexandre II lui-même, malgré sa faiblesse d'esprit, nommait le sauveur de la patrie ? Qu'avons-nous pour tout cela ? Pour tous ces services inappréciables, nous sommes dépouillés de tout ce que nous possédons. Notre appel actuel est une manifestation d'une grande majorité de la noblesse russe qui est depuis longtemps prête et organisée. Nous sentons notre force dans notre droit, et jetons témérairement le gant à la figure du despote, du petit prince allemand Alexandre II Soltykov-Romanov et nous le provoquons à un noble combat chevaleresque qui doit s'engager en 1870, entre les descendants de Rurik et le parti de la noblesse indépendante russe. ». Notons que Mouraviev, cet homme valeureux, n'est autre que le bourreau de la Pologne.

et une querelle s'ensuivit. D'autres camarades l'engagèrent à se soumettre à la décision du Comité, puisqu'ils avaient adhéré aux statuts qui commandaient cette soumission. Ivanov céda à ces instances, et s'exécuta de mauvais gré. A partir de ce moment, Netchaïev médita le plan de se défaire de cet homme que probablement il considérait comme un révolutionnaire doctrinaire, bon à tuer. Il entama avec Ouspenski des conversations théoriques sur la punition, la destruction de membres infidèles qui, par leur rébellion, pouvaient compromettre et perdre toute l'immense organisation secrète.

La manière dont Netchaïev conduisait sa société secrète était de nature à faire naître des doutes sur le caractère sérieux de l'organisation. Les sections devaient tenir régulièrement leurs séances pour examiner les registres académiques des noms de tous les étudiants et marquer ceux qu'on jugeait bons à embaucher, et pour rechercher les moyens de se procurer de l'argent. Un de ces moyens, c'était les listes de souscription pour les « *étudiants qui ont souffert* » c'est-à-dire qui avaient été exilés administrativement; et le produit de ces listes allait droit dans la poche du Comité Netchaïev. On devait se procurer toutes sortes de costumes qui furent déposés en lieu sûr et qui servirent à déguiser Netchaïev lors de sa fuite. Mais l'occupation principale consistait à copier le « Chant de mort » et les proclamations citées plus haut. Les conjurés devaient écrire, aussi exactement que possible, tout ce qui se disait dans leurs réunions, et Netchaïev les menaçait du Comité qui avait partout ses mouchards, dans le cas où ils oseraient cacher quelque chose. Chacun d'eux devait apporter dans son cercle des rapports écrits sur tout ce qu'il faisait dans l'intervalle des réunions, et on devait faire des comptes rendus de tous ces rapports pour les envoyer à Bakounine.

Toutes ces pratiques puérides et inquisitoriales firent douter Ivanov de l'existence même du Comité, et de la puissance tant vantée de cette organisation; il commençait à entrevoir que tout se bornait à une exploitation absurde et à des mensonges gigantesques, et il avouait à ses intimes que si l'affaire continuait à ne pas marcher, si on ne leur donnait rien de mieux à faire que ces niaiseries, il se séparerait de Netchaïev et établirait lui-même une organisation sérieuse.

C'est alors que Netchaïeff prit une mesure énergique; il ordonna de placarder ses proclamations dans les salles des pensions alimentaires des étudiants. Ivanov vit dans l'affichage de ces proclamations la fermeture des pensions alimentaires, la prohibition des réunions, la dispersion des meilleurs étudiants. Aussi s'opposa-t-il à cette mesure. (C'est en effet ce qui arriva : la marmite des étudiants fut fermée et tous les délégués, nommés pour l'administrer, furent exilés). La querelle s'engagea à ce sujet; Netchaïev de répéter sa phrase stéréotypée : « *C'est l'ordre du Comité !* »

Le désespoir d'Ivanov est à son comble. Le 20 novembre 1869, il se présente chez un des membres de la section, Pryjov, et lui déclare qu'il quitte cette société; Pryjov communique cette déclaration à Ouspenski qui à son tour s'empresse d'en faire part à Netchaïev et, au bout de quelques heures, ces trois individus se trouvent rassemblés chez Kouznetzov où loge aussi Nikolaïev. Là, Netchaïev déclare qu'il faut punir Ivanov, rebelle aux ordres du Comité, et qu'il faut s'en défaire pour l'empêcher de leur nuire davantage. Kouznetzov, l'ami intime d'Ivanov, semblant ne pas comprendre l'intention de Netchaïev, celui-ci déclara qu'il fallait tuer Ivanov. Pryjov s'écria, en s'adressant à Kouznetzov : Netchaïev est fou, il veut tuer Ivanov, il faut l'en empêcher. Netchaïev mit fin à leur hésitation par sa phrase habituelle : « *Voulez-vous aussi vous révolter contre les ordres du Comité ? Si on ne peut pas le tuer autrement, eh bien, j'irai avec Nikolaïev cette nuit dans sa chambre et nous l'étoufferons.* ». Alors il proposa d'attirer la nuit Ivanov dans une grotte qui se trouve

dans le parc de l'Académie, sous prétexte de déterrer une imprimerie qui y aurait été cachée depuis longtemps, et de l'assassiner là.

Ainsi, dans ce moment suprême, Netchaïev lui-même rendait hommage au dévouement d'Ivanov. Il était sûr que malgré sa démission, Ivanov viendrait aider à déterrer l'imprimerie; qu'il n'était pas capable de le trahir, car, s'il en avait eu l'intention, il l'aurait fait avant de l'avoir donné ou immédiatement après. Si Ivanov avait voulu le dénoncer à la police, il avait l'occasion de les faire prendre en flagrant délit. Bien au contraire; Ivanov fut heureux de trouver enfin une preuve positive de l'existence de cette organisation, un signe palpable qu'elle possédait quelques moyens d'action, quand ce ne seraient que des caractères typographiques. Oubliant toutes les menaces tant de fois proférées par Netchaïev contre les infidèles, il s'empressa de quitter un ami avec qui il prenait le thé, et chez lequel Nikolaïev vint le chercher sur l'ordre de Netchaïev, et se rendit à son appel.

Dans l'obscurité de la nuit, Ivanov sans défiance s'approche de la grotte. Tout à coup un cri retentit; quelqu'un saute sur lui par derrière. Une lutte terrible s'engage, on n'entend que les hurlements de Netchaïev et les gémissements de la victime qu'il étrangle de ses mains; puis, un coup de feu, et Ivanov tombe mort. La balle du revolver de Netchaïev lui a traversé la tête. « *Vite des cordes, des pierres* » crie Netchaïev en fouillant les poches du cadavre pour en retirer les papiers et l'argent. Puis on le jette dans un étang.

Rentré chez Kouznetzov, les assassins prirent des mesures pour cacher les traces de leur crime. Ils brûlèrent la chemise ensanglantée de Netchaïev. Les complices étaient mornes et consternés. Tout à coup, un second coup de revolver retentit, et une balle siffle à l'oreille de Pryjov. Netchaïev s'excusa « *d'avoir voulu montrer à Nikolaïev comment jouait son revolver.* ». Les témoins déposent unanimement que c'était un nouvel attentat. Netchaïev voulait tuer Pryjov parce que dans la matinée celui-ci avait osé protester contre le meurtre d'Ivanov.

Immédiatement après, Netchaïev s'empresse de quitter Moscou et de se rendre à Pétersbourg avec Kouznetzov, laissant agir Ouspenski à Moscou. A Pétersbourg il fait semblant de s'occuper toujours de son organisation; mais à son grand étonnement, Kouznetzov constate que là il y avait encore moins d'organisation qu'à Moscou. Il ose alors interroger Netchaïev : « *Où donc est le Comité ? Serait-ce toi par hasard ?* » - Netchaïev nie encore et lui assure que le Comité existe. Il retourne à Moscou et avoue à Nikolaïev que, Ouspenski étant déjà arrêté, tous les autres le seront aussi en peu de temps, et qu'il « *ne sait plus ce qu'il doit faire.* ». C'est alors que Nikolaïev, son plus fidèle, se décide à lui demander si le fameux Comité existe en réalité, ou si c'est Netchaïev qui en est à lui seul l'incarnation. « *Sans répondre positivement à cette question, il me dit que tous les moyens sont permis pour entraîner les gens dans une pareille affaire, que cette règle est pratiquée aussi à l'étranger, que cette règle est suivie par Bakounine ainsi que par d'autres, et, que si de tels hommes se soumettent à cette règle, il est tout naturel que lui, Netchaïev, agisse de la même manière (N° 181)* ». Ensuite, il ordonne à Nikolaïev d'aller avec Pryjov à Toula extorquer par fraude un passeport à un ouvrier ancien ami de Nikolaïev. Plus tard il se rend lui-même à Toula où il prie Mme Alexandrovsky de l'accompagner à Genève; cela lui est absolument nécessaire.

Mme Alexandrovsky avait été fort compromise lors des agitations de 1861 et 1862; elle avait même été mise en prison où sa conduite avait laissé beaucoup à désirer. Dans un accès de franchise elle avait écrit sa confession à ses juges et cette confes-

sion avait compromis beaucoup de personnes. Depuis ces affaires, elle était internée dans une ville de province sous la surveillance de la police. Comme elle craignait de ne pouvoir obtenir un passeport, Netchaïev lui en procura un, on ne sait comment. On peut se demander pourquoi Netchaïev a été chercher, pour l'accompagner, une femme dont la compagnie seule aurait suffi à le faire arrêter à la frontière. Cependant, flanqué de Mme Alexandrovsky, il arriva à Genève sain et sauf; et pendant que ses pauvres dupes étaient jetées dans les cachots, lui et Bakounine se mirent à confectionner le second numéro du « Jugement populaire ». Bakounine, on ne peut plus fier de voir le *Journal de Genève* parler de la conspiration Netchaïev et lui en attribuer la direction oublia que son *Jugement populaire* prétendait être publié à Moscou, et y intercala toute une page de l'article du *Journal de Genève* en français. Une fois le journal fait et parfait, Mme. Alexandrovsky fut chargée de l'introduire en Russie, avec d'autres proclamations. A la frontière, un agent de la 3^{me} section qui attendait Mme. Alexandrovsky, lui prit son ballot. Après son arrestation, elle lui remit une liste de noms qui ne pouvaient être connus que de Bakounine seul. Un des accusés dans l'affaire Netchaïev, et l'un de ses plus intimes, avoua devant le tribunal qu'« il considérait auparavant Bakounine comme un honnête homme, et qu'il ne pouvait pas comprendre comment lui et d'autres eussent pu exposer aussi lâchement cette femme à être arrêtée ».

Si Bakounine se dispensait d'aller lui-même en Russie diriger en personne la grande révolution dont il prédisait l'explosion imminente, en Europe il faisait travailler comme s'il avait eu « le diable au corps. ». *Le Progrès* du Locle, l'organe suisse de l'Alliance, publiait de longs extraits du *Jugement Populaire*. Guillaume y prônait les grands succès des grands socialistes russes, et déclarait que son programme abstentionniste était identique à celui des grands socialistes russes¹.

Au Congrès de la Chaux-de-Fonds, Outine ayant essayé de dévoiler les infamies de Netchaïev, Guillaume lui coupa la parole en disant que parler de ces hommes, c'était faire de l'espionnage. Quant à lui, Bakounine, il écrivait dans *La Marseillaise* comme s'il venait d'arriver « d'un long voyage fait dans des pays lointains où les journaux libres ne parvenaient pas, », pour faire croire ainsi que les affaires prenaient en Russie une tournure si révolutionnaire qu'il y avait jugé sa présence nécessaire.

Nous arrivons maintenant au dénouement de la tragi-comédie de l'Alliance russe. Herzen avait reçu, en 1859, un legs de 25.000 fr. d'un jeune Russe pour faire de la propagande révolutionnaire en Russie. Herzen qui n'avait jamais voulu livrer cette somme à qui que ce fût, se laissa néanmoins capter par Bakounine qui parvint à la lui enlever en l'assurant que Netchaïev était le représentant d'une vaste et puissante organisation secrète. Netchaïev crut donc avoir le droit d'exiger sa quote-part; mais les deux frères internationaux, que l'assassinat d'Ivanov n'avait pu diviser, se mirent à se quereller pour une question d'argent. Bakounine refusa. Netchaïeff quitta Genève et publia, à Londres, au printemps 1870, un journal russe, *La Commune* (Obchtchina) dans lequel il réclama publiquement à Bakounine le reste du capital qu'il avait reçu du défunt Herzen. C'est là une preuve que les frères internationaux « jamais ne s'attaquent ni ne vident leurs querelles en public. ».

¹ Note du document : En 1868, moins de deux ans avant le Congrès de la Chaux-de-Fonds où les Alliances firent sanctionner leur doctrine d'abstention politique, Bakounine déplorant, dans *La Démocratie* de Charles Chassin, l'abstention politique des ouvriers français écrivait : « L'abstention politique est une imbécillité inventée par les fourbes pour tromper les idiots. ».

Le premier article du second numéro du *Jugement populaire* contient encore un chant funéraire en prose poétique sur ce héros toujours mort et toujours vivant: Netchaïev. Cette fois-ci le héros avait été étranglé par les gendarmes qui le menaient en Sibérie. Il avait été arrêté à Tambov, déguisé en ouvrier et buvant au cabaret. Cette arrestation avait produit une agitation extraordinaire dans les sphères gouvernementales. On ne parlait que de « *Netchaïeff déguisé... de délations... de sociétés secrètes... de Bakounistes... de révolution.* » A l'occasion de la mort de Netchaïev, le gouverneur de Perm envoie un télégramme à Pétersbourg; ce télégramme est cité textuellement. Un autre télégramme, cité tout aussi textuellement, est envoyé à la 3^{me} section, et *Le Jugement populaire* sait que « *après avoir reçu ce télégramme, le chef de la police sauta sur sa chaise et pendant toute la soirée il souriait d'un vilain sourire.* ». C'est ainsi que pour la seconde fois mourut Netchaïev.

On avoue le meurtre d'Ivanov que l'on appelle un « *fait de vengeance de la société sur un membre pour une déviation quelconque de ses devoirs. La logique sévère des véritables ouvriers de la cause ne doit s'arrêter devant aucun fait menant au succès de la cause, et d'autant moins devant des faits qui peuvent sauver la cause et en détourner la perte.* ». Le « *succès de la cause* », selon Bakounine, était la mise en prison de quatre-vingts jeunes gens.

Le second article est intitulé : « *Oui, qui n'est pas pour nous, est contre nous* », et contient une apologie de l'assassinat politique. Le sort d'Ivanov qu'on ne nomme pas, est promis à tous les révolutionnaires qui n'adhèrent pas à l'Alliance : « *Le moment critique est venu... les opérations militaires entre les deux camps ont commencé... il n'est plus possible de rester neutre : rester dans le juste milieu est impossible, ce serait vouloir rester entre deux armées hostiles échangeant des coups de feu, et au moment où ces coups se tirent; ce serait s'exposer gratuitement à la mort, ce serait tomber sous la mitraille des uns et des autres sans avoir la possibilité de se défendre. Ce serait subir les verges et les tortures de la troisième section, ou tomber sous les balles de nos revolvers.* ». Suivent des remerciements, en apparence ironiques, au gouvernement russe à cause de « *son concours au développement et à la marche rapide de notre œuvre qui approche à pas précipités de sa fin tant souhaitée.* ». A l'heure où les deux héros remerciaient le gouvernement de hâter « *la fin tant souhaitée* », tous les membres de la soi-disant organisation secrète étaient arrêtés. Puis, l'article fait un nouvel appel. Leurs « *bras sont ouverts à toutes les forces fraîches et honnêtes* » qui sont prévenues qu'une fois étreintes dans cette accolade, « *elles doivent se soumettre à toutes les exigences de la société* » ; « *que toute renonciation, toute retraite de la société accomplie sciemment par manque de foi en la vérité et en la justice de certains principes, mène à la radiation du registre des vivants.* ». Et nos deux héros se moquent de ceux qui sont arrêtés; ce ne sont que de petits libéraux; les véritables membres de l'organisation sont protégés par la société secrète qui ne les laissera pas prendre.

Le troisième article est intitulé : « *Bases principales de l'ordre social de l'Avenir.* » Cet article prouve que, si le commun des mortels est puni, comme d'un crime, pour toute pensée sur l'organisation sociale de l'Avenir, c'est que les chefs ont déjà tout arrangé.

« *La fin de l'ordre social actuel, et le renouvellement de la vie à l'aide de nouveaux principes ne peuvent aboutir que par la concentration de tous les moyens d'existence sociale dans les mains de NOTRE COMITE, et la proclamation du travail physique obligatoire pour tous.* »

Le Comité, immédiatement après le bouleversement des institutions actuelles, proclame que tout est propriété commune, ordonne l'établissement de sociétés ouvrières (artels) et publie en même temps des tableaux statistiques, confectionnés par des experts, qui désignent les branches d'industrie les plus nécessaires dans une localité donnée et celles qui y trouveraient des obstacles.

Pendant la durée d'un certain nombre de jours fixé pour le changement révolutionnaire et pour les désordres qui s'ensuivront inévitablement, chaque individu doit entrer dans tel ou tel artel d'après son propre choix... Tous ceux qui seront restés isolés et ne se seront pas attachés à des groupes ouvriers, sans raison suffisante, n'auront aucun droit d'accès ni aux marmites communes, ni aux dortoirs communs, ni à n'importe quels autres édifices destinés à la satisfaction des différents besoins des frères travailleurs ou qui renfermeraient des produits, des matériaux, des vivres ou des outils réservés aux branches de la société ouvrière établie; en un mot, celui qui sans raison suffisante n'aura pas adhéré à l'artel, reste sans moyens d'existence. Toutes les routes, tous les moyens de communication lui seront fermés; il ne lui reste d'autre issue que le travail, ou la mort. »

Chaque artel élit son commissaire-priseur (otziepchtchi) qui règle la marche du travail, la tenue des livres sur la production et la consommation et la productivité de chaque ouvrier, et sert d'intermédiaire avec le comptoir commun de la localité. Le comptoir composé de membres choisis parmi les artels de la localité, fait les échanges entre ces artels, administre tous les établissements sociaux (dortoirs, marmites, écoles, hôpitaux) et dirige tous les travaux publics : « Tous les travaux communs sont sous l'administration du comptoir, tandis que tous les travaux individuels pour lesquels il faut de l'habileté et de la dextérité, sont accomplis séparément par les artels. ». Puis vient une longue réglementation sur l'éducation, les heures du travail, l'allaitement des enfants, les dispenses de travail données à des inventeurs etc.

« Avec la publicité, la connaissance, et l'activité complètes de chacun, disparaît sans laisser de trace, s'évanouit pour toujours toute ambition, comme on la comprend maintenant, et tout mensonge. Alors chacun tiendra à produire pour la communauté autant que possible et à consommer aussi peu que possible, et dans la conscience de son utilité sociale sera contenu tout l'orgueil, toute l'ambition de l'ouvrier d'alors. »

Quel bel échantillon de communisme de caserne ! Tout y est, marmites et dortoirs communs, commissaires-priseurs et comptoirs, réglementant l'éducation, la production, la consommation, en un mot, toute activité sociale, et, au sommet de tout, notre Comité anonyme et inconnu comme direction suprême. Assurément, ceci est de l'anti-autoritarisme tout pur.

Pour donner à cet absurde plan d'organisation pratique l'apparence d'une base théorique, une petite note est attachée au titre même de cet article : « *Ceux qui désirent connaître le développement théorique complet de nos thèses principales, le trouveront dans l'écrit publié par nous : Manifeste du parti communiste* ». En effet, la traduction russe du *Manifeste* (allemand) du parti communiste de 1847 se trouve annoncée, prix un franc, dans chaque numéro du *Kolokol* de 1870, côte à côte avec l'appel de Bakounine aux officiers de l'armée russe et les deux numéros du *Jugement populaire*. Le même Bakounine qui abusait de ce manifeste pour accréditer ses fantaisies tartares en Russie, le fit dénoncer par l'Alliance occidentale comme un écrit ultra hérétique, prêchant les doctrines funestes du communisme autoritaire allemand (voir la résolution de la Conférence de Rimini, le discours de Guillaume à La Haye, *Bulletin jurassien* N° 10-11, la *Fédération* de Barcelone, etc.)

Maintenant que le vulgaire connaît le rôle auquel est prédestiné « notre comité », on concevra facilement cette haine de boutique contre l'Etat et contre toute centralisation des forces ouvrières. En effet, tant que la classe ouvrière aura ses organes représentatifs, MM. Bakounine et Netchaïev, révolutionnant sous l'incognito de « notre comité », ne pourront devenir les détenteurs de la richesse sociale ni recueillir les fruits de cette sublime ambition qu'ils brûlent d'inspirer aux autres : travailler beaucoup pour consommer peu !

VIII. L'Alliance en Russie

2. Le catéchisme révolutionnaire

Netchaïev gardait très soigneusement un petit livre écrit en chiffres, nommé le *Catéchisme révolutionnaire*¹; il prétendait que la possession de ce livre était le privilège caractéristique de tout émissaire ou agent de l'Association Internationale. Selon toutes les dépositions et les preuves évidentes fournies par les avocats, ce « catéchisme » avait été écrit par Bakounine qui jamais n'a osé en renier la paternité. Du reste, la forme et le fond de l'ouvrage montrent clairement qu'il provient de la même source que les statuts secrets, les « Paroles », les proclamations et *Le Jugement populaire* dont nous avons déjà parlé. Ce n'en est que le complément. Ces anarchistes pandestructifs qui veulent réduire tout à l'amorphisme afin d'instituer l'anarchie dans la morale, poussent à outrance l'immoralité bourgeoise. On a déjà pu apprécier par quelques échantillons cette morale allianciste dont les dogmes, d'origine toute chrétienne, furent d'abord élaborés minutieusement par les Escobar² du 17^{ème} siècle. Seulement l'Alliance en exagère les termes jusqu'au ridicule, et remplace la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine des jésuites par « *sa sainte œuvre révolutionnaire* » archi-anarchiste et pandestructive. *Le catéchisme révolutionnaire* est le code officiel de cette morale exposée, cette fois, systématiquement et sans voile. Nous le publions *in extenso* tel qu'il a été lu devant le tribunal dans la séance du 8 juillet 1871.

Devoirs du révolutionnaire envers lui-même.

§ 1. Le révolutionnaire est un homme voué. Il n'a ni intérêts personnels, ni affaires, ni sentiments, ni attachements, ni propriété ni même un nom. Tout en lui est absorbé par un seul intérêt exclusif, une seule pensée, une seule passion : la révolution.

§ 2. Dans la profondeur de son être, non seulement en paroles, mais de fait, il a brisé tout lien avec l'ordre civil et avec le monde civilisé tout entier, avec les lois, les convenances, avec la moralité et les conventions généralement reconnues dans ce monde. Il en est l'ennemi implacable, et s'il continue à vivre dans ce monde, ce n'est que pour le détruire plus sûrement.

§ 3. Un révolutionnaire méprise tout doctrinarisme et renonce à la science de ce monde, la laissant pour les générations futures. Il ne connaît qu'une seule science : la destruction. Pour cela, et rien que pour cela, il étudie la mécanique, la physique, la chimie et peut-être la médecine. Dans le même but il étudie jour et nuit la science vivante — les hommes, les caractères, les positions,

¹ Note importante de l'ouvrage *La grande Discorde*, p. 566 : « Le catéchisme du révolutionnaire (l'omission du déterminant entretient la confusion avec le *Catéchisme révolutionnaire* écrit par Bakounine en 1866) dont le titre exact est : *Règles dont doit d'inspirer le révolutionnaire*, n'a pas été écrit par Bakounine. Michael Confino a découvert la preuve décisive, la lettre du 2 juin 1870, dans laquelle Bakounine rompt définitivement avec Netchaïev : « Vous souvenez-vous comment vous vous fâchiez contre moi lorsque je vous appelais un abrek, et votre catéchisme, un catéchisme d'abreki ? » (montagnard caucasien banni de son clan ou ayant fait vœu ou prêté serment d'une vengeance sanglante. Dans un sens large : combattant mû par le courage du désespoir). Confino conclut : « Il semble qu'on ne peut pas tenir Bakounine pour l'auteur du Catéchisme, tandis que de nombreux éléments font penser que c'est Netchaïev qui le conçut et le rédigea. ». Arthur Lehning ne dit pas autre chose : « Il est difficile d'en tirer d'autre conclusion que Bakounine n'est pas l'auteur du Catéchisme, et que c'est Netchaïev qui l'a rédigé. ».

² Antonio de Escobar y Mendoza (1589-1669), jésuite espagnol réputé pour sa casuistique.

et toutes les conditions de l'ordre social actuel dans toutes les sphères possibles. Le but reste le même, la destruction la plus prompte et la plus sûre de cet ordre ordurier (poganyi).

§ 4. Il méprise l'opinion publique. Il méprise et hait la morale sociale actuelle dans tous ses instincts et dans toutes ses manifestations. Pour lui, tout est moral qui favorise le triomphe de la révolution, tout est immoral et criminel qui l'entrave.

§ 5. — Le révolutionnaire est un homme voué, il est sans merci pour l'Etat en général et pour toute la classe civilisée de la société, et il ne doit pas non plus attendre de merci pour lui-même. Entre lui et la société il y a lutte à mort, ouverte ou cachée, mais toujours incessante et irréconciliable. Il doit s'habituer à supporter la torture.

§ 6. Rigide envers lui-même, il doit l'être aussi envers les autres. Tous les sentiments d'affection, les sentiments ramollissants de parenté, d'amitié, d'amour, de reconnaissance, doivent être étouffés en lui par la passion unique et froide de l'œuvre révolutionnaire. Il n'existe pour lui qu'une seule jouissance, une seule consolation, une récompense et une satisfaction : le succès de la révolution. Nuit et jour il doit avoir une seule pensée, un seul but - la destruction implacable. Poursuivant ce but froidement et sans relâche, il doit être prêt à périr lui-même et à faire périr de ses propres mains tous ceux qui l'empêchent d'atteindre ce but.

§ 7. La nature d'un vrai révolutionnaire exclut tout romantisme, toute sensibilité, tout enthousiasme et tout entraînement; elle exclut même la haine et la vengeance personnelles. La passion révolutionnaire, devenue chez lui une habitude de tous les jours et de tous les instants, doit s'allier au froid calcul. Toujours et partout, il doit obéir, non à ses impulsions personnelles, mais à ce que lui prescrit l'intérêt général de la révolution.

Devoirs du révolutionnaire envers ses compagnons en révolution.

§ 8. Le révolutionnaire ne peut avoir d'amitié et d'affection que pour l'homme qui a prouvé par des actes qu'il est comme lui un agent révolutionnaire. Le degré d'amitié, de dévouement et des autres obligations envers un tel compagnon, ne se mesure que par son degré d'utilité dans l'œuvre pratique de la révolution pandestructive (vseras-rouchitelnoi).

§ 9. Il est superflu de parler de solidarité entre les révolutionnaires; en elle réside toute la force de l'œuvre révolutionnaire. Les compagnons - révolutionnaires qui se trouvent au même degré d'entente et de passion révolutionnaires, doivent autant que possible délibérer en commun sur toutes les affaires importantes et prendre des décisions à l'unanimité. Dans l'exécution d'une affaire décidée ainsi, chacun doit autant que possible compter sur lui-même. Pour l'exécution d'une série d'actes destructifs, chacun doit agir lui-même, et ne recourir à l'aide et au conseil de ses compagnons que lorsque c'est indispensable au succès.

§ 10. — Chaque compagnon doit avoir sous la main plusieurs révolutionnaires de second et de troisième ordre, c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas encore entièrement initiés. Il doit les considérer comme une partie du capital révolutionnaire général confié à sa disposition. Il doit dépenser économiquement sa part du capital, tâcher d'en tirer le plus grand profit possible. Il se considère lui-même comme un capital destiné à être dépensé pour le triomphe de l'œuvre révolutionnaire, mais un capital

dont il ne peut pas disposer seul et sans le consentement de tous les compagnons entièrement initiés.

§ 11. Lorsqu'un camarade se trouve en danger, et pour décider s'il faut le sauver ou non, le révolutionnaire ne doit consulter aucun sentiment personnel, mais uniquement l'intérêt de la cause révolutionnaire. Par conséquent, il doit calculer d'une part le degré d'utilité fourni par son camarade, et d'autre part la quantité de forces révolutionnaires nécessaires à sa délivrance, voir de quel côté penche la balance, et agir en conséquence.

Devoirs du révolutionnaire envers la société.

§ 12. Un nouveau membre, après avoir donné des preuves, non en paroles, mais en action, ne peut être reçu dans l'association qu'à l'unanimité.

§ 13. Un révolutionnaire entre dans le monde de l'Etat, dans le monde des classes, dans le monde soi-disant civilisé et vit dans ce milieu seulement parce qu'il a foi dans sa destruction prochaine et totale. Il n'est pas un révolutionnaire s'il tient à quoi que ce soit en ce monde. *Il ne doit pas hésiter devant la destruction d'une position quelconque, d'un lien ou d'un homme appartenant à ce monde.* Il doit haïr tout et tous également. Tant pis pour lui s'il a dans ce monde des liens de parenté, d'amitié ou d'amour; *il n'est pas révolutionnaire si ces liens peuvent arrêter son bras.*

§ 14. Dans le but d'une implacable destruction, un révolutionnaire peut et souvent doit vivre au milieu de la société en feignant d'être tout différent de ce qu'il est en effet. Un révolutionnaire doit pénétrer partout, dans la haute classe comme dans la moyenne, dans la boutique du marchand, dans l'église, dans le palais aristocratique, dans le monde bureaucratique, militaire et littéraire, dans la troisième section (police secrète), et même dans le palais impérial.

§ 15. Toute cette société immonde doit être divisée en plusieurs catégories, la première composée de ceux qui sont condamnés à la mort sans délai. Que les compagnons dressent des registres de ces condamnés dans l'ordre de leur malversation relative, eu égard au succès de l'œuvre révolutionnaire, de manière à ce que les premiers numéros soient expédiés avant les autres.

§ 16. En dressant ces registres, en établissant ces catégories, il ne faut en aucune façon se guider par la perversité individuelle d'un homme, ni même par la haine qu'il inspire aux membres de l'organisation ou au peuple. Cette perversité et cette haine peuvent même être utiles d'une certaine façon en excitant à la révolte populaire. Il ne faut prendre en considération que la mesure du profit qui doit résulter de la mort d'une certaine personne pour l'œuvre révolutionnaire. Ainsi, en premier lieu, doivent être détruits les hommes les plus pernicioeux pour l'organisation révolutionnaire, et dont la mort violente et subite peut effrayer le plus le gouvernement et ébranler sa puissance en le privant d'agents énergiques et intelligents.

§ 17. La seconde catégorie doit être composée de gens auxquels on accorde la vie provisoirement (!), afin que par une série d'actes monstrueux ils poussent le peuple à une révolte inévitable.

§ 18. A la troisième catégorie appartient un grand nombre d'animaux haut placés ou d'individus qui ne sont remarquables ni par leur esprit ni par leur énergie, mais qui par leur position ont de la richesse, des relations, de l'influence, de la force. Il faut les exploiter de toutes les manières possibles, les circonve-

nir, les dérouter, et, nous emparant de leurs sales secrets, en faire nos esclaves. De cette manière leur puissance, leurs relations, leur influence et leurs richesses deviendront un trésor inépuisable et un secours précieux dans diverses entreprises.

§ 19. La quatrième catégorie est composée de divers ambitieux au service de l'Etat et de libéraux de différentes nuances. Avec eux on peut conspirer d'après leur propre programme, faisant semblant de les suivre aveuglément. Il faut les prendre dans nos mains, *se saisir de leurs secrets, les compromettre complètement*, de manière à ce que la retraite leur devienne impossible, se servir d'eux pour amener des perturbations dans l'Etat.

§ 20. La cinquième catégorie est formée de doctrinaires, de conspirateurs de révolutionnaires, de tous ceux qui bavardent dans les réunions et sur le papier. Il faut les pousser et les entraîner sans cesse à des manifestations pratiques et périlleuses qui auront pour résultat d'en faire disparaître la majorité, en faisant de quelques-uns d'entre eux de véritables révolutionnaires.

§ 21. La sixième catégorie est très importante; ce sont les femmes qui doivent être divisées en trois classes : les unes, les femmes futiles, sans esprit et sans cœur, dont il faut user de la même manière que de la troisième et quatrième catégories d'hommes; les secondes, les femmes ardentes, dévouées et capables, mais qui ne sont pas des nôtres parce qu'elles ne sont pas encore parvenues à l'entendement révolutionnaire pratique et sans phrases; il faut les employer comme les hommes de la cinquième catégorie; enfin, les femmes qui sont entièrement à nous, c'est-à-dire complètement initiées et ayant accepté notre programme en entier. Nous devons les considérer comme le plus précieux de nos trésors, sans le secours duquel nous ne pouvons rien faire.

Devoirs de l'Association envers le peuple.

§ 22. L'Association n'a d'autre but que l'émancipation complète et le bonheur du peuple, c'est-à-dire des hommes de peine (tchernorabotchii lioud). Mais convaincus que cette émancipation et ce bonheur ne peuvent être atteints qu'au moyen d'une révolution populaire détruisant tout, *l'association emploiera tous ses moyens et toutes ses forces pour agrandir et augmenter les maux et les malheurs* qui doivent enfin user la patience du peuple et l'exciter à un soulèvement en masse.

§ 23. Par révolution populaire, la société n'entend pas un mouvement réglementé d'après le modèle classique de l'Occident qui, s'arrêtant toujours devant la propriété et devant l'ordre social traditionnel de la soi-disant civilisation et moralité, s'est borné jusqu'à présent à prononcer la déchéance d'une forme politique pour la remplacer par une autre, et à créer un soi-disant Etat révolutionnaire. La seule révolution qui doive être salutaire au peuple est celle qui détruira de fond en comble toute idée de l'Etat, et renversera toutes les traditions, les ordres, et les classes de l'Etat en Russie.

§ 24. Dans ce but, la société n'a pas l'intention d'imposer au peuple une organisation quelconque venant d'en haut. L'organisation future sortira sans doute du mouvement et de la vie populaires, mais c'est l'affaire des générations futures. Notre affaire, c'est la destruction effrayante, totale, implacable et universelle.

§ 25. Pour cela, en nous rapprochant du peuple, nous devons avant tout nous unir aux éléments de la vie populaire qui n'ont pas cessé de protester, depuis la fondation de l'Etat moscovite, non seulement en paroles, mais par leurs actes contre tout ce qui est lié directement ou indirectement à l'Etat, contre la noblesse, contre la bureaucratie, contre les prêtres, contre le monde commercial et contre les petits trafiquants, exploités du peuple. Nous devons nous unir au monde aventurier des brigands qui sont les véritables et uniques révolutionnaires de la Russie.

§ 26. Concentrer ce monde en une seule force pan destructrice et invincible, voilà toute notre organisation, notre conspiration et notre tâche.

*

Critiquer un tel chef d'œuvre, ce serait en affaiblir la bouffonnerie. Ce serait aussi prendre trop au sérieux ce pandestructeur amorphe qui a réussi à ne faire qu'un seul personnage de Rodolphe, Monte-Cristo, Karl Moor et Robert Macaire¹. Nous nous bornerons à constater, par quelques renvois, l'identité de l'esprit et des termes mêmes du *Catéchisme*, l'exagération laborieuse en moins, avec ceux des statuts secrets et des autres productions russes de l'Alliance.

Les trois degrés d'initiation des Statuts secrets de l'Alliance sont reproduits au § 10 du *Catéchisme* où l'on parle de « révolutionnaires de deuxième et de troisième ordre... qui ne sont pas entièrement initiés. ». Les devoirs des frères internationaux définis par l'art. 6 de leur règlement, sont les mêmes que ceux qu'enjoignent les § 1 et 13 du *Catéchisme*. Les conditions sous lesquelles les frères peuvent accepter des places gouvernementales, déterminées dans l'article 8 du règlement, « sont encore plus explicitement exposées » dans le § 14 du *Catéchisme*, où on leur fait entrevoir la possibilité d'entrer par ordre dans la police. Le conseil donné aux frères (Règlement art. 9) de se consulter entre eux est reproduit dans le § 9 du *Catéchisme*. Les art. 2, 3, et 6 du programme des frères internationaux attribuent à la révolution précisément le même caractère que les § 22 et 23 du *Catéchisme*. Les Jacobins de l'art. 4 du programme deviennent, dans le § 20 du *Catéchisme*, une subdivision des « hommes de la cinquième catégorie », voués à la mort dans les deux pièces. Les idées qu'émettent les art. 5 et 8 du programme, sur la marche d'une révolution véritablement anarchique, sont les mêmes que celles du § 24 du *Catéchisme*.

La condamnation de la science que contient le § 3 du *Catéchisme*, se retrouve dans toutes les publications russes. L'idéalisation du brigand comme type du révolutionnaire qui n'existe qu'en germe dans les *Paroles*, est pleinement avouée et prêchée dans tous les autres écrits. La « cinquième catégorie » du § 20 du *Catéchisme* s'appelle, dans la formule de la question révolutionnaire, « les révolutionnaires d'Etat et de Cabinet. ». Là, comme § 25 et 26, on déclare que le premier devoir du révolutionnaire est de se jeter dans le brigandage. Ce n'est que dans les *Principes de la Révolution* et dans le *Jugement populaire* qu'on commence à prêcher la pandestruction ordonnée par les § 6,8 et 26 du *Catéchisme*, et l'assassinat systématique des § 13, 15, 16 et 17.

¹ Des personnages tirés respectivement des œuvres d'Eugène Sue (Rodolphe de Gerolstein, le personnage principal de *Les Mystères de Paris*, Alexandre Dumas (*Le Comte de Monte-Cristo*), Schiller (Friedrich Schiller, *Les Brigands*) et Benjamin Antier (qui l'a mis en scène vers 1823).

VIII. L'Alliance en Russie

3. L'appel de Bakounine aux officiers de l'armée russe

Cependant Bakounine tint à ne laisser aucun doute sur sa complicité dans la prétendue conspiration Netchaïev. Il publia une proclamation : « *Aux officiers de l'armée russe* », datée « Genève, janvier 1872 » en fait 1870, et signée Michel Bakounine. Cette proclamation (« prix : un franc »), se trouve annoncée, comme œuvre de Bakounine, dans tous les numéros du *Ko-lookol* de 1870.

En voici quelques extraits.

Elle commence par annoncer, comme Netchaïev le faisait en Russie, que « *l'heure de la lutte dernière entre les Romanov-Holstein-Gottorp¹ et le peuple russe approche, la lutte entre le joug tartaro-allemand et la large liberté slave. Le printemps est à notre seuil et dans les premiers jours du printemps le combat s'engagera... la force révolutionnaire est prête et son triomphe est assuré en présence du mécontentement profond et général des masses, qui règne en ce moment dans toute la Russie.* ». Il existe une organisation pour diriger cette révolution imminente, car « *une organisation secrète, c'est comme l'état major d'une armée, et cette armée est tout le peuple.* »

« *Dans mon appel aux jeunes frères russes je disais que le Stenka Razine qui se mettra à la tête des masses populaires, pendant la destruction si visiblement prochaine de l'empire russe, ne sera plus le héros individuel, mais un Stenka Razine collectif. Tout homme qui n'est pas un sot, comprendra facilement que je parlais d'une organisation secrète existant et agissant déjà en ce moment, forte par sa discipline, par le dévouement et l'abnégation passionnée de ses membres, et par l'obéissance passive à toutes les dispositions d'un Comité unique qui connaît tout et n'est connu de personne.*

Les membres de ce Comité ont fait abnégation complète d'eux-mêmes; voilà ce qui leur donne le droit d'exiger de tous les membres de l'organisation une renonciation absolue. Ils ont renoncé à un tel point à tout ce qui constitue l'objet de la convoitise des hommes vaniteux, ambitieux et avides du pouvoir qu'ayant renoncé une fois pour toutes à la propriété individuelle du pouvoir, à la puissance publique ou officielle, et en général à toute notoriété dans la société, ils se sont voués à une obscurité éternelle, cédant aux autres la gloire, l'apparence extérieure et la renommée de l'œuvre, ne gardant pour eux, toujours collectivement, que l'essence même de cette œuvre.

Comme les Jésuites, non dans le but de l'asservissement, mais dans celui de l'émancipation populaire, chacun d'eux a renoncé même à sa propre volonté. Dans le Comité, comme dans toute l'organisation, ce n'est pas l'individu qui pense, veut et agit, mais la collectivité. Une telle renonciation à sa vie, à sa propre pensée et à sa propre volonté paraîtra à beaucoup de monde impossible, révoltante même. Il est en effet difficile de la réaliser, mais c'est indispensable. Cela paraîtra difficile surtout aux novices, à ceux qui viennent d'entrer à peine dans l'organisation, aux hommes qui n'ont pas encore perdu l'habitude des fan-

¹ Nom de la dynastie suédoise des Holstein-Gottorp dont un des fils deviendra tsar de Russie en 1762 et prendra le nom de Romanov. (Note de *La Grande Discorde*, p. 567)

faronnades bavardes et vaines, aux hommes qui jouent à l'honneur, à la dignité personnelle, et au droit, à ceux en général qui se laissent détourner par les misérables fantômes d'une humanité supposée, derrière lesquels se montre dans la société russe une servilité générale envers la plus vile et la plus abjecte réalité. Cette renonciation paraîtra pénible à ceux qui cherchent dans la grande œuvre la satisfaction de leur amour-propre, une occasion pour faire des phrases, et qui n'aiment pas l'œuvre pour l'œuvre elle-même, mais pour la pose dramatique de leur propre personne.

Chaque nouveau membre entre librement dans notre organisation, sachant d'avance que lorsqu'une fois il en fait partie il lui appartient tout entier et ne s'appartient plus. L'entrée, dans l'organisation est libre, mais la sortie en est impossible, car tout membre démissionnaire mettrait indubitablement en danger l'existence même de l'organisation qui ne doit pas dépendre de la légèreté, du caprice ou de la discrétion plus ou moins grande, de l'honnêteté et de la force d'un ou de plusieurs individus. Et par conséquent, qui veut en faire partie doit savoir d'avance qu'il se livre à elle tout entier, avec tout ce qu'il possède de forces, de moyens, de savoir et de vie, et cela sans retour... Ceci est exposé d'une manière claire et précise dans son programme qui est publié et est obligatoire pour tous les membres du Comité et pour tous ceux qui n'appartiennent pas au Comité... Si un membre est véritablement inspiré par la passion (révolutionnaire), tout ce que l'organisation exigera de lui, lui paraîtra facile. C'est une chose connue qu'il n'existe pas de difficultés pour la passion; elle ne reconnaît rien d'impossible, et plus grands sont les obstacles, plus forte aussi est la tension de la volonté, de la force, et du savoir-faire de l'homme excité par la passion. Les petites passions personnelles ne trouveront même pas de place chez l'homme possédé par la passion, il n'a pas même besoin d'en faire le sacrifice parce qu'elles n'existent plus en lui. Un membre sérieux de l'association a étouffé en lui tout sentiment de curiosité, et poursuit ce défaut impitoyablement chez tous les autres. Quoiqu'il se reconnaisse digne de toute confiance, et précisément parce qu'il en est digne, c'est-à-dire parce qu'il est un homme sérieux, il ne cherche pas, et il ne désire même pas savoir plus qu'il ne lui faut pour remplir aussi bien que possible la mission qui lui est confiée. Il ne cause sur les affaires qu'avec les personnes qui lui sont désignées, et ne dit que les choses qui lui sont prescrites par les ordres reçus, et en général; il se conforme strictement et sans condition aux ordres et aux dispositions qui lui parviennent d'en haut, sans jamais demander, sans même désirer de s'enquérir du degré de l'organisation où il se trouve, désirant naturellement qu'il lui soit confié autant de besogne que possible, mais attendant néanmoins avec patience le moment où on lui en confiera une.

Une discipline aussi rigide et aussi absolue peut étonner et même offusquer un novice; elle n'étonnera ni n'offensera un membre sérieux, un homme véritablement fort et sensé, au contraire, elle lui fera plaisir et garantira sa sécurité, pourvu qu'il soit sous l'influence de cette passion absorbante du triomphe populaire dont j'ai parlé plus haut. Un membre sérieux comprendra qu'une telle discipline est le gage indispensable de l'impersonnalité relative de chaque membre qui est la condition sine qua non du triomphe commun; que cette discipline seule est capable de former une véritable organisation, et de créer une force révolutionnaire collective qui, s'appuyant sur la puissance élémentaire du peuple, sera en état de vaincre la force formidable de l'organisation de l'Etat.

On demandera peut-être : comment peut-on se soumettre à la direction dictatoriale d'un Comité qui vous est inconnu ? Mais le Comité vous est connu : premièrement par son programme qu'il a publié, qui est rédigé avec tant de clarté et de précision, et qui est exposé avec plus de détails encore à tout membre qui entre

dans l'organisation. Il se recommande à vous secondement par la confiance aveugle qu'ont en lui les personnes que vous connaissez et que vous respectez; cette confiance qui vous fait donner la préférence à cette organisation plutôt qu'à une autre. Il se fait connaître plus amplement encore aux membres actifs de l'organisation par son activité infatigable, résolue, s'étendant partout, et toujours conforme au programme et au but de l'organisation. Et tout le monde se soumet volontiers à son autorité, se convainquant de plus en plus, par la pratique même, d'une part de sa prévoyance vraiment étonnante, de sa vigilance, de son énergie pleine de sagesse et de son habileté à conformer ses dispositions au but cherché, et d'autre part de la nécessité et de l'effet salutaire d'une telle discipline.

On pourrait me demander : si le personnel composant le Comité reste un mystère impénétrable pour tout le monde, comment avez-vous pu vous renseigner sur lui et vous convaincre de sa valeur réelle ? Je répondrai franchement à cette question. Je ne connais pas un seul des membres de ce comité, ni leur nombre, ni le lieu de sa résidence. Je sais une chose, c'est qu'il ne se trouve pas à l'étranger, mais en Russie même, comme cela doit être; car un comité révolutionnaire russe siégeant à l'étranger est une absurdité, dont l'idée ne peut naître que dans la tête de ces phraseurs vides de sens et stupidement ambitieux appartenant à l'émigration, qui cachent leur désœuvrement vaniteux et méchamment intrigant sous le nom sonore de « Cause du Peuple. »²

Après la conspiration nobiliaire des Décembristes (1825) la première tentative sérieuse d'organisation fut faite par Ichoutine³ et ses compagnons. L'organisation actuelle est la première organisation des forces révolutionnaires dans toute la Russie qui ait véritablement réussi. Elle a profité de tous les préparatifs, de toutes les expériences; aucune réaction ne la forcera à se dissoudre; elle survivra à tous les gouvernements, et elle ne cessera d'agir jusqu'à ce que tout son programme devienne la vie journalière des Russes et la vie universelle.

Il y a un an à peu près, le Comité croyant utile de m'avertir de son existence, m'envoya son programme accompagné de l'exposition du plan général de l'action révolutionnaire en Russie. Complètement d'accord avec l'un et l'autre, et m'étant assuré que l'entreprise aussi bien que les hommes qui en ont pris l'initiative, sont véritablement sérieux, j'ai fait ce qu'à mon avis devait faire tout réfugié honnête : je me suis soumis sans condition à l'autorité du Comité comme à l'unique représentant et directeur de la révolution en Russie. Si je m'adresse aujourd'hui à vous, je ne fais qu'obéir aux ordres du Comité. Je ne puis vous en dire davantage. J'ajouterai encore un mot à ce sujet. Le plan de l'organisation m'est suffisamment connu pour que j'aie la conviction qu'aucune force n'est plus capable de la détruire. Lors même que le parti populaire devrait essayer une nouvelle défaite dans la lutte prochaine - ce que personne de nous ne craint, nous croyons tous au prochain triomphe du peuple - mais lors même que notre espoir serait déçu, au milieu des représailles les plus affreuses, au milieu de la réaction la plus sauvage, l'organisation resterait encore saine et sauve....

La base du programme est la plus large, la plus humanitaire : complète liberté et complète égalité de tous les êtres humains, basée sur la propriété commune et le travail commun, égale-

² Note du document : Le lecteur se rappelle que c'était le titre d'un journal russe international publié à Genève par quelques jeunes Russes qui savaient parfaitement à quoi s'en tenir sur le prétendu Comité et l'organisation de Bakounine.

³ Nikolaï Andreïevitch Ichoutine (1840-1879). Arrêté à la suite de la tentative d'assassinat d'Alexandre II par son cousin Dimitri Karakosov, à 26 an, il passera le reste de sa vie en prison (Note de *La Grande Discorde*, p. 567)

ment obligatoire pour tous à l'exception de ceux sans doute qui préféreront mourir de faim sans travailler.

Tel est le programme actuel du monde travailleur de tous les pays, et ce programme répond aux exigences et aux instincts séculaires de notre peuple... En soumettant ce programme au bas peuple, les membres de notre organisation sont tout étonnés de voir comme il le comprend promptement et largement, et avec quelle ardeur il l'accepte. Ainsi le programme est prêt, il est invariable. Celui qui est pour ce programme, viendra avec nous. Celui qui est contre nous est l'ami des adversaires du peuple, le gendarme du tsar, le bourreau du tsar, notre ennemi...

Je vous ai dit que notre organisation est si solidement bâtie, et maintenant j'ajoute, elle a pris si fortement racine dans le peuple que, même si nous subissions une défaite, la réaction serait impuissante à la démolir.

La presse servile, obéissant aux ordres de la 3ème section, s'efforce de persuader le public que le gouvernement est parvenu à saisir le complot à sa racine même. Il n'a rien saisi du tout. Le Comité et l'organisation sont intacts et le seront toujours; le gouvernement s'en convaincra bientôt, car l'explosion populaire est proche. Elle est si proche que chacun doit maintenant décider s'il veut être notre ami, l'ami du peuple, ou bien notre ennemi et celui du peuple. A tous les amis, à quelque place ou position qu'ils appartiennent, nos rangs sont ouverts. Mais comment nous trouver, demanderez-vous ? L'organisation qui vous entoure de toutes parts, qui compte parmi vous de nombreux adhérents, trouvera elle-même celui qui la cherche avec le sincère désir et la forte volonté de servir la cause du peuple. Celui qui n'est pas pour nous, est contre nous. Choisissez. ».

Dans cette brochure signée de son nom, Bakounine feint d'ignorer le lieu et la composition du Comité au nom duquel il parle et, au nom duquel Netchaïev a agi en Russie. Cependant le seul pouvoir qu'eût celui-ci pour agir au nom de ce Comité, était signé Michel Bakounine, et le seul homme qui ait reçu des rapports sur l'activité des sections, était toujours Michel Bakounine. Donc quand Michel Bakounine voue une obéissance passive au Comité, c'est à Michel Bakounine même qu'il jure d'obéir.

Nous croyons inutile d'insister sur l'identité complète des tendances et même des expressions de cet écrit, signé de Bakounine, avec les autres documents russes anonymes. Ce que nous voulons relever c'est la manière dont Bakounine y applique la morale du *Catéchisme*. Il commence d'abord par la prêcher aux officiers russes; il leur déclare que lui et les autres initiés ont rempli à la fois un devoir et une lacune en se constituant les jésuites de la révolution, et que vis-à-vis du Comité, ils n'ont pas plus de volonté personnelle que le célèbre « cadavre » de la Société de Jésus. Et pour qu'ils ne soient pas offusqués par le meurtre d'Ivanov, il essaye de leur faire comprendre la nécessité d'assassiner tout membre qui voudrait sortir de la société secrète. Puis il met en pratique cette même morale vis-à-vis de ses lecteurs, en leur mentant effrontément. Lui qui savait que le gouvernement avait arrêté non seulement tous les initiés en Russie, mais encore un nombre dix fois plus grand de personnes, compromises par Netchaïev pour avoir fait partie de la fameuse « cinquième catégorie » du *Catéchisme*; qu'il n'y avait même plus en Russie l'ombre d'une organisation, que son Comité n'y existait pas plus qu'il n'y avait jamais existé en dehors de Netchaïev — alors auprès de lui à Genève; qui en outre savait que cette brochure ne ferait pas un seul adepte en Russie, qu'elle ne pouvait que fournir au gouvernement un prétexte à de nouvelles poursuites, il proclame que le gouvernement n'a rien saisi du tout, que le Comité continue à siéger en Russie, à y déployer une activité infatigable, résolue, s'étendant partout, une

prévoyance vraiment étonnante, une vigilance, une énergie pleines de sagesse, une habileté stupéfiante (à preuve les dépositions du procès); que son organisation secrète, la seule sérieuse qui ait existé en Russie depuis 1825, est intacte, qu'elle a pénétré dans le bas peuple qui en accepte avec ardeur le programme; qu'elle entoure les officiers, que la révolution est imminente, qu'elle éclatera dans quelques mois, au printemps 1870. C'est seulement pour se donner le plaisir de « *la pose dramatique de sa propre personne* » devant ses faux frères internationaux et devant sa glace que Bakounine qui prétend avoir « *renoncé à sa propre vie, à sa propre pensée, et à sa propre volonté* », être supérieur aux « *fanfaronnades bavardes et vaines* » des « *hommes qui jouent à l'honneur, à la dignité personnelle et au droit* », que lui, Michel Bakounine adresse aux Russes ces mensonges et ces fanfaronnades.

Ce même homme qui en 1870, prêche aux Russes l'obéissance passive aveugle à des ordres venant d'en haut et d'un comité anonyme inconnu; qui déclare que la discipline jésuitique est la condition *sine qua non* du triomphe, seule capable de vaincre la formidable centralisation de l'Etat — non de l'Etat russe, mais de tout Etat; qui proclame un communisme plus autoritaire que le communisme le plus primitif, — ce même homme, en 1871, trame un mouvement séparatiste et désorganisateur au sein de l'Internationale, sous prétexte de combattre l'autoritarisme et la centralisation des communistes allemands, de fonder l'autonomie des sections, la libre fédération de groupes autonomes et de faire de l'Internationale ce qu'elle devait être : l'image de la société future. Si la société future devait être calquée sur le modèle de l'Alliance, section russe, elle dépasserait de beaucoup le Paraguay des Révérends Pères Jésuites⁴, si chers à Bakounine.

⁴ Note du volume *La grande Discorde* : « Allusion aux célèbres « réductions » sud-américaines des jésuites qui régentaient une sorte de communisme paternaliste dans la société indigène guaranie du XVIIIe siècle. ».

IX. Conclusion.

Tout en laissant la plus complète liberté aux mouvements et aspirations de la classe ouvrière dans les divers pays, l'Internationale avait cependant réussi à la réunir en un seul faisceau et à faire sentir, pour la première fois, aux classes dirigeantes et à leurs gouvernements la puissance cosmopolite du prolétariat. Les classes dirigeantes et les gouvernements ont reconnu ce fait en concentrant leurs attaques sur l'organe exécutif de toute notre Association, le Conseil général. Ces attaques s'étaient accentuées de plus en plus depuis la chute de la Commune. Et voilà le moment choisi par les Alliancistes pour déclarer, de leur côté, guerre ouverte au Conseil général ! D'après eux, son influence, arme puissante entre les mains de l'Internationale, n'était qu'une arme dirigée contre elle. C'était le prix d'une lutte, non contre les ennemis du prolétariat, mais contre l'Internationale elle-même. A leur dire, les tendances dominatrices du Conseil général l'avaient emporté sur l'autonomie des sections et des fédérations nationales. Il ne restait plus qu'à décapiter l'Internationale pour sauver l'autonomie.

En effet, les hommes de l'Alliance savaient que s'ils ne saisissaient pas ce moment décisif, c'en était fait de la direction secrète du mouvement prolétaire rêvée par les cent frères internationaux de Bakounine. Leurs invectives trouvèrent un écho approbateur dans la presse policière de tous les pays.

Leurs phrases sonores d'autonomie et de libre fédération, en un mot, leurs cris de guerre contre le Conseil général, n'étaient donc qu'une manœuvre pour masquer leur vrai but: désorganiser l'Internationale et par cela même la soumettre au gouvernement secret, hiérarchique et autocratique de l'Alliance.

Autonomie des sections, libre fédération de groupes autonomes, anti-autoritarisme, anarchie - voilà des phrases qui siéent bien à une société de « déclassés » « sans carrière, sans issue », conspirant au sein de l'Internationale pour l'asservir à une dictature cachée et pour lui imposer le programme de M. Bakounine !

Dépouillé de ses oripeaux mélodramatiques, ce programme revient à ceci :

1. Toutes les turpitudes dans lesquelles se meut fatalement la vie des déclassés sortis des couches sociales supérieures, sont proclamées autant de vertus ultra-révolutionnaires.
2. On pose en principe la nécessité de débaucher une petite minorité bien choisie d'ouvriers qu'on flatte en les séparant des masses par l'initiation mystérieuse, en les faisant participer au jeu d'intrigues et d'impostures du gouvernement secret, et en leur prêchant que donner libre cours à leurs « mauvaises passions » c'est bouleverser de fond en comble la vieille société.
3. Les principaux moyens de propagande consistent à attirer la jeunesse par des fictions - mensonges sur l'étendue et la puissance de la société secrète, prophéties sur l'imminence de la révolution préparée par elle etc. - et à compromettre vis-à-vis des gouvernements les hommes les plus avancés des classes nanties, pour les exploiter pécuniairement.

4. La lutte économique et politique des ouvriers pour leur émancipation est remplacée par les actes pan destructifs du gibier de bagne, dernière incarnation de la révolution. En un mot, il faut lancer le voyou, supprimé par les travailleurs eux-mêmes dans « *les révolutions sur le modèle classique de l'occident* », et mettre ainsi gratuitement à la disposition des réactionnaires une bande bien disciplinée d'agents provocateurs.

On ne saurait dire ce qui l'emporte dans les élucubrations théoriques et dans les tentatives pratiques de l'Alliance, du grotesque ou de l'infâme. Néanmoins, elle a réussi à provoquer au sein de l'Internationale une lutte sourde qui pendant deux ans a entravé l'action de notre Association, et qui a fini par la sécession d'une partie des sections et fédérations. Les résolutions prises par le Congrès de La Haye contre l'Alliance étaient donc de devoir strict; il ne pouvait laisser tomber l'Internationale, cette grande création du prolétariat, dans les pièges tendus par le rebut des classes exploitantes. Quant à ceux qui veulent dépouiller le Conseil général des attributions sans lesquelles l'Internationale ne serait qu'une masse confuse, éparpillée et, pour parler le langage de l'Alliance, « *amorphe* », nous ne saurions y voir que des traîtres ou des dupes.

Londres le 21 juillet 1873.

La Commission :

E. DUPONT, F. ENGELS, Léo FRANKEL, C. LE MOUSSU, Karl MARX, A. SERRAILLIER.

X. APPENDICE.

1. L'Hégire de Bakounine.

En 1856, Bakounine fut envoyé en Sibérie, non pas aux travaux forcés comme ses récits ont voulu le faire croire, mais pour y subir un simple exil. Le gouverneur de la Sibérie était à cette époque le comte Mouraviev-Amourski, parent du Mouraviev bourreau de la Pologne, et cousin de Bakounine. Grâce à cette parenté et aux services qu'il rendit au gouvernement, Bakounine y jouissait d'une position et de faveurs exceptionnelles.

A cette époque se trouvait en Sibérie Pétrachevski¹, chef et organisateur du complot de 1849. Bakounine se mit en hostilité ouverte avec lui, et essaya de lui nuire de toutes les façons, ce qui lui était facile en sa qualité de cousin du vice-empereur du pays. Cette persécution contre Pétrachevski donna à Bakounine de nouveaux titres aux faveurs gouvernementales. Une affaire ténébreuse qui eut beaucoup de retentissement en Sibérie et en Russie, mit fin à cette lutte entre les deux exilés. La conduite d'un des hauts fonctionnaires qui jouait au libéralisme ayant soulevé des critiques, il s'ensuivit dans l'entourage du vice-empereur une tempête qui aboutit à un duel à mort. Or, toute cette affaire avait un tel caractère d'intrigues personnelles et de manœuvres frauduleuses que la population entière s'en émut et accusa les principaux fonctionnaires d'avoir assassiné la victime du duel, le jeune ami de Pétrachevski. L'agitation prit de telles proportions que le gouvernement eut peur d'une émeute populaire. Bakounine prit fait et cause pour les hauts fonctionnaires, y compris Mouraviev. Il usa de son influence pour faire exiler Pétrachevski dans un lieu plus éloigné et il défendit ses persécuteurs dans une longue correspondance signée de lui à titre de témoin, et envoyée à Herzen. Celui-ci, en la publiant dans le *Ko-lookol*, supprima toutes les attaques qu'elle contenait contre Pétrachevski; mais la copie manuscrite qu'on avait prise de cette correspondance lors de son passage à Saint-Pétersbourg y circula et y fit connaître le texte original.

Les commerçants de Sibérie, qui en général sont plus libéraux que ceux de la Russie, voulurent y fonder une université afin de n'avoir plus à envoyer leurs enfants dans les écoles lointaines de la Russie, et de créer un centre intellectuel dans leur pays. Ils avaient besoin pour cela de l'autorisation impériale. Mouraviev, conseillé et encouragé par Bakounine, s'opposa à ce projet. La haine de Bakounine contre la science date de loin. Ce fait est parfaitement connu en Sibérie. Interpellé à ce sujet en plusieurs occasions par des Russes, Bakounine ne pouvant le nier, expliquait toujours sa conduite en disant que, *préparant* son *évasion*, il cherchait à mériter les bonnes grâces de son cousin le gouverneur.

Non seulement Bakounine usait et abusait des faveurs gouvernementales, mais encore il les faisait pleuvoir sur les capitalistes, les entrepreneurs, et les fermiers généraux, moyennant un petit peu d'argent. Les proclamations de Bakounine saisies chez les victimes de Netchaïev et publiées par le gouvernement en 1869 et 1870, contenaient des listes de proscriptions où était couché le fameux Katkov, rédacteur en chef de la *Gazette de Moscou*. Celui-ci se vengea en publiant dans son journal la révé-

¹ Note du volume *La Grande Discorde*, p. 567 : « Mikhaïl Vassilievitch Pétrachevski (1821-1866). Animateur d'un cercle littéraire et politique à Pétersbourg. En 1849, à la suite du complot en question, ses membres furent tous arrêtés par les autorités tsaristes. Pétrachevski fut condamné à la peine de mort, grâcié après un simulacre d'exécution, et sa peine commuée en travaux forcés en Sibérie. ».

lation suivante : Katkov possède des lettres de Bakounine datées de Londres, après son retour de Sibérie, où Bakounine prie Katkov, à titre d'ancien ami, de lui avancer quelques milliers de roubles. Bakounine avoue que lors de son séjour en Sibérie, il touchait une pension annuelle d'un fermier général en eau-de-vie lequel la lui payait pour s'assurer, par son intercession, les bonnes grâces du gouverneur. Ce salaire injuste (qu'il ne percevait plus depuis sa fuite) lui pesait sur la conscience, et il désirait renvoyer au fermier général l'argent qu'il lui avait soutiré; et il demandait l'avance à son ami Katkov pour accomplir cette bonne œuvre. Katkov refusa.

A l'époque où Bakounine adressa cette demande à Katkov, son vieil ami, celui-ci avait déjà depuis longtemps gagné ses éperons au service de la 3ème section, en consacrant son journal à des délations contre les révolutionnaires russes et surtout contre Tchernychevski ainsi que contre la révolution polonaise. Donc, en 1862, Bakounine demandait de l'argent à un homme qu'il savait être un délateur et un *bravo* littéraire aux gages du gouvernement russe. Bakounine n'a jamais osé démentir cette accusation si grave.

Muni d'argent - obtenu nous savons par quels moyens - et jouissant de la haute protection du gouverneur, Bakounine put, on ne peut plus facilement, exécuter sa fuite. Il se fit non seulement délivrer un passeport à son nom pour voyager en Sibérie, mais il obtint la mission officielle d'inspecter le pays jusqu'à ses limites orientales extrêmes. Une fois arrivé au port de Nikolaievsk, il passa sans difficulté au Japon d'où il put s'embarquer tranquillement pour l'Amérique et venir à Londres à la fin de 1861. Ainsi s'accomplit l'Hégire miraculeuse de ce nouveau Mahomet.

X. APPENDICE.

2. LE MANIFESTE PANSLAVISTE DE BAKOUNINE.

Le 3 mars 1861, Alexandre II avait proclamé, aux grands applaudissements de toute l'Europe libérale, l'émancipation des serfs. Les efforts de Tchernychevski et du parti révolutionnaire pour obtenir le maintien de la possession communale du sol avaient abouti, mais d'une façon si peu satisfaisante que même avant la proclamation émancipatrice Tchernychevski avouait tristement : « *Si j'avais su, disait-il, que la question soulevée par moi recevrait une telle solution, j'aurais mieux aimé subir une défaite que de remporter une pareille victoire. J'aurais préféré qu'ils eussent agi comme ils l'entendaient sans aucun égard pour nos réclamations.* ». En effet, l'acte émancipateur n'était qu'un tour d'escamotage. La terre était enlevée, en grande partie à ses vrais possesseurs, et le système du rachat du sol par les paysans était proclamé. Dans cet acte de mauvaise foi tsarienne, Tchernychevski et son parti puisaient un nouvel et irrésistible argument contre les réformes impériales. Le libéralisme, se rangeant sous le drapeau de Herzen, braillait à tue-tête : « Tu as vaincu, Galiléen ! » Galiléen, dans leur bouche, voulait dire Alexandre II. Ce parti libéral dont l'organe principal était le *Kolokol* de Herzen, dès ce moment ne fit que chanter les louanges du tsar libérateur et, pour détourner l'attention publique des plaintes et des réclamations que soulevait cet acte antipopulaire, il demanda au tsar de continuer son œuvre émancipatrice et de commencer une croisade pour la libération des peuples slaves opprimés, pour la réalisation du panslavisme.

En été 1861, Tchernychevski, dans la revue: *Le Contemporain* (Sovremennik), dénonça les manœuvres des panslavistes, et dit aux peuples slaves la vérité sur l'état des choses en Russie et sur l'obscurantisme intéressé de leurs faux amis, les panslavistes. C'est alors que Bakounine, de retour de Sibérie, jugea le moment venu de se mettre en avant. Il écrivit la première partie d'un long manifeste publié en supplément par le *Kolokol* du 15 février 1862, et portant pour titre : « *Aux amis russes, polonais et à tous les amis slaves* ». La seconde partie n'a jamais paru.

Le manifeste débute par la déclaration suivante :

« J'ai conservé l'audace de la pensée panconquérante, et dans mon cœur, ma volonté et ma passion je suis resté fidèle aux amis, à la grande cause commune, à moi-même... J'apparais maintenant devant vous, mes vieux amis éprouvés, et devant vous, jeunes amis qui vivez de la même pensée, de la même volonté que nous : recevez-moi de nouveau, je vous prie, dans votre milieu; qu'il me soit permis avec vous et au milieu de vous de consacrer tout le reste de ma vie à la lutte pour la liberté russe, la liberté polonaise, la liberté et l'indépendance de tous les Slaves. ».

Si Bakounine adresse cette humble prière à ses vieux et jeunes amis, c'est qu'il

« *n'est pas bon d'exercer son activité au pays étranger. J'en ai fait l'expérience dans les années révolutionnaires : ni en France, ni en Allemagne, je n'ai pu prendre pied. Aussi, tout en conservant dans le mouvement progressif du monde entier toute ma chaleureuse sympathie d'autrefois - afin de ne pas dépenser dans le vide le reste de ma vie, je dois dorénavant limiter mon activité directe à la Russie, à la Pologne, aux Slaves. Ces trois*

mondes séparés sont indivisibles dans mon amour et dans ma foi. »

En 1862, il y a onze ans de cela, à l'âge de 51 ans, le grand anarchiste Bakounine professait le culte de l'Etat et le patriotisme panslaviste.

« Jusqu'à nos jours le peuple grand-russe a vécu, on peut dire exclusivement, de la vie extérieure de l'Etat. Si pénible que fût sa situation intérieure, qui avait abouti à l'appauvrissement extrême et à l'esclavage, il chérissait quand même l'unité, la grandeur et la force de la Russie, et pour ces principes il était prêt à tous les sacrifices. C'est ainsi que se développa dans le peuple grand-russe la conscience de l'Etat et le patriotisme sans phrases, mais de fait. C'est ainsi que le peuple grand-russe seul s'est conservé intact entre toutes les nationalités slaves, que seul il s'est maintenu et a fait sentir sa force à l'Europe. Ne croyez pas qu'il perde son influence légitime et cette force politique qu'il n'a acquise que par des luttes qui ont duré trois siècles et qui ont été accomplies avec l'abnégation du martyr, pour sauvegarder l'intégrité de son état. Reléguons les Tartares en Asie, les Allemands en Allemagne, et soyons un peuple libre, un peuple exclusivement russe. »

Pour donner plus d'autorité à cette propagande panslaviste qui conclut à une croisade contre les Tartares et les Allemands, Bakounine renvoie le lecteur à l'empereur Nicolas :

« On dit que peu de temps avant sa mort, l'empereur Nicolas lui-même, se préparant à déclarer la guerre à l'Autriche, conçut l'idée de faire appel à tous les Slaves autrichiens et turcs, aux Hongrois et aux Italiens, afin de les exciter à une insurrection générale. Il avait soulevé contre lui la guerre d'Orient, et pour se défendre, il voulut se transformer d'empereur despote en empereur révolutionnaire. On dit que ses proclamations aux Slaves, ainsi qu'un appel aux Polonais, étaient déjà signés. Malgré toute sa haine envers la Pologne, il comprit que sans elle l'insurrection slave est impossible... il maîtrisa son aversion à tel point, qu'il était prêt, dit-on, à reconnaître l'existence indépendante de la Pologne, mais... seulement au-delà de la Vistule. ».

Le même homme qui, depuis 1868, joue à l'internationalisme, prêchait, en 1862, la guerre de races dans l'intérêt du gouvernement russe. Le panslavisme est une invention du cabinet de St-Pétersbourg, et n'a d'autre but que d'étendre les frontières européennes de la Russie vers l'Ouest et le Sud. Mais comme on n'ose pas annoncer aux Slaves autrichiens, prussiens et turcs que leur destinée est d'être fondus dans le grand empire russe, on leur présente la Russie comme la puissance qui les délivrera du joug étranger et qui les réunira dans une grande fédération libre. De cette manière le panslavisme est susceptible de diverses nuances, depuis le panslavisme de Nicolas jusqu'à celui de Bakounine; mais tous tendent à la même fin et tous sont, au fond, dans une entente cordiale, comme le prouve le passage que nous venons de citer. Le manifeste dont nous allons nous occuper ne laissera plus de doute à cet égard.

X. APPENDICE.

3. Bakounine et le tzar.

Nous avons vu qu'à propos de l'émancipation des serfs, la guerre avait éclaté entre le parti libéral et le parti révolutionnaire en Russie. Autour de Tchernychevski, chef du parti révolutionnaire, se rangèrent toute une phalange de publicistes, un groupe nombreux d'officiers, et la jeunesse des écoles. Le parti libéral avait pour représentants Herzen, quelques panslavistes, et un grand nombre de paisibles réformateurs et d'admirateurs d'Alexandre II. Le gouvernement apporta son appui au parti libéral. Au mois de mars 1861, la jeunesse universitaire russe s'était prononcée énergiquement pour l'affranchissement de la Pologne; en automne 1861, elle avait essayé de résister au coup d'Etat qui voulait, par des ordonnances disciplinaires et fiscales, priver les étudiants pauvres (plus des deux tiers du nombre total) de la possibilité de recevoir l'instruction supérieure. Le gouvernement qualifie d'émeute leurs protestations, et à Pétersbourg, à Moscou, à Kazan, des centaines de jeunes gens sont jetés dans les cachots, expulsés des universités, ou exclus après trois mois de détention. Et de peur que ces jeunes gens n'envenimassent le mécontentement des paysans, un arrêt du Conseil d'Etat défendait aux ex - étudiants tout accès aux fonctions publiques dans les villages. Mais les persécutions ne s'arrêtent pas là. On exile des professeurs comme Pavlov; on ferme les cours publics organisés par les étudiants exclus des universités; on entreprend de nouvelles poursuites sous les prétextes les plus futiles; la « caisse de la jeunesse étudiante », à peine autorisée, est brusquement supprimée; des journaux sont suspendus. Tout cela met le comble à l'indignation et à l'agitation du parti radical et le force d'avoir recours à la presse clandestine. C'est alors que parut le manifeste de ce parti intitulé « *La Jeune Russie* », avec une épigraphe de Robert Owen. Ce manifeste faisait un exposé clair et précis de la situation intérieure du pays, de l'état des différents partis, de celui de la presse, et, en proclamant le Communisme, concluait à la nécessité d'une révolution sociale. Il appelait tous les gens sérieux à se grouper autour du drapeau radical.

A peine ce manifeste était-il sorti de la presse clandestine, que, par une coïncidence fatale, à moins que la police n'y ait trempé les mains, de nombreux incendies éclataient à Saint-Pétersbourg. Le gouvernement et la presse réactionnaire saisisrent avec joie cette occasion pour accuser la jeunesse et tout le parti radical d'incendiarisme. Les cachots se remplirent de nouveau et les chemins de l'exil furent de nouveau encombrés de victimes. Tchernychevski est arrêté et jeté dans la forteresse de Saint-Pétersbourg d'où, après deux longues années de tortures, il est envoyé en Sibérie aux travaux forcés.

Avant cette catastrophe, Herzen et Gromeka¹, qui plus tard contribua à la pacification de la Pologne en qualité de gouverneur d'une de ses provinces, attaquaient avec fureur, l'un à Londres, l'autre en Russie, le parti radical, et insinuaient que Tchernychevski finirait peut-être par recevoir une décoration.

¹ Note du document: « Stepan Gromeka (1823-1877). Haut fonctionnaire tsariste d'esprit plutôt libéral. Il polémique néanmoins avec Herzen et contre le « nihilisme ». Nommé gouverneur de la ville polonaise de Siedlce en 1867, il réprime les Uniates (orthodoxes ralliés à Rome) ».

Tchernychevski, dans un article aussi modéré que possible, engagea Herzen à réfléchir sur les conséquences du nouveau rôle qu'allait jouer le *Kolokol*, en hostilité ouverte avec le parti révolutionnaire russe. Herzen déclara pompeusement qu'il était prêt à prononcer, en présence de ce qu'il appelait les démocrates internationaux, de Mazzini, Victor Hugo, Ledru-Rollin, Louis Blanc etc. le fameux toast à la santé du grand tsar émancipateur, et, « quoi qu'en disent, *ajouta-t il*, les Daniels révolutionnaires² de Pétersbourg, malgré eux et leurs clameurs, je sais que ce toast trouvera un écho favorable dans le Palais d'Hiver (résidence du Tzar) ». Les « Daniels révolutionnaires », c'étaient Tchernychevski et ses amis.

Bakounine dépassa Herzen. C'est lorsque le parti révolutionnaire était complètement en déroute, lorsque Tchernychevski était en prison, que Bakounine publia, à l'âge de cinquante et un ans, sa fameuse brochure au tsar des paysans : « *Romanov, Pougatchev, ou Pestel ? La cause du Peuple*. Par Michel Bakounine, 1862. »

« Plusieurs se demandent encore, s'il y aura une révolution en Russie. Elle se produit graduellement, elle règne partout, en tout, et dans tous les esprits. Elle agit par les mains du gouvernement avec encore plus de succès que par les efforts de ses propres adhérents. Elle ne s'apaisera pas et ne s'arrêtera pas tant qu'elle n'ait régénéré le monde russe, qu'elle n'ait créé de nouveaux mondes slaves.

La dynastie travaille elle-même à sa perte. Elle cherche son salut en voulant arrêter la vie populaire qui s'est réveillée, au lieu de la protéger. Cette vie, si elle était comprise, aurait pu élever la maison impériale à une hauteur de puissance et de gloire inconnue jusqu'à ce jour. C'est regrettable. Rarement le sort avait offert à la maison tsarienne un rôle aussi grandiose, aussi riche en bénédictions. Alexandre II pourrait si facilement devenir l'idole populaire, le premier tsar des paysans³, puissant, non par la crainte mais par l'amour, la liberté, la prospérité de son peuple. En s'appuyant sur ce peuple, il aurait pu devenir le sauveur et le maître du monde slave tout entier.

Pour cela il fallait avoir un cœur russe, large et fort dans la magnanimité et la vérité. Toute l'actualité vivante russe et slave allait au-devant de lui, les bras ouverts, prête à servir de piédestal à sa grandeur historique. ».

Puis Bakounine demande l'abolition de l'Etat de Pierre-le-Grand, de l'Etat *allemand*, et la fondation de la « nouvelle Russie ». C'est Alexandre II qui est chargé de cette œuvre.

« Son commencement a été magnifique; il proclama la liberté du peuple, la liberté et une nouvelle vie après un esclavage de mille ans; il semblait qu'il voulait organiser la Russie des paysans (zemskouiou Rossiou), parce que dans l'Etat de Pierre un peuple libre est impossible. Le 18 février 1861, malgré tous les défauts, toutes les contradictions absurdes de l'ukase sur l'émancipation des paysans, Alexandre II fut le tsar le plus grand, le plus aimé, le plus puissant qui ait jamais existé en Russie. — Cependant la liberté est contraire à tous les instincts d'Alexandre II parce qu'il est allemand et un Allemand ne comprendra jamais, n'aimera jamais la Russie des paysans... il n'a songé qu'à raffermir l'édifice de l'Etat de Pierre... ayant entrepris une chose funeste et impossible, il travaille à sa propre

² Note du volume *La Grande Discorde*, p. 567 : « Allusion au prophète Daniel qui, déporté à Babylone, gagne la confiance de Nabuchodonosor et devient fonctionnaire de la cour ».

³ Note du document : Le titre de Tzar des paysans (Zemsky Tzar) dont Alexandre II se trouve gratifié est de l'invention de Bakounine et du Kolokol.

perte et à celle de sa maison, et il est sur le point de jeter la Russie dans une révolution sanglante. ».

Toutes les contradictions de l'oukase émancipateur, toutes les fusillades des paysans, les émeutes des étudiants, toute la terreur en un mot « *s'expliquent pleinement* » selon Bakounine,

« par le manque d'un esprit russe, d'un cœur aimant le peuple chez le tsar, par sa folle aspiration à conserver, coûte que coûte, l'Etat de Pierre... et pourtant c'est lui, lui uniquement qui pourrait accomplir en Russie la plus grave et la plus bienfaisante révolution sans verser une goutte de sang. Il le peut encore maintenant; si nous désespérons de l'issue pacifique, ce n'est pas parce qu'il serait trop tard, mais parce que nous avons fini par désespérer d'Alexandre II, de sa capacité à comprendre quelle est la seule manière de se sauver et de sauver la Russie. Arrêter le mouvement du peuple qui se réveille, après un sommeil de mille ans, est impossible. Mais si le tsar se mettait fermement et hardiment à la tête du mouvement, sa puissance pour le bien et pour la gloire de la Russie n'aurait pas de bornes. ».

Pour cela il n'aurait qu'à donner la terre aux paysans, la liberté, et le self-government.

« Ne craignez pas que le self-government régional rompe l'union des provinces entre elles, que l'unité du pays russe soit ébranlée; l'autonomie des provinces ne sera qu'administrative, intérieurement législative, juridique, mais non politique. Et dans aucun pays, la France exceptée peut-être, le peuple n'est doué au même degré qu'en Russie de l'esprit d'unité, d'harmonie, de l'intégrité de l'Etat et de la grandeur nationale. ».

En ce moment, on demandait en Russie la convocation d'une Assemblée nationale. Les uns la demandaient pour résoudre les difficultés financières, les autres pour mettre fin à la monarchie. Bakounine la voulait pour exprimer l'unité de la Russie et pour consolider la puissance et la grandeur du tsar.

« L'unité de la Russie n'ayant trouvé jusqu'à présent son expression que dans la personne du tsar, a besoin d'une autre représentation, celle d'une Assemblée nationale. La question n'est pas de savoir s'il y aura une révolution, mais si elle sera paisible ou sanglante. Elle sera paisible et bienfaisante si le tsar, se mettant à la tête du mouvement populaire, entreprenait, avec l'Assemblée nationale, largement et résolument la transformation de la Russie dans le sens de la liberté; mais si le tsar veut marcher en arrière, ou s'il s'arrête aux demi-mesures, la révolution sera terrible. Elle prendra alors le caractère d'un carnage implacable par suite de l'insurrection du peuple tout entier... Alexandre II peut encore sauver la Russie de la ruine complète et du sang. ».

Ainsi donc en 1862 la révolution, pour Bakounine, était la ruine complète de la Russie, et il suppliait le tsar de l'en préserver. Pour beaucoup de révolutionnaires russes, la convocation d'une Assemblée nationale équivalait à la déchéance de la maison impériale; mais Bakounine coupe court à leurs espérances et leur annonce que « *l'Assemblée nationale sera contre eux et pour le tsar* ». Et si l'Assemblée nationale était hostile au tsar ? — Ce n'est pas possible, c'est le peuple qui enverra ses délégués, le peuple dont la foi dans le tsar est sans bornes jusqu'à présent, et qui respecte tout en lui. D'où viendrait donc l'hostilité ?... Il n'y a pas de doute, si le tsar convoquait maintenant (février 1862) l'Assemblée nationale, pour la première fois il se trouverait entouré d'hommes qui lui sont sincèrement dévoués. Si l'anarchie dure encore quelques années, les dispositions du peuple peuvent changer. A notre

époque, on vit rapidement. Mais actuellement le peuple est pour le tsar et contre la noblesse, contre les fonctionnaires et contre tout ce qui porte l'habit allemand (c'est-à-dire l'habit à l'européenne.) Dans le camp de la Russie officielle tous sont ennemis du peuple, *tous excepté le tsar*. Qui donc essayera de parler au peuple contre le tsar ? Et lors même que quelqu'un l'essaierait, est-ce que le peuple le croirait ? N'est-ce pas le tsar qui a émancipé les paysans contre la volonté des nobles, contre le désir général des fonctionnaires ? ...

« Par ses délégués le peuple russe se rencontrera pour la première fois face à face avec son tsar. C'est un moment décisif, au plus haut point critique. Se plairont-ils ? De cette rencontre dépendra tout l'avenir du tsar et de la Russie. La confiance et le dévouement des délégués envers le tsar n'auront pas de limites. En s'appuyant sur eux, en allant au-devant d'eux avec foi et amour, il élèvera son trône à une hauteur et une solidité qu'il n'a jamais atteintes. Mais qu'arrivera-t-il si, au lieu du tsar émancipateur, du tsar populaire, les délégués trouvent en lui un empereur pétersbourgeois en uniforme prussien, un Allemand au cœur étroit ? Qu'arrivera-t-il si, au lieu de la liberté attendue, le tsar ne leur donne rien ou presque rien ? Alors, malheur au tsarisme ! C'en sera fait au moins de l'impérialisme pétersbourgeois, allemand, holsteingottorprien.

Si, dans ce moment fatal, lorsque la question de vie ou de mort, de paix ou de sang, va se décider pour toute la Russie, si devant l'Assemblée nationale apparaissait le tsar populaire, le tsar bon et loyal, aimant la Russie, prêt à donner au peuple une organisation selon sa volonté, que ne pourrait-il faire alors d'un pareil peuple ! Qui oserait s'élever contre lui ? La paix et la confiance seraient rétablies comme par miracle, l'argent serait trouvé, et tout serait arrangé simplement, naturellement, sans préjudice pour personne, et à la satisfaction générale. Guidés par un tel tsar, l'Assemblée nationale créerait une nouvelle Russie. Aucune tentative malveillante, aucune force hostile ne serait en état de lutter contre la puissance réunie du tsar et du peuple. Peut-on espérer que cette alliance se réalisera ? Nous dirons tout droit que non. »

Quoiqu'il en dise Bakounine ne désespère pas d'entraîner son tsar, et pour le décider, il le menace de la jeunesse révolutionnaire qui, s'il ne se presse pas, pourra accomplir son œuvre et trouver son chemin vers le peuple.

« Et pourquoi cette jeunesse n'est-elle pas pour vous, mais contre vous ? C'est un grand malheur pour vous... il lui faut, à elle, avant tout la liberté et la vérité. Mais pourquoi a-t-elle abandonné le tsar, pourquoi s'est-elle déclarée contre celui qui, le premier, a donné la liberté au peuple ? Se serait-elle laissée entraîner par l'idéal abstrait révolutionnaire, et par ce mot sonore de république ? Cela se peut en partie, mais ce n'est là qu'une cause secondaire et superficielle. La majorité de notre jeunesse avancée comprend bien que les abstractions occidentales, tant conservatrices que bourgeoises, libérales et démocratiques, ne sont pas applicables au mouvement russe... le peuple russe ne se meut pas selon les principes abstraits... l'idéal de l'occident lui est étranger et toutes les tentatives du doctrinarisme conservateur, libéral ou même révolutionnaire, pour le soumettre à ses tendances, seront vaines... il a son idéal à lui...il importera dans l'histoire des principes nouveaux, il créera une autre civilisation, une religion nouvelle, un droit nouveau, une vie nouvelle.

Devant cette figure du peuple, grande, sérieuse, et même terrible, on n'ose pas faire des sottises. La jeunesse abandonnera

le rôle ridicule et écœurant de maître d'école imposteur... Que pourrions-nous enseigner au peuple ? Si on laisse de côté les sciences naturelles et mathématiques, le dernier mot de notre science sera la négation des soi-disant vérités immuables de la doctrine occidentale, la négation complète de l'Occident. ».

Puis Bakounine s'en prend aux auteurs de la « *Jeune Russie* », il les accuse d'être doctrinaires, de vouloir s'ériger en maîtres du peuple, d'avoir compromis la cause, d'être des enfants qui ne comprennent rien et qui ont puisé leurs idées dans les quelques livres de l'occident qu'ils ont lus. Le gouvernement, qui alors emprisonnait cette même jeunesse comme incendiaire, lui lançait les mêmes reproches. Et pour rassurer son tsar, Bakounine annonce que

« le peuple n'est pas pour ce parti révolutionnaire..., l'immense majorité de notre jeunesse appartient au parti populaire, au parti qui a pour seul et unique but le triomphe de la cause populaire; ce parti n'a point de préjugés ni pour, ni contre le tsar, et si le tsar, après avoir commencé la grande œuvre, n'avait pas trahi le peuple, il ne l'aurait jamais abandonné, et maintenant encore, il n'est pas trop tard pour lui; et maintenant encore, cette jeunesse le suivrait avec joie pourvu qu'il marchât à la tête de son peuple. Elle ne se laisserait arrêter par aucun des préjugés révolutionnaires de l'Occident. Il est temps que les Allemands s'en aillent en Allemagne. Si le tsar avait compris que dorénavant il devait être, non le chef d'une centralisation forcée, mais celui d'une fédération libre de peuples libres, s'appuyant sur une force solide et régénérée, s'alliant la Pologne et l'Ukraine, rompant toutes les alliances allemandes tant détestées, levant audacieusement le drapeau panslave, il deviendrait le sauveur du monde slave.

Oui, en effet, la guerre aux Allemands est une œuvre bonne et indispensable pour les Slaves; dans tous les cas, c'est mieux que d'étouffer les Polonais pour le plaisir des Allemands. Se lever pour affranchir les Slaves du joug turc et allemand, sera une nécessité et un saint devoir du peuple russe affranchi. ».

Il engage dans la même brochure le parti révolutionnaire à se grouper sous le drapeau de la cause populaire. Voici quelques articles de foi du programme de cette cause populaire à la tsar:

« Art. 1. Nous (Bakounine et Cie.) voulons le self-government populaire dans la Commune, dans la province, dans la région et enfin dans l'Etat avec ou sans le tsar, peu nous importe; c'est comme le voudra le peuple. — Art. 2. Nous sommes prêts et le devoir nous le commande, à venir en aide à la Lituanie, à la Pologne, à l'Ukraine, pour empêcher toute violence et les protéger contre tous leurs ennemis extérieurs, spécialement contre les Allemands. — Art. 4. Avec la Pologne, la Lituanie et l'Ukraine, nous voulons prêter notre bras à tous nos frères slaves qui gémissent maintenant sous le joug du royaume de Prusse, des empires d'Autriche et de Turquie, et nous nous engageons à ne pas remettre le glaive dans le fourreau tant qu'un seul Slave restera esclave des Allemands, des Turcs ou de qui que ce soit. L'article 6 prescrit une alliance avec l'Italie, la Hongrie, la Roumanie et la Grèce; ces alliances-là étaient justement celles que cherchait alors le gouvernement russe. Art. 7. — Nous aspirerons avec toutes les autres tribus slaves à la réalisation du rêve chéri des Slaves, à la constitution de la grande et libre fédération panslave, afin qu'il n'y ait qu'une seule et indivisible puissance panslave.

Voilà le large programme de la cause slave, voilà le dernier mot indispensable de la cause populaire russe. Nous avons consacré toute notre vie à cette cause.

Et maintenant, où irons-nous, et avec qui marcherons nous ? Nous avons dit où nous voulons aller; nous avons dit aussi avec qui nous marcherons, avec personne autre que le peuple. Reste à savoir qui nous suivrons. Suivrons-nous Romanov, Pougatchov, ou un nouveau Pestel, s'il s'en trouve un ?⁴

Disons la vérité. Nous préférierions suivre Romanov, si Romanov pouvait et voulait se transformer d'empereur pétersbourgeois en tsar des paysans. Nous nous mettrions volontiers sous son drapeau, parce que le peuple russe le reconnaît encore, et parce que sa puissance est déjà créée, prête à agir, et pourrait devenir une force invincible s'il lui donnait le baptême populaire. Nous le suivrions encore parce que lui seul peut accomplir la grande révolution pacifique sans verser une goutte de sang russe ou slave. Les révolutions sanglantes deviennent parfois nécessaires, grâce à la bêtise humaine; néanmoins elles sont un grand mal et un grand malheur, non seulement par rapport à leurs victimes, mais aussi par rapport à la pureté et à la plénitude du but pour lequel elles s'accomplissent. Nous avons vu cela pendant la révolution française.

Ainsi notre attitude vis-à-vis de Romanov est claire. Nous ne sommes pas ses ennemis, nous ne sommes pas non plus ses amis. Nous sommes les amis de la cause populaire russe, de la cause slave. Si le tsar est à la tête de cette cause, nous le suivrons; mais s'il se met contre elle, nous serons ses ennemis. C'est pour cela que toute la question est à savoir : veut-il être le tsar russe, le tsar des paysans, Romanov; ou bien l'empereur pétersbourgeois, holsteingottorpien ? Veut-il servir la Russie, les Slaves ou les Allemands ? Cette question se décidera bientôt, et alors nous saurons ce que nous devons faire. ».

Malheureusement le Tzar ne jugea pas à propos de convoquer l'Assemblée nationale à laquelle dans cette brochure Bakounine posait déjà sa candidature. Il en fut pour ses frais de manifeste électoral et pour ses genuflexions devant Romanov. Indignement trompé dans sa candide confiance, il ne lui restait plus qu'à se lancer à corps perdu dans l'anarchie pandestructive.

Après cette élucubration du maître qui se prosterne devant son tsar des paysans, il était bien permis à ses disciples et amis, Albert Richard et Gaspard Blanc, de crier à tue-tête : Vive Napoléon III, empereur des paysans !

⁴ Note du document : « Romanov est le nom de famille du Tsar; Pougatchev fut le chef de la grande insurrection des Cosaques sous Catherine II; Pestel était le chef de la conspiration de 1825 contre Nicolas Ier ; il fut pendu. »

XI. PIECES JUSTIFICATIVES.

STATUTS SECRETS DE L'ALLIANCE.

L'exemplaire de ces statuts qui se trouve entre nos mains est écrit en partie de la main de Bakounine. Il en donna copie, non seulement à ses initiés, mais encore à beaucoup de gens qu'il espérait pouvoir séduire par la révélation de son splendide programme. La vanité de l'auteur l'emporta sur la réserve ténébreuse du mystificateur.

ORGANISATION DE L'ALLIANCE DES FRERES INTERNATIONAUX.

Trois degrés :

I. Frères Internationaux.

II. Les Frères nationaux.

III. L'organisation à demi-secrète, à demi-publique de *l'Alliance internationale de la Démocratie Socialiste*.

I. REGLEMENTS DES FRERES INTERNATIONAUX.

1. Les Frères Internationaux n'ont d'autre patrie que la Révolution universelle, d'autre pays étranger ni d'autre ennemi que la réaction.

2. Ils repoussent toute politique de transaction et de concession et considèrent comme réactionnaire tout mouvement politique qui n'aurait point pour but immédiat et direct le triomphe de leurs principes.

3. Ils sont Frères - jamais ils ne s'attaquent, ni ne voient leurs querelles en public, ni devant les tribunaux. Jury d'arbitres, élu parmi des frères par les deux parties— voilà leur seule justice.

4. Chacun doit être sacré pour tous les autres, plus sacré qu'un frère de naissance. Chaque frère sera secouru et défendu par tous les autres jusqu'à l'extinction du possible.

5. Ne pourra devenir frère Int. que celui qui aura franchement accepté tout le programme dans toutes ses conséquences théoriques et pratiques et qui, à l'intelligence, à l'énergie, à l'honnêteté, et à la discrétion, joint encore la passion révolutionnaire et a le diable au corps. Nous n'imposons ni devoir ni sacrifice. Mais qui a cette passion fera beaucoup de choses, sans même s'imaginer qu'il fait des sacrifices.

6. Il ne doit y avoir pour un frère ni affaire ni intérêts, ni devoirs plus sérieux et plus sacrés que le service de la révolution et de notre Association secrète qui doit la servir.

7. Un frère a toujours le droit de se refuser à rendre les services que le Comité Central ou son Comité National lui demande — mais beaucoup de refus successifs le feront considérer comme un homme de mauvaise ou de paresseuse volonté, il pourra être suspendu par son Comité national et sur la présentation de ce dernier mis en repos par le Comité central jusqu'à la décision définitive de la Constituante.

8. Aucun frère n'acceptera de service public que du consentement du Comité dont il fera partie. Aucun ne fera d'actions ni de manifestations publiques contraires ou même étrangères à la ligne de conduite déterminée par son Comité et sans avoir consulté ce dernier. Toutes les fois que deux ou plusieurs frères seront ensemble, ils se consulteront dans toutes les affaires publiques importantes.

9. Tous les Frères Internationaux se connaissent. *Il ne doit jamais exister de secret politique entre eux*. Aucun ne pourra faire partie d'une société secrète quelconque sans le consentement

positif de son Comité et au besoin, quand celui-ci l'exige, sans celui du Comité central. Et il ne pourra en faire partie que sous la condition de leur découvrir tous les secrets qui pourraient les intéresser soit directement, soit indirectement.

10. L'organisation des Frères Internationaux se subdivise ainsi :

A. Le Comité général ou la Constituante. B. Le Comité central.
C. Les Comités nationaux.

A. LE COMITE GENERAL.

C'est la réunion de tous ou au moins des deux tiers des Frères Internationaux convoqués régulièrement soit à termes fixes, soit en Assemblées extraordinaires par la majorité du Comité central. Il est le pouvoir constituant et exécutif suprême de toute notre organisation dont il peut modifier le programme, les règlements et les statuts organiques.

B. LE COMITE CENTRAL

Se compose : a) du Bureau central et b) du Comité central de surveillance. Sont membres de ce dernier tous les frères internationaux qui n'étant pas du Bureau se trouveront à une distance telle qu'ils peuvent être convoqués dans le délai de deux jours et naturellement tous les frères de passage. D'ailleurs pour tous leurs rapports mutuels, (voyez) le règlement de l'Alliance de la Démocratie socialiste. (Voyez articles 2—4).

C. LES COMITES NATIONAUX.

Tous les Comités nationaux se composeront de tous les Frères internationaux (indépendamment de leur nationalité) qui seront présents ou voisins du centre de l'organisation nationale. Chaque Comité national se subdivisera également en : a) Bureau National exécutif, et en b) Comité National de surveillance. Ce dernier comprendra tous les frères internationaux présents et qui ne seront pas dans le Bureau. Les mêmes rapports que dans l'Alliance de la Démocratie Socialiste.

11. Pour la création d'un nouveau frère, il faut l'unanimité de tous les membres présents (au moins au nombre de trois) du Comité national et la confirmation d'une majorité des deux tiers du Comité central. Le Comité central pourra en créer un nouveau à l'unanimité de tous ses membres.

12. Chaque Comité national devra se réunir au moins une fois par semaine pour contrôler et pour activer le travail organisateur, propagateur, et administratif de son Bureau. Il est le juge naturel de la conduite de chacun de ses membres dans tout ce qui concerne soit leur dignité révolutionnaire, soit leurs rapports avec la Société. Ses jugements doivent être présentés à la confirmation du Comité central. Il donnera la direction à l'action et à toutes les manifestations publiques de tous les membres. Il doit, soit par l'intermédiaire de son Bureau, soit par celui d'un Frère qu'il aura désigné, entretenir une correspondance régulière avec le Bureau central, auquel il devra écrire au moins une fois en deux semaines.

13. Le Comité National organisera l'Association secrète des Frères Nationaux de son pays.

II. LES FRERES NATIONAUX.

14. Les Frères Nationaux devront être organisés dans chaque pays de manière à ce qu'ils ne puissent jamais se soustraire à la direction de l'organisation générale des Frères Internationaux et notamment à celle du Comité général et du Comité central. Leurs programmes et leurs règlements ne pourront être définiti-

vement mis en vigueur qu'après avoir reçu la sanction du Comité central.

15. Chaque Comité national pourra, s'il le trouve utile, établir parmi eux deux catégories : a) celle des Frères nationaux qui se connaissent dans tout le pays, et b) celle des Frères qui ne se connaissent que par petits groupes. Dans aucun cas les Frères nationaux ne soupçonneront même pas l'existence d'une organisation internationale.

16. Des centres provinciaux composés soit totalement, soit en partie des frères internationaux, soit des frères nationaux de la première catégorie, seront établis sur tous les points principaux d'un pays, avec mission de pousser aussi profondément et aussi loin qu'ils pourront l'organisation secrète et la propagande des principes, ne se contentant pas d'agir dans les villes, mais en tachant aussi de les propager dans les villages et chez les paysans.

17. Les Comités nationaux chercheront, à créer aux plus vite les moyens financiers nécessaires non seulement au succès de leur propre organisation, mais encore pour les besoins généraux de toute l'Association. Ils enverront donc une partie, — la moitié au Bureau central.

18. Les Bureaux Nationaux devront être très actifs, se rappelant que les principes, les programmes et les règlements ne valent quelque chose qu'autant que les personnes qui doivent les mettre à exécution ont le diable au corps.

ORGANISATION SECRETE DE L'ALLIANCE INTERNATIONALE DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE.

1. Le Comité central permanent de l'Alliance est composé de tous les membres des Comités nationaux permanents et de ceux de la section centrale de Genève.

Réunis ensemble tous ces membres constituent l'Assemblée générale secrète de l'Alliance qui est le pouvoir constituant et suprême de l'Alliance et qui se réunira au moins une fois l'an au Congrès des Travailleurs, comme délégués des différents groupes nationaux de l'Alliance : qui pourra aussi être convoquée en tout temps, tant par le Bureau central, que par la section centrale de Genève.

2. La section centrale de Genève est la délégation permanente du Comité central permanent. Elle est composée de tous les membres du Bureau central et de tous ceux du Comité de surveillance, qui seront nécessairement toujours des membres du Comité Central permanent. La section centrale sera le Conseil exécutif suprême de l'Alliance, dans les limites de la constitution et de la ligne de conduite, qui ne pourront être déterminées et modifiées que par l'Assemblée générale. Elle décidera de toutes les questions d'exécution (non de constitution et de politique générale) à la simple majorité des voix, et ses résolutions ainsi prises seront obligatoires pour le Bureau central à moins que le Bureau, à la majorité de ses membres ne veuille en appeler à l'Assemblée générale qu'il devra convoquer en ce cas dans le délai de trois semaines. L'Assemblée générale ainsi convoquée, pour être régulière, devra être composée des deux tiers de tous ses membres.

3. Le Bureau central - pouvoir exécutif - sera composé de 3 à 5 ou même 7 membres qui devront être toujours en même temps des membres du Comité central permanent. Comme l'une des deux parties qui composent la Section Centrale secrète, le Bureau central sera une organisation secrète. Comme telle il recevra les inspirations de la section centrale et intimera ses communications pour ne point dire ses ordres secrets à tous les Comités Nationaux, dont il recevra les rapports secrets, au mois une fois par mois. Comme Directoire exécutif de l'Alliance publi-

que il sera une organisation publique. Comme telle il aura des rapports plus ou moins intimes ou publics selon les pays et les circonstances, avec tous les Bureaux nationaux, dont il recevra les rapports une fois par mois aussi. Son gouvernement ostensible sera celui d'une présidence dans une République fédérative. Le Bureau central, comme pouvoir exécutif tant secret que public de l'Alliance, activera la propagande secrète et publique de la société et en poussera le développement dans tous les pays par tous les moyens possibles. Il administrera la partie des finances qui, d'après l'article b. du règlement public, lui sera envoyée de tous les pays pour les besoins généraux. Il publiera un journal, des brochures, et enverra des agents voyageurs pour former des groupes de l'Alliance dans les pays où il n'en existera pas. Dans toutes les mesures qu'il aura à prendre pour le bien de l'Alliance, il aura à se soumettre d'ailleurs aux décisions de la majorité de la section centrale secrète, dont tous les membres feront d'ailleurs eux-mêmes partie. Comme organisation à la fois publique et secrète et puisqu'il devra être entièrement composé de membres du Comité central permanent, le Bureau, central devra être toujours une émanation directe de ce comité. Le Bureau central provisoire sera actuellement présenté au groupe initiateur de Genève comme élu provisoirement par tous les membres fondateurs de l'Alliance, dont la plus grande partie, ci-devant membres du Congrès de Berne, s'en sont retournés dans leurs pays après avoir délégué leurs pouvoirs au citoyen B. Ce bureau fonctionnera jusqu'à la première Assemblée générale publique qui d'après l'article 7 du règlement public devra se réunir, comme branche de l'Association Internationale des Travailleurs au prochain Congrès des Travailleurs. Il s'entend que les membres du nouveau Bureau central devront être nommés par cette Assemblée. Mais comme il est urgent que le Bureau central soit toujours composé seulement de membres du Comité central permanent, ce dernier par l'organe de ses comités nationaux, aura soin d'organiser et de diriger tous les groupes locaux de manière à ce qu'ils n'envoient comme délégués à cette Assemblée que des membres du Comité central permanent, ou à leur défaut des hommes absolument dévoués à la direction de leurs Comités nationaux respectifs, afin que le Comité central permanent ait toujours la haute main dans toute l'organisation de l'Alliance.

4. Le Comité de surveillance exercera le contrôle sur tous les actes du Bureau central. Il sera composé de tous les membres du Comité central permanent résidant soit dans le lieu même, soit dans le voisinage de la résidence du Bureau central, aussi bien que de tous les membres temporairement présents ou de passage, - à l'exception des membres qui composeront le Bureau. A la demande de deux membres du Comité de surveillance, tous les membres de celui-ci devront se réunir dans le délai de trois jours, avec les membres du Bureau central, pour constituer l'Assemblée de la section centrale du conseil exécutif suprême — dont les droits se trouvent déterminés par l'article 2.

5. Les comités nationaux seront formés par tous les membres du Comité central permanent, appartenant à une même nation. Aussitôt qu'il y aura trois membres du Comité central permanent de la même nation, ils seront invités par le Bureau et au besoin par la section centrale de se constituer en Comité national de leur pays. Chaque Comité national peut créer un nouveau membre du Comité central de son pays, mais pas autrement qu'à l'unanimité de tous les membres. Aussitôt qu'un nouveau membre aura été créé par un Comité national, celui-ci devra en donner immédiatement connaissance au Bureau central, qui en registrera ce nouveau membre et par là-même lui confèrera tous les droits de membre du comité central permanent. La section centrale de Genève est également investie du pouvoir de créer des membres nouveaux à l'unanimité de tous ses membres.

Chaque *Comité national* a pour mission spéciale de fonder et d'organiser le groupe national tant public que secret de l'Alliance dans son pays. Il en sera le chef suprême et l'administrateur par son Bureau National qu'il aura soin de fonder en le formant tout entièrement de membres du Comité central permanent. Les comités nationaux auront vis-à-vis de leurs Bureaux respectifs les mêmes rapports, droits et pouvoirs que la section centrale vis-à-vis du Bureau central. Les comités nationaux qui seront formés par la réunion de leurs bureaux et comités de surveillance respectifs, ne reconnaîtront d'autre chef que le Bureau central et serviront d'uniques intermédiaires entre ce dernier et entre tous les groupes locaux de leur pays, tant pour la propagande, pour l'administration, que pour la perception et les versements des impôts. Les comités nationaux par l'intermédiaire de leurs bureaux respectifs, auront soin d'organiser l'Alliance dans leur pays, de manière à ce qu'elle soit toujours dominée et représentée dans les Congrès par des membres du Comité central permanent. A mesure que les bureaux nationaux organiseront leurs groupes locaux, ils auront soin d'en soumettre le règlement et le programme à la confirmation du bureau central, confirmation sans laquelle les groupes locaux ne pourront faire partie de l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste.

PROGRAMME DE L'ALLIANCE INTERNATIONALE SOCIALISTE.

1. L'Alliance Internationale est fondée en vue de servir, d'organiser, et d'accélérer la Révolution universelle sur la base des principes proclamés par notre programme.

2. Conformément à ces principes, le but de la révolution ne peut être autre que : a) la démolition de toutes les puissances et de tous les pouvoirs religieux, monarchiques, aristocratiques et bourgeois en Europe. Par conséquent, la destruction de tous les Etats actuellement existants avec toutes leurs institutions politiques, juridiques, bureaucratiques et financières. b) La reconstitution d'une nouvelle société sur l'unique base du travail librement associé, prenant pour point de départ la propriété collective, l'égalité et la justice.

3. La Révolution, telle que nous la concevons ou plutôt telle que la force des choses la pose nécessairement aujourd'hui, porte un caractère essentiellement international ou universel. En vue de la coalition menaçante de tous les intérêts privilégiés et de toutes les puissances réactionnaires en Europe, disposant de tous les formidables moyens que leur donne une organisation savamment organisée, en vue de la scission profonde qui règne aujourd'hui partout entre la bourgeoisie et les travailleurs, aucune révolution nationale ne saurait réussir, si elle ne s'étend pas aussitôt sur toutes les autres nations, et elle ne pourrait jamais dépasser les frontières d'un pays et prendre ce caractère d'universalité, si elle ne portait pas en elle-même tous les éléments de cette universalité, c'est-à-dire si elle n'était une révolution franchement socialiste, destructive de l'Etat, et créatrice de la liberté par l'égalité et par la justice; car rien ne saurait désormais réunir, électriser, soulever la grande, la seule véritable puissance du siècle - les travailleurs - si ce n'est l'émancipation seule et complète du travail, sur les ruines de toutes les institutions protectrices de la propriété héréditaire et du capital.

4. La Révolution prochaine ne pouvant être qu'universelle, l'Alliance, ou pour dire le franc mot : la conspiration, qui doit la préparer, l'organiser et l'accélérer, doit l'être aussi.

5, L'Alliance poursuivra un double but : a) Elle s'efforcera de répandre dans les masses populaires de tous les pays, les vraies idées sur la politique, sur l'économie sociale et sur toutes les questions philosophiques. Elle fera une active propagande par les journaux, les brochures, et les livres, aussi bien qu'en fon-

dant des associations publiques. b) Elle cherchera à s'affilier tous les hommes intelligents, énergiques, discrets, de bonne volonté, sincèrement dévoués à nos idées, afin de former dans toute l'Europe et autant que faire se pourra, en Amérique, un réseau invisible de révolutionnaires dévoués et devenus plus puissants par cette alliance même.

PROGRAMME ET OBJET DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DES FRERES INTERNATIONAUX.

I. Les principes de cette organisation sont les mêmes que ceux du programme de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. Ils sont encore plus explicitement exposés, par rapport aux questions de la femme, de la famille religieuse et juridique et de l'Etat, dans le programme de la démocratie socialiste russe.

Le bureau central se réserve d'ailleurs d'en donner bientôt un développement théorique et pratique plus complet.

2. L'association des frères internationaux veut la révolution universelle, sociale, philosophique, économique et politique à la fois, afin que de l'ordre des choses actuel, fondé sur la propriété, sur l'exploitation, sur la domination et sur le principe de l'autorité soit religieuse, soit métaphysique et bourgeoisement doctrinaire, soit même jacobinement révolutionnaire, il ne reste dans toute l'Europe d'abord, et ensuite dans le reste du monde, pas une pierre sur une pierre, au cri de Paix aux travailleurs, Liberté à tous les opprimés, et de Mort aux dominateurs, exploités, et aux tuteurs de toute sorte, nous voulons détruire tous les Etats et toutes les Eglises, avec toutes leurs institutions et leurs lois religieuses, politiques, juridiques, financières, policières, universitaires, économiques et sociales, afin que tous ces millions de pauvres êtres humains, trompés, asservis, tourmentés, exploités, délivrés de tous leurs directeurs et bienfaiteurs officiels et officieux, associations et individus respirent enfin avec une complète liberté.

3. Convaincus que le mal individuel et social réside beaucoup moins dans les individus que dans l'organisation des choses et dans les positions sociales, nous serons humains autant par sentiment de justice que par calcul d'utilité, et nous détruirons sans pitié les positions et les choses afin de pouvoir sans aucun danger pour la Révolution épargner les hommes. Nous nions le libre arbitre et le prétendu droit de la société de punir. La justice elle-même, prise dans le sens le plus humain, le plus large, n'est qu'une idée, pour ainsi dire négative et de transition; elle pose le problème social, mais elle ne le raisonne pas, ne faisant qu'indiquer l'unique voie possible de l'émancipation humaine, c'est-à-dire de l'humanisation de la société par la liberté dans l'égalité; la solution positive ne pourra être donnée que par l'organisation de plus en plus rationnelle de la société. Cette solution tant désirée, notre idéal à tous, c'est la liberté, la moralité, l'intelligence et le bien-être de chacun par la solidarité de tous - l'humaine fraternité.

Tout individu humain est le produit involontaire d'un milieu naturel et social au sein duquel il est né, il s'est développé et dont il continue à subir l'influence. Les trois grandes causes de toute immoralité humaine sont : l'inégalité tant politique qu'économique et sociale; l'ignorance qui en est le résultat naturel, et leur conséquence nécessaire - l'esclavage.

L'organisation de la société étant toujours et partout l'unique cause des crimes commis par les hommes, il y a hypocrisie ou absurdité évidente de la part de la société de punir les criminels, toute punition supposant la culpabilité et les criminels n'étant

jamais coupables. La théorie de la culpabilité et de la punition est issue de la théologie, c'est-à-dire du mariage de l'absurdité avec l'hypocrisie religieuse.

Le seul droit qu'on puisse reconnaître à la société dans son état actuel de transition, c'est le droit naturel d'assassiner les criminels produits par elle-même dans l'intérêt de sa propre défense; et non celui de les juger et de les condamner. Ce droit n'en sera pas même un dans la stricte acception de ce mot; ce sera plutôt un fait naturel, affligeant mais inévitable, signe et produit de l'impuissance et de la stupidité de la société actuelle; et plus la société saura éviter de s'en servir et plus elle sera proche de son émancipation réelle. Tous les révolutionnaires, les opprimés, les souffrants, victimes de l'organisation actuelle de la société et dont les cœurs sont naturellement pleins de vengeance et de haine, doivent bien se rappeler que les rois, les oppresseurs, les exploités de toute sorte sont aussi coupables que les criminels sortis de la masse populaire : ils sont malfaiteurs mais non coupables, puisqu'ils sont, eux aussi, comme les criminels ordinaires, des produits involontaires de l'organisation actuelle de la société. Il ne faudra pas s'étonner si dans le premier moment le peuple insurgé en tue beaucoup - ce sera un malheur inévitable peut-être, aussi futile que les ravages causés par une tempête.

Mais ce fait naturel ne sera ni moral, ni même utile. Sous ce rapport l'histoire est pleine d'enseignements : la terrible guillotine de 1793 qu'on ne saurait accuser ni de paresse ni de lenteur, n'est pas parvenue à détruire la classe nobiliaire en France.

L'aristocratie y a été sinon détruite complètement, du moins profondément ébranlée, non par la guillotine, mais par la confiscation et la vente de ses biens. Et en général on peut dire que les carnages politiques n'ont jamais tué de partis; ils se sont montrés surtout impuissants contre les classes privilégiées, tant la puissance réside beaucoup moins dans les hommes que dans les positions que fait aux hommes privilégiés l'organisation des choses, c'est-à-dire l'institution de l'Etat et sa conséquence aussi bien que sa base naturelle, la propriété individuelle.

Pour faire une révolution radicale, il faut donc s'attaquer aux positions et aux choses, détruire la propriété et l'Etat, alors on n'aura pas besoin de détruire les hommes, et de se condamner à la réaction infaillible et inévitable que n'a jamais manqué et ne manquera jamais de produire dans chaque société le massacre des hommes.

Mais pour avoir le droit d'être humain pour les hommes, sans danger pour la révolution, il faudra être impitoyable pour les positions et les choses; il faudra tout détruire et surtout et avant tout la propriété et son corollaire inévitable : l'Etat. Voilà tout le secret de la révolution.

Il ne faut pas s'étonner si les Jacobins et les Blanquistes qui sont devenus socialistes plutôt par nécessité que par conviction, et pour qui le socialisme est un moyen, non le but de la Révolution, puisqu'ils veulent la dictature, c'est-à-dire la centralisation de l'Etat et que l'Etat les amènera par une nécessité logique et inévitable à la reconstitution de la propriété - il est fort naturel, disons-nous, que ne voulant pas faire une révolution radicale contre les choses, ils rêvent une révolution sanguinaire contre les hommes. Mais cette révolution sanguinaire fondée sur la construction d'un Etat révolutionnaire puissamment centralisé aurait pour résultat inévitable, comme nous le prouverons davantage plus tard, la dictature militaire à un maître nouveau. Donc le triomphe des Jacobins ou des Blanquistes serait la mort de la Révolution.

4. Nous sommes les ennemis naturels de ces révolutionnaires - futurs dictateurs, règlementateurs et tuteurs de la révolution - qui, avant même que les Etats monarchiques, aristocratiques, et bourgeois actuels, soient détruits, rêvent déjà la création d'Etats révolutionnaires nouveaux, tout aussi centralisateurs et plus despotiques que les Etats qui existent aujourd'hui - qui ont une si grande habitude de l'ordre créé par une autorité quelconque d'en haut et une si grande horreur de ce qui leur paraît les désordres et qui n'est autre chose que la franche et naturelle expression de la vie populaire, qu'avant même qu'un bon et salutaire désordre se soit produit par la révolution, on rêve déjà la fin et le musèlement par l'action d'une autorité quelconque qui n'aura de révolution que le nom, mais qui en effet ne sera rien qu'une nouvelle réaction puisqu'elle sera en effet une condamnation nouvelle des masses populaires, gouvernées par des décrets, à l'obéissance, à l'immobilité, à la mort, c'est-à-dire à l'esclavage et à l'exploitation par une nouvelle aristocratie quasi révolutionnaire.

5. Nous comprenons la révolution dans le sens du déchainement de ce qu'on appelle aujourd'hui les mauvaises passions, et de la destruction de ce qui dans la même langue s'appelle « l'ordre public. »

Nous ne craignons pas, nous invoquons l'anarchie, convaincus que de cette anarchie, c'est-à-dire de la manifestation complète de la vie populaire déchainée, doit sortir la liberté, l'égalité, la justice, l'ordre nouveau, et la force même de la Révolution contre la Réaction. Cette vie nouvelle - la révolution populaire - ne tardera pas sans doute de s'organiser, mais elle créera son organisation révolutionnaire de bas en haut et de la circonférence au centre - conformément au principe de la liberté, et non de haut en bas, ni du centre à la circonférence selon le mode de toute autorité - car il nous importe peu que cette autorité s'appelle Eglise, Monarchie, Etat constitutionnel, République bourgeoise, ou même dictature révolutionnaire. Nous les détestons et nous les rejetons toutes à titre égal - comme des sources infaillibles d'exploitation et de despotisme.

6. La révolution telle que nous l'entendons devra dès le premier jour détruire radicalement et complètement l'Etat et toutes les institutions de l'Etat. Les conséquences naturelles et nécessaires de cette destruction seront : a) la banqueroute de l'Etat; b) la cessation du paiement des dettes privées par l'intervention de l'Etat, en laissant à chaque débiteur le droit de payer les siennes s'il le veut; c) la cessation des paiements de tout impôt et du prélèvement de toutes les contributions, soit directes, soit indirectes; d) la dissolution de l'armée de la magistrature, de la bureaucratie, de la police et des prêtres; e) l'abolition de la justice officielle, la suspension de tout ce qui juridiquement s'appelait droit, et de l'exercice de ces droits. Par conséquent abolition et autodafé de tous les titres de propriété, actes d'héritage, de vente, de donation, de tous les procès de toute la paperasse juridique et civile en un mot. Partout et en toute chose le fait révolutionnaire au lieu du droit créé et garanti par l'Etat; f) la confiscation de tous les capitaux productifs et instruments de travail au profit des associations de travailleurs, qui devront les faire produire collectivement; g) la confiscation de toutes les propriétés de l'Eglise et de l'Etat aussi bien que des métaux précieux des individus au profit de l'alliance fédérative de toutes les associations ouvrières, alliance qui constituera la Commune.

En retour des biens confisqués, la Commune donnera le strict nécessaire à tous les individus ainsi dépouillés, qui pourront plus tard par leur propre travail gagner davantage s'ils le peuvent et s'ils le veulent. h) pour l'organisation de la Commune, la fédération des barricades en permanence et la fonction d'un Conseil de la Commune révolutionnaire par la délégation d'un ou deux députés par chaque barricade, un par rue, ou par quartier, députés

investis de mandats impératifs, toujours responsables et toujours révocables. Le Conseil Communal ainsi organisé pourra choisir dans son sein des comités exécutifs, séparés pour chaque branche de l'administration révolutionnaire de la Commune ; i) Déclaration de la capitale insurgée et organisée en commune qu'après avoir détruit l'Etat autoritaire et tutélaire, ce qu'elle était dans son droit de faire puisqu'elle en était l'esclave comme toutes les autres localités, elle renonce à son droit, ou plutôt à toute prétention de gouverner, d'imposer les provinces ; k) Appel à toutes les provinces, communes, et associations, en laissant tout, de suivre l'exemple donné par la capitale de se réorganiser révolutionnairement d'abord, et de déléguer ensuite, à un point de réunion convenu, leurs députés, tous aussi investis de mandats impératifs, responsables et révocables, pour constituer la fédération des associations, communes et provinces insurgées au nom des mêmes principes, et pour organiser une force révolutionnaire capable de triompher de la réaction. Envoi non de commissaires révolutionnaires officiels avec des écharpes quelconques, mais de propagateurs révolutionnaires dans toutes les provinces et communes - chez les paysans surtout qui ne pourront être révolutionnés ni par les principes, ni par les décrets d'une dictature quelconque, mais seulement par le fait révolutionnaire lui-même, c'est-à-dire par les conséquences que produira infailliblement dans toutes les communes la cessation complète de la vie juridique, officielle de l'Etat. Abolition de l'Etat national encore dans ce sens que tout pays étranger, province, commune, association ou même individu isolé, qui se seraient soulevés au nom des mêmes principes, seront reçus dans la fédération révolutionnaire sans égard pour les frontières actuelles des Etats et quoiqu'appartenant à des systèmes politiques ou nationaux différents, et que les propres provinces, communes, associations, individus qui prendront le parti de la Réaction en seront exclus. C'est donc par le fait même de l'épanchement et de l'organisation de la révolution en vue de la défense mutuelle des pays insurgés que l'universalité de la révolution fondée sur l'abolition des frontières et sur la ruine des Etats, triomphera.

7. Il ne peut plus y avoir de révolution ni politique, ni nationale triomphante à moins que la révolution politique ne se transforme en révolution sociale, et que la révolution rationnelle précisément par son caractère radicalement socialiste et destructif de l'Etat ne devienne la révolution universelle.

8. La révolution devant se faire partout par le peuple, et la suprême direction devant en rester toujours dans le peuple organisé en fédération libre d'associations agricoles et industrielles, l'Etat révolutionnaire et nouveau s'organisant de bas en haut par voie de délégation révolutionnaire et embrassant tous les pays insurgés au nom des mêmes principes sans égard pour les vieilles frontières et pour les différences de nationalités, aura pour objet l'administration de services publics et non le gouvernement des peuples. Il constituera la nouvelle patrie, l'alliance de la Révolution Universelle contre l'alliance de toutes les réactions.

9. Cette organisation exclut toute idée de dictature et de pouvoir dirigeant tutélaire. Mais pour l'établissement même de cette alliance révolutionnaire et pour le triomphe de la révolution contre la réaction, il est nécessaire qu'au milieu de l'anarchie populaire qui constituera la vie même et toute l'énergie de la révolution, l'unité de la pensée et de l'action révolutionnaire trouve un organe. Cet organe doit être l'Association secrète et universelle des frères internationaux.

10. Cette association part de la conviction que les révolutions ne sont jamais faites ni par les individus, ni même par les sociétés secrètes. Elles se font comme d'elles-mêmes, produites par la force des choses, par le mouvement des événements et des

faits. Elles se préparent longtemps dans la profondeur de la conscience instinctive des masses populaires - puis elles éclatent, suscitées en apparence souvent par des causes futiles. Tout ce que peut faire une société secrète bien organisée, c'est d'abord d'aider la naissance d'une révolution en répandant dans les masses des idées correspondantes aux instincts des masses et d'organiser, non l'armée de la révolution - l'armée doit être toujours le peuple - mais une sorte d'état-major révolutionnaire composé d'individus dévoués, énergiques, intelligents, et surtout amis sincères, et non ambitieux ni vaniteux, du peuple - capable de servir d'intermédiaire entre l'idée révolutionnaire et les instincts populaires.

11. Le nombre de ces individus ne doit donc pas être immense. Pour l'organisation internationale dans toute l'Europe cent révolutionnaires fortement et sérieusement alliés suffisent. Deux, trois centaines de révolutionnaires suffiront pour l'organisation du plus grand pays.

2. PROGRAMME ET REGLEMENT DE L'ALLIANCE PUBLIQUE.

La minorité socialiste de la *Ligue de la Paix et de la Liberté* s'étant séparée de cette ligue à la suite du vote de la majorité du Congrès de Berne, qui s'est formellement prononcée contre le principe fondamental de toutes les associations ouvrières; celui de l'égalité économique et sociale des classes et des individus a, par là même, adhéré aux principes proclamés par les Congrès des Travailleurs tenus à Genève, à Lausanne et à Bruxelles. Plusieurs membres de cette minorité, appartenant à différentes nations, nous ont proposé d'organiser une nouvelle *Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste* fondue entièrement dans la grande *Association Internationale des Travailleurs*, mais se donnant pour *mission spéciale* d'étudier les questions politiques et philosophiques sur la base même de ce grand principe de l'égalité universelle et réelle de tous les êtres humains sur la terre.

Convaincus, de notre côté, de l'utilité d'une pareille entreprise qui donnera aux démocrates socialistes sincères de l'Europe et de l'Amérique le moyen de s'entendre et d'affirmer leurs idées, en dehors de toute pression de la part de ce faux socialisme que la démocratie bourgeoise trouve utile d'afficher aujourd'hui, nous avons cru devoir prendre, de concert avec ces amis, l'initiative de cette nouvelle organisation.

Par conséquent, nous nous sommes constitués en section centrale de l'*Alliance internationale de la Démocratie Socialiste*, et nous en publions aujourd'hui le Programme et le Règlement.

PROGRAMME DE L'ALLIANCE INTERNATIONALE DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE.

1) L'Alliance se déclare athée; elle veut l'abolition des cultes, la substitution de la science à la foi et de la justice humaine à la justice divine.

2) Elle veut avant tout *l'égalisation politique, économique et sociale des classes* et des individus des deux sexes, en commençant par *l'abolition du droit de l'héritage*, afin qu'à l'avenir la jouissance soit égale à la production de chacun, et que, conformément à la décision prise par le dernier Congrès des ouvriers à Bruxelles, la terre, les instruments de travail, comme tout autre capital, devenant la propriété collective de la société tout entière, ne puissent être utilisés que par les travailleurs, c'est-à-dire par les associations agricoles et industrielles.

3) Elle veut pour tous les enfants des deux sexes, dès leur naissance à la vie, l'égalité des moyens de développement, c'est-à-dire d'entretien, d'éducation et d'instruction à tous les degrés de la science, de l'industrie et des arts, convaincue que cette égalité d'abord seulement économique et sociale, aura pour résultat d'amener de plus en plus une grande égalité naturelle des individus, en faisant disparaître toutes les inégalités factices, produits historiques d'une organisation sociale aussi fautive qu'inique.

4) Ennemie de tout despotisme, ne reconnaissant d'autre forme politique que la forme républicaine, et rejetant absolument toute alliance réactionnaire, elle repousse aussi toute action politique qui n'aurait point pour but immédiat et direct le triomphe de la cause des travailleurs contre le Capital.

5) Elle reconnaît que tous les Etats politiques et autoritaires actuellement existant, se réduisant de plus en plus aux simples fonctions administratives des services publics dans leurs pays respectifs, devront disparaître dans l'union universelle des libres associations, tant agricoles qu'industrielles.

6) La question sociale ne pouvant trouver sa solution définitive et réelle que sur la base de la solidarité internationale ou universelle des travailleurs de tous les pays, l'Alliance repousse toute politique fondée sur le soi-disant patriotisme et sur la rivalité des nations.

7) Elle veut l'Association universelle de toutes les Associations locales par la Liberté.

REGLEMENT.

1) *L'Alliance internationale de la Démocratie Socialiste se constitue en une branche de l'Association internationale des Travailleurs, dont elle accepte tous les statuts généraux.*

2) Les membres fondateurs de l'Alliance organisent provisoirement un Bureau central à Genève.

3) Les membres fondateurs appartenant à un même pays constituent le Bureau national de ce pays.

4) Les Bureaux nationaux ont pour mission d'établir, dans toutes les localités, des groupes locaux de l'Alliance de la Démocratie Socialiste, qui, par l'intermédiaire de leurs Bureaux nationaux respectifs, demanderont au Bureau central de l'Alliance leur admission dans l'Association internationale des Travailleurs.

5) Tous les groupes locaux formeront leurs Bureaux selon la coutume adoptée par les Sections locales de *l'Association internationale des Travailleurs*.

6) Tous les membres de l'Alliance s'engagent à payer une cotisation de dix centimes par mois, dont la moitié sera retenue pour ses propres besoins, par chaque groupe national, et l'autre moitié sera versée dans la caisse du Bureau central pour ses besoins généraux.

Dans les pays où ce chiffre serait jugé trop élevé, les Bureaux nationaux, de concert avec le Bureau central, pourront le réduire.

7) Au Congrès annuel des Travailleurs, la Délégation de l'Alliance de la Démocratie Socialiste, comme branche de l'Association

internationale des Travailleurs, tiendra ses séances publiques dans un local séparé.

3. LETTRE DE BAKOUNINE A FRANCISCO MORA A MADRID.

(Ecrit en français.)

Le 5 avril 1872. Locarno.

Cher Allié et Compagnon ;

Nos amis de Barcelone m'ayant invité de vous écrire, je le fais avec d'autant plus de plaisir que j'ai appris que moi aussi, bien que mes amis, nos alliés de la Fédération jurassienne, nous sommes en butte aux calomnies du Conseil général de Londres, en Espagne aussi bien que dans les autres pays. C'est une chose bien triste vraiment, que dans ce temps de crise terrible, où se décide pour bien de dizaines d'années le sort du prolétariat de l'Europe entière, et où tous les amis du prolétariat, de l'humanité et de la justice devraient s'unir fraternellement pour faire front contre l'ennemi commun, le monde des privilégiés organisé en Etat - c'est bien triste, dis-je, que des hommes qui ont rendu d'ailleurs de grands services à l'Internationale dans le passé, poussés aujourd'hui par une mauvaise passion autoritaire, s'abaissent jusqu'au mensonge et sèment la division, au lieu de créer partout cette union libre qui seule peut créer la force.

Pour vous donner une idée juste des tendances que nous poursuivons, je n'ai qu'une chose à vous dire. Notre programme est le vôtre, celui même que vous avez proclamé dans votre Congrès de l'an passé, et si vous y restez fideles, vous êtes avec nous, par cette simple raison que nous sommes avec vous. Nous détestons le principe de dictature, gouvernementalisme et d'autorité, comme vous les détestez, nous sommes convaincus que tout pouvoir politique est une source de dépravation infaillible pour ceux qui gouvernent, et une cause de servitude pour ceux qui sont gouvernés. Etat signifie domination, et la nature humaine est ainsi faite que toute domination se traduit en exploitation. Ennemis de l'Etat quand même, dans toutes ses manifestations, nous n'en voulons pas souffrir non plus au sein de l'Internationale. Nous considérons la Conférence de Londres et les résolutions qu'elle a votées comme une intrigue ambitieuse et comme un coup d'Etat, et c'est pourquoi nous avons protesté et nous protesterons jusqu'à la fin. Je ne touche pas aux questions personnelles, hélas! Elles ne rempliront que trop le prochain Congrès universel, si ce Congrès a lieu, ce dont je doute fortement pour mon compte, car si les choses continuent de marcher du même pas, bientôt il n'y aura plus un seul point sur le continent de l'Europe où les délégués du prolétariat pourront s'assembler pour discuter librement. Et maintenant tous les yeux sont fixés sur l'Espagne et sur l'issue de votre congrès. Qu'en sortira-t-il ? Cette lettre vous arrivera, si elle vous arrive, après ce congrès. Vous trouvera-t-elle en pleine révolution ou en pleine réaction ? Tous nos amis d'Italie, de France et de Suisse attendent des nouvelles de votre pays avec une cruelle anxiété.

Vous savez sans doute qu'en Italie, dans ce dernier temps, l'Internationale et *notre chère Alliance* ont pris un très grand développement. Le peuple tant des campagnes que des villes se trouve dans une situation tout à fait révolutionnaire, c'est-à-dire économiquement désespérée, et les masses commencent à s'organiser d'une manière très sérieuse, leurs intérêts commencent à devenir des idées. Jusqu'à présent, ce qui avait manqué à l'Italie, ce n'étaient pas les instincts, mais précisément l'organisation et l'idée. L'une et l'autre se constituent de sorte que l'Ita-

lie, après l'Espagne, avec l'Espagne, est peut-être le pays le plus révolutionnaire à cette heure. Il y a en Italie ce qui manque aux autres pays : une jeunesse ardente, énergique, tout à fait déplacée, sans carrière, sans issue, et qui malgré son origine bourgeoise n'est point moralement et intellectuellement épuisée comme la jeunesse bourgeoise des autres pays. Aujourd'hui elle se jette à tête perdue dans le socialisme révolutionnaire, avec tout notre programme, *le programme de l'Alliance*. Mazzini, notre génial et puissant antagoniste est mort, le parti mazzinien est complètement désorganisé, et Garibaldi se laisse de plus en plus entraîner par cette jeunesse qui porte son nom, mais qui va ou qui court infiniment plus loin que lui. J'ai envoyé aux amis de Barcelone une adresse italienne; bientôt je leur en enverrai d'autres. Il est bien, il est nécessaire que les alliés d'Espagne se mettent en rapports directs avec ceux de l'Italie. Recevez-vous les journaux socialistes italiens ? Je vous recommande surtout : l'Eguagliama de Girgenti, Sicile - la Campana de Naples— le Fascio Operaio de Bologne - Il Gazzettino Rosa, mais surtout Il Martello de Milan, malheureusement séquestré et tous ses rédacteurs emprisonnés.

En Suisse je vous recommande deux Alliés : James Guillaume (Suisse, Neuchâtel, 5, rue de la Place d'Armes) - et Adhémar Schwizguebel, graveur (membre et secrétaire correspondant du Comité de la Fédération jurassienne), Suisse, Jura Bernois, Sonvillier, Mr. Adhémar Schwizguebel, graveur. (Suit l'adresse de Bakounine)

« Alliance et fraternité »

M. BAKOUNINE.

Saluez je vous prie de ma part le frère Morago, et priez-le de m'envoyer son journal.

Recevez-vous le bulletin de la fédération jurassienne ?

Brûlez cette lettre, je vous prie, parce qu'elle contient des noms.

*

Le Congrès de La Haye a expulsé Bakounine de l'Internationale, non seulement comme fondateur de l'Alliance, mais encore pour un fait personnel. Le document authentique à l'appui de ce fait est encore dans nos mains, mais des raisons politiques nous commandent d'en réserver la publication.

2.1. Fr. Engels, *De l'autorité*

Cet article d'Engels a d'abord été écrit vers la fin d'octobre 1872 afin de paraître, en italien, dans la revue d'Enrico Bignami, *l'Almanacco Repubblicano*. Mais à cause de l'arrestation, à cette date, de Bignami, l'article fut perdu et ne paraîtra qu'en décembre 1873.

Nous citons à partir du volume *Karl Marx et Friedrich Engels, Œuvres choisies*, Éditions du Progrès, Moscou, tome 1, pp. 679-682¹.

*

Engels dénonce dans cet article la **catégorie absolue** d'autorité telle que la concevaient les anarchistes, partisans de Bakounine en particulier : affirmée comme telle, argumente-t-il, elle entrave la vie sociale elle-même sous tous ses aspects.

La démonstration est d'une grande limpidité.

*

Quelques socialistes ont, ces derniers temps, ouvert une croisade en règle contre ce qu'ils appellent *le principe d'autorité*. Il suffit de leur dire que tel ou tel acte est *autoritaire* pour qu'ils le condamnent. On abuse tellement de cette façon sommaire de procéder qu'il est nécessaire d'examiner la chose de plus près. Autorité, dans le sens du mot dont il s'agit, veut dire : imposition de la volonté d'autrui sur la nôtre; et, d'autre part, autorité suppose subordination. Or, pour autant que ces deux mots sonnent mal et que le rapport qu'ils représentent est désagréable à la partie subordonnée, il s'agit de savoir s'il y a moyen de s'en passer et si - étant donné les conditions actuelles de la société - nous pourrions donner la vie à un autre état social dans lequel cette autorité n'aura plus de raison d'être et où, par conséquent, elle devra disparaître.

En examinant les conditions économiques, industrielles et agricoles qui sont la base de la société bourgeoise actuelle, nous trouvons qu'elles tendent à remplacer de plus en plus l'action isolée par l'action combinée des individus. L'industrie moderne a remplacé les petits ateliers de producteurs isolés par de grandes fabriques et usines où des centaines d'ouvriers surveillent des machines compliquées mues par la vapeur; les voitures et les camions sur les grandes routes sont supplantés par des trains sur les voies ferrées, tout comme les petites goélettes et felouques à voile l'ont été par les bateaux à vapeur. L'agriculture elle-même tombe peu à peu dans le domaine de la machine et de la vapeur, lesquelles remplacent lentement, mais inexorablement, les petits propriétaires par de grands capitalistes qui cultivent à l'aide d'ouvriers salariés de grandes superficies de terrain.

Partout l'action combinée, la complication des processus dépendant les uns des autres se substituent à l'action indépendante des individus. Mais qui dit action combinée, dit organisation; or, l'organisation est-elle possible sans autorité ?

Supposons qu'une révolution sociale ait détrôné les capitalistes qui président maintenant à la production et à la circulation des richesses. Supposons, pour nous placer entièrement au point

¹ Le document se trouve également reproduit aux pages 345-352 du volume *Bakounine Marx, La Grande Discorde*, Editions Les nuits rouges, 2023.

de vue des antiautoritaires, que la terre et les instruments de travail soient devenus la propriété collective des travailleurs qui les emploient. L'autorité aura-t-elle disparu ou bien n'aura-t-elle fait que changer de forme ? Voyons.

Prenons à titre d'exemple une filature de coton. Le coton doit subir au moins six opérations successives avant d'être réduit à l'état de fil, opérations qui se font, pour la plupart, en des salles différentes. En outre, pour maintenir les machines en mouvement, il faut un ingénieur qui surveille la machine à vapeur, des mécaniciens pour les réparations journalières et de nombreux manœuvres préposés au transport des produits d'une salle à l'autre, etc. Tous ces ouvriers, hommes, femmes et enfants sont obligés de commencer et de finir leur travail à des heures déterminées par l'autorité de la vapeur qui se moque de l'autonomie individuelle. Il faut donc, d'abord, que les ouvriers s'entendent sur les heures de travail, et ces heures, une fois fixées, deviennent la règle pour tous, sans aucune exception. Puis, dans chacune des salles et à tout instant, des questions de détail surgissent sur le mode de production, sur la distribution des matériaux, etc., questions qu'il faut résoudre sur-le-champ, sous peine de voir s'arrêter immédiatement toute la production; qu'elles se résolvent par la décision d'un délégué préposé à chaque branche du travail ou, si possible, par un vote de la majorité, la volonté de chacun devra toujours se subordonner; c'est dire que les questions seront résolues autoritairement. Le mécanisme automatique d'une grande fabrique est bien plus tyrannique que ne l'ont jamais été les petits capitalistes qui emploient des ouvriers. Pour les heures de travail, tout au moins, on peut inscrire sur la porte de la fabrique : *Lasciate ogni autonomia, voi che entrate*¹ !

Si, par la science et son génie inventif, l'homme s'est soumis les forces de la nature, celles-ci se vengent de lui en le soumettant, puisqu'il en use, à un véritable despotisme indépendant de toute organisation sociale. Vouloir abolir l'autorité dans la grande industrie, c'est vouloir abolir l'industrie elle-même, c'est détruire la filature à vapeur pour retourner à la quenouille.

Prenons, comme autre exemple, un chemin de fer. Là aussi, la coopération d'une infinité d'individus est absolument nécessaire, coopération qui doit avoir lieu à des heures bien précises pour qu'il ne se produise pas de désastre. Là aussi, la première condition de l'emploi est une volonté dominante qui tranche toute question subordonnée, une volonté représentée soit par un seul délégué, soit par un comité chargé d'exécuter les décisions d'une majorité d'intéressés. Dans l'un ou l'autre cas, il y a autorité très prononcée. Mais, il y a plus; que deviendrait le premier train en partance si on abolissait l'autorité des employés du chemin de fer sur messieurs les voyageurs ?

Mais la nécessité de l'autorité et d'une autorité impérieuse ne peut être plus évidente que sur un navire en pleine mer. Là, au moment du danger, la vie de tous dépend de l'obéissance instantanée et absolue de tous à la volonté d'un seul.

Lorsque j'avance de semblables arguments contre les plus furieux antiautoritaires, ceux-ci ne savent que me répondre : « Ah ! Cela est vrai, mais il ne s'agit pas ici d'une autorité que nous donnons à des délégués, mais d'une mission ! ». Ces messieurs croient avoir changé les choses quand ils en ont changé les noms. Voilà comment ces profonds penseurs se moquent du monde.

¹ « Vous qui entrez, laissez toute autonomie » : une évocation du vers inscrit sur la porte de l'Enfer au début du Chant III de la *Divine comédie* de Dante Alighieri : « Vous qui entrez, laissez toute espérance ». Engels procède ici à une ironique paraphrase.

Nous venons donc de voir que, d'une part, certaine autorité, attribuée n'importe comment, et, d'autre part, certaine subordination, sont choses qui, indépendamment de toute organisation sociale, s'imposent à nous du fait des conditions matérielles dans lesquelles nous produisons et faisons circuler les produits.

Nous avons vu, en outre, que les conditions matérielles de production et de circulation se compliquent inévitablement avec le développement de la grande industrie et de la grande agriculture et tendent de plus en plus à étendre le champ de cette autorité. Il est donc absurde de parler du principe d'autorité comme d'un principe absolument mauvais, et du principe d'autonomie comme d'un principe absolument bon. L'autorité et l'autonomie sont des choses relatives dont les domaines varient dans les différentes phases de l'évolution sociale. Si les autonomistes se bornaient à dire que l'organisation sociale de l'avenir restreindra l'autorité aux seules limites à l'intérieur desquelles les conditions de la production la rendent inévitable, on pourrait s'entendre; au lieu de cela, ils restent aveugles devant tous les faits qui rendent nécessaire la chose, et ils se dressent contre le mot.

Pourquoi les antiautoritaires ne se bornent-ils pas à s'élever contre l'autorité politique, contre l'Etat ? Tous les socialistes sont d'accord que l'Etat politique et avec lui l'autorité politique disparaîtront en conséquence de la prochaine révolution sociale, à savoir que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples fonctions administratives protégeant les véritables intérêts sociaux¹.

Mais les antiautoritaires demandent que l'Etat politique autoritaire soit aboli d'un coup, avant même qu'on ait détruit les conditions sociales qui l'ont fait naître. Ils demandent que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité. Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs ?

Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit; c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir son pouvoir par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle ne s'était pas servie de cette autorité du peuple armé face aux bourgeois ? Ne peut-on, au contraire, lui reprocher de ne pas s'en être servie assez largement ?

Donc, de deux choses l'une : ou les antiautoritaires ne savent pas ce qu'ils disent, et, dans ce cas, ils ne sèment que la confusion; ou bien, ils le savent et, dans ce cas, ils trahissent le mouvement du prolétariat. Dans un cas comme dans l'autre, ils servent la réaction.

¹ **Retenons cette affirmation** qui participe de la conception de la société civile de Marx et d'Engels **après** la conquête politique du pouvoir d'Etat (et non comme sa première condition). Nous y reviendrons dans un prochain fascicule.

2.2. Fr. Engels, Les bakounistes au travail. Mémoire sur l'insurrection d'Espagne de l'été 1873

Cet article d'Engels a paru dans le *Volksstaat* de Leipzig les 31 octobre, 2 et 5 novembre 1873 sous le titre « *Die Bakunisten an der Arbeit. Denkschrift über den letzten Aufstand in Spanien* ». Pour la rédaction de son mémoire, Engels s'est notamment servi du rapport de la Fédération madrilène destiné du 6^e Congrès général centraliste de l'AIT qui s'est tenu à Genève du 1^{er} au 6 septembre 1873 à Genève¹.

*

Nous citons à partir du recueil *K. Marx et F. Engels, Contre l'anarchisme*, « Les éléments du communisme », Bureau d'Éditions, Paris 1935, pp. 15-35². Le document se trouve également aux pages 137-161 du volume *Marx Engels Lénine, Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, Editions du Progrès, Moscou 1977, pp. 137-161*.

*

Les événements évoqués par Engels sont **complexes**³.

Un **bref rappel historique** nous semble donc indispensable⁴.

La période concernée de l'histoire espagnole est connue sous le nom de « **révolution cantonale** », du 12 juillet 1873 au 13 janvier 1874.

Aussitôt après l'abdication du roi Amédée I^{er}⁵, le Congrès et le Sénat espagnols proclament, le 11 février 1873, la République à une large majorité⁶, mais sans définir le modèle *unitaire* ou *fédéral* du territoire national. Le républicain Estanislao Figueras se trouve nommé Président du pouvoir exécutif avec Francisco Pi Y Margall comme ministre de l'Intérieur et le républicain de droite Emilio Castelar comme ministre des Affaires étrangères.

Les élections aux Cortès constituantes du 10 au 13 mai 1873 consacrent la victoire du parti républicain fédéral⁷ qui se trouve cependant **divisé en trois groupes opposés** :

1. lesdits « **intransigeants** » : ils représentent l'aile gauche de la Chambre avec pour objectif la construction d'une République fédérale « **du bas vers le haut** », à savoir à partir de cantons fédérés selon le modèle suisse et sans attendre que les Cortès élaborent la Constitution fédérale. Partisans de réformes sociales en faveur des prolétaires ainsi que d'une séparation de l'Église et de l'État, ils ont notamment pour leaders José Maria Orense, Nicolas Estévanez, Francisco Diaz Quintero et Juan Contreras y Roman. Leur ligne politique est marquée par un net rejet du pouvoir central.

2. Les **centristes** conduits par Francisco Pi y Margall : ils préconisent la construction d'une République fédérale « **du haut vers le bas** », les cantons fédérés venant dans un deuxième temps après la mise en place de la Constitution fédérale.

¹ Ce congrès (sous la présidence de Johan Philipp Becker) sera un véritable échec. Ce sera pratiquement le dernier congrès de l'Internationale

² En ligne sur le site *u-bourgogne.fr*.

³ L'Espagne va connaître, de 1869 à 1875, une période politique particulièrement mouvementée : une régence provisoire, une monarchie constitutionnelle, une première République (à la tête de laquelle vont se succéder quatre présidents : Estanislao Figueras, Francisco Pi y Margall, Nicolas Salmeron, Emilio Castelar), sans compter les guerres carlistes et la révolution anarcho-cantonale.

⁴ **Parmi nos sources**, 1. L'article « Révolution cantonale » disponible sur le site de Wikipédia. - 2. *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*. Sous la direction de Jordi Canal, Editions Armand Colin, 2017, pp. 98-108, - 3. Philippe Nourry, *Histoire de l'Espagne*, Editions Tallandier, Texto, 2015, pp. 505-511. - 4. Jeanne Moisand, « *Cantonards* » et « *communeux* » *La révolution cantonale d'Espagne dans l'ombre de la Commune (1873)*, Revue du XIX^e siècle, N° 63, 2012/2, pp. 57-74. - 5. Benoît Pellistrandi, *Histoire de l'Espagne*, Editions Perrin 2013, pp. 152-166.

⁵ Amédée de Savoie, dont le règne aura été très bref, à peine deux ans. Elu le 2 janvier 1871, il renonce à la couronne le 10 février 1873.

⁶ 258 voix contre 32.

⁷ Avec toutefois un taux important d'abstentions de 60 % des électeurs

3. **L'aile droite**, menée par Emilio Castelar et Nicolas Salmeron, et favorable à une République ouverte aux courants libéraux.

Les litiges ne vont pas tarder à prendre une tournure violente sitôt la proclamation, le 8 juin 1873, de la République fédérale sous la présidence de José Maria Orense.

Après la démission de Figueras¹, le 10 juin, se produit, à Madrid, une tentative de coup d'Etat à l'initiative des intransigeants. Pi y Margall prend la tête du pouvoir exécutif, avec notamment pour programme de mettre fin à la guerre carliste en cours, de mener à bien la séparation de l'Eglise et de l'Etat et de prononcer des réformes en faveur des travailleurs, femmes et enfants en particulier.

Dès le 1^{er} juillet 73, les *intransigeants* quittent le gouvernement de Pi Y Margall et appellent à la formation directe et immédiate de cantons. Un Comité de Salut public est mis en place à Madrid sous la présidence de Roque Barcia.

La révolution cantonale éclate dès le 12 juillet 1873 à Carthagène² selon les instructions d'une junte révolutionnaire de salut public³. Elle s'étend les jours suivants dans les régions de Valence, de Murcie et en Andalousie.

La répression ne va cependant pas tarder. Le 3 janvier 1874, le général Francisco Serrano prend le pouvoir à Madrid après le coup d'Etat du général Manuel Pavia

Carthagène sera vaincue et reprise le 12 janvier 1874 après avoir subi trois sièges. La répression est très brutale.

Cette défaite marque la fin de la première république espagnole. La restauration monarchique sera accomplie en décembre 1874 après le pronunciamiento proclamé, le 31 décembre, à Sagonte par le général Arsenio Martinez Campos qui proclame l'avènement d'Alphonse XII, fils aîné de l'ancienne reine Isabelle II. Commence alors la période dite de la Restauration qui durera jusqu'en 1923.

*

L'article d'Engels paraîtra sous forme de brochure le 23 janvier 1894. Il sera précédé de la présente « Remarque préliminaire »

Remarque préliminaire (1894)

Que ces quelques indications chronologiques facilitent l'intelligence du mémoire qui suit.

Le 9 février 1873, le roi Amédée en avait assez de sa royauté espagnole; premier roi faisant grève, il abdiqua. Le 12 février, la République était proclamée; aussitôt après, éclatait dans les provinces basques une nouvelle insurrection carliste⁴.

Le 10 avril, était élue une Assemblée constituante qui se réunissait au commencement de juin et, le 8 juin, proclamait la République fédérative. Le 11 juin, un nouveau ministère était constitué sous Pi y Margall. En même temps, pour jeter le plan de la nouvelle Constitution, on élisait un Comité, tout en en excluant, cependant, les républicains extrémistes, les soi-disant intransigeants⁵. Mais, le 3 juin, lorsque cette nouvelle Constitution fut proclamée, voilà qu'aux yeux des intransigeants elle n'allait pas

¹ Lequel, dépressif après la mort de son épouse, a quitté l'Espagne, le 10 juin, pour la France.

² Cette ville présentait l'avantage d'être un port fortifié muni d'une puissante artillerie.

³ On se trouve de surplus dans le contexte de la troisième guerre carliste dans les provinces basques, la Navarre et la Catalogne.

⁴ En référence à la guerre carliste en cours depuis 1872. Elle durera jusqu'en 1876.

⁵ Sur cette catégorie particulière d'« **intransigeants** », voir plus haut.

assez loin dans le morcellement de l'Espagne en « cantons indépendants » ; aussi les intransigeants firent-ils immédiatement des insurrections dans les provinces : à Séville, à Cordoue, Grenade, Malaga, Cadix, Alcoy¹, Murcie, Carthagène, Valence, etc., ils furent, dans les journées du 5 au 11 juin partout victorieux et instaurèrent dans chacune de ces villes un gouvernement cantonal indépendant. Le 18 juillet, Pi y Margall démissionnait et était remplacé par Salmeron qui fit immédiatement marcher contre les insurgés. Ceux-ci succombèrent au bout de quelques jours après une médiocre résistance; dès le 26 juillet, dans toute l'Andalousie, la domination du gouvernement était rétablie par la chute de Cadix, tandis qu'à peu près dans le même moment Murcie et Valence se soumettaient; seule, Valence lutta avec quelque énergie.

Carthagène seule tenait bon. Ce port de guerre, le plus grand de l'Espagne, qui, y compris la flotte, était tombé aux mains des insurgés, possédait du côté de la terre, outre la ceinture fortifiée, encore 13 forts détachés et n'était donc pas facile à prendre. Et comme le gouvernement se gardait bien de détruire sa propre *base navale*, le « canton souverain de Carthagène » survécut jusqu'au 11 janvier 1874, où il capitula, enfin, parce qu'il n'était, en effet, absolument plus bon à rien au monde.

Dans cette insurrection tout à fait honteuse, seuls, les actes encore plus honteux des anarchistes bakounistes nous intéressent; seuls, ceux-ci sont décrits ici en détail, en exemple qui mette en garde le monde contemporain.

Le mémoire (1873)

Le rapport récemment publié de la Commission de La Haye sur l'Alliance secrète de Bakounine a montré au monde ouvrier les menées secrètes, les gredineries et la phraséologie sonore et creuse à l'aide de laquelle le mouvement prolétarien devait être assujéti à l'ambition boursouflée et aux buts égoïstes de quelques génies méconnus. Entre-temps, ces gens qui voudraient passer pour de grands hommes, nous ont donné l'occasion en Espagne de faire connaissance aussi avec leur activité révolutionnaire pratique. Voyons comment ils réalisent leurs phrases ultra-révolutionnaires sur l'anarchie et la souveraineté de l'individu et sur la suppression de toute autorité, en particulier de l'Etat, sur l'émancipation immédiate et totale des travailleurs. Nous sommes enfin maintenant à même de le faire, car, outre les informations de presse sur les événements d'Espagne, nous avons aussi maintenant le rapport de la nouvelle fédération madrilène de l'Internationale envoyé au congrès de Genève².

On sait qu'en Espagne, lors de la scission de l'Internationale, les membres de l'Alliance secrète avaient la haute main : la grande majorité des ouvriers d'Espagne, de beaucoup, les suivait. Lorsqu'en février 1873, la République fut proclamée, voilà les alliance-cistes espagnols mis dans une situation très difficile. L'Espagne est un pays très arriéré en matière d'industrie, de sorte qu'il ne saurait encore être aucunement question d'une émancipation immédiate de la classe ouvrière. Avant d'en arriver là, l'Espagne doit encore passer par diverses étapes préliminaires de développement et écarter toute une série d'obstacles de son chemin.

¹ Le 7 juillet 73 a éclaté à **Alcoy**, dans la province d'Alicante, une grève générale en faveur de la république sociale, une grève qui dégénère : le maire est tué dans les échauffourées.

² Au dernier congrès de l'AIT à Genève du 8 au 1 septembre 1873 sous la présidence de Johan Philipp Becker.

Resserrer le cours de ces étapes préliminaires dans le plus court laps de temps possible, écarter rapidement ces obstacles, la République en offrait l'occasion. Mais, on ne pouvait tirer parti de cette occasion que par l'intervention politique active de la classe ouvrière espagnole. C'est ce que sentait la masse des ouvriers; elle insistait partout pour qu'on participe aux événements, pour qu'on utilise l'occasion pour agir au lieu de laisser, comme jusqu'à présent, le champ libre aux classes possédantes pour leur action et leurs intrigues. Le gouvernement fixa les élections aux Cortès constituantes : quelle position devait prendre l'Internationale ? Les leaders des bakounistes étaient dans le plus grand embarras. Une plus longue inactivité politique apparaissait de jour en jour plus ridicule et plus impossible : les ouvriers voulaient « voir des actes ». D'autre part, les alliancistes avaient prêché depuis des années qu'on ne saurait participer à aucune révolution n'ayant pour but l'émancipation immédiate de la classe ouvrière; que l'entreprise d'une action politique quelconque incluait la reconnaissance de l'Etat, ce principe du mal, et que, par conséquent, la participation surtout à n'importe quelle élection était un crime digne de mort. Comment ils se tirèrent de cette gêne, le rapport de Madrid ci-dessus mentionné, nous l'apprend :

« Les mêmes gens qui rejetaient la résolution de La Haye sur l'attitude politique de la classe ouvrière et qui foulaient aux pieds les statuts de l'Association, introduisant ainsi la scission, la lutte et le désordre dans l'Internationale espagnole; les mêmes gens qui eurent l'impudence de nous représenter aux yeux des ouvriers comme des chasseurs de places ambitieux, qui, sous prétexte d'amener la classe ouvrière au pouvoir, voulaient s'emparer eux-mêmes du pouvoir; les mêmes gens qui se nomment révolutionnaires autonomes, anarchistes, etc., se sont adonnés avec zèle à faire de la politique, mais de la pire de toutes, de la politique bourgeoise. Ils ne se sont pas occupés de procurer le pouvoir politique à la classe ouvrière — cette idée ils l'exécraient au contraire — mais à aider à se hisser au pouvoir une fraction de la bourgeoisie composée d'aventuriers, d'ambitieux et de chasseurs de places et qui se nomment républicains intransigeants.

Dès la veille des élections générales à la Constituante, les ouvriers de Barcelone, d'Alcoy et d'autres localités désiraient savoir quelle politique les ouvriers avaient à suivre, tant dans la lutte parlementaire que dans toute autre. Pour cela, on tint deux grandes réunions, l'une à Barcelone, l'autre à Alcoy; à l'une et à l'autre, les alliancistes s'opposèrent de toutes leurs forces à ce que l'on fixât l'attitude politique à observer par l'Internationale [N.B. la leur]. On décida donc que l'Internationale en tant qu'association n'avait absolument aucune activité politique à exercer, mais que les internationalistes, chacun pour soi, auraient le droit d'agir comme ils voulaient et qu'ils pourraient suivre tout parti qui leur semblerait bon, en vertu de leur fameuse souveraineté de l'individu! Et quel fut l'effet de l'application d'une doctrine aussi inepte ? C'est que la grande masse des internationalistes, y compris les anarchistes, participèrent aux élections, sans programme, sans drapeau, sans leurs propres candidats, contribuant par là à ce que fussent élus presque exclusivement des bourgeois républicains. Deux ou trois ouvriers seulement entrèrent à la Chambre, des gens qui ne représentaient absolument rien, qui n'ont pas élevé une seule fois la voix pour la défense des intérêts de notre classe, et qui, tout bravement, votèrent pour toutes les propositions réactionnaires présentées par la majorité. »

Voilà ce que c'est que l'abstention de la politique bakouniste. Dans les moments de calme où le prolétariat sait d'avance qu'il fait entrer tout au plus quelques représentants au Parlement et que toute obtention d'une majorité parlementaire lui est totale-

ment ôtée, on peut réussir, çà et là, à faire croire aux ouvriers que c'est une grande action révolutionnaire de rester chez soi lors des élections et, en somme, d'attaquer au lieu de l'Etat où l'on vit et qui nous opprime, l'Etat comme tel, l'Etat en général, qui n'existe nulle part et qui ne peut donc pas se défendre non plus. Voilà, notamment, une magnifique façon de jouer au révolutionnaire pour des gens dont le cœur descend facilement dans les talons; et que les chefs des alliés espagnols sont tout à fait de cette sorte, la note écrite sur l'Alliance citée au début le démontre amplement.

Mais dès que les événements mêmes poussent le prolétariat au premier plan, l'abstention devient une ineptie tangible, et l'intervention active de la classe ouvrière, une nécessité incontestable. Et c'était le cas en Espagne. L'abdication d'Amédée avait évincé les monarchistes radicaux du pouvoir et de la possibilité d'y revenir de sitôt; les alphonsistes¹ étaient pour le moment encore plus impossibles; les carlistes préféraient, comme presque toujours, la guerre civile à la lutte électorale. Tous ces partis s'abstenaient selon la coutume espagnole; ne participaient aux élections que les républicains fédéralistes divisés en deux camps et la masse des ouvriers. Etant donné le formidable prestige dont le nom de l'Internationale jouissait encore alors auprès des ouvriers espagnols, étant donné l'excellente organisation de sa branche espagnole qui existait encore alors du moins en pratique, il était certain que dans les centres manufacturiers de Catalogne, à Valence, dans les villes d'Andalousie, etc. tout candidat présenté et soutenu par l'Internationale passerait brillamment et que, sûrement, une minorité entrerait aux Cortès, assez forte pour faire pencher la balance entre les deux ailes des républicains lors des scrutins. Les ouvriers le sentaient, ils sentaient que le moment était venu de mettre en mouvement leur organisation, alors encore puissante. Mais, Messieurs les chefs de l'école bakouniste avaient si longtemps prêché l'évangile de l'abstention absolue qu'ils ne pouvaient d'un coup rebrousser chemin; et c'est ainsi qu'ils trouvèrent cette pitoyable échappatoire de faire s'abstenir l'Internationale prise comme un tout, mais de laisser ses membres voter à leur guise pris individuellement. La conséquence de cette déclaration de banqueroute politique fut que les ouvriers — comme toujours en pareil cas — votèrent pour les gens jouant au plus radical, pour les intransigeants, et de ce fait, se considérèrent plus ou moins responsables des actes ultérieurs de leurs élus et furent impliqués avec eux.

II

Il était impossible aux alliés de persister dans la situation ridicule où ils s'étaient mis par leur fine politique électorale; sinon, c'en était fait de la domination qu'ils exerçaient jusqu'alors sur l'Internationale espagnole. Il leur fallait au moins faire semblant d'agir. Ce qui devait les sauver, c'était la grève générale.

La grève générale est, dans le programme bakouniste, le levier qu'on engage comme prélude à la révolution sociale. Un beau matin, tous les ouvriers de toutes les corporations d'un pays ou du monde entier cessent le travail, forçant ainsi, en quatre semaines, tout au plus, les classes possédantes ou bien à demander pardon à genoux ou bien à foncer sur les ouvriers, de sorte

¹ Liés aux milieux réactionnaires de grands propriétaires fonciers, du clergé et des hautes couches de la bourgeoisie espagnole, lesdits *alphonsistes* sont ainsi nommés pour avoir soutenu le prétendant à la couronne d'Espagne, un bourbon, fils aîné de l'ancienne reine Isabelle II, qui sera proclamé roi d'Espagne en janvier 1875 sous le nom d'Alphonse XII.

que ceux-ci ont alors le droit de se défendre et, par la même occasion, de jeter bas toute la vieille société. Le projet est loin d'être nouveau : des socialistes français et après eux des belges ont, depuis 1848, enfourché ce cheval de parade lequel est cependant par l'origine de race anglaise. Durant le développement rapide et violent du chartisme parmi les ouvriers anglais, consécutif à la crise de 1837, on avait déjà, en 1839, prêché le « mois sacré », la cessation du travail à l'échelle nationale¹ et elle avait trouvé un tel écho que les ouvriers de fabrique de l'Angleterre septentrionale essayèrent en juillet 1842 de réaliser la chose. Au congrès des alliancistes à Genève, le 1er septembre 1873², la grève générale joua également un grand rôle, mais de toutes parts, on concéda que pour cela, il fallait une organisation parfaite de la classe ouvrière et une caisse bien remplie. Et voilà précisément le hic ! D'une part, les gouvernements, surtout lorsqu'on les encourage par l'abstention politique, ne laisseront arriver aussi loin ni l'organisation ni la caisse des travailleurs; et, d'autre part, les événements politiques et les agressions des classes dominantes feront aboutir la libération ouvrière longtemps avant que le prolétariat ne parvienne à se créer cette organisation idéale et ce colossal fonds de réserve. Mais s'il les avait, il n'aurait pas besoin du détour de la grève générale pour parvenir au but.

Pour quiconque connaît en quelque sorte les menées secrètes de l'Alliance il ne peut faire de doute que la proposition d'utiliser ce moyen éprouvé émanait du Centre suisse. Sans doute, les chefs espagnols y trouvaient une issue pour faire quelque chose sans s'immiscer directement dans la « politique » et ils y souscrivirent avec joie. Les effets miraculeux de la grève générale furent prêchés partout, on se prépara à la commencer à Barcelone et à Alcoy.

Entre-temps, les conditions politiques évoluaient de plus en plus vers une crise. Les vieux hâbleurs des républicains fédéralistes Castelar et consorts, s'effrayèrent du mouvement qui les dépassait; force leur fut de céder le pouvoir à Pi y Margall qui tenta un compromis avec les intransigeants. Pi était parmi les républicains officiels, le seul socialiste, le seul qui voyait la nécessité d'appuyer la République sur les ouvriers. Aussi présenta-t-il aussitôt, un programme de mesures de caractère social, immédiatement réalisables, qui devaient, non seulement être directement avantageuses pour les ouvriers, mais devaient aussi, par leurs conséquences, pousser à faire d'autres pas et de cette manière mettre au moins en marche la réforme sociale. Mais les internationalistes bakounistes qui se doivent de repousser même la mesure la plus révolutionnaire dès qu'elle émane de l'« Etat », préférèrent appuyer les plus forcenés charlatans parmi les intransigeants qu'un ministre. Les pourparlers de Pi avec les intransigeants traînèrent en longueur; les intransigeants perdirent patience; les plus excités d'entre eux se mirent à effectuer l'insurrection cantonale en Andalousie. Force était alors aux chefs de l'Alliance d'entrer en lice également s'ils ne voulaient pas rester à la remorque des bourgeois intransigeants. La grève générale fut donc décrétée.

A Barcelone, on placarda alors, entre autres, l'affiche suivante :

« Ouvriers ! Nous faisons la grève générale pour montrer l'aversion profonde que nous ressentons lorsque nous voyons comment le gouvernement utilise l'armée pour combattre nos frères travailleurs, tout en négligeant, cependant, la guerre contre les carlistes, etc. »

¹ Note du document : voir Engels : *La Situation de la classe travailleuse*, deuxième édition, page 234.

² Du 1^{er} au 6 septembre 1873, s'est tenu à Genève, à l'initiative de la fédération jurassienne, le congrès « anti-autoritaire » des fédérations opposées aux décisions du Congrès de La Haye. Le congrès se prononça pour l'abstention politique de la classe ouvrière, la grève générale étant considérée comme le seul moyen efficace de l'émancipation sociale.

Les ouvriers de Barcelone, la plus grande ville manufacturière d'Espagne, dont l'histoire peut présenter plus de combats de barricades que n'importe quelle autre ville du monde, ont donc été invités à s'opposer à la violence armée du gouvernement, non point de la même façon, avec les armes qui se trouvent dans leurs mains, mais par une cessation générale du travail, par une mesure qui ne touche directement que les différents bourgeois, mais non point leur représentant général : le pouvoir de l'État ! Les ouvriers barcelonais, dans la période de paix passive, avaient pu entendre les phrases violentes de gens dociles comme Alerini, Farga, Pellicer et Vinas; mais lorsque vint le moment d'agir, lorsque Alerini, Farga et Vinas lancèrent d'abord leur fameux programme électoral, puis prêchèrent constamment le calme et que, finalement, au lieu d'appeler aux armes, ils déclarèrent la grève générale, ils se rendirent carrément méprisables aux yeux des ouvriers. Le plus faible intransigeant fit toujours montre de plus d'énergie que le plus fort des alliancistes. L'Alliance et l'Internationale qu'elle menait par le bout du nez perdirent toute influence, et lorsque la grève générale fut proclamée par ces Messieurs sous le prétexte de paralyser ainsi le gouvernement, les ouvriers se moquèrent d'eux, tout simplement. Mais du moins, l'activité de la fausse Internationale avait encore trouvé le moyen d'empêcher Barcelone de prendre part à l'insurrection cantonale; et Barcelone était la seule ville dont l'entrée dans le mouvement pouvait donner un appui solide à l'élément ouvrier qui y était partout fortement représenté et, par là, la perspective de s'emparer finalement de tout le mouvement. En outre, la victoire eût été pour ainsi dire décidée par l'adhésion de Barcelone. Mais Barcelone ne remua pas le petit doigt; les ouvriers de Barcelone, sachant à quoi s'en tenir sur les intransigeants, roulés par les alliancistes, restèrent inactifs, assurant ainsi la victoire finale du gouvernement de Madrid. Tout cela n'empêcha pas les alliancistes Alerini et Brousse (on trouvera plus de détails à leur sujet dans le rapport sur l'Alliance) de déclarer dans leur journal *la Solidarité révolutionnaire* :

« Le mouvement révolutionnaire se répand comme une traînée de poudre sur toute la péninsule... à Barcelone, il ne s'est encore rien passé, mais, sur la place publique, la révolution est en permanence ! »

Mais c'était la révolution des alliancistes qui consiste à tenir des discours ronflants et qui, par cela même, reste « en permanence, sur place ».

A Alcoy¹, la grève générale fut au même moment mise à l'ordre du jour. Alcoy est une ville manufacturière de date récente, comptant actuellement environ 30.000 habitants et à laquelle l'Internationale, sous sa forme bakouniste, a trouvé accès il y a un an seulement et s'y est très rapidement développée. Le socialisme trouvait bon accueil sous n'importe quelle forme chez ces travailleurs jusque là entièrement étrangers au mouvement, tout comme cela se répète çà et là en Allemagne, dans des endroits arriérés où la Ligue générale des ouvriers allemands acquiert soudain quantité d'adhérents momentanés. Alcoy fut donc choisie comme siège de la Commission fédérale bakouniste pour l'Espagne, et c'est précisément cette Commission fédérale que nous allons voir à l'œuvre.

Le 7 juillet, une assemblée ouvrière décide la grève générale et envoie, le jour suivant, une délégation auprès de l'alcade (le maire) l'invitant à convoquer les fabricants dans les 24 heures

¹ Le maire républicain d'**Alcoy**, Agusti Albors a ordonné d'ouvrir le feu sur les ouvriers qui se concentraient devant la mairie durant la grève connue sous le nom de révolution pétrolière. Ceux-ci, furieux, prennent alors d'assaut l'édifice, tuant le maire. La ville sera gouvernée au 9 au 13 juillet par un Comité de Salut public jusque l'arrivée de l'armée d'Alicante.

et à leur présenter les revendications ouvrières. L'alcade Albors, républicain bourgeois, amuse les ouvriers, fait venir des troupes d'Alicante et conseille aux fabricants de ne pas céder et de se barricader au contraire dans leurs maisons. Lui-même sera à son poste. Après avoir eu une entrevue avec les fabricants — nous suivons ici, le rapport de la Commission fédérale allianciste, daté du 14 juillet 1873 — il lance, lui qui au début avait promis la neutralité aux ouvriers, une proclamation dans laquelle

« il offense et calomnie les ouvriers, prend parti pour les fabricants, détruisant ainsi le droit et la liberté des grévistes et les provoquant à la lutte ».

La façon dont les vœux platoniques d'un maire peuvent annihiler le droit et la liberté des grévistes reste en tout cas peu claire. Il suffit. Les ouvriers dirigés par l'Alliance firent déclarer au Conseil municipal par une commission que s'il est d'avis de respecter dans la grève la neutralité promise, il valait mieux, pour éviter un conflit, qu'il démissionnât. La commission fut éconduite, et lorsqu'elle quitta l'Hôtel de ville, les policiers firent feu sur le peuple qui se tenait paisible et sans armes sur la place. Tel fut le début de la lutte d'après le rapport de l'Alliance. Le peuple s'arma, le combat commença, il aurait duré « vingt heures ». D'un côté, les ouvriers que la *Solidarité révolutionnaire* évalue à 5.000, de l'autre côté 32 gendarmes dans l'Hôtel de ville et quelques hommes armés dans quatre ou cinq maisons de la place, lesquelles maisons furent incendiées bien à la prussienne par le peuple. Enfin, les gendarmes ayant épuisé leurs munitions, il leur fallut capituler.

« On aurait moins d'incidents à déplorer, dit le rapport de la Commission allianciste, si l'alcade Albors n'avait pas trompé le peuple en feignant de se rendre et en faisant ensuite lâchement assassiner ceux qui, s'appuyant sur sa parole, pénétrèrent à l'Hôtel de ville; et ce même alcade n'aurait pas été tué par la population, indignée à juste titre, s'il n'avait déchargé son revolver à bout portant sur ceux qui l'arrêtaient. »

Et quelles furent les victimes de ce combat ?

« Si nous ne pouvons calculer exactement le nombre des morts et des blessés (du côté du peuple), nous pouvons cependant dire que ceux-ci n'étaient pas moins de dix. Du côté des provocateurs, on ne compte pas moins de 15 morts et blessés. »

Telle fut la première bataille de rue de l'Alliance. Durant vingt heures, on se battit à 5.000 hommes contre 32 gendarmes et quelques bourgeois armés, on les vainquit une fois qu'ils eurent épuisé leurs munitions et l'on perdit en tout dix hommes. L'Alliance peut bien seriner à ses initiés la devise de Falstaff que « la prudence est la meilleure partie de la bravoure ».

Il va de soi que toutes les histoires de brigands des feuilles bourgeoises de fabriques incendiées sans but, de gendarmes fusillés en masse, de gens arrosés de pétrole et auxquels on mit le feu, sont de pures inventions. Les ouvriers victorieux, même quand ils sont conduits par des alliancistes dont la devise est : « Il faut tout chambarder », procèdent toujours par trop généreusement avec leurs adversaires vaincus, et alors ceux-ci leur imputent tous les forfaits qu'ils ne manquent jamais de commettre en cas de victoire.

Donc, la victoire était acquise.

« A Alcoy, jubile la *Solidarité révolutionnaire* nos amis, au nombre de 5.000 sont devenus maîtres de la situation. »

Et que firent ces « maîtres » de leur « situation » ?

Là-dessus, le rapport allianciste et le journal allianciste nous laissent complètement en plan; nous en sommes réduits aux informations ordinaires des journaux. Par ceux-ci nous apprenons que, dès lors, à Alcoy, on avait créé un « Comité de salut public », c'est-à-dire un gouvernement révolutionnaire. Or, le 15 septembre 1872, à leur congrès de Saint-Imier, en Suisse, les alliancistes avaient bien décidé

« que toute organisation d'un pouvoir politique, soi-disant provisoire ou révolutionnaire, ne peut être qu'une nouvelle duperie et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existants maintenant. »

Et les membres de la Commission fédérale espagnole siégeant à Alcoy avaient fait aussi de leur mieux pour que le congrès de l'Internationale espagnole fit sienne cette résolution. En dépit de tout cela, nous trouvons que Severino Albarracin, membre de cette commission, et, selon quelques informations, Francesco Tomas également, son secrétaire, étaient membres de ce pouvoir gouvernemental provisoire et révolutionnaire, le Comité de salut public d'Alcoy !

Et que fit ce Comité de salut public ? Quelles furent ses mesures en vue d'imposer « l'émancipation immédiate et totale des travailleurs » ? Il défendait aux hommes de sortir de la ville, tandis que cela restait permis aux femmes, pourvu qu'elles eussent un passeport ! Les adversaires de l'autorité réintroduisant le passeport ! Pour le reste, impuissance absolue de se concerter, d'agir et de se ressaisir.

Cependant, le général Velarde approchait avec des troupes venant d'Alicante. Le gouvernement avait toutes raisons de terminer sans bruit les insurrections locales dans les provinces. Et les « maîtres de la situation » d'Alcoy avaient toutes raisons de se tirer d'une situation dont ils ne savaient que faire. Le député Cervera, qui faisait le négociateur, avait donc beau jeu. Le Comité de salut public démissionna, les troupes entrèrent, le 12 juillet, sans résistance et la seule promesse qui fut faite en échange au Comité de salut public fut l'amnistie générale. Les « maîtres de la situation » alliancistes étaient, une fois de plus, heureusement sortis d'embarras. Et c'est ainsi que finit l'aventure d'Alcoy.

A Sanlucar de Barrameda, près de Cadix, nous apprend le rapport allianciste,

« l'alcade ferma le local de l'Internationale et provoqua la colère des ouvriers par ses menaces et par ses attaques incessantes contre les droits personnels des citoyens. Une commission réclame du ministre la reconnaissance du droit et la réouverture du local arbitrairement fermé. Mr. Pi l'accorde en principe, mais s'y refuse en réalité; les ouvriers trouvent que le gouvernement veut systématiquement déclarer leur association hors la loi; ils destituent les autorités locales, en nomment, à leur place, d'autres qui rouvrent le local de l'Association. »

« A Sanlucar... le peuple domine la situation! », proclame triomphalement la *Solidarité révolutionnaire*. Les alliancistes qui, ici également, ont formé, tout à fait à l'encontre de leurs principes anarchistes, un gouvernement révolutionnaire, ne savaient que faire de leur pouvoir. Ils perdaient leur temps en de vaines discussions et en résolutions sur le papier, et quand le général Pavía eut pris Séville et Cadix, il envoya, le 5 août, quelques compagnies de la brigade Soria à Sanlucar et ne trouva... aucune résistance.

Telles sont les prouesses de l'Alliance là où elle se produisait sans aucune concurrence.

III

Immédiatement après la bataille de rue d'Alcoy, les intransigeants se soulevèrent en Andalousie. Pi y Margall était encore au pouvoir et en négociations permanentes avec les chefs de ce parti avec lequel il voulait former un ministère. Pourquoi donc entrer en lice avant que les négociations aient échoué ? La raison de cette précipitation n'a jamais été tout à fait éclaircie; mais tout ce qui est sûr, c'est que Messieurs les intransigeants tenaient avant tout à la réalisation pratique aussi rapide que possible de la République fédérale, afin d'entrer en possession du pouvoir et d'occuper les nombreux postes gouvernementaux à créer dans les différents cantons. Les Cortès à Madrid mettaient trop d'atermoiement à la dislocation de l'Espagne; il fallait payer de sa personne et proclamer partout des cantons souverains. L'attitude prise jusqu'ici par l'Internationale (bakouniste), qui était profondément impliquée dans les démêlés des intransigeants depuis les élections, permettait de compter sur sa collaboration. Ne venaient-ils pas de s'emparer d'Alcoy par la violence, se trouvant ainsi en lutte ouverte avec le gouvernement ? Il faut ajouter que, depuis des années, les bakounistes avaient prêché que toute action révolutionnaire du haut en bas est néfaste, que tout doit être organisé et exécuté de bas en haut. Et voilà que maintenant l'occasion s'offrait d'appliquer de bas en haut le fameux principe de la souveraineté de l'individu, tout au moins pour les différentes villes ! Il ne pouvait en être autrement : les ouvriers bakounistes mordirent à l'hameçon et tirèrent les marrons du feu pour les intransigeants pour être, dans la suite, payés comme toujours à coups de pied et de balles de fusil par leurs alliés.

Quelle était donc la position des internationalistes bakounistes dans l'ensemble du mouvement ? Ils avaient aidé à lui donner le caractère de dispersion fédéraliste, ils avaient réalisé, autant qu'il était possible, leur idéal de l'anarchie. Les mêmes bakounistes, qui, quelques mois auparavant, avaient, à Cordoue, proclamé comme trahison et duperie des ouvriers, l'instauration de gouvernements révolutionnaires, siégeaient maintenant dans tous les gouvernements municipaux révolutionnaires d'Andalousie — mais, partout, en minorité, si bien que les intransigeants pouvaient faire ce qu'ils voulaient. Tandis que ces derniers détenaient la direction politique et militaire, on contentait les ouvriers avec des formules pompeuses ou bien avec de prétendues résolutions de réformes sociales des plus grossières et des plus insensées et qui, au surplus, n'existaient que sur le papier. Dès que les chefs bakounistes exigeaient de réelles concessions, ils étaient éconduits avec dédain. A l'égard des correspondants de journaux anglais, les chefs intransigeants du mouvement ne trouvèrent rien de plus important à faire que de répudier toute liaison avec ces soi-disant internationalistes, toute responsabilité avec eux, et de déclarer qu'ils tenaient sous la plus étroite surveillance policière leurs chefs, ainsi que tous les émigrés présents de la Commune de Paris. Enfin, à Séville, comme nous le verrons, les intransigeants, pendant le combat avec les troupes gouvernementales, tirèrent aussi sur leurs alliés bakounistes.

Il arriva ainsi qu'en quelques jours toute l'Andalousie fut aux mains des intransigeants armés. Séville, Malaga, Grenade. Cadix, etc. leur tombèrent dans les mains, presque sans résistance. Chaque ville se déclara canton souverain et institua un comité gouvernemental révolutionnaire (junte). Murcie, Carthagène, Valence suivirent. A Salamanque, une tentative semblable, mais

de nature plus pacifique, fut faite. Ainsi donc, la plupart des grandes villes d'Espagne étaient en possession des insurgés, à l'exception de la capitale. Madrid, pure ville de luxe qui n'intervint presque jamais décisivement, et Barcelone. Si Barcelone était partie à l'attaque, le succès définitif eût été quasi sûr, et en même temps un soutien puissant eût été assuré à l'élément ouvrier. Mais nous avons vu que les intransigeants étaient assez impuissants à Barcelone, tandis que les internationalistes bakounistes, qui y étaient encore très puissants à ce moment, prirent la grève générale comme prétexte pour calmer les esprits. Cette fois, donc, Barcelone ne fut pas à son poste.

Néanmoins, l'insurrection, bien qu'engagée d'une façon écervelée, avait encore toujours de grandes chances de succès, si elle avait été menée seulement avec un peu d'intelligence, même seulement à la façon des révoltes militaires espagnoles où la garnison d'une ville se soulève, marche sur la ville la plus proche, entraîne avec soi la garnison de cette ville, déjà travaillée au préalable, et, faisant boule de neige, marche sur la capitale. Jusqu'à ce qu'un heureux combat ou le passage de troupes envoyées contre elle décide de la victoire. Cette méthode était cette fois tout particulièrement applicable. Les insurgés étaient partout depuis bien longtemps organisés en bataillons de volontaires, dont la discipline était pitoyable, il est vrai, mais certainement pas plus pitoyable que celle du reste de l'ancienne armée espagnole, dans sa plus grande partie désagrégée. Les seules troupes sûres du gouvernement étaient les gendarmes (*guardias civiles*) et ceux-ci étaient disséminés dans tout le pays. Il s'agissait avant tout d'empêcher le rassemblement des gendarmes, et ceci ne pouvait se faire qu'en usant de l'offensive et en se risquant en pleine campagne; il n'y avait pas grand danger à cela, car le gouvernement ne pouvait opposer aux volontaires que des troupes aussi indisciplinées qu'ils l'étaient eux-mêmes. Et si l'on voulait vaincre, il n'y avait pas d'autre moyen.

Mais non. Le fédéralisme des intransigeants et de leurs suiveurs bakounistes consistait précisément en ceci que chaque ville agissait à sa guise, proclamait comme étant le principal, non pas la coopération avec les autres villes, mais sa séparation d'avec elles, ôtant ainsi toute possibilité d'attaque générale. Ce qui, dans la guerre des paysans allemands¹ et dans les insurrections allemandes de mai 1849, était un mal inévitable — la dispersion et l'isolement des forces révolutionnaires qui permirent aux mêmes troupes gouvernementales d'écraser une insurrection après l'autre — fut érigé ici en principe de la plus haute sagesse révolutionnaire. Cette satisfaction, Bakounine l'a éprouvée. Il avait, déjà en septembre 1870, déclaré (*Lettres à un Français*) que le seul moyen de rejeter les Prussiens hors de France par une lutte révolutionnaire consistait à supprimer toute direction centralisée et à laisser à chaque ville, à chaque village, à chaque commune, le soin de mener la guerre à sa propre guise. Si l'on opposait ainsi le déchaînement des passions révolutionnaires à l'armée prussienne à direction unique, la victoire était certaine. Face à l'intelligence collective française, laissée enfin une fois de plus à elle-même, force était à l'intelligence personnelle de Moltke de disparaître. Les Français ne voulaient pas le saisir alors; mais en Espagne Bakounine a célébré un triomphe éclatant comme nous l'avons vu et le verrons encore plus loin.

Entre-temps, ce soulèvement éclatant comme un coup de pistolet, sans aucun prétexte, avait mis Pi y Margall dans l'impossibilité de négocier plus avant avec les intransigeants. Il lui fallait se retirer; à sa place, vinrent au pouvoir les républicains purs du genre de Castelar, bourgeois sans aucun masque, dont le premier objectif fut de donner le coup de grâce au mouvement ouvrier, utilisé par eux auparavant, mais devenu pour eux, aujourd'hui, un obstacle. Une division fut réunie sous le commande-

¹ En référence à la guerre paysanne de 1524-1525 en Allemagne.

ment du général Pavia contre l'Andalousie, une seconde sous celui de Campos, contre Valence et Carthagène. Le noyau en était formé de gendarmes rassemblés dans toute l'Espagne, tous de vieux soldats dont la discipline était encore intacte. De même que, lors des attaques de l'armée de Versailles contre Paris, les gendarmes devaient également ici servir de solide point d'appui aux troupes de lignes démoralisées et former partout les têtes de colonnes d'attaque, tâche qu'ils remplirent de toutes leurs forces dans les deux cas. En dehors d'eux, les divisions reçurent encore quelques régiments de ligne fondus ensemble, de sorte que chacune d'elles comptait environ 3.000 hommes. C'était tout ce que le gouvernement était à même de mettre en ligne contre les insurgés.

Le général Pavia se mit en mouvement vers le 20 juillet. Le 24, Cordoue était occupée par un détachement de gendarmes et de la ligne, commandés par Ripoll. Le 29, Pavia attaquait Séville qui avait élevé des barricades et qui tombait dans ses mains le 30 ou le 31 juillet (les télégrammes rendent souvent ces dates incertaines). Il y laissa une colonne volante pour soumettre la région et marcha sur Cadix dont les défenseurs ne défendirent que l'accès de la ville et, encore, très faiblement, mais se laissèrent ensuite désarmer, sans résistance, le 4 août. Les jours suivants, il désarma, également sans résistance, Sanlucar de Barrameda, San Roque, Tarifa, Algeiras et une foule d'autres petites villes dont chacune s'était constituée en canton souverain. Il envoya en même temps des colonnes contre Malaga qui capitula le 3 et Grenade le 8 août, sans résistance, si bien que, le 20 août, au bout de moins de quinze jours, et presque sans lutte, toute l'Andalousie était soumise.

Le 26 juillet, Martinez Campos engageait l'attaque contre Valence. Ici, l'insurrection émanait des ouvriers. Lors de la scission de l'Internationale espagnole, les vrais internationalistes avaient à Valence la majorité pour eux; et le nouveau Conseil fédéral espagnol fut transféré dans cette ville. Peu après la proclamation de la République, alors que des luttes révolutionnaires étaient en perspective, les ouvriers bakounistes de Valence, se méfiant de l'appel au calme, dissimulé sous des phrases révolutionnaires, des chefs barcelonais offrirent aux vrais internationalistes de marcher de concert avec eux dans tous les mouvements locaux. Lorsque le mouvement cantonal éclata, ils passèrent, les uns et les autres, utilisant les intransigeants, immédiatement à l'attaque et chassèrent les troupes. Comment la junte de Valence était-elle composée, on ne l'a pas su; cependant, des rapports, des correspondants de journaux anglais il résulte que les ouvriers prédominaient nettement dans son sein ainsi que parmi les volontaires de Valence. Ces mêmes correspondants parlaient des insurgés de Valence avec un respect qu'ils sont bien loin de témoigner aux autres insurgés, pour la plupart intransigeants; ils vantaient leur discipline, l'ordre régnant dans la ville et prophétisaient une longue résistance et une lutte vigoureuse. Ils ne se trompaient pas. Valence, ville ouverte, tint bon contre les attaques de la division Campos, du 26 juillet au 8 août, c'est-à-dire plus longtemps que toute l'Andalousie prise ensemble.

Dans la province de Murcie, la capitale de même nom fut occupée sans résistance; après la chute de Valence, Campos marcha sur Carthagène, une des plus grandes forteresses de l'Espagne, protégée du côté de la terre par une enceinte continue et par des forts avancés sur les hauteurs dominantes. Les troupes gouvernementales, fortes de 3.000 hommes, sans aucune artillerie de siège, étaient, avec leurs canons légers de campagne, naturellement impuissantes contre l'artillerie lourde des forts et il leur fallait se borner à un investissement du côté terre; mais cela avait peu d'importance aussi longtemps que les Carthagénois dominaient la mer avec leur flotte de guerre capturée dans le port. Les insurgés qui ne s'occupaient que d'eux-mêmes, alors qu'on se battait à Valence et en Andalousie, ne

songèrent au monde extérieur qu'après l'écrasement des autres insurrections, lorsque l'argent et les vivres vinrent à leur manquer. Alors seulement, une tentative fut faite de marcher contre Madrid qui se trouve éloignée d'au moins 60 milles allemands, à une distance de plus du double de celle, par exemple, entre Valence et Grenade ! L'expédition eut une fin pitoyable non loin de Carthagène, l'investissement coupait toute possibilité de sorties ultérieures par terre; on se rejeta donc sur les sorties avec la flotte. Et quelles sorties ! D'un nouveau soulèvement à l'aide des navires de guerre carthagénois, des villes maritimes qui venaient seulement d'être soumises, il ne pouvait être question. La flotte du canton souverain de Carthagène se limita donc à menacer de bombardement les autres villes maritimes — également souveraines, selon la théorie carthagénoise — de Valence jusqu'à Malaga et au besoin, de les bombarder effectivement au cas où elles n'apporteraient pas à bord, les vivres réclamées et une contribution de guerre en écus d'argent. Aussi longtemps que ces villes, en tant que cantons souverains, se trouvaient en armes contre le gouvernement, à Carthagène le principe en cours était : Chacun pour soi ! Dès qu'elles furent vaincues, le principe en cours devait être : Toutes pour Carthagène !

C'est ainsi que les intransigeants de Carthagène et leurs auxiliaires bakounistes entendaient le fédéralisme des cantons souverains.

Afin de renforcer les rangs des combattants de la liberté, le gouvernement de Carthagène remit en liberté 1.800 forçats qui étaient incarcérés dans le bagne de la ville, les pires brigands et assassins d'Espagne. Que cette mesure révolutionnaire lui ait été suggérée par les bakounistes, on ne peut plus en douter, après les révélations du rapport sur l'Alliance. Il y est prouvé comment Bakounine s'enthousiasme pour le « déchainement de toutes les mauvaises passions » et comment il proclame le brigand russe le modèle de tous les vrais révolutionnaires. Il n'y a pas deux poids et deux mesures pour le Russe et pour l'Espagnol. Donc, lorsque le gouvernement de Carthagène déchainait les « mauvaises passions » des 1.800 coupe-jarrets écroués, poussant ainsi à l'extrême la démoralisation parmi ses troupes, il agissait complètement dans l'esprit de Bakounine. Et si le gouvernement espagnol au lieu de raser ses propres fortifications attendit la soumission de Carthagène de la propre désagrégation des défenseurs, il suivit une politique tout à fait juste.

IV

Écoutons, maintenant, sur tout ce mouvement, le rapport de la « Nouvelle Fédération de Madrid » :

« Le deuxième dimanche d'août, un congrès devait avoir lieu à Valence pour déterminer, entre autres, la position qu'aurait à prendre la Fédération internationale espagnole, à l'égard des événements politiques importants qui étaient survenus en Espagne depuis le 11 février, jour de la proclamation de la République. Mais, l'insurrection cantonale insensée [*descabellada*, littéralement : échevelée] qui a échoué si lamentablement et à laquelle les internationalistes de presque toutes les provinces insurgées participèrent avec ardeur, a paralysé, non seulement l'activité du Conseil fédéral en éparpillant la majorité de ses membres, mais aussi a désorganisé presque entièrement les fédérations locales, et, ce qui est le pire, attiré sur leurs membres toute la haine et toutes les poursuites que tout soulèvement populaire honteusement engagé et manqué, entraîne avec soi.

Quand l'insurrection cantonale éclata, quand les juntes, c'est-à-dire les gouvernements des cantons se constituèrent, alors, ces gens [les bakounistes] qui criaient si violemment contre le pouvoir politique, qui nous accusaient d'autoritarisme, se hâtèrent d'entrer dans ces gouvernements. Dans des villes importantes comme Séville, Cadix, Sanlucar de Barrameda, Grenade et Valence, beaucoup d'internationalistes qui se nomment antiautoritaires, siégeaient dans les juntes cantonales sans autre programme que celui de la souveraineté de la province et du canton. Ceci est officiellement établi par les proclamations publiées par ces juntes et d'autres documents sous lesquels figuraient les noms d'internationalistes bien connus de cette sorte.

Une contradiction aussi criante entre la théorie et la pratique, entre la propagande et l'action n'aurait pas grande signification s'il avait pu en résulter un avantage quelconque pour notre association, ou un progrès quelconque dans l'organisation de nos forces, un rapprochement quelconque de la réalisation de notre but principal : l'émancipation de la classe ouvrière. C'est justement le contraire qui est arrivé, et il ne pouvait en être autrement. La condition principale faisait défaut, la coopération active du prolétariat espagnol qui était si facile à obtenir dès qu'on agissait au nom de l'Internationale. Il manquait l'unanimité entre les fédérations locales; le mouvement resta livré à l'initiative individuelle ou locale, sans aucune direction (en dehors de celle qu'aurait pu lui imposer la mystérieuse Alliance, et, à notre honte, cette Alliance domine toujours l'Internationale espagnole); sans aucun programme, sauf celui de nos ennemis naturels, les républicains bourgeois. Et ainsi, le mouvement cantonal succomba de la façon la plus honteuse, presque sans résistance : mais dans sa chute, il entraîna le prestige et l'organisation de l'Internationale en Espagne. Il ne se passe pas d'excès, pas de crimes, pas de violences que les républicains ne mettent aujourd'hui sur le dos des internationalistes; il est même, ainsi qu'on nous l'assure, arrivé à Séville que, pendant la lutte, les intransigeants ont tiré sur leurs alliés, les internationalistes (bakounistes). La réaction, utilisant habilement nos folies, excite les républicains à la persécution contre nous et nous calomnie auprès de la grande masse indifférente. Ce qu'elle n'a pu accomplir au temps de Sagasta, elle semble devoir l'atteindre : jeter le discrédit sur le nom « internationaliste », chez la grande masse des ouvriers espagnols.

A Barcelone, une foule de sections ouvrières se sont séparées des internationalistes, protestant hautement contre les gens de la revue : *la Federacion* (organe principal des bakounistes), et son attitude inexplicable. A Jerez, à Puerto de Santa Maria et autres localités, les fédérations ont décidé de se dissoudre. A Loja (province de Grenade), les quelques internationalistes qui y résidaient ont été chassés par la population. A Madrid, où on jouit encore de la plus grande liberté, l'ancienne fédération (bakouniste) ne donne pas le moindre signe de vie, tandis que la nôtre est forcée de se tenir tranquille et de rester inactive, si elle ne veut pas se voir chargée de la faute d'autrui. Dans les villes du Nord, la guerre menée chaque jour avec plus d'acharnement par les carlistes, empêche toute activité de notre part. Enfin, à Valence, où le gouvernement resta victorieux après 15 jours de lutte, les internationalistes qui ne s'étaient pas enfuis, sont obligés de se cacher et le Comité fédéral est complètement dissous. ».

Voilà pour ce qui est du rapport de Madrid. On voit qu'il concorde entièrement avec le récit historique ci-dessus.

Retenons la conclusion d'Engels.

Elle expose très clairement les contradictions des militants bakounistes espagnols, partagés entre, d'une part, leurs convictions théoriques d'un nécessaire surgissement spontané de la révolution prolétaire en vue

de l'abolition immédiate des structures d'Etat, et, d'autre part, leur participation politique et électorale plutôt désordonnée aux événements qui ont marqué l'insurrection cantonale et qui ont conduit à son échec.

Quel est après cela le résultat de toute notre enquête ?

1. Les bakounistes furent forcés, dès qu'ils se furent trouvés en face d'une situation révolutionnaires sérieuse, de jeter par-dessus bord tout leur programme antérieur. Tout d'abord, ils ont sacrifié la théorie de l'obligation de l'abstention politique et, en particulier, de l'abstention aux élections. Puis, ce fut l'anarchie, l'abolition de l'Etat; au lieu d'abolir l'Etat, ils ont tenté plutôt de créer nombre d'Etats nouveaux et petits. Ensuite, ils ont laissé tomber le principe selon lequel les travailleurs ne devraient participer à aucune révolution qui n'ait comme but, l'émancipation immédiate et complète du prolétariat, et ils ont participé à un mouvement, de son propre aveu, purement bourgeois. Enfin ils ont foulé aux pieds leur acte de foi à peine proclamé : que l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire n'est qu'une nouvelle duperie et une nouvelle trahison envers la classe ouvrière — en figurant tout à fait gentiment dans les comités gouvernementaux des différentes villes et cela presque partout, comme minorité impuissante, dominée et exploitée politiquement par les bourgeois.

2. Mais ce reniement des principes prêchés jusqu'ici s'est effectué cependant de la façon la plus lâche et la plus mensongère et sous la pression d'une mauvaise conscience, de sorte que, ni les bakounistes eux-mêmes, ni les masses dirigées par eux ne sont entrés dans le mouvement avec un programme quelconque et qu'ils ne savaient, en somme, ce qu'ils voulaient. Quelle en fut la conséquence naturelle ? Que les bakounistes ou bien ont empêché tout mouvement contre Barcelone; ou bien qu'ils ont été entraînés dans des insurrections isolées, anarchiques et stupides, comme à Alcoy et Sanlucar de Barrameda; ou bien encore que la direction de l'insurrection est tombée aux mains des bourgeois intransigeants, comme dans la plupart des insurrections. Les criaileries ultra-révolutionnaires des bakounistes se résumaient donc lorsqu'on en venait aux actes, ou bien à prêcher le calme, ou bien à faire des insurrections ne laissant espérer à l'avance en aucun succès ou bien à l'adhésion à un parti bourgeois qui exploitait politiquement de la façon la plus honteuse les ouvriers et les traitait à coups de pied par-dessus le marché.

3. Des soi-disant principes de l'anarchie, de la libre fédération de groupes indépendants, etc., il ne reste rien qu'une dispersion démesurée et insensée des moyens de lutte révolutionnaires qui a permis au gouvernement de soumettre avec une poignée de troupes une ville après l'autre; presque sans résistance.

4. La fin de la chanson fut non seulement que l'Internationale espagnole bien organisée et nombreuse — la vraie comme la fausse —, fut impliquée dans la chute des intransigeants et qu'elle est aujourd'hui dissoute en fait, mais aussi qu'elle est chargée d'une quantité infinie d'excès inventés sans lesquels les philistins de tous les pays ne peuvent une seule fois s'imaginer une insurrection ouvrière; et que la réorganisation internationale du prolétariat espagnol s'en trouve rendue impossible pour des années peut-être.

5. En un mot, les, bakounistes en Espagne nous ont fourni un échantillon incomparable de la façon dont il ne faut pas faire une révolution.

2.3. K. Marx, L'indifférence en matière politique

Cet article de Marx a paru en **décembre 1873** dans le recueil *Il Almanacco Repubblicano per l'anno 1874*. L'original semble avoir été perdu. Il s'agit donc d'une traduction de la version italienne.

Nous citons à partir du recueil *Marx Engels Lénine, Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, Editions du Progrès, Moscou 1977, pp. 101-107¹*.

*

Le lecteur doit être attentif aux parenthèses qui encadrent la première séquence de cet article. Il ne s'agit pas, en effet, d'une citation référencée, mais d'une **paraphrase rédigée par Marx lui-même** qui évoque de cette manière les arguments de ses adversaires.

*

« La classe ouvrière ne doit pas se constituer en parti politique; elle ne doit, en aucune condition, mener une action politique, parce que combattre l'Etat c'est le reconnaître, ce qui est contraire aux principes éternels ! Les travailleurs ne doivent pas faire de grèves, parce que faire des efforts pour augmenter les salaires ou pour en empêcher la diminution, signifierait *reconnaître le salariat* : ce qui est contraire aux principes éternels de l'émancipation de la classe ouvrière !

« Si, dans la lutte politique contre l'Etat bourgeois, les ouvriers ne se coalisent que pour arracher des concessions, ils font des compromis : ce qui est contraire aux principes éternels ! On doit, dès lors, rejeter tout mouvement pacifique et laisser cette mauvaise habitude aux ouvriers anglais et américains. Les ouvriers ne doivent pas chercher à obtenir la limitation légale de la journée de travail, car cela équivaldrait à un compromis avec les patrons, lesquels alors ne pourraient plus les exploiter que pendant 10 ou 12 heures au lieu de 14 ou 16. Ils ne doivent pas non plus se donner de peine pour obtenir par la loi l'interdiction de l'emploi des petites filles au-dessous de 10 ans dans les fabriques, parce que, par ce moyen, ils ne font pas cesser l'exploitation des petits garçons au-dessous de 10 ans : ils commettent, dès lors, un nouveau compromis qui nuit à la pureté des principes éternels.

« Les ouvriers doivent encore moins, à l'instar de la République américaine, s'efforcer d'obtenir de l'Etat dont le budget est grassement alimenté par la classe ouvrière, qu'il soit obligé de donner aux enfants des travailleurs l'instruction primaire, parce que l'instruction primaire n'est pas l'instruction intégrale. Il vaut mieux que les ouvriers et les ouvrières ne sachent lire ni écrire, ni compter plutôt que de recevoir l'instruction d'un maître d'école de l'Etat. Il vaut beaucoup mieux que l'ignorance et un

¹ L'article est disponible sur le site marxists.org. Le document se trouve également reproduit aux pages 340-345 du volume *Marx Bakounine, La Grande Discorde*, Textes rassemblés et présentés par Georges Ribeill, Éditions Les nuits rouges. On se reportera au commentaire que lui consacre Maximilien Rubel dans son ouvrage, *Marx théoricien de l'anarchisme*, Editions Entremonde, 1983, pp. 51-54.

travail quotidien de 16 heures abrutissent la classe ouvrière plutôt que violer les principes éternels !

« Si la lutte politique de la classe ouvrière assume des formes violentes, si les ouvriers substituent leur dictature révolutionnaire à la dictature de la classe bourgeoise, ils commettent le terrible délit de lèse-principe; parce que pour satisfaire leurs misérables et profanes besoins de tous les jours, pour écraser la résistance de la classe bourgeoise, au lieu de déposer les armes et d'abolir l'Etat, ils donnent à celui-ci une forme révolutionnaire et transitoire. Les ouvriers ne doivent pas former des organisations professionnelles parce que, ce faisant, ils perpétuent la division du travail social telle qu'on la trouve dans la société bourgeoise : cette division qui désunit les ouvriers est vraiment la base de leur actuel servage.

« En un mot, les ouvriers doivent se croiser les bras et ne pas perdre leur temps en des mouvements politiques et économiques. Ces mouvements ne peuvent leur donner que des résultats transitoires. En hommes vraiment religieux, ils doivent, méprisant leurs besoins quotidiens, crier, pleins de foi : « Que notre classe soit crucifiée, que notre race périsse, mais que restent immaculés les principes éternels ! ». Ils doivent, comme de pieux chrétiens, croire en la parole du curé, mépriser les biens de cette terre et ne penser qu'à gagner le paradis. Au lieu du paradis, lisez *liquidation sociale* qui surviendra un jour dans quelque coin perdu du monde, on ne sait comment, ni par l'œuvre de qui, et la mystification sera claire en tout et pour tout.

« Dans l'attente, donc, de cette fameuse liquidation sociale, la classe ouvrière doit se comporter honnêtement - comme un troupeau de moutons paisibles; laisser tranquille le gouvernement; craindre la police; respecter les lois et fournir sans se plaindre de la chair à canon.

« Dans la vie pratique de tous les jours, les ouvriers doivent être les plus obéissants serviteurs de l'Etat, mais, dans leur for intérieur, ils doivent protester énergiquement contre son existence et lui témoigner le plus profond dédain théorique par l'acquisition et la lecture d'œuvres littéraires sur l'abolition de l'Etat. Ils doivent également bien se garder d'opposer une autre résistance au régime capitaliste en dehors des déclarations sur la société future dans laquelle l'odieux régime aura cessé d'exister ! »

La séquence ironique se termine ici. Marx entreprend sa démonstration.

Personne ne voudra contester que si les apôtres de l'indifférence en matière politique s'exprimaient d'une façon aussi claire, la classe ouvrière les enverrait à tous les diables et se sentirait insultée par ces doctrinaires bourgeois et par ces gentilshommes qui déraillent, qui sont imbéciles ou ingénus au point de lui interdire tout moyen réel de lutte, parce que toutes les armes pour combattre, il faut les prendre dans la société actuelle et parce que les conditions objectives de cette lutte ont le malheur de ne pas s'adapter aux fantaisies idéalistes que ces docteurs *sciences sociales* ont érigées en divinité sous les noms de *Liberté*, *Autonomie*, *Anarchie*. Mais, le mouvement de la classe ouvrière est aujourd'hui si puissant que ces sectaires philanthropes n'osent plus répéter, pour la lutte économique, *les grandes vérités*, qu'ils proclament incessamment sur la lutte politique. Ils sont trop pusillanimes pour les appliquer encore aux grèves, aux coalitions, aux organisations professionnelles, aux lois sur le

travail des femmes et des enfants, sur la limitation du temps de travail, etc..., etc.

Maintenant, essayons de voir dans quelle mesure ils peuvent s'appuyer sur les bonnes traditions, sur la pudeur, sur la bonne foi et sur les principes éternels !

Les conditions sociales n'étant pas suffisamment développées pour permettre à la classe ouvrière de se constituer en classe militante, les premiers socialistes (Fourier, Owen, Saint-Simon, etc.) ont dû fatalement se borner à des rêves sur *la société modèle* de l'avenir et condamner toutes les tentatives telles que les grèves, coalitions et mouvements politiques entrepris par les ouvriers en vue d'apporter quelque amélioration à leur sort. Mais s'il ne nous est pas permis de renier ces patriarches du socialisme pas plus qu'il n'est permis aux chimistes de renier leurs ancêtres, les alchimistes, nous devons cependant éviter de retomber dans leurs erreurs, qui, commises par nous, seraient inexcusables.

Marx se réfère ici aux travaux de **John Francis Bray**¹ qu'il a commentés longuement dans son ouvrage polémique de juin 1847 contre Proudhon intitulé « *Misère de la philosophie*² ». Il fait ainsi coup double : d'abord, il signale l'antériorité des idées mutualistes anglaises sur les projets de Proudhon; ensuite il s'appuie sur l'échec de ces entreprises pour disqualifier son adversaire.

Mais, dès 1839 - lorsque la lutte politique et économique de la classe ouvrière eut pris en Angleterre un caractère suffisamment accentué - Bray, un des disciples d'Owen et un de ceux qui, bien avant Proudhon, avaient trouvé *le mutualisme*, publia un livre *Labours Wrongs and Labour's Remedy* (les Maux et les remèdes du travail).

Dans un des chapitres sur l'inefficacité de tous *les remèdes que l'on veut obtenir par la lutte actuelle*, il fait une âpre critique de tous les mouvements, tant politiques qu'économiques, des ouvriers anglais; il condamne le mouvement politique, les grèves, la limitation des heures de travail, la réglementation du travail des femmes et des enfants dans les fabriques; parce que tout cela - selon lui - au lieu de nous faire sortir de l'état actuel de la société, nous y maintient et ne fait que rendre plus intenses les antagonismes.

Sa principale cible est bien sûr **Proudhon** lui-même, lequel avait vivement critiqué la publication par Henri Toinin, le 17 février 1864, du « Manifeste des soixante », un document auquel il avait répondu par une lettre publique intitulée « Aux ouvriers », y défendant la thèse qu'accepter d'entrer par la voie électorale dans le système institutionnel de l'Empire serait une lâcheté et que la seule attitude politique possible pour la classe ouvrière était de pratiquer le vote négatif³.

Nous voici, maintenant, chez l'oracle de ces docteurs en sciences sociales, chez Proudhon. Tandis que le maître avait le courage de se prononcer énergiquement contre tous les mouvements économiques (coalitions, grèves, etc.), qui étaient contraires aux théories rédemptrices de son *mutuellisme*, bien qu'il encourageât lui-même par ses écrits et par sa participation

¹ Typographe de formation, John Francis Bray (1809-1895) avait créé en 1837 la *Leed's Working's Men's Association*. Il est également l'auteur, en 1840 d'une évocation utopiste « A Voyage from Utopia to several unknown Regions of the World ».

² Pour le détail, nous renvoyons aux pages de notre **fascicule 8**, en particulier au chapitre 1.2, pages Uds 16 et 17/21.

³ Pour le détail, nous renvoyons aux pages de notre **fascicule 36**, en particulier aux chapitres 5.1. et 5.2.

personnelle¹ le mouvement politique de la classe ouvrière, ses disciples n'osent se prononcer ouvertement contre le mouvement. Déjà, en 1847, époque où parut l'œuvre principale du maître : *les Contradictions économiques*, je réfutai ses sophismes contre le mouvement ouvrier².

Toutefois en 1864, après la loi Ollivier qui accordait aux ouvriers français, d'une façon si restreinte, le droit de coalition, Proudhon revint à la charge dans son livre *De la capacité politique des classes ouvrières* publié peu de jours après sa mort³.

Les attaques du maître étaient tellement conformes au goût des bourgeois que le *Times*, à l'occasion de la grande grève des tailleurs de Londres en 1866, fit à Proudhon l'honneur de le traduire et de condamner les grévistes par ses propres paroles. En voici quelques preuves.

Les mineurs de Rive-de-Gier s'étaient mis en grève; les soldats étaient envoyés pour les réduire à la raison.

L'autorité - s'écrie Proudhon, - qui fit fusiller les mineurs de Rive-de-Gier fut bien malheureuse. Mais elle agit comme l'ancien Brutus placé entre son amour de père et son devoir de consul : il fallait sacrifier ses enfants pour sauver la République. Brutus n'hésita pas, et la postérité n'a pas osé le condamner⁴.

De mémoire de prolétaires, on ne se souvient pas d'un seul bourgeois qui ait hésité à sacrifier ses ouvriers pour sauver ses propres intérêts. Quels Brutus que ces bourgeois !

Et bien non : il n'y a pas plus de droit de coalition qu'il n'y a un droit de chantage, de l'escroquerie et du vol, pas plus qu'il n'y a un droit de l'inceste ou de l'adultère⁵.

Il faut dire cependant qu'il y a certainement le droit à la *sottise*.

Quels sont donc les principes éternels au nom desquels le maître lance ses anathèmes abracadabrants ?

Premier principe éternel :

Le taux des salaires détermine le prix des marchandises.

Ceux mêmes qui n'ont aucune notion d'économie politique et qui

¹ Proudhon s'est présenté aux élections complémentaires de juin 1848 et s'est trouvé élu à l'Assemblée nationale. Il avait alors publié une profession de foi intitulée *Programme révolutionnaire* qui préconisait notamment une chambre des députés élus sur une base corporative. Son opposition à Louis Napoléon Bonaparte lui vaudra d'être condamné le 28 mars 1849 par la Cour d'Assises de la Seine à 3 ans de prison, une peine qu'il accomplira pleinement de juin 1849 à juin 1852.

² Note de Marx : « voir l'ouvrage *Misère de la philosophie. Réponse à la philosophie de la misère de Proudhon* Paris 1847 Frank éditions. Ch. V « Les grèves et les coalitions ouvrières ».

³ On peut considérer cet ouvrage comme le testament politique de Proudhon. Il a été écrit dans un état de très grande fatigue. La santé de Proudhon se détériorant (il mourra le 19 janvier 1865 à l'âge de 65 ans), il ne pourra rédiger lui-même les conclusions de cette dernière étude, les dictant à son ami Chaudey qui assurera la publication posthume du livre.

⁴ Note de Marx : « P.-J. Proudhon : *De la capacité politique des classes ouvrières*, Paris, Lacroix et Cie, 1868, page 387.

⁵ Note de Marx : « ouvrage cité, p. 333 ».

ignorent que le grand économiste bourgeois Ricardo, dans son livre : *Principes d'économie politique* publié en 1817, a réfuté une fois pour toutes cette erreur traditionnelle, connaissent le fait si remarquable de l'industrie anglaise laquelle peut livrer ses produits à un prix assez inférieur à celui de n'importe quelle autre nation, alors que les salaires sont relativement plus élevés en Angleterre que dans tout autre pays d'Europe.

Second principe éternel :

La loi qui autorise les coalitions est foncièrement antijuridique, antiéconomique, contraire à toute société et à tout ordre.

En un mot, « contraire au *droit économique de la libre concurrence* ». Si le maître eût été un peu moins chauvin, il se serait demandé comment on s'explique que, quarante ans avant, une loi aussi contraire aux *droits économiques de la libre concurrence* avait été promulguée en Angleterre et comment se fait-il qu'à mesure que l'industrie se développe et avec elle *la libre concurrence*, cette loi si contraire à *toute société et à tout ordre* s'impose comme une nécessité même à tous les Etats bourgeois. Il aurait peut-être découvert que ce droit (avec un D majuscule) n'existe que dans *les manuels économiques*, rédigés par les frères ignorants de l'économie politique bourgeoise, manuels dans lesquels on trouve des perles de ce genre : « *La propriété est le fruit du travail* »... des autres - ont-ils oublié d'ajouter.

Troisième principe éternel :

Ainsi, sous prétexte de relever la classe ouvrière d'une soi-disant infériorité sociale, il faudra commencer par dénoncer en masse toute une classe de citoyens : la classe des maîtres, entrepreneurs, patrons et bourgeois; il faudra exciter la Démocratie travailleuse au mépris et à la haine de ces affreux et insaisissables coalisés de la classe moyenne; il faudra préférer à la répression légale la guerre mercantile et industrielle; à la police de l'Etat l'antagonisme des classes¹.

Le maître, pour empêcher la classe ouvrière de sortir de sa soi-disant *infériorité sociale*, condamne les coalitions que constitue la classe ouvrière en tant que classe antagoniste de la respectable *catégorie des patrons, entrepreneurs et bourgeois*, qui, certainement, préfère comme Proudhon, *la police de l'Etat à l'antagonisme des classes*. Pour éviter tout dégoût à cette classe respectable, le bon Proudhon conseille aux ouvriers comme le meilleur remède (jusqu'à l'avènement du *régime mutualiste* et malgré ses graves inconvénients) « la liberté ou concurrence, notre unique garantie² ». Le maître prêchait l'indifférence en matière économique pour *mettre à l'abri la liberté ou concurrence bourgeoise*, notre unique garantie; les disciples prêchent l'indifférence en matière politique pour mettre à l'abri la liberté bourgeoise, leur unique garantie. Si les premiers chrétiens qui, eux aussi, prêchaient l'indifférence en matière politique, eurent besoin du bras d'un empereur pour se transformer d'opprimés en oppresseurs, les apôtres modernes de l'indifférence en matière politique ne croient pas que leurs principes éternels leur imposent l'abstinence des plaisirs mondains et des privilèges temporels de la société bourgeoise.

¹ Note de Marx : (« Ouvrage cité, pp. 337-338)

² Note de Marx : (« Ouvrage cité, p. 334)

Toutefois, nous devons reconnaître que c'est avec un stoïcisme digne des martyrs chrétiens, qu'ils supportent les 14 et 16 heures de travail qu'on impose aux ouvriers dans les fabriques !

Londres, janvier 1873.

2.4. Michel Bakounine « Contre Marx »

Ce manuscrit resté inédit a été rédigé **en novembre et décembre 1872** par Bakounine qui l'envisageait comme une suite de son ouvrage *L'Empire Knouto-germanique et la Révolution sociale*.

Il se trouve reproduit aux pages 397-510 du volume 4 des *Œuvres* de Bakounine éditées par James Guillaume¹.

*

Après un premier éloge indéniable (« M. Marx (...) été l'un des initiateurs principaux de l'Internationale, — voilà un titre de gloire que personne ne lui contestera, — et (...), pendant huit ans de suite, a constitué presque à lui seul tout le Conseil général ») Bakounine multiplie une longue série de critiques sévères, sinon insultantes à l'égard de Marx :

- son ambition vaniteuse et son comportement dictatorial,
- son pangermanisme et son soutien à la politique de Liebknecht et de Bebel à la tête du Parti de la démocratie socialiste allemande,
- ses complaisances à l'égard de la politique bismarckienne dont il se veut le continuateur,
- ses injures ignobles et ses calomnies odieuses à l'adresse de ses adversaires,
- son comportement ouvertement dictatorial au sein du Conseil général de l'AIT,
- sa vanité personnelle et son ambition politique,
- son culte du pouvoir d'Etat dans la lutte politique ouvrière,
- sa criminelle tentative s'assassiner l'Internationale au Congrès de La Haye,
- son culte de l'Etat garant du règne de l'intelligence scientifique, garant, par nature, du despotisme le plus arrogant,

et d'autres animosités...

*

L'exploitation bourgeoise étant solidaire, la lutte contre elle doit l'être aussi; et l'organisation de cette solidarité militante entre les travailleurs du monde entier, tel est le but unique de l'Internationale. Ce but si simple et si bien exprimé par nos statuts généraux primitifs², les seuls légitimes et les seuls obligatoires pour tous les membres et sections et fédérations de l'Internationale, a réuni sous la bannière de cette Association, dans l'espace de huit ans à peine, bien plus d'un million d'adhérents, et en a fait une véritable puissance; une puissance avec laquelle les plus puissants monarques de la Terre se voient aujourd'hui forcés de compter.

Mais toute puissance allèche les ambitieux, et MM. Marx et compagnie, qui ne se sont jamais rendu compte, paraît-il, de la nature et des causes de cette puissance à la fois si jeune et si prodigieuse de l'Internationale, se sont imaginé qu'ils pourraient s'en faire un marchepied ou un instrument pour la réalisation de leurs prétentions politiques. M. Marx, qui a été l'un des initiateurs principaux de l'Internationale, — voilà un titre de gloire que personne ne lui contestera, — et qui, pendant huit ans de suite, a constitué presque à lui seul tout le Conseil général, aurait dû comprendre pourtant, mieux que personne, deux choses qui sautent aux yeux, et que l'aveuglement inhérent à l'ambition vaniteuse a seul pu lui faire méconnaître :

¹ En ligne sur Gallica. Le document complet se trouve aussi aux pages 266-327 du volume *La Grande Discorde.*, ainsi qu'aux pages 171-219 du volume *M. Bakounine, Les conflits dans l'internationale*, Éditions Tops/H. Trinquier, 2003.

² Note de J.G. : « C'est-à-dire les statuts votés au premier Congrès général de l'Internationale, à Genève, en septembre 1866. »

1° Que l'Internationale n'a pu se développer et s'étendre d'une manière aussi merveilleuse que parce qu'elle a éliminé de son programme *officiel et obligatoire* toutes les questions politiques et philosophiques; et 2° qu'elle n'a pu le faire que parce que, fondée principalement sur la liberté des sections et des fédérations, elle avait été privée de tous les *bienfaits* d'un gouvernement centralisateur, capable de diriger, c'est-à-dire d'empêcher et de paralyser, son développement; le Conseil général n'ayant été, jusqu'en 1870, précisément dans la période du plus grand développement de l'Association, qu'une sorte de roi d'Yvetot¹, raisonnant toujours après coup, et se laissant, non par manque de prétentions ambitieuses, mais par impuissance et parce que personne ne l'eût écouté, traîner à la remorque du mouvement spontané des travailleurs de la Belgique, de la France, de la Suisse, de l'Espagne et de l'Italie.

Quant à la question politique, tout le monde sait que, si elle a été éliminée du programme de l'Internationale, ce n'est point par la faute de M. Marx. Comme on devait s'y attendre de la part de l'auteur du fameux programme des communistes allemands, publié en 1848 par lui et par son ami, son confident, son complice M. Engels, il n'a point manqué de placer cette question au premier rang dans la proclamation inaugurale publiée en 1864 par le Conseil général provisoire de Londres, proclamation dont M. Marx a été l'unique auteur. Dans cette proclamation ou circulaire adressée aux travailleurs de tous les pays², le chef des communistes autoritaires de l'Allemagne ne s'est point fait faute de déclarer que *la conquête du pouvoir politique* était le premier devoir des travailleurs; il y a même fait percer son oreille *pangermaniste*, en ajoutant qu'actuellement le but politique principal de l'Association internationale des travailleurs devait être de combattre l'Empire de toutes les Russies, but sans doute très légitime et très noble, — auquel comme ami du peuple russe je souscris de tout mon cœur, persuadé que je suis que ce peuple ne cessera d'être un misérable esclave tant que cet Empire existera —, mais qui d'abord ne saurait devenir, sans en dénaturer complètement le caractère et l'objet, celui de l'Association internationale des travailleurs; et qui, en second lieu, pour être posé d'une manière vraiment juste, sérieuse et utile pour la cause des travailleurs, devrait être déterminé d'une autre manière. Si M. Marx avait déclaré la guerre à tous les Etats, ou au moins aux Etats monarchiques, despotiques, militaires comme la Prusse, comme l'Autriche, comme la France impériale ou même républicaine actuelle, et s'il avait dit qu'il fallait mettre au premier rang parmi eux l'Etat modèle, l'Empire de toutes les Russies, on n'aurait pas pu l'accuser au moins de pangermanisme. Mais en faisant abstraction du despotisme allemand, un despotisme très insolent, très brutal, très glouton, et excessivement menaçant pour la liberté des peuples voisins, comme tout le monde peut le voir aujourd'hui, et en s'efforçant de tourner l'indignation des travailleurs de tous les pays contre le despotisme russe, à l'exclusion de tous les autres, prétendant même qu'il était la seule cause de celui qui n'a jamais cessé de régner en Allemagne, depuis qu'il y a une Allemagne; en rejetant enfin toutes les hontes et tous les crimes politiques de ce pays de la science et de l'obéissance proverbiales sur les inspirations de la diplomatie russe, M. Marx s'est manifesté d'abord comme un très mauvais et fort peu véridique historien, et ensui-

¹ Une allusion à une satire chansonnée de Napoléon Ier par Béranger : « Il était un roi d'Yvetot / Peu connu dans l'histoire / Se levant tard / se couchant tôt / Dormant fort bien sans gloire ... Il n'agrandit point ses Etats / Fut un voisin commode... »

² Note de JG : « C'est l'*Address of the International Workingmen's Association*, qui fut traduite en français et publiée en 1865 par Charles Longuet dans la *Rive gauche* (à Bruxelles) sous le titre de *Manifeste de l'Association internationale des travailleurs* ».

te non comme un révolutionnaire socialiste international, mais comme un ardent patriote de la grande patrie bismarckienne.

On sait que le premier Congrès de l'Internationale, tenu à Genève en 1866, a fait justice de toutes ces vellétés politiques et patriotiques de celui qui se pose aujourd'hui en dictateur de notre grande association. Il n'en est rien resté dans le programme ni dans les statuts votés par ce Congrès et qui constituent désormais la base de l'Internationale. Donnez-vous la peine de relire les magnifiques considérants¹ qui se trouvent à la tête de nos statuts généraux, vous n'y trouverez que ces mots où il soit fait mention de la question politique :

« Considérant :

« Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs;

« Que l'asservissement du travailleur au capital est la source de toute servitude : politique, morale et matérielle;

« Que, pour cette raison, l'émancipation économique des *travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique*² », etc.

Voilà la phrase décisive de tout le programme de l'Internationale. Elle a *coupé le câble*, pour me servir de l'expression mémorable de Sieyès, elle a brisé les liens qui tenaient enchaîné le prolétariat à la politique bourgeoise. En reconnaissant la vérité qu'elle exprime et en s'en pénétrant chaque jour davantage, le prolétariat a résolument tourné le dos à la bourgeoisie, et chaque pas qu'il fera en avant élargira davantage l'abîme qui les sépare désormais.

L'Alliance, section de l'Internationale à Genève, avait traduit et commenté ce paragraphe des considérants en ces termes :

« L'Alliance *repousse toute action politique qui n'aurait point pour but immédiat et direct le triomphe des travailleurs contre le capital* »; en conséquence de quoi, elle se posait pour but l'abolition de l'Etat, de tous les Etats, et l'organisation de « l'association universelle de toutes les associations locales par la liberté. ».

Par contre, le Parti de la démocratie socialiste des ouvriers allemands, fondé dans la même année (1869), sous les auspices de M. Marx, par MM. Liebknecht et Bebel, annonçait dans son programme *que la conquête du pouvoir politique était la condition préalable de l'émancipation économique du prolétariat*, et que par conséquent l'objet immédiat de ce parti devait être l'organisation d'une large agitation légale pour la conquête du suffrage universel et de tous les autres droits politiques; son but final, c'est l'établissement du grand Etat pangermanique et so-disant populaire.

¹ Note de JG : « Rédigés par Marx lui-même, et adoptés sans changements par le Congrès de Genève, Bakounine a pensé qu'il était de bonne guerre d'opposer aux « vellétés politiques et patriotiques » de Marx le texte même des considérants sortis de sa plume. ».

² Note de JG : « Ce texte des considérants est celui qui, après avoir été publié en français à Paris en janvier 1865, fut adopté définitivement par le Congrès de Genève en septembre 1866, concurremment avec le texte anglais et le texte allemand. Mais on sait que le texte anglais *ou original* (rédigé par Marx) contenait trois mots de plus qui furent omis dans la version française : il ajoutait à la fin du troisième considérant les mots *as a means*, « comme un moyen », mots qui furent le motif de tant de querelles par la suite. ».

Entre ces deux tendances, on le voit, il existe la même différence, le même abîme, qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie. Faut-il s'étonner après cela qu'elles se soient rencontrées dans l'Internationale comme des adversaires irréconciliables, et qu'elles continuent de s'y combattre, sous toutes les formes et dans toutes les occasions possibles, encore aujourd'hui ? L'Alliance, prenant le programme de l'Internationale au sérieux, avait repoussé avec dédain toute transaction avec la politique bourgeoise, si radicale qu'elle se dise et si socialiste qu'elle se grime, recommandant au prolétariat comme la seule voie d'une émancipation réelle, comme la seule politique pour lui vraiment salutaire, la politique exclusivement *négative* de la démolition des institutions politiques, du pouvoir politique, du gouvernement en général, de l'Etat, et, comme conséquence nécessaire, l'organisation internationale des forces éparses du prolétariat en une puissance révolutionnaire dirigée contre toutes les puissances constituées de la bourgeoisie.

Les démocrates socialistes de l'Allemagne recommandent tout au contraire, aux travailleurs qui ont le malheur de les écouter, d'adopter, comme but immédiat de leur association, l'agitation légale pour la conquête préalable des droits politiques; ils subordonnent, par là même, le mouvement pour l'émancipation économique au mouvement d'abord exclusivement politique, et, par ce renversement évident de tout le programme de l'Internationale, ils ont comblé d'un seul coup l'abîme qu'elle avait ouvert entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ils ont fait mieux que cela, ils ont attaché le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie. Car il est évident que tout ce mouvement politique prôné par les socialistes de l'Allemagne, puisqu'il doit précéder la révolution économique, ne pourra être dirigé que par des bourgeois, ou, ce qui sera pis encore, par *des ouvriers transformés par leur ambition, par leur vanité en bourgeois*; et se passant, en réalité, et comme tous ses prédécesseurs, au-dessus de la tête du prolétariat, ce mouvement ne pourra manquer de condamner de nouveau ce dernier à n'être qu'un instrument aveugle et infailliblement sacrifié dans la lutte des différents partis bourgeois entre eux pour la conquête du pouvoir politique, c'est-à-dire de la puissance et du droit de dominer sur les masses et de les exploiter. A quiconque pourrait en douter, nous n'aurions qu'à montrer ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne, où les organes de la démocratie socialiste chantent des hymnes d'allégresse en voyant un Congrès de professeurs d'économie politique bourgeoise recommander le prolétariat de l'Allemagne à la haute et paternelle protection des Etats¹ et dans les parties de la Suisse où prévaut le programme marxien, à Genève, à Zürich et à Bâle, où l'Internationale est descendue au point de n'être plus qu'une sorte de boîte électorale au profit des bourgeois radicaux. Ces faits incontestables me semblent plus éloquents que toutes les paroles.

Ils sont réels, et ils sont logiques dans ce sens qu'ils sont un effet naturel du triomphe de la propagande marxienne. Et c'est pour cela que nous combattons les théories marxiennes à outrance, convaincus que, si elles pouvaient triompher dans toute l'Internationale, elles n'auraient point manqué d'en tuer au moins l'esprit partout, comme elles l'ont fait déjà en très grande partie dans les pays que je viens de citer.

¹ Note de JG : « Bakounine a placé ici, dans son manuscrit, un appel de note, et a oublié ensuite de rédiger la note. Le Congrès « de professeurs d'économie politique bourgeoise » dont il parle est un Congrès tenu en 1872 à Eisenach par un groupe de ces économistes légèrement teintés de socialisme qu'on appelle en Allemagne « socialistes de la chaire », Katheder-Sozialisten. Il s'agit, bien entendu, de la « chaire » du professeur et non de celle du prêtre. ».

Nous avons sans doute déploré beaucoup et nous continuons de déplorer profondément aujourd'hui l'immense perturbation et démoralisation que ces idées pangermaniques ont jetées dans le développement si beau, si merveilleusement et si naturellement triomphant de l'Internationale. Mais aucun de nous n'a jamais songé d'interdire à M. Marx ni à ses trop fanatiques disciples de les propager au sein de notre grande Association. Nous aurions cru manquer à son principe fondamental, qui est celui de la *liberté la plus absolue de la propagande tant politique que philosophique*.

L'Internationale n'admet pas de *censure*, ni de *vérité officielle* au nom de laquelle on pourrait exercer cette censure; elle ne les admet pas, parce que jamais jusqu'ici elle ne s'était posée ni en Eglise, ni en Etat, et c'est précisément parce qu'elle ne l'a pas fait que par la rapidité incroyable de son extension et de son développement elle a pu étonner le monde.

Voilà ce que le Congrès de Genève, mieux inspiré que M. Marx, avait compris. En éliminant de son programme tous les principes politiques et philosophiques, non comme objets de discussion et d'étude, mais en tant que *principes obligatoires*, il a fondé la puissance de notre Association.

Il est vrai que dans le second Congrès de l'Internationale, tenu en 1867 à Lausanne, des amis malencontreux¹, non des adversaires, ne se rendant pas encore bien compte de la véritable nature de la puissance de cette Association, avaient essayé de remettre sur le tapis la question politique. Mais fort heureusement ils n'aboutirent qu'à cette déclaration platonique, *que la question politique était inséparable de la question économique*, — une déclaration que chacun de nous peut souscrire, puisqu'il est évident que la politique, c'est-à-dire l'institution et les rapports mutuels des Etats, n'a d'autre objet que d'assurer aux classes gouvernantes l'exploitation légale du prolétariat, d'où il résulte que du moment que le prolétariat veut s'émanciper, il est forcé de prendre en considération la politique, pour la combattre et pour la renverser. Ce n'est pas ainsi que l'entendent nos adversaires; ce qu'ils ont voulu et ce qu'ils veulent, c'est la politique *positive*, la politique de l'Etat. Mais n'ayant pas trouvé le terrain favorable à Lausanne, ils s'y étaient sagement abstenus².

La même sagesse les avait inspirés un an plus tard au Congrès de Bruxelles. D'ailleurs la Belgique, communaliste, anti-autoritaire et anti-centraliste par toute son histoire, ne leur offrait aucune chance de succès, et, encore une fois, ils se sont sagement abstenus.

Trois ans de défaite ! C'en était trop pour l'ambition impatiente de M. Marx. Aussi commanda-t-il à son armée une attaque directe, qui fut en effet exécutée au Congrès de Bâle (1869). Les chances lui semblaient favorables. Le Parti de la démocratie socialiste avait eu le temps de s'organiser en Allemagne sous la direction de MM. Liebknecht et Bebel; il avait étendu ses ramifications dans la Suisse allemande, à Zürich, à Bâle, et même jusque dans la section allemande de Genève. C'était pour la première fois que des délégués de l'Allemagne se présentaient en

¹ Note de JG : « C'étaient Charles Perron, Jules Mondial, et autres délégués de Genève. En demandant au Congrès de se prononcer sur la question des libertés politiques, ils avaient voulu, simplement, s'assurer que certains délégués parisiens n'étaient pas, comme l'avaient prétendu les blanquistes, des agents du bonapartisme. ».

² Note de JG : « Bakounine veut dire qu'ils s'étaient abstenus de présenter un programme de politique *positive*, proposant au prolétariat la « conquête du pouvoir politique. ».

très grand nombre dans un Congrès de l'Internationale¹. Le plan de bataille, approuvé par M. Marx, le général en chef de l'armée, avait été combiné entre M. Liebknecht, chef du corps allemand, et MM. Bürkly et Greulich, commandants du corps suisse ; MM. Amand Gøegg², Philippe Becker et Rittinghausen, — l'inventeur de la votation directe des lois et des constitutions par le peuple, le plébiscitaire tudesque, — se rangèrent de leur côté comme des auxiliaires volontaires. De plus, ils eurent de leur côté quelques Allemands du Conseil général, inféodés à la politique de M. Marx, et quelques Anglais du même Conseil, ignorant complètement la question, mais qui votèrent avec les marxistes par suite d'une mauvaise habitude dont ils paraissent s'être complètement défaits aujourd'hui³.

Ainsi organisés, les marxistes livrèrent la grande bataille et la perdirent. La question de la *législation directe par le peuple*, posée par M. Bürkly, défendue avec beaucoup de chaleur et beaucoup d'insolence contre nous par M. Liebknecht, avec beaucoup de réticences diplomatiques par M. Philippe Becker, qui n'aime jamais à se prononcer clairement avant qu'il ne sache de quel côté sera la victoire, et avec une emphase héroïque par M. Amand Gøegg, fut enterrée et éliminée de fait du programme du Congrès. Ce fut une défaite mémorable pour M. Marx, une défaite qu'il ne nous pardonna jamais.

Sa colère fut très grande, et on en connaît toutes les conséquences aujourd'hui. Ce fut depuis septembre 1869 que le Conseil général, — ou plutôt M. Marx, dont le *Quos ego*⁴ apaisait ou soulevait les flots dans ce pauvre Conseil, — sortant de sa torpeur obligée et si salutaire pour l'Internationale, entreprit une politique militante. On sait comment elle se manifesta d'abord. Ce fut un torrent d'injures ignobles et de calomnies odieuses déversées contre tous ceux qui avaient osé le combattre, et colportées par les journaux en Allemagne, et dans les autres pays par des lettres intimes, par des circulaires confidentielles, et par toutes sortes d'agents gagnés d'une manière ou d'une autre à la cause de M. Marx. Vint ensuite la Conférence de Londres (septembre 1871), qui, préparée de longue main par M. Marx, vota tout ce qu'il voulut : et la question politique, la conquête du pouvoir par le prolétariat comme partie intégrante du programme obligatoire de l'Internationale, et la dictature du Conseil général, c'est-à-dire celle de M. Marx en personne, et par conséquent la transformation de l'Internationale en un immense et monstrueux Etat, dont il devint le chef.

La légitimité de cette Conférence ayant été contestée, M. Marx, prestidigitateur politique très habile, et qui était sans doute jaloux de prouver au monde qu'à défaut de chassapots et de canons, on pouvait gouverner les masses par le mensonge, par la calomnie, par l'intrigue, organisa son Congrès de La Haye. A peine deux mois se sont passés depuis ce Congrès, et dans toute l'Europe, — moins l'Allemagne dont les ouvriers sont systématiquement aveuglés par leurs chefs, et par leurs journaux, dont les rédacteurs sont intéressés au mensonge—, dans toutes les Fédérations libres, belge, hollandaise, anglaise, américaine, française, espagnole, italienne, sans oublier notre excellente Fédération du Jura, il n'y a qu'un cri d'indignation et de mépris

¹ Note de JG : « Il y en avait eu trois au Congrès de Genève (1866), six au Congrès de Lausanne (1867), quatre au Congrès de Bruxelles (1868); il y en eut onze au Congrès de Bâle, en y comprenant deux délégués autrichiens. ».

² Note de Bakounine « La Ligue bourgeoise de la Paix et de la Liberté, représentée par ce champion brillant de la démocratie bourgeoise, et le communisme autoritaire de M. Marx s'étaient donné la main et s'étaient fraternellement embrassés sur le terrain politique, comme il fallait du reste s'y attendre. ».

³ Note de JG : « Les délégués de la Fédération anglaise venaient de voter au Congrès de La Haye contre la majorité marxiste. ».

⁴ Personnage menaçant.

contre cette cynique comédie qu'on a osé affubler du nom d'un Congrès de l'Internationale. Grâce à une majorité factice, composée presque exclusivement de membres du Conseil général, d'Allemands disciplinés à la prussienne, et de blanquistes français ridiculement joués par M. Marx, tout y a été travesti, falsifié, brutalisé et violé : justice, bon sens, honnêteté. On y a immolé sans vergogne, sans pitié, l'honneur de l'Internationale, on a mis en jeu son existence même, afin de mieux asseoir la puissance dictatoriale de M. Marx. Ce n'était pas seulement un crime, c'était une démence. Et M. Marx, qui se considère lui-même comme le père de l'Internationale et qui a été incontestablement l'un de ses principaux fondateurs, a laissé faire tout cela !¹ Voilà où conduisent la vanité personnelle, l'adoration de soi-même, et surtout l'ambition politique. Par tous ces faits et ces actes déplorables dont il a été la grande source et l'unique auteur, M. Marx a au moins rendu un grand service à l'Internationale, en lui démontrant d'une manière toute dramatique, toute vivante, que si quelque chose peut la tuer, c'est l'introduction de la politique dans son programme.

L'Association internationale des travailleurs, ai-je dit, n'a pu prendre une extension immense que parce qu'elle a éliminé de son programme obligatoire toutes les questions politiques et philosophiques. La chose est tellement claire qu'on est étonné vraiment de devoir encore la prouver.

Je ne crois pas avoir besoin de démontrer que pour que l'Internationale soit et reste une puissance, elle doit être capable d'entraîner dans son sein et d'embrasser et d'organiser l'immense majorité du prolétariat de tous les pays de l'Europe et de l'Amérique. Mais quel est le programme politique ou philosophique qui pourrait se flatter de réunir sous sa bannière des millions ? Seul un programme excessivement général, c'est-à-dire indéterminé et vague, peut le faire, car toute détermination en théorie correspond fatalement à une exclusion, à une élimination en pratique.

Il ne peut plus y avoir, par exemple, de philosophie sérieuse aujourd'hui qui ne prenne pour point de départ, non positif mais *négatif* (historiquement devenu nécessaire, comme négation des absurdités théologiques et métaphysiques), *l'athéisme*. Mais croit-on que si l'on avait inscrit ce simple mot, « l'athéisme », sur la bannière de l'Internationale, cette association aurait pu réunir dans son sein seulement quelques centaines de milliers d'adhérents ? Tout le monde sait que non, non parce que le peuple est réellement religieux, mais parce qu'il croit l'être; et il croira l'être tant qu'une révolution sociale ne lui aura pas ouvert les moyens de réaliser toutes ses aspirations ici-bas. Il est certain que si l'Internationale avait mis l'athéisme, comme un principe obligatoire, dans son programme, elle aurait exclu de son sein la fleur du prolétariat, — et par ce mot je n'entends pas, comme le font les marxistes, la couche supérieure, la plus civilisée et la plus aisée du monde ouvrier, cette couche d'ouvriers quasi bourgeois dont ils veulent précisément se servir pour constituer leur *quatrième classe gouvernementale*, et qui est vraiment capable d'en former une, si l'on n'y met ordre dans l'intérêt de la grande masse du prolétariat, parce que, avec son bien-être relatif et quasi bourgeois, elle ne s'est par malheur que trop profondément pénétrée de tous les préjugés politiques et sociaux et des étroites aspirations et présentions des bourgeois. On peut dire que cette couche est la moins socialiste, la plus individualiste dans tout le prolétariat.

Par *fleur du prolétariat*, j'entends surtout cette grande masse, ces millions de non-civilisés, de déshérités, de misérables et

¹ Note de JG : « Il ne l'a pas laissé faire, il l'a bel et bien fait lui-même. »

d'analphabètes que M. Engels et M. Marx prétendent soumettre au régime paternel d'un *gouvernement très fort*¹, sans doute pour leur propre salut, comme tous les gouvernements n'ont été établis, on le sait, que dans le propre intérêt des masses. Par fleur du prolétariat, j'entends précisément cette chair à gouvernement éternelle, cette *grande canaille populaire*², qui, étant à peu près vierge de toute civilisation bourgeoise, porte en son sein, dans ses passions, dans ses instincts, dans ses aspirations, dans toutes les nécessités et les misères de sa position collective, tous les germes du socialisme de l'avenir, et qui seule est assez puissante aujourd'hui pour inaugurer et pour faire triompher la Révolution sociale.

Eh bien, dans presque tous les pays, cette canaille, en tant que masse, refuserait d'adhérer à l'Internationale si l'on avait inscrit sur son drapeau, comme parole officielle, ce mot *athéisme*. Et ce serait un trop grand dommage, car, si elle tournait le dos à l'Internationale, c'en serait fait de toute la puissance de notre grande Association.

Il en est absolument de même de tous les principes politiques. D'abord, il n'en est plus un seul — et MM. Marx et Engels auront beau se démener, ils ne changeront pas ce fait devenu aujourd'hui patent dans tous les pays — il n'existe plus aucun principe politique, dis-je, qui soit capable de remuer les masses. Ils échoueront, après une expérience de quelques années, même en Allemagne. Ce que les masses veulent partout, c'est leur émancipation économique immédiate, car c'est là qu'est réellement pour elles toute la question de liberté, d'humanité, de vie ou de mort. S'il est encore un idéal que les masses aujourd'hui sont capables d'adorer avec passion, c'est celui de *l'égalité économique*. Et les masses ont mille fois raison, car tant que l'égalité économique n'aura point remplacé le régime actuel, tout le reste, tout ce qui constitue la valeur et la dignité de l'existence humaine, liberté, science, amour, action intelligente et solidarité fraternelle, restera pour elles à l'état d'horrible mensonge.

La passion instinctive des masses pour l'égalité économique est si grande que, si elles pouvaient espérer la recevoir des mains du despotisme, elles se seraient indubitablement et sans beaucoup de réflexion, comme elles l'ont fait souvent, livrées au despotisme. Heureusement, l'expérience historique a servi de quelque chose même aux masses. Aujourd'hui elles commencent partout à comprendre qu'aucun despotisme n'a et ne peut avoir ni la volonté ni le pouvoir de la leur donner. Le programme de l'Internationale est très heureusement explicite sous ce rapport : *L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*.

N'est-il pas étonnant que M. Marx ait cru pouvoir enter sur cette déclaration pourtant si précise, si claire, et qu'il a probablement rédigée lui-même, son *socialisme scientifique*, c'est-à-dire l'organisation et le gouvernement de la société nouvelle par les socialistes savants — le pire de tous les gouvernements despotiques !

Grâce à cette chère grande canaille populaire qui s'opposera d'elle-même, poussée par un instinct aussi invincible que juste, à toutes les velléités gouvernementales de la petite minorité

¹ Note de Bakounine : « Ce sont les propres termes dont M. Engels s'est servi dans une lettre fort instructive qu'il a adressée à notre ami Cafiero ».

(Précisons : il s'agit de la lettre du 1^{er} juillet 1871)

² Note de Bakounine : « MM. Marx et Engels la désignent ordinairement par ce mot à la fois méprisant et pittoresque, *Lumpenproletariat*, le « prolétariat déguenillé », les gueux. »

ouvrière déjà disciplinée et classée comme il faut pour devenir le suppôt d'un despotisme nouveau, le *socialisme savant* de M. Marx restera toujours à l'état de rêve marxien. Cette nouvelle expérience, plus triste peut-être que toutes les expériences passées, sera épargnée à la société, parce que le prolétariat en général et dans tous les pays est animé aujourd'hui d'une défiance profonde contre ce qui est politique et contre tous les politiciens du monde, quelle que soit leur couleur, tous l'ayant également trompé, opprimé, exploité, les républicains les plus rouges aussi bien que les monarchistes les plus absolus.

Avec des dispositions pareilles réellement existantes dans les masses, comment espérer qu'on pourra les attirer par un programme politique quelconque ? Et supposons, comme cela est en effet le cas aujourd'hui, qu'elles se laissent entraîner dans l'Internationale par un autre appât, comment espérer que le prolétariat de tous les pays, se trouvant dans des conditions si différentes de tempérament, de culture, et de développement économique, pourra s'atteler au joug d'un programme politique uniforme ? On ne pourrait l'imaginer, semble-t-il, sans démente. Eh bien, M. Marx ne s'est pas amusé seulement à se l'imaginer, il a voulu l'exécuter. Déchirant d'un coup de main despotique le pacte de l'Internationale, il a voulu, il prétend encore aujourd'hui imposer un programme politique uniforme, *son propre programme*, à toutes les Fédérations de l'Internationale, c'est-à-dire au prolétariat de tous les pays !

Il en est résulté un très grand déchirement dans l'Internationale. Il n'y a pas à se faire illusion, la grande unité de l'Internationale a été mise en question, et cela, je le répète, uniquement par le fait du parti marxien, qui, au moyen du Congrès de La Haye, a essayé d'imposer la pensée, la volonté, la politique de son chef à toute l'Internationale. Il est évident que si les résolutions du Congrès de La Haye devaient être considérées comme le dernier mot, ou même seulement comme un mot sérieux, non falsifié, de l'Internationale, notre grande et belle Association n'aurait plus qu'une seule chose à faire, c'est de se dissoudre. Car il faut être vraiment insensé pour s'imaginer que les travailleurs de l'Angleterre, de la Hollande, de la Belgique, de la France, du Jura, de l'Italie, de l'Espagne, de l'Amérique, sans parler des travailleurs slaves, voudront se soumettre à la discipline marxienne.

Et pourtant, si l'on croit, avec les politiciens de l'Internationale de toute sorte, avec les jacobins révolutionnaires, les blanquistes, les démocrates républicains, sans oublier les démocrates socialistes ou marxien, que la question politique doit faire partie intégrante du programme de l'Internationale, il faudra avouer que M. Marx a raison. L'Internationale ne pouvant constituer une puissance qu'étant une, il faudra absolument que son programme politique soit un, le même pour tous, car autrement il y aurait autant d'internationales qu'il y aura de programmes différents. Mais comme il est évidemment impossible que tous les travailleurs de tant de pays différents s'unissent librement et spontanément sous un même programme politique, l'Internationale étant aujourd'hui l'instrument nécessaire pour l'émancipation du prolétariat, et cette Internationale ne pouvant garder son unité qu'à la condition de ne reconnaître qu'un seul programme politique, il faudra le leur imposer. Pour ne pas avoir l'air de le leur imposer despotiquement, par un décret du Conseil général ou marxien, il faudra bâcler un Congrès marxien, qui, en démontrant d'une manière toute nouvelle combien il y a de vérité dans le système représentatif et dans le suffrage universel, au nom de la volonté libre de tous, décrètera l'esclavage de tous. Voilà ce qu'a fait en réalité le Congrès de La Haye.

Ce fut pour l'Internationale la bataille et la reddition de Sedan, l'invasion triomphante du pangermanisme non bismarckien, mais marxien, imposant le programme politique des communistes autoritaires ou démocrates socialistes de l'Allemagne et la dictature de leur chef au prolétariat de tous les autres pays de l'Amérique et de l'Europe. Pour mieux cacher son jeu et pour donner un peu la pilule, ce mémorable Congrès a renvoyé en Amérique un simulacre de Conseil général, choisi et trié par M. Marx lui-même, et qui, obéissant toujours à sa direction occulte, assumera toutes les apparences, les ennuis et les responsabilités du pouvoir, en laissant à M. Marx, protégé par son ombre, l'exercice réel.

Eh bien, je déclare que quelque dégoûtant que puisse paraître ce jeu à des âmes délicates et timorées, il était absolument nécessaire du moment qu'on avait admis que la question politique devait être déterminée dans le programme de l'Internationale. Puisque l'unité de l'action politique est reconnue nécessaire, ne pouvant espérer de la voir sortir librement de l'entente spontanée des fédérations et sections des différents pays, il a fallu la leur imposer. De cette seule manière on a pu créer cette unité politique tant désirée et prônée, mais en même temps on a créé l'esclavage.

Je résume la question : en introduisant la question politique dans le programme obligatoire de l'Internationale, on a placé notre Association dans un terrible dilemme, dont voici les deux termes :

*Ou l'unité avec l'esclavage,
Ou la liberté avec la division et la dissolution.*

Comment en sortir ? Tout simplement en retournant à nos statuts généraux primitifs, qui font abstraction de la question proprement politique, laissant son développement à la liberté des fédérations et des sections. Mais alors chaque fédération, chaque section suivra la direction politique qu'elle voudra ? — Sans doute. — Mais alors l'Internationale se transformera en une tour de Babel ? — Au contraire, c'est alors seulement qu'elle constituera son unité réelle, économique d'abord, et ensuite nécessairement politique; c'est alors qu'elle créera, non sans doute d'un seul coup, la grande politique de l'Internationale, émanée non d'une tête isolée, ambitieuse, très savante et néanmoins incapable d'embrasser les mille besoins du prolétariat, si pleine de cervelle qu'elle soit¹, mais de l'action absolument libre, spontanée et simultanée des travailleurs de tous les pays.

*

La base de cette grande unité, qu'on chercherait vainement dans les idées philosophiques et politiques du jour, se trouve toute donnée par la solidarité des souffrances, des intérêts, des besoins et des aspirations réelles du prolétariat du monde entier. Cette solidarité n'est point à créer, elle existe dans le fait; elle constitue la vie propre, l'expérience quotidienne du monde ouvrier, et tout ce qui reste à faire c'est de la lui faire connaître et de l'aider à l'organiser consciemment. C'est *la solidarité des revendications économiques*. L'avoir compris, tel est, selon moi, l'unique, mais en même temps le très grand mérite des premiers fondateurs de notre Association, parmi lesquels, j'aime à le rappeler toujours, M. Marx a joué un rôle si utilement prépondérant, sauf les quelques velléités toutes politiciennes et

¹ Note de JG : « Allusion à un mot prononcé par Sorge, délégué d'Amérique, au Congrès de la Haye; il avait dit : « Les partisans de l'autonomie disent que notre Association n'a pas besoin de tête ; nous pensons au contraire qu'il lui en faut une, avec beaucoup de cervelle dedans ».

allemandes que le Congrès de Genève a éliminées sagement du programme qu'il avait présenté¹.

J'ai toujours évité d'appeler M. Marx et ses nombreux collaborateurs les « fondateurs » de l'Internationale; non qu'inspiré par un sentiment mesquin quelconque, je veuille diminuer leur mérite, auquel au contraire je me plais beaucoup à rendre justice, mais parce que réellement je suis convaincu que l'Internationale n'a point été leur œuvre, mais bien celle du prolétariat lui-même. Ils en furent en quelque sorte les accoucheurs, non les auteurs. Le grand auteur, inconscient comme le sont ordinairement les auteurs de très grandes choses, fut le prolétariat, représenté par quelques centaines d'ouvriers anonymes, français, anglais, belges, suisses et allemands. Ce fut leur vif et profond instinct de travailleurs éprouvés par l'oppression et par les souffrances inhérentes à leur position qui leur a fait trouver le vrai principe et le vrai but de l'Internationale : la solidarité des besoins comme base déjà existante, et *l'organisation internationale de la lutte économique du travail contre le capital* comme le véritable objet de cette Association. En lui donnant exclusivement cette base et ce but, ils établirent d'un seul coup toute la puissance de l'Internationale.

Ils en ouvrirent les portes largement à tous les millions d'opprimés et d'exploités de la société actuelle, abstraction faite de leurs croyances, de leur degré de culture, et de leur nationalité. Car pour concevoir le désir et pour avoir le droit d'entrer dans l'Internationale, conformément à ses statuts primitifs, il n'a fallu et il ne faut encore aujourd'hui que les conditions suivantes :

1° Etre un travailleur sérieux, c'est-à-dire éprouver réellement les souffrances auxquelles le prolétariat se trouve assujéti de nos jours, ou au moins, si l'on est né dans une classe privilégiée quelconque, vouloir franchement, sans réticences et sans arrière-pensées ambitieuses, la pleine émancipation du monde ouvrier;

2° Comprendre que cette émancipation ne peut être un fait individuel, ni local, ni le fait exceptionnel d'un métier quelconque; mais qu'elle ne peut se réaliser qu'à la condition d'embrasser dans une action solidaire les travailleurs de tous les métiers industriels, commerciaux et agricoles, le prolétariat de toutes les communes, de toutes les provinces, de tous les pays, de tous les continents, et de former par conséquent une puissante et réelle organisation de la solidarité internationale de tous les travailleurs exploités du monde entier contre l'exploitation systématique et légale de tous les capitalistes et de tous les propriétaires du monde;

3° Comprendre que les classes possédantes, exploitantes et gouvernantes, ne feront jamais volontairement, par générosité ou par justice, aucune concession, si urgente qu'elle paraisse et si faible qu'elle soit, au prolétariat; parce que c'est contre nature, et précisément contre leur nature spéciale, de telle sorte qu'il n'y a jamais eu d'exemple dans l'histoire qu'une classe dominante ait fait de tels sacrifices de son plein gré; aucuns privi-

¹ Note de JG : « Bakounine était inexactement renseigné. Le Congrès de Genève n'a rien eu à « éliminer » d'un « programme présenté par Marx ». Le Congrès a adopté, sans y rien changer, le texte des considérants des statuts provisoires, où sont exposés dans leurs traits généraux les principes sur la base desquels l'Internationale s'est constituée. Quant au manifeste (Address) de 1864, où Marx avait formulé cette idée que « la conquête du pouvoir politique était le premier devoir du prolétariat », il n'a jamais, jusqu'en 1872, été soumis à l'approbation d'aucun congrès de l'Internationale, et il est demeuré l'expression des opinions personnelles de son rédacteur et de ses cosignataires. ».

légiés n'ayant jamais consenti à en faire même de très petits que lorsque, débordés et menacés dans leur existence même par la puissance montante du prolétariat, ils se sont vus forcés d'en faire de bien plus importants. Que par conséquent le prolétariat ne doit rien attendre ni de l'intelligence, ni de l'équité des bourgeois, et encore moins de leur politique, fût-ce même celle des radicaux bourgeois ou des bourgeois soi-disant socialistes, ni enfin même des représentants bourgeois de la science, et *que l'émancipation des travailleurs ne peut être exclusivement que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, comme il est dit à la tête de nos considérants. Ce qui veut dire que les travailleurs ne pourront réaliser cette émancipation et conquérir leurs droits humains que de haute lutte, *par la guerre organisée des travailleurs du monde entier contre les capitalistes et les propriétaires exploitateurs du monde entier*;

4° Comprendre que pour mieux vaincre dans cette guerre internationale, les travailleurs de tous les pays doivent organiser internationalement leur puissance solidaire, et que c'est là le vrai, l'unique but de l'Association internationale des travailleurs;

5° Comprendre que puisque cette organisation n'a d'autre objet que l'émancipation des travailleurs *par eux-mêmes*, elle ne peut être constituée que directement et immédiatement par eux-mêmes, par leur propre action spontanée, c'est-à-dire de bas en haut par la voie franchement populaire de la fédération libre, en dehors de toutes les combinaisons politiques des Etats, et non de haut en bas, à la manière de tous les gouvernements plus ou moins centralisateurs, aristocratiques et bourgeois;

6° Comprendre que, puisque le prolétaire, le travailleur manuel, l'homme de peine, est le représentant historique du dernier esclavage sur la terre, son émancipation est l'émancipation de tout le monde, son triomphe est le triomphe final de l'humanité; et que par conséquent l'organisation de la puissance du prolétariat de tous les pays par l'Internationale et la guerre qu'elle soulève contre toutes les classes exploitantes et dominantes ne peuvent avoir pour but la constitution d'un nouveau privilège, d'un nouveau monopole, d'une classe ou d'une domination nouvelles, d'un nouvel Etat, mais l'établissement de la liberté, de l'égalité et de la fraternité de tous les êtres humains, sur les ruines de tous les privilèges, de toutes les classes, de toutes les exploitations, de toutes les dominations, en un mot de tous les Etats;

7° On doit comprendre enfin que, puisque le but unique de l'Internationale est la conquête de tous les droits humains pour les travailleurs, au moyen de l'organisation de leur solidarité militante à travers les différences de tous les métiers et les frontières politiques et nationales de tous les pays, la loi suprême et pour ainsi dire unique que chacun s'impose en entrant dans cette salutaire et formidable Association, c'est de se soumettre et de soumettre désormais tous ses actes, volontairement, passionnément, en pleine connaissance de cause et dans son intérêt propre aussi bien que dans celui de ses frères de tous les pays, à toutes les conditions, conséquences et exigences de cette solidarité.

Voilà les vrais principes de l'Internationale. Ils sont si larges, si humains, et en même temps si simples, qu'il faut être un bourgeois bien intéressé à la conservation du monopole, ou bien abruti par les préjugés bourgeois, pour ne point les comprendre et pour ne point en reconnaître la parfaite justesse. Pour les falsifier, il a fallu être un démocrate socialiste de l'école de M. Marx. Mais il n'est point de vrai, de sérieux prolétaire, si peu cultivé ou si abasourdi qu'il soit par cette masse de préjugés tant religieux que politiques qu'on fait systématiquement pleuvoir sur sa pauvre tête, dès sa plus tendre enfance, auquel avec

un peu de patience et de bonne volonté on ne puisse faire comprendre tout cela dans une conversation de quelques heures. Car déjà il porte tout cela dans son instinct et dans toutes ses aspirations développées chaque jour davantage par ses expériences, par ses douleurs quotidiennes. En lui expliquant ces principes, et en en déduisant toutes les applications pratiques, on ne fera que donner une forme, un nom à ce qu'il sent. Voilà ce qui attirera invinciblement la masse du prolétariat dans l'Internationale, si l'Internationale, tout en se développant et en s'organisant toujours davantage, reste fidèle à la simplicité primitive de son programme et de son institution.

*

On ne peut commettre de plus grande faute que de demander soit à une chose, soit à une institution, soit à un homme plus qu'ils ne peuvent donner. En exigeant d'eux davantage, on les démoralise, on les empêche, on les fausse, on les tue. L'Internationale, en peu de temps, a produit de grands résultats. Elle a organisé, et elle organisera chaque jour d'une manière plus formidable encore, le prolétariat pour la lutte économique. Est-ce une raison pour espérer qu'on pourra se servir d'elle comme d'un instrument pour la lutte politique ?

M. Marx, pour l'avoir espéré, a manqué d'assassiner l'Internationale par sa criminelle tentative de La Haye. C'est l'histoire de la poule aux œufs d'or. A l'appel pour la lutte économique, des masses de travailleurs de différents pays sont accourus pour se ranger sous le drapeau de l'Internationale, et M. Marx s'était imaginé que les masses y resteraient, que dis-je ? qu'elles accourraient en quantités plus formidables encore, lorsque, Moïse nouveau, il aurait inscrit les sentences de son décalogue politique sur notre drapeau, dans le programme officiel et obligatoire de l'Internationale.

Voilà où a été son erreur. Les masses, sans différence de degré de culture, de croyances religieuses, de pays et de langues, avaient compris le langage de l'Internationale, lorsqu'elle leur avait parlé de leur misère, de leur souffrance et de leur esclavage sous le joug du capital et de la propriété exploiteuse; elles l'ont compris lorsqu'elle leur a démontré la nécessité d'unir leurs efforts dans une grande lutte solidaire et commune. Mais voici qu'on vient leur parler d'un programme politique très savant, très autoritaire surtout, et qui, au nom de leur propre salut, vient leur imposer, dans cette Internationale même qui devait organiser leur émancipation par leurs propres efforts, un gouvernement dictatorial, provisoire sans doute, mais, en attendant, tout à fait arbitraire, et dirigé par une tête extraordinairement remplie de cervelle.

A quel degré de démenche ne fallait-il pas avoir été poussé soit par l'ambition, soit par la vanité, soit par toutes les deux à la fois, pour avoir pu concevoir l'espérance qu'on pourrait retenir les masses ouvrières des différents pays de l'Europe et de l'Amérique sous le drapeau de l'Internationale à ces conditions-là !

Mais, dira quelqu'un, le succès le plus triomphant n'a-t-il pas donné raison à M. Marx, et le Congrès de La Haye n'a-t-il pas voté tout ce qu'il lui avait demandé ?

Personne mieux que M. Marx ne sait combien peu les résolutions votées par ce malheureux Congrès de La Haye expriment la pensée et les aspirations réelles des fédérations de tous les

pays. La composition et la falsification de ce Congrès lui ont coûté trop de peine pour qu'il puisse se faire la moindre illusion sur sa véritable signification et sa réelle valeur. Et, d'ailleurs, s'il avait même pu se faire cette illusion un instant, ce qui se passe aujourd'hui est bien fait pour la dissiper tout à fait. Excepté le Parti de la démocratie socialiste de l'Allemagne, les Fédérations de tous les pays, les Américains, les Anglais, les Hollandais, les Belges, les Français, les Suisses du Jura, les Espagnols et les Italiens protestent contre toutes les résolutions de ce Congrès néfaste et honteux, ou plutôt contre cette ignoble intrigue.

Mais laissons de côté la question morale, et ne considérons que la partie principale de la question. Un programme politique n'a de valeur que lorsque, sortant des généralités vagues, il détermine bien précisément les institutions qu'il propose à la place de celles qu'il veut renverser ou réformer. Tel est en effet le programme de M. Marx. C'est un échafaudage complet d'institutions économiques et politiques fortement centralisées et très autoritaires, sanctionnées sans doute, comme toutes les institutions despotiques dans la société moderne, par le suffrage universel, mais soumises néanmoins à un gouvernement *très fort*, pour me servir des propres expressions de M. Engels, l'*alter ego* de M. Marx, le confident du législateur.

Mais pourquoi est-ce précisément ce programme qu'on prétend introduire *officiellement*, obligatoirement, dans les statuts de l'Internationale ? Pourquoi pas celui des blanquistes ? Pourquoi pas le nôtre ? Serait-ce parce que M. Marx l'aurait inventé ? Ce n'est pas une raison. Ou bien parce que les ouvriers de l'Allemagne paraissent l'accepter ? Mais le programme anarchique est accepté, à très peu d'exceptions près, par toutes les Fédérations latines; les Slaves n'en accepteront jamais d'autre. Pourquoi donc le programme autoritaire des Allemands devrait-il dominer dans l'Internationale, que la liberté seule a créée et qui ne pourra jamais prospérer que dans la liberté et par la liberté ? Serait-ce parce que les armées allemandes ont manqué de conquérir la France ? Mais encore ce ne serait pas une raison; ou plutôt c'en serait une au contraire pour se défier beaucoup d'un programme qui nous vient aujourd'hui de l'Allemagne.

Les Allemands ont une manière d'apprécier les hommes, les faits et les choses tout à fait singulières ! Je trouve, par exemple, dans le n° 81 (du 9 octobre 1872) du *Volksstaat*, l'organe officiel et principal du Parti des ouvriers démocrates socialistes de l'Allemagne, un organe qui se publie à Leipzig non sous la rédaction, mais sous l'inspiration immédiate et directe de M. Marx lui-même, l'entrefilet suivant :

« Une nouvelle. L'interdiction de l'Internationale en France est supprimée ! — Est-ce possible ! — Vous ne le croyez pas ? Et pourtant cela est ainsi. L'Internationale, qui avait été expulsée par la porte des associations est de nouveau rentrée triomphante dans la capitale de la France par la boutique d'un libraire. Le « Capital » de Karl Marx traduit en français est mis en vente chez Lachâtre à Paris. Nous avons en ce moment même devant nous la première série magnifiquement éditée de cet ouvrage avec le portrait et l'autographe de l'auteur... »

N'est-ce pas ébouriffant ? N'est-ce pas tout à fait caractéristique de l'esprit de l'Allemagne ? Je vous demande si, dans aucun autre pays, on oserait imprimer une chose pareille dans un journal qui se dit démocratique, socialiste, organe de l'Internationale, et qui prétend représenter, qui représente, hélas ! en effet une très nombreuse organisation d'ouvriers. Comment ! L'apparition du livre, du portrait et de l'autographe de M. Karl Marx, dans une librairie de Paris, équivaut à la rentrée triomphante de l'Internationale en France ! C'est bouffon, c'est ignoble, et c'est

la plus grossière injure qu'on ait jamais jetée à la face de l'Internationale. Donc, un seul homme, lequel que ce soit, M. Karl Marx ou un autre, pèse autant que l'Internationale ! Pour oser dire de pareilles choses aux ouvriers de l'Allemagne, qui font de ce journal leur lecture quotidienne, ne faut-il pas les mépriser beaucoup et les croire assouplis à toutes les disciplines et à toutes les humiliations ?

L'idolâtrie des personnes et le culte de l'autorité sont entrés bien profondément dans les mœurs des Allemands; mais je ne me serais jamais imaginé qu'ils les eussent dépravés à ce point qu'un journal populaire, lu au moins par une ou deux dizaines de milliers d'ouvriers, osât impunément imprimer de pareilles choses. Le *Volksstaat* l'a fait sans doute très naïvement, et personne en Allemagne ne s'en est trouvé offusqué. Et c'est le programme politique applaudi par une démocratie socialiste pareille que le Congrès de La Haye a prétendu imposer aux Fédérations libres de tous les pays !

Il est évident qu'à moins de vouloir tyranniser les fédérations de beaucoup de pays, en leur imposant soit par la violence, soit par l'intrigue, soit par toutes les deux à la fois, le programme politique d'un seul pays; ou bien, ce qui est beaucoup plus probable, à moins de dissoudre l'Internationale, en la divisant en plusieurs parties, dont chacune suivrait son propre programme politique, — pour sauver son intégrité et pour assurer sa prospérité, il n'est qu'un seul moyen : *c'est de maintenir l'élimination primitive de la question politique du programme officiel et obligatoire de l'Association internationale des travailleurs, organisée non pour la lutte politique, mais uniquement pour la lutte économique, et se refusant absolument par là même à servir d'instrument politique entre les mains de qui que ce soit.* C'est au point que toutes les fois qu'on voudra l'employer comme une puissance politique positive dans la lutte positivement politique des différents partis de l'Etat, elle se démoralisera immédiatement, s'amointrira, se rétrécira et se dissoudra d'une manière visible, et finira par fondre tout à fait entre les mains de celui qui follement s'imaginera tenir cette puissance.

*

Mais alors il serait donc interdit de s'occuper de questions politiques et philosophiques dans l'Internationale ? Faisant abstraction de tout le développement qui se fait dans le monde de la pensée, aussi bien que des événements qui accompagnent ou qui suivent la lutte politique, tant extérieure qu'intérieure, des Etats, l'Internationale ne s'occuperait plus que de la question économique ? Elle ferait de la statistique comparée, étudierait les lois de la production et de la distribution des richesses, s'occuperait exclusivement du règlement des salaires, formerait des caisses de résistance, organiserait des grèves locales, nationales et internationales, constituerait localement, nationalement et internationalement les corps de métier, et formerait des sociétés coopératives de crédit mutuel, de consommation et de production, dans les moments et dans les localités où de pareilles créations seraient possibles ?

Une telle abstraction, hâtons-nous de le dire, est absolument impossible. Cette préoccupation exclusive des intérêts seulement économiques, ce serait pour le prolétariat la mort. Sans doute que la défense et l'organisation de ces intérêts — question de vie ou de mort pour lui — doivent constituer la base de toute son action actuelle. Mais il lui est impossible de s'arrêter là sans renoncer à l'humanité, et sans se priver même de la force intellectuelle et morale nécessaire à la conquête de ses droits économiques. Sans doute que dans l'état misérable auquel il se voit réduit maintenant, la première question qui se présente à lui,

c'est celle de son pain quotidien, du pain de la famille; mais, plus que toutes les classes privilégiées aujourd'hui, il est un être humain dans toute la plénitude de ce mot, et comme tel il a soif de dignité, de justice, d'égalité, de liberté, d'humanité et de science, et il entend bien conquérir tout cela en même temps que la pleine jouissance du produit intégral de son propre travail. Donc, si les questions politiques et philosophiques n'avaient même point été posées dans l'Internationale, c'est le prolétariat qui infailliblement les poserait.

Mais alors comment résoudre cette apparente contradiction : d'un côté, les questions philosophiques et politiques doivent être exclues du programme de l'Internationale, et de l'autre elles doivent y être nécessairement discutées ?

Ce problème se résout de lui-même par la liberté. Aucune théorie philosophique ou politique ne doit entrer, comme fondement essentiel, officiel, et comme condition obligatoire, dans le programme de l'Internationale, parce que, comme nous venons de le voir, toute théorie imposée deviendrait, pour toutes les Fédérations dont l'Association se compose aujourd'hui, soit une cause d'esclavage, soit la cause d'une division et d'une dissolution non moins désastreuse. Mais il ne suit pas de là que toutes les questions politiques et philosophiques ne puissent et ne doivent être librement discutées dans l'Internationale. Au contraire, c'est l'existence d'une théorie officielle qui tuerait, en la rendant absolument inutile, la discussion vivante, c'est-à-dire le développement de la pensée propre dans le monde ouvrier. Du moment qu'il y aurait une vérité officielle, scientifiquement découverte par le travail isolé de cette grande tête exceptionnellement — et pourquoi pas providentiellement aussi ? — garnie de cervelle, une vérité annoncée et imposée à tout le monde du haut du Sinaï marxien, à quoi bon discuter ? Il ne resterait plus qu'à apprendre par cœur tous les articles du nouveau Décalogue.

Au contraire, si personne n'a et ne peut avoir la prétention de donner la vérité, on la cherche. Qui la cherche ? Tout le monde, et surtout le prolétariat qui en a soif et besoin plus que tous les autres.

Beaucoup ne voudront pas croire à cette recherche spontanée de la vérité politique et philosophique par le prolétariat lui-même. Je m'en vais maintenant essayer de montrer comment cette recherche s'effectue au sein même de l'Internationale.

*

Les travailleurs, ai-je dit, n'entrent dans l'Internationale et ne s'y organisent d'abord que dans un but éminemment pratique, celui de la revendication solidaire de la plénitude de leurs droits économiques contre l'exploitation oppressive de la bourgeoisie de tous les pays. Remarquez que par ce seul fait, — inconscient, si vous voulez, d'abord, — le prolétariat se place déjà, sous un double aspect, dans une situation très décisivement, mais aussi très négativement, politique. Il détruit, d'un côté, les frontières politiques et toute la politique internationale des Etats, en tant que fondée sur les sympathies, sur la coopération volontaire et sur le fanatisme patriotique des masses asservies; et, de l'autre, il creuse l'abîme entre la bourgeoisie et le prolétariat, et place ce dernier en dehors de l'action et du jeu politiques de tous les partis de l'Etat; mais, en le mettant en dehors de toute politique bourgeoise, il le tourne nécessairement contre elle.

Donc voilà une position politique toute déterminée, dans laquelle le prolétariat se trouve placé, inconsciemment d'abord comme je viens de le dire, par le seul fait de son adhésion à l'Internationale. Il est vrai que c'est une position politique abso-

lument négative, et la grande faute, pour ne point dire la trahison et le crime des démocrates socialistes qui entraînent le prolétariat de l'Allemagne dans les voies du programme marxien, c'est d'avoir voulu transformer cette attitude négative en une coopération positive à la politique des bourgeois.

L'Internationale, en mettant ainsi le prolétariat en dehors de la politique des Etats et du monde bourgeois, constitue un monde nouveau, le monde du prolétariat solidaire de tous les pays. Ce monde est celui de l'avenir; c'est d'un côté l'héritier légitime, mais en même temps le démolisseur et l'enterreur de toutes les civilisations historiques, privilégiées, et comme telles complètement épuisées et condamnées à mourir; par conséquent le créateur obligé d'une civilisation nouvelle, fondée sur la ruine de toutes les autorités divines et humaines, de tous les esclavages et de toutes les inégalités. Telle est la mission, et par conséquent tel est le vrai programme de l'Internationale, non officiel, — tous les dieux des paradis païens et chrétiens nous en gardent — mais implicite, inhérent à son organisation même.

Son programme officiel, je le répéterai mille fois, est tout simple et en apparence très modeste : c'est *l'organisation de la solidarité internationale pour la lutte économique du travail contre le capital*. De cette base d'abord exclusivement matérielle doit surgir tout le monde social, intellectuel et moral nouveau. Pour qu'il en soit réellement ainsi, il faut que toutes les pensées, toutes les tendances philosophiques et politiques de l'Internationale, naissant au sein même du prolétariat, aient pour point de départ principal, sinon exclusif, cette revendication économique qui constitue l'essence même et le but manifeste de l'Internationale. Est-ce possible ?

Oui, et cela est en effet. Quiconque a suivi les développements de l'Internationale pendant quelques années a pu s'apercevoir comment cela s'y effectue lentement, sans que cela paraisse du tout, tantôt simultanément, tantôt successivement, et toujours par trois voies différentes, mais indissolublement unies : d'abord par l'organisation et la fédération des caisses de résistance et la solidarité internationale des grèves; en second lieu, par l'organisation et par la fédération internationale des corps de métier; et enfin par *le développement spontané et direct des idées philosophiques et sociologiques dans l'Internationale*, accompagnement inévitable et conséquence pour ainsi dire forcée de ces deux premiers mouvements.

Considérons maintenant ces trois voies dans leur action spéciale, différente, mais, comme je viens de le dire, inséparable, et commençons par l'organisation des caisses de résistance et des grèves.

Les caisses de résistance ont pour objet unique de former le fonds nécessaire pour rendre possibles l'organisation et l'entretien si coûteux des grèves. Et la grève, c'est le commencement de la guerre sociale du prolétariat contre la bourgeoisie, encore dans les limites de la légalité. Les grèves sont une voie précieuse sous ce double rapport, que, d'abord, elles électrisent les masses, retrempe leur énergie morale, et réveillent en leur sein le sentiment de l'antagonisme profond qui existe entre leurs intérêts et ceux de la bourgeoisie, en leur montrant toujours d'avantage l'abîme qui les sépare désormais irrévocablement de cette classe; et qu'ensuite, elles contribuent immensément à provoquer et à constituer entre les travailleurs de tous les métiers, de toutes les localités, et de tous les pays, la conscience et le fait même de la solidarité : double action, l'une négative et l'autre positive, qui tend à constituer directement le nouveau

monde du prolétariat, en l'opposant d'une manière quasi absolue au monde bourgeois¹.

C'est une chose digne de remarque que le radicalisme aussi bien que le socialisme bourgeois se sont toujours déclarés les antagonistes acharnés du système des grèves et ont fait et font encore presque partout aujourd'hui des efforts inimaginables pour en détourner le prolétariat. Mazzini n'a jamais voulu entendre parler des grèves; et si ses disciples, d'ailleurs passablement démoralisés, désorientés et désorganisés depuis sa mort², prennent aujourd'hui, bien timidement d'ailleurs, leur défense, c'est parce que la propagande de la Révolution sociale a tellement envahi les masses italiennes, et que les revendications sociales se sont manifestées avec une telle puissance dans les différentes grèves qui ont éclaté dernièrement sur beaucoup de points de l'Italie à la fois, qu'ils ont senti que s'ils s'opposaient plus longtemps à ce mouvement irrésistible et formidable, ils se trouveraient bientôt tout seuls.

Mazzini, avec tous les radicaux et les socialistes bourgeois de l'Europe, avait eu bien raison de condamner les grèves, — à son point de vue, cela s'entend. Que voulait-il ? Que veulent encore les mazziniens, qui poussent l'esprit de conciliation aujourd'hui jusqu'à s'unir même avec ceux qu'on appelle les radicaux du Parlement italien ? L'établissement d'un grand Etat unitaire, démocratique et républicain. Pour établir cet Etat, il faut renverser d'abord celui qui existe, et pour cela le bras puissant du peuple est indispensable. Une fois que le peuple aura rendu ce grand service aux politiciens de l'école mazzinienne, on le renverra naturellement dans ses ateliers ou dans ses campagnes, pour qu'il y reprenne son travail si utile, sous l'égide non plus paternelle, mais fraternelle, quoique non moins autoritaire, du nouveau gouvernement républicain. Maintenant il faut au contraire l'appeler sur la place publique. Comment le soulever ?

Faire appel à ses instincts socialistes ? C'est impossible. Ce serait le moyen le plus sûr pour amener contre soi et contre la république qu'on rêve toute la classe des capitalistes et des propriétaires, et c'est précisément avec eux qu'on veut vivre et qu'on veut constituer le nouveau gouvernement. On ne constitue pas un gouvernement régulier avec des masses barbares, ignorantes, anarchiques, surtout quand ces masses ont été soulevées au nom de leurs revendications économiques par la passion de la justice, de l'égalité, et de leur réelle liberté qui est incompatible avec quelque gouvernement que ce soit. Donc, il faut éviter la question sociale, et s'efforcer de réveiller chez les travailleurs les passions politiques et patriotiques, grâce auxquelles leur cœur pourra battre à l'unisson avec le cœur des bourgeois, et leur bras sera disposé à rendre aux politiciens radicaux de cette classe le service précieux qu'ils demandent, celui de renverser le gouvernement de la monarchie.

Mais nous avons vu que les grèves ont pour premier effet de détruire cette harmonie touchante et si profitable à la bourgeoisie, en rappelant au prolétariat qu'il existe entre elle et lui un abîme, et en réveillant en son sein des passions socialistes qui sont absolument incompatibles avec les passions politiques et patriotiques. Donc, Mazzini a eu mille fois raison : il faut condamner les grèves.

¹ Note de JG : « Ici va se produire la digression signalée dans la préface. Bakounine rencontre sous sa plume le nom de Mazzini; il compare alors entre elles les doctrines de Mazzini et de Marx, puis, s'abandonnant à sa verve vagabonde, il dit toute sorte de choses intéressantes sur les Trades Unions, le fatalisme historique, le partage de la Pologne, le développement de l'idée de l'unité allemande, etc.; et le manuscrit s'interrompt avant que l'auteur soit revenu au sujet qu'il s'était promis de traiter. ».

² Note de JG : « Mazzini est mort le 10 mars 1872. ».

Il s'est montré en ceci mille fois plus logique que les marxistes, chefs actuels du Parti de la démocratie socialiste de l'Allemagne, qui eux aussi posent comme but immédiat et premier de l'agitation légale de leur parti la conquête du pouvoir politique, et qui, par conséquent, comme Mazzini, veulent se servir de la puissance musculaire du peuple allemand pour conquérir ce pouvoir, si ardemment convoité, pour l'offrir sans doute à leur chef suprême, le dictateur de l'Internationale, M. Marx.

Il y a aujourd'hui entre le programme politique des marxistes et celui des mazzinistes plus de points de ressemblance qu'on ne l'imagine peut-être, et je ne serais nullement étonné si M. Marx, décidément repoussé par tous les révolutionnaires socialistes sérieux et sincères de l'Italie, finissait par conclure une alliance offensive et défensive avec les disciples de son antagoniste irrécyclable, Mazzini. Mazzini, malgré tout son idéalisme, aussi profond que sincère et qui lui faisait mépriser les biens matériels pour lui-même, et faisant sans doute une concession nécessaire à la brutalité inhérente aux masses, leur avait fait à peu près toutes les promesses économiques et sociales que leur fait aujourd'hui M. Marx. Il est allé même jusqu'à leur parler de l'égalité économique et du droit de chaque travailleur au produit intégral de son travail. Mais ce seul mot ne contient-il pas en effet toute la Révolution sociale ?

Mazzini, pour les raisons que je viens d'exposer, ne voulait point, il est vrai, de l'antagonisme des classes contre les classes. Mais M. Marx le veut-il bien sincèrement, cet antagonisme, qui rend absolument impossible toute participation des masses à l'action politique de l'Etat ? Car cette action, en dehors de la bourgeoisie, n'est point praticable; elle n'est possible que lorsqu'elle se développe de concert avec une partie quelconque de cette classe et se laisse diriger par des bourgeois. M. Marx ne peut ignorer tout cela; et d'ailleurs ce qui se passe aujourd'hui à Genève, à Zurich, à Bâle, et dans toute l'Allemagne, devrait bien lui ouvrir les yeux, s'il les avait fermés sur ce point, ce que je ne crois franchement pas. Il m'est impossible de le croire après avoir lu le discours qu'il a prononcé dernièrement à Amsterdam, et dans lequel il a dit que dans certains pays, peut-être en Hollande même, la question sociale pouvait être résolue paisiblement, légalement, sans lutte, à l'amiable, ce qui ne peut signifier autre chose que ceci : elle peut se résoudre par une série de transactions successives, pacifiques, volontaires et sages, entre la bourgeoisie et le prolétariat. Mazzini n'a jamais dit autre chose.

Enfin Mazzini et Marx s'accordent encore sur ce point capital, que les grandes réformes sociales qui doivent émanciper le prolétariat ne peuvent être réalisées que par un grand Etat démocratique, républicain, très puissant et fortement centralisé, et que pour le propre salut du peuple, pour pouvoir lui donner l'instruction et le bien-être, il faut lui imposer, au moyen de son propre suffrage, un gouvernement très fort.

Entre Mazzini et Marx, il existe toutefois une énorme différence, et elle est toute à l'honneur de Mazzini. Mazzini était un croyant profond, sincère, passionné. Il adorait son Dieu, auquel il rapportait tout ce qu'il sentait, tout ce qu'il pensait, tout ce qu'il faisait. Par rapport à sa propre personne, il était l'homme le plus simple, le plus modeste, le plus détaché de lui-même. Son cœur débordait d'amour pour l'humanité et de bienveillance pour tous. Mais il devenait impitoyable, furieux, lorsqu'on touchait à son Dieu.

M. Marx ne croit pas en Dieu, mais il croit beaucoup en lui-même, et rapporte tout à lui-même. Il a le cœur plein non d'amour, mais de fiel, et très peu de bienveillance naturelle pour les hommes, ce qui ne l'empêche pas toutefois de devenir tout aussi furieux et infiniment plus méchant que Mazzini, lorsqu'on ose mettre seulement en question l'omniscience de la Divinité qu'il adore, c'est-à-dire de M. Marx lui-même. Mazzini voulait imposer à l'humanité le joug de Dieu, Marx prétend lui imposer le sien. Je ne veux ni de l'un ni de l'autre, mais, si j'étais forcé de choisir, je préférerais encore le Dieu mazzinien.

J'ai cru devoir donner cette explication, pour que les disciples et amis de Mazzini ne puissent m'accuser d'injurier la mémoire de leur maître en le comparant à M. Marx. Je reviens à mon sujet.

Je dis donc que, pour toutes les raisons que je viens d'exposer, je ne m'étonnerai nullement si nous entendons parler bientôt d'une réconciliation, d'une entente, d'une alliance entre l'agitation mazzinienne et l'intrigue marxienne en Italie. Si elle ne se réalise pas, ce sera la faute des mazziniens, non celle de M. Marx. Je prétends que pour peu que le parti marxien, celui de la démocratie soi-disant socialiste, continue de marcher dans la voie des revendications politiques, il se verra forcé de condamner tôt ou tard celle de la revendication économique, la voie des grèves, tellement ces deux voies sont en réalité incompatibles.

Nous avons eu un exemple frappant de cette incompatibilité en 1870, à Genève, où, une grande grève des ouvriers en bâtiment ayant éclaté avant la guerre, les internationaux citoyens de la « fabrique¹ », après avoir soutenu et même encouragé cette grève pendant quelque temps par ostentation, la firent cesser tout d'un coup et presque par force, au détriment de ces malheureux ouvriers, aussitôt que les chefs du parti radical bourgeois de Genève leur en eurent intimé l'ordre². Nous avons également vu, il y a six ou huit mois, également à Genève, un avocat appartenant au parti radical et à l'Internationale en même temps, M. Amberny, — celui que M. Marx lui-même, dans une lettre qu'il lui a adressée, a gracieusement remercié d'avoir servi l'Internationale de Genève, — nous l'avons vu garantir publiquement, devant ses concitoyens bourgeois, au nom de l'Internationale, qu'il n'y aurait point de grève pendant cette année³.

*

On m'objectera que dans le pays où l'organisation des grèves est arrivée à un degré de puissance inconnu en d'autres pays, savoir en Angleterre, les ouvriers sont loin de rester indifférents aux agitations politiques, s'y intéressent au contraire beaucoup,

¹ Note de JG : « On appelle à Genève « ouvriers de la fabrique » ceux qui sont occupés à la fabrication de l'horlogerie, de la bijouterie et des pièces à musique; non pas qu'ils travaillent dans une fabrique, mais parce que, dans le langage genevois, l'ensemble de l'industrie horlogère (qui est l'industrie « nationale »), patrons et ouvriers, s'appelle en un seul mot la « fabrique ». Ces ouvriers sont presque tous citoyens genevois; leurs salaires sont plus élevés que ceux des ouvriers du bâtiment; ils ont plus d'instruction que ceux-ci; ils exercent des droits politiques, — tandis que les ouvriers du bâtiment sont en majorité des étrangers, — et ils sont en conséquence traités avec beaucoup de ménagements par les chefs de parti bourgeois. En 1869, lors du séjour de Bakounine à Genève, les ouvriers de la « fabrique » étaient en général marxistes, tandis que les ouvriers du bâtiment étaient bakounistes. »

² Note de JG : « Sur cette grève du bâtiment à Genève, en 1870, et sur la manière dont les meneurs des ouvriers genevois, alliés aux radicaux, la firent cesser par « patriotisme » (décision de la commission de direction de la grève, 18 juillet 1870), voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, t. II, pages 41-42, 50-51, 54-55, 66. »

³ Note de JG : « Sur l'intervention de l'avocat Amberny dans les affaires de l'Internationale à Genève, et l'attitude du Comité cantonal qui empêcha une grève des ouvriers du bâtiment pour ne pas nuire à la candidature de cet avocat, voir *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, t. II, pages 263-265. »

et on me montrera la Ligue pour la conquête du suffrage universel, fondée il y a six ans à peine et qui, composée en majeure partie de travailleurs manuels, forme déjà le noyau d'une force politique franchement populaire et tellement respectable que les ministres de Sa Majesté la reine eux-mêmes se voient déjà obligés d'obtempérer et de parlementer avec elle.

Cela constitue un fait exceptionnel, mais patent, un fait dont il m'est impossible de nier l'importance, tout contraire qu'il soit à mes idées générales. Il est bien d'autres faits encore qui se produisent dans ce même pays et d'une manière si sérieuse qu'on est bien forcé de les accepter ou de les prendre au moins en considération très sérieuse, quoique, en apparence d'ailleurs beaucoup plus qu'en réalité, ils se trouvent en opposition complète avec le développement logique des idées. Telle est par exemple la tendance manifeste du prolétariat anglais à l'établissement d'un Etat communiste, banquier unique, et unique propriétaire de la terre qu'il administrera en souverain au nom du peuple entier, et qu'il fera cultiver, comme nous l'a expliqué au Congrès de Bâle un délégué anglais¹, membre du ci-devant Conseil général de Londres, par les ouvriers agricoles, sous la direction immédiate de ses ingénieurs.

Tâchons de nous expliquer cette contradiction apparente d'un peuple si jaloux de ses droits et qui attend son émancipation de la puissance de l'Etat. Il n'existe que deux grands pays dans le monde où le peuple jouisse réellement de la liberté et de la puissance politiques. Ce sont l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique. La liberté y est plus qu'un droit politique. C'est la nature sociale de tout le monde, tellement générale que les étrangers eux-mêmes les plus déshérités, les plus misérables, y jouissent de cette liberté aussi pleinement que les citoyens les plus riches et les plus influents. Ils en jouissent sans en être aucunement redevables aux gouvernements de ces pays, et sans que ces gouvernements aient la moindre possibilité de restreindre leurs droits, qui, sous le rapport de la liberté, sont égaux aux droits de tout le monde. Nous savons ce qu'il en a coûté, après l'attentat d'Orsini, à Lord Palmerston, l'un des ministres les plus populaires qu'il y ait eu jamais en Angleterre, pour avoir tenté de soumettre la liberté des étrangers à l'arbitraire ministériel. L'indignation unanime du peuple anglais le renversa d'un seul coup.

Le fait que je viens de rappeler prouve aussi que cette liberté du peuple anglais constitue une véritable puissance, ce que l'on appelle la puissance de l'opinion, non pas seulement de l'opinion des classes politiques ou privilégiées, mais *la véritable puissance de l'opinion populaire*, puissance qui existe comme un fait social et qui agit comme une force toujours latente et toujours prête à se réveiller et à se faire sentir, en dehors et au-dessus de toutes les formes politiques et des droits explicitement exprimés et consacrés par la constitution anglaise. Non seulement aujourd'hui que les droits électoraux sont considérablement élargis², mais alors même qu'ils étaient exclusivement concentrés entre les mains d'une minorité hautement privilégiée, les agitations des masses, les meetings populaires immenses que les Anglais savent si bien organiser, pesaient d'un poids très considérable sur la direction politique et sur les résolutions du Parlement anglais.

¹ Note de JG : « C'est B. Lucraft, chaisier, délégué de l'Association des chaisiers à Londres ».

² Note du document : « Suite à la propagande chartiste, le système électoral britannique fut bien réformé en 1832, mais très loin des attentes de la population. Toutefois, l'obligation d'être propriétaire pour être éligible sera abolie en 1858 avant que le scrutin à bulletin secret ne soit instauré en 1872. Il faudra attendre 1918 pour que le suffrage universel (qui ne touchait pas les femmes, cependant) soit instauré. ».

On a voulu faire honneur de ce fait à la perspicacité prudente et à la haute sagesse politique de l'aristocratie et de la riche bourgeoisie. Je ne prétends pas leur contester cette sagesse, mais je pense qu'il faut chercher la principale raison de ce fait dans le tempérament historique et dans les habitudes sociales du peuple anglais, qui, depuis bien longtemps, s'est accoutumé à faire respecter sa liberté et à exercer cette pression politique de son opinion et de ses aspirations sur les actes des représentants légaux de son pays. En un mot, le peuple anglais n'a pas besoin de conquérir ni sa liberté, ni sa puissance politique, il les possède déjà dans le fait, dans ses mœurs. Ce qui lui manque encore et ce qu'il ne manquera pas de conquérir bientôt, c'est la conformité complète de ses institutions et de ses lois avec le fait depuis longtemps accompli. Ce que je dis du peuple anglais se rapporte naturellement encore plus au peuple des Etats-Unis d'Amérique, où la liberté et où l'action politique directement exercée par les masses ont atteint le plus haut degré de développement connu jusqu'ici dans l'histoire.

On peut dire qu'il n'existe pas aujourd'hui dans le monde d'autres peuples vraiment politiques que ces deux peuples. Pour eux, la politique est un fait, une réalité bien connue et depuis longtemps exercée; pour tous les autres, sans en excepter même le peuple de France, c'est un idéal; pour les Allemands, c'est une doctrine. Le peuple français a eu bien aussi ses moments politiques, mais ils ne furent que des moments, et pour cette raison même ils constituèrent autant de révolutions qui durèrent rarement des mois, et le plus souvent quelques jours seulement. Ces jours furent des jours de liberté et de fête, pendant lesquels les masses, enivrées de leur victoire, croyaient avoir conquis le droit de respirer à pleine poitrine; après quoi, de leur propre consentement, et en s'aidant de leur propre suffrage, on les remettait de nouveau sous ces machines pneumatiques qu'on appelle les gouvernements, monarchiques ou républicains; le nom n'y faisait rien, car nul n'ignore que les uns comme les autres, en France, comme dans tous les autres pays du continent de l'Europe, n'ont jamais signifié autre chose que la pleine compression de la liberté populaire sous le joug d'une bureaucratie à la fois religieuse, policière, fiscale, militaire et civile.

Si l'on considère ces énormes différences de tempérament, de développement historique, de mœurs et d'habitudes sociales, on arrive à cette conclusion que seuls le peuple américain et le peuple anglais ont la conscience politique, et que tous les peuples du continent de l'Europe ne l'ont absolument pas. Maintenant surgit une question : peut-on espérer de pouvoir donner par la propagande cette conscience à un peuple qui ne la trouve ni dans son tempérament, ni dans ses habitudes, ni dans sa propre histoire ? Ce qui équivaut à demander : peut-on faire d'un Allemand, d'un Français, un Américain ou un Anglais ? Il y aurait peut-être une autre question à poser : est-il même désirable de voir s'éveiller la conscience politique chez les nations qui en ont été privées jusqu'à cette heure, et cela précisément à une époque comme la nôtre, dans laquelle, chez les peuples mêmes qui la possèdent, cette conscience, arrivée à son point culminant, et après avoir produit tous ses fruits, tend évidemment à se transformer en conscience antipolitique, c'est-à-dire socialiste révolutionnaire ?

*

Mais considérons d'abord la première question. Une fois celle-là résolue, la seconde se résoudra d'elle-même. Peut-on se flatter de pouvoir donner, au moyen de la propagande la plus habilement organisée et la plus énergiquement exercée, aux masses populaires d'une nation des tendances, des aspirations, des passions, des pensées qui ne soient pas le produit de leur propre

histoire et que, par conséquent, elles ne portent point naturellement, instinctivement dans leur sein ? Il me semble qu'à une question ainsi posée, tout homme consciencieux, raisonnable, et qui a la moindre idée de la manière dont la conscience populaire se développe, ne peut donner qu'une réponse négative. Et en effet, aucune propagande n'a jamais donné à un peuple le fond de ses aspirations et de ses idées, ce fond ayant toujours été le produit du développement spontané et des conditions réelles de sa vie. Que peut donc faire la propagande ? En apportant une expression générale plus juste, une forme heureuse et nouvelle aux instincts propres du prolétariat, elle peut quelquefois en faciliter et en précipiter le développement, surtout au point de vue de leur transformation en conscience et en volonté réfléchie des masses elles-mêmes. Elle peut leur donner la conscience de ce qu'elles ont, de ce qu'elles sentent, de ce qu'elles veulent déjà instinctivement, mais jamais elle ne pourra leur donner ce qu'elles n'ont pas, ni éveiller en leur sein des passions qui de par leur propre histoire leur sont étrangères.

Maintenant, pour décider cette question, si au moyen de la propagande on peut donner la conscience politique à un peuple qui ne l'a jamais eue jusque-là, examinons ce qui constitue réellement dans les masses populaires cette conscience. Je dis expressément dans les masses populaires, car nous savons fort bien que dans les classes plus ou moins privilégiées, cette conscience n'est pas autre chose que celle du droit conquis, assuré et réglé d'exploiter le travail des masses et de les gouverner en vue de cette exploitation. Mais dans les masses, qui ont été éternellement asservies, gouvernées, exploitées, qu'est-ce qui peut constituer la conscience politique ? Ce ne peut être assurément qu'une seule chose, la sainte révolte, cette mère de toute liberté, la tradition de la révolte, l'art coutumier d'organiser et de faire triompher la révolte, ces conditions historiques essentielles de toute pratique réelle de la liberté.

Nous voyons donc que ces deux mots, *conscience politique*, dès leur origine même, et à travers tout le développement de l'histoire, ont deux sens absolument différents, opposés, selon les deux points de vue également opposés auxquels on se plaît de les envisager. Du point de vue des classes privilégiées, ils signifient conquête, asservissement, et organisation telle quelle de l'Etat en vue de l'exploitation des masses asservies et conquises. Du point de vue des masses, au contraire, ils signifient *révolte contre l'Etat*, et, dans leur dernière conséquence, destruction de l'Etat. Deux choses, comme on voit, tellement différentes qu'elles sont diamétralement opposées.

Maintenant on peut affirmer avec une certitude absolue qu'il n'y a jamais eu de peuple sur la terre, quelque abâtardi ou quelque maltraité qu'il ait été par la nature, qui n'ait ressenti, au moins à l'origine de son asservissement, quelque velléité de révolte. La révolte, c'est un instinct de la vie; le ver même se révolte contre le pied qui l'écrase, et l'on peut dire en général que l'énergie vitale et la dignité comparative de tout animal se mesure à l'intensité de l'instinct de révolte qu'il porte en lui. Dans le monde des brutes, comme dans le monde humain, il n'est point de faculté ou d'habitude plus dégradante, plus stupide et plus lâche que celle d'obéir et de se résigner. Eh bien, je prétends qu'il n'y a jamais eu de peuple si dégradé, sur la terre, qui ne se soit point révolté, au moins dans les commencements de son histoire, contre le joug de ses conquérants, de ses asservisseurs, de ses exploitateurs, contre le joug de l'Etat.

Mais il faut reconnaître qu'après les luttes sanglantes du Moyen Age, le joug de l'Etat a prévalu contre toutes les révoltes populaires, et qu'à l'exception de la Hollande et de la Suisse, il s'est

assis triomphant dans tous les pays du continent de l'Europe. Il y a créé une civilisation nouvelle : celle de l'asservissement forcé des masses, et de la servitude intéressée et par conséquent plus ou moins volontaire des classes privilégiées. Ce que l'on a appelé révolution jusqu'ici, — même y compris la grande Révolution française, malgré la magnificence des programmes au nom desquels elle s'était accomplie, — n'a rien été en effet que la lutte de ces classes entre elles pour la jouissance exclusive des privilèges garantis par l'Etat, la lutte pour la domination et pour l'exploitation des masses.

Mais les masses ? Hélas ! Il faut le reconnaître, elles se sont laissé profondément démoraliser, énerver, pour ne point dire châtrer, par l'action délétère de la civilisation de l'Etat. Ecrasées, avilies, elles ont contracté l'habitude fatale d'une obéissance et d'une résignation moutonnières, et se sont en conséquence transformées en immenses troupeaux artificiellement divisés et parqués, pour la plus grande commodité de leurs exploitateurs de toute sorte.

*

Je sais fort bien que les sociologues de l'école de M. Marx, tels que M. Engels vivant, tels que feu Lassalle, par exemple, m'objecteront que l'Etat ne fut point la cause de cette misère, de cette dégradation et de cette servitude des masses; que la situation misérable des masses, aussi bien que la puissance despotique de l'Etat, furent au contraire, l'une et l'autre, les effets d'une cause plus générale, les produits d'une phase inévitable dans le développement économique de la société, d'une phase qui, au point de vue de l'histoire, constitue un véritable progrès, un pas immense vers ce qu'ils appellent, eux, la révolution sociale. C'est au point que Lassalle n'a pas hésité à proclamer bien haut que la défaite de la révolte formidable des paysans de l'Allemagne au seizième siècle, — défaite déplorable, s'il en fut, et de laquelle date l'esclavage séculaire des Allemands, — et le triomphe de l'Etat despotique et centralisé qui en fut la conséquence nécessaire, constituèrent un véritable triomphe pour cette révolution; parce que les paysans, disent les marxistes, sont les représentants naturels de la réaction, tandis que l'Etat militaire et bureaucratique moderne — produit et accompagnement obligé de la révolution sociale qui, à partir de la seconde moitié du seizième siècle, a commencé la transformation lente, mais toujours progressive, de l'ancienne économie féodale et terrienne en production des richesses, ou, ce qui veut dire la même chose, en exploitation du travail populaire, par le capital — fut une condition essentielle de cette révolution.

On conçoit que, poussé par cette même logique, M. Engels, dans une lettre adressée dans le courant de cette année à l'un de nos amis¹, ait pu dire, sans la moindre ironie, et au contraire très sérieusement, que M. de Bismarck aussi bien que le roi Victor-Emmanuel ont rendu d'immenses services à la révolution, l'un et l'autre ayant créé la grande centralisation politique de leurs pays respectifs. Je recommande beaucoup l'étude et le développement de cette pensée toute marxienne aux Français alliés ou partisans de M. Marx dans l'Internationale.

Matérialistes et déterministes, comme M. Marx lui-même, nous aussi nous reconnaissons l'enchaînement fatal des faits économiques et politiques dans l'histoire. Nous reconnaissons bien la nécessité, le caractère inévitable de tous les événements qui se passent, mais nous ne nous inclinons pas indifféremment devant eux, et surtout nous nous gardons bien de les louer et de les

¹ Note de JG : « Carlo Cafiero ».

admirer lorsque, par leur nature, ils se montrent en opposition flagrante avec le but suprême de l'histoire, avec l'idéal foncièrement humain qu'on retrouve, sous des formes plus ou moins manifestes, dans les instincts, dans les aspirations populaires et sous les symboles religieux de toutes les époques, parce qu'il est inhérent à la race humaine, la plus sociable de toutes les races animales sur la terre. Ce but, cet idéal, aujourd'hui mieux conçus que jamais, peuvent se résumer en ces mots : *C'est le triomphe de l'humanité, c'est la conquête et l'accomplissement de la pleine liberté et du plein développement matériel, intellectuel et moral de chacun, par l'organisation absolument spontanée et libre de la solidarité économique et sociale aussi complète que possible entre tous les êtres humains vivant sur la Terre.*

Tout ce qui dans l'histoire se montre conforme à ce but, du point de vue humain, — et nous ne pouvons pas en avoir d'autre, — est bon; tout ce qui lui est contraire est mauvais. Nous savons d'ailleurs fort bien que ce que nous appelons bon et ce que nous appelons mauvais sont toujours l'un et l'autre des résultats naturels de causes naturelles, et que par conséquent l'un est aussi inévitable que l'autre. Mais comme, dans ce qu'on appelle proprement la nature, nous reconnaissons beaucoup de nécessités que nous sommes très peu disposés à bénir, par exemple la nécessité de mourir enragé lorsqu'on a été mordu par un chien enragé, de même, dans cette continuation immédiate de la vie naturelle qu'on appelle l'histoire, nous rencontrons beaucoup de nécessités que nous trouvons beaucoup plus dignes de malédiction que de bénédiction, et que nous croyons devoir stigmatiser avec toute l'énergie dont nous sommes capables, dans l'intérêt de notre moralité tant individuelle que sociale, malgré que nous reconnaissons que, du moment qu'ils se sont accomplis, les faits historiques même les plus détestables portent ce caractère d'inévitabilité que nous retrouvons aussi bien dans tous les phénomènes de la nature que dans ceux de l'histoire.

*

Pour rendre ma pensée plus claire, je veux l'illustrer par quelques exemples. Lorsque j'étudie les conditions politiques et sociales respectives dans lesquelles les Romains et les Grecs se sont rencontrés au déclin de l'âge antique, j'arrive à cette conclusion que la conquête et la destruction de la liberté comparativement si hautement humaine de la Grèce par la barbarie militaire et civique des Romains a été un fait logique, naturel, absolument inévitable. Mais cela ne m'empêche pas du tout de prendre rétrospectivement et très résolument le parti de la Grèce contre Rome dans cette lutte, et je trouve que l'humanité n'a absolument rien gagné au triomphe des Romains.

De même, je considère comme un fait parfaitement naturel, logique, et par conséquent inévitable que les chrétiens, qui étaient par la grâce de Dieu des crétiens, aient anéanti avec la sainte fureur que l'on sait toutes les bibliothèques des païens, tous les trésors de l'art, de la philosophie et de la science antiques. Mais il m'est décidément impossible de saisir les avantages qui en sont résultés pour notre développement politique et social. Je suis même très disposé à penser qu'en dehors de cette progression fatale des faits économiques dans laquelle, si l'on en croit M. Marx, il faut chercher, à l'exclusion de toutes les autres considérations, la cause unique de tous les faits intellectuels et moraux qui se produisent dans l'histoire, — je suis, dis-je, fortement disposé à penser que cet acte de sainte barbarie, ou plutôt cette longue série d'actes barbares et de crimes que les premiers chrétiens, divinement inspirés, commirent contre l'esprit humain, fut une des causes principales de l'avitissement intellectuel et moral, et par conséquent aussi de l'asservissement politique et social, qui remplissent cette longue suite de siècles néfastes qu'on appelle le Moyen Age. Soyez-en

bien certains, si les premiers chrétiens n'avaient point détruit les bibliothèques, les musées et les temples de l'antiquité, nous ne serions pas condamnés aujourd'hui à combattre ce tas d'absurdités horribles, honteuses, qui obstruent encore les cerveaux au point de nous faire douter quelquefois de la possibilité d'un avenir plus humain¹.

En suivant toujours le même ordre de protestation contre des faits qui se sont accomplis dans l'histoire, et dont par conséquent moi aussi je reconnais le caractère inévitable, je m'arrête devant la splendeur des républiques italiennes et devant le réveil magnifique du génie humain à l'époque de la Renaissance. Puis je vois s'approcher les deux génies du mal, aussi anciens que l'histoire, les deux boas constrictors qui ont dévoré jusqu'ici tout ce que l'histoire a produit d'humain et de beau. Ils s'appellent l'Eglise et l'Etat, la *Papauté* et l'*Empire*. Rivaux éternels et alliés inséparables, je les vois se réconcilier, s'embrasser, et dévorer et étouffer et écraser ensemble la malheureuse et trop belle Italie, la condamner à trois siècles de mort. Eh bien, je trouve encore tout cela fort naturel, logique, inévitable, mais néanmoins abominable, et je maudis à la fois le pape et l'Empereur.

Passons à la France. Après une lutte qui a duré un siècle, le catholicisme, soutenu par l'Etat, y a finalement triomphé du protestantisme. Eh bien, ne se trouve-t-il pas encore aujourd'hui en France des politiciens ou des historiens de l'école fataliste et qui, se disant révolutionnaires², considèrent cette victoire du catholicisme — victoire sanglante et inhumaine s'il en fut — comme un véritable triomphe pour la Révolution ? Le catholicisme, prétendent-ils, était alors l'Etat, la démocratie, tandis que le protestantisme représentait la révolte de l'aristocratie contre l'Etat et par conséquent contre la démocratie. C'est avec de pareils sophismes, tout à fait identiques d'ailleurs aux sophismes marxistes, qui, eux aussi, considèrent les triomphes de l'Etat comme ceux de la démocratie sociale, — c'est avec ces absurdités aussi dégoûtantes que révoltantes qu'on pervertit l'esprit et le sens moral des masses, en les habituant à considérer leurs exploiters sanguinaires, leurs ennemis séculaires, leurs tyrans, les maîtres et les serviteurs de l'Etat, comme des organes, des représentants, des héros, des serviteurs dévoués de leur émancipation. Combien M. Veuillot n'est-il pas plus franc, plus logique et plus vrai, en constatant la profonde similitude qui existe entre la Saint-Barthélemy, par exemple, et le massacre des communards par ces excellents catholiques de Versailles, dirigés par la Catherine de Médicis de nos jours, M. Thiers ? Il a mille fois raison de dire que le protestantisme alors, non comme théologie calviniste, mais comme protestation énergique et armée, représentait la révolte, la liberté, l'humanité, la destruction de l'Etat; tandis que le catholicisme c'était l'ordre public, l'autorité, la loi divine, le salut de l'Etat par l'Eglise et de l'Eglise par l'Etat, la

¹ Note de JG : « Il est intéressant de rapprocher, de ces lignes de Bakounine, un passage de l'illustre chimiste Lavoisier, passage inédit que j'ai découvert et publié en 1894 dans l'Introduction du tome II des *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention* : « L'éducation publique telle qu'elle existe dans presque toute l'Europe a été instituée dans la vue, non de former des citoyens, mais de faire des prêtres, des moines et des théologiens... L'éducation publique n'ayant pour objet que de former des prêtres, longtemps on n'a fait étudier dans les collèges que ceux qu'on destinait aux diverses fonctions du sacerdoce; et comme l'état ecclésiastique était la route qui conduisait aux honneurs et à la fortune, les nations catholiques ont dû naturellement se diviser en deux classes : les ecclésiastiques, chez lesquels l'instruction s'est concentrée, et les non lettrés, qui formaient presque tout le reste de la nation. C'est ainsi que, d'abord par un effet du hasard, et depuis par une marche très habilement combinée, tout ce qui pouvait tendre à détruire les erreurs et les préjugés s'est trouvé réuni dans les mains de ceux qui avaient intérêt de les propager. Cette époque, composée de seize siècles presque entièrement perdus pour la raison et pour la philosophie, pendant lesquels les progrès de l'esprit humain ont été entièrement suspendus, pendant lesquels il a souvent eu une marche rétrograde, sera à jamais remarquable dans l'histoire de l'humanité, et l'on doit juger combien seront grands aux yeux de la postérité ceux qui ont renversé ces monuments antiques d'ignorance et de barbarie. » ».

² Note de JG : « Bakounine fait allusion aux républicains catholiques de l'école de Buchez ».

condamnation de l'humaine société à un asservissement sans limite et sans fin.

Tout en reconnaissant l'inévitabilité du fait accompli, je n'hésite pas à dire que le triomphe du catholicisme en France au seizième et au dix-septième siècles fut un grand malheur pour l'humanité tout entière, et que la Saint-Barthélemy, aussi bien que la révocation de l'édit de Nantes, furent des faits aussi désastreux pour la France elle-même que l'a été dernièrement la défaite et le massacre du peuple de Paris. Il m'est arrivé d'entendre des Français très intelligents et très estimables expliquer cette défaite du protestantisme en France par la nature essentiellement révolutionnaire du peuple français. « Le protestantisme, disaient-ils, n'a été qu'une demi-révolution; il nous fallait la révolution tout entière, c'est pour cela que la nation française n'a pas voulu, n'a pas pu s'arrêter à la Réformation. Elle a préféré rester catholique jusqu'au moment où elle pourrait proclamer l'athéisme; et c'est à cause de cela qu'elle a supporté avec une résignation si parfaite, si chrétienne, et les horreurs de la Saint-Barthélemy et la tyrannie non moins abominable des exécuteurs de la révocation de l'édit de Nantes. »

Ces patriotes estimables semblent ne point vouloir considérer une chose. C'est qu'un peuple qui, sous quelque prétexte que ce soit, souffre la tyrannie, perd nécessairement à la longue l'habitude salutaire de se révolter et jusqu'à l'instinct même de la révolte. Il perd le sentiment de la liberté, et la volonté, l'habitude d'être libre, et, une fois qu'un peuple a perdu tout cela, il devient nécessairement, non seulement par ses conditions extérieures, mais intérieurement, dans l'essence même de son être, un peuple esclave. C'est parce que le protestantisme a été défait en France que le peuple français a perdu ou plutôt n'a point acquis les mœurs de la liberté; c'est parce que cette tradition et ces mœurs lui manquent qu'il n'a point aujourd'hui ce que nous appelons la conscience politique, et c'est parce qu'il est privé de cette conscience que toutes les révolutions qu'il a faites jusqu'ici n'ont pas même pu lui donner ou lui assurer la liberté politique. A l'exception de ses grands jours révolutionnaires, qui sont ses jours de fête, le peuple français reste aujourd'hui comme hier un peuple esclave.

Passant à un autre ordre de faits, j'arrive au *partage de la Pologne*. Ici je suis très heureux de pouvoir au moins une fois me rencontrer avec M. Marx, car lui aussi, comme moi, comme tout le monde, appelle ce partage un *grand crime*. Seulement, je voudrais savoir comment lui, étant donné son point de vue fataliste et optimiste à la fois, a pu se permettre, a pu motiver une pareille condamnation d'un grand fait historique accompli. Proudhon, qu'il aime tant¹, a été plus logique, plus conséquent que lui. Voulant à toute force absoudre l'histoire, il a écrit une brochure malheureuse², dans laquelle, après avoir démontré avec beaucoup de raison que la Pologne nobiliaire devait périr, parce qu'elle portait les germes de la dissolution en son sein, il a essayé de lui opposer l'Empire des tsars comme le représentant de la démocratie socialiste triomphante. C'était plus qu'une faute, je n'hésite pas à le dire malgré le tendre respect que j'ai pour la mémoire de Proudhon, ce fut un crime : le crime d'un sophiste qui, entraîné par les besoins de la polémique, n'a pas craint d'insulter une nation martyre, au moment même où révoltée pour la centième fois contre ses affreux tyrans russes et al-

¹ Note de JG : « Il est inutile de faire remarquer l'ironie de ce verbe »

² Note de JG : « Il s'agit probablement de la brochure *Si les traités de 1815 ont cessé d'exister (1864)*, où Proudhon s'est prononcé contre le rétablissement la Pologne comme Etat indépendant. »

lemands, pour la centième fois elle gisait abattue sous leurs coups¹.

Mais par quel hasard M. Marx s'est-il laissé entraîner une fois à faire de l'humanité au détriment de la conséquence de ses propres idées ? L'explication de ce hasard n'est point difficile à donner.

*

M. Marx n'est pas seulement un socialiste savant, il est encore un politicien très habile et un ardent patriote. Comme M. de Bismarck, quoique par des voies quelque peu différentes, et comme beaucoup d'autres de ses compatriotes, socialistes ou non socialistes, il veut l'établissement d'un grand Etat germanique pour la gloire du peuple allemand et pour le bonheur, pour la civilisation, volontaire ou forcée, du monde. La réalisation de ce but a rencontré trois obstacles : 1° la rivalité fatale des deux plus grands Etats germaniques, la Prusse et l'Autriche ; 2° la puissance jalouse de la France; et 3° la puissance menaçante de l'Empire de toutes les Russies, qui se pose en protecteur des peuples slaves contre la civilisation allemande.

Les deux premiers obstacles ont été en partie écartés par la politique aussi habile que puissante de M. de Bismarck. L'Autriche, qui a eu ce grand tort aux yeux des patriotes clairvoyants de l'Allemagne de n'avoir point su germaniser complètement les peuples slaves soumis à son joug, et d'avoir permis, dès le second quart de ce siècle, à la pensée, à la langue, à la passion, à la revendication slaves de se réveiller dans son sein, l'Autriche a définitivement succombé sous les coups des armées victorieuses de la Prusse. Elle ne s'en relèvera jamais, tout le monde le sent, tout le monde le voit. C'est en vain qu'elle cherche en elle-même de nouveaux équilibres, essayant de s'appuyer, tour à tour, tantôt sur les Magyars, tantôt sur les Slaves, tantôt et de nouveau sur ses chers Allemands, qui, la sentant périr, commencent à lui tourner le dos pour adorer l'astre brillant qui se lève à Berlin. L'Autriche non seulement a cessé d'être un empêchement pour la Prusse, ou, ce qui veut dire la même chose maintenant, pour l'Allemagne; son existence séparée est devenue momentanément un besoin; car on ne se sent pas encore assez préparé ni assez fort à Berlin pour hériter d'elle, pour prendre en pleine possession tout ce qu'elle possède. Si elle allait succomber maintenant, il faudrait en abandonner une bonne

¹ Note du document: « Le crime de Proudhon ne fut pas d'avoir victorieusement démontré deux vérités : la première, c'est que l'ancienne république et l'ancienne liberté polonaises étaient des institutions nobiliaires fondées sur l'asservissement et sur l'exploitation de toute la population rurale; et la seconde, que l'insurrection de 1863, inspirée, de même que toutes les insurrections précédentes, par la pensée patriotique et ardente, exclusivement politique, mais aucunement socialiste, de rétablir le grand Etat polonais dans ses anciennes limites, devait être fatalement une entreprise avortée. C'était cruel peut-être de dire ces vérités à une nation malheureuse, au moment même où elle succombait sous le fer de ses assassins. Mais enfin c'étaient des vérités, et comme telles elles pouvaient, elles devaient être dites. Le crime de Proudhon a consisté en ceci : par opposition aux patriotes polonais, il s'est efforcé de représenter les troupes, les fonctionnaires, les sbires du tsar comme des émancipateurs socialistes des paysans de la Pologne, opprimés par leurs seigneurs insurgés. Proudhon, comme la plupart de ses compatriotes, ignorait aussi profondément la Pologne que la Russie ; mais, à défaut de savoir, son instinct de révolutionnaire aurait dû le prémunir contre une monstruosité qui lui a valu les remerciements chaleureux de nos patriotes panslavistes de Moscou, et cela au moment même où leurs camarades, leurs amis, les Milioutine, Tcherkasky et beaucoup d'autres procédaient à la confiscation des biens des Polonais insurgés, non pour les donner aux paysans, mais pour les partager entre les fonctionnaires et les généraux russes, qui ont tout fait dès lors, comme on devait s'y attendre, pour faire détester encore davantage le régime impérial en Pologne. L'Empire russe émancipant qui que ce soit, voilà une absurdité révoltante, qui ne fait certainement pas honneur au jugement ni à l'instinct révolutionnaire de Proudhon. »

part à l'Empire de Russie, et cela ne ferait pas du tout le compte de M. Marx, ni même celui de M. de Bismarck.

Contrairement à M. Marx, M. de Bismarck se garde bien d'insulter et de provoquer le tsar. Pendant quelque temps encore, il aura grand besoin de lui, et par conséquent, loin de l'insulter, il le flatte et se dit son ami. Mais en politique l'amitié ne signifie rien, et M. de Bismarck sait aussi bien que M. Marx lui-même que l'heure de la grande lutte entre le pangermanisme, représenté par la Prusse ou par toute l'Allemagne prussifiée, et le panslavisme personnifié dans le tsar, ne peut manquer de sonner. Mais avant qu'elle ne sonne, il faut en finir d'abord avec la France.

La France a été bien vaincue, cruellement blessée, mais elle n'est point encore abattue. Elle n'est point ruinée, et elle se trouve à peine affaiblie. Quoi qu'on dise, — toujours en considérant toutes ces questions au point de vue des Etats, non à celui de la Révolution sociale qui aura pour première conséquence de balayer toutes les vieilles questions, pour faire place à des questions nouvelles et tout à fait différentes, — donc quoi qu'on dise, la France n'a pas oublié l'injure sanglante qu'elle a reçue de l'Allemagne. Elle prendra fatalement sa revanche, soit en prenant l'initiative d'une terrible révolution sociale qui fera crouler à la fois les deux Etats de France et d'Allemagne, et dont la direction ne sera probablement confiée aux mains d'aucun dictateur, soit par une lutte à mort d'Etat à Etat, par un duel entre la République et l'Empire.

M. de Bismarck le sait fort bien, et c'est pourquoi il a encore besoin de l'alliance du tsar et pourquoi il dirige ses armements encore aujourd'hui presque exclusivement contre la France. Mais, comme je l'ai dit, dans sa pensée, aussi bien que dans celle de M. Marx, la lutte avec la Russie, la guerre à mort entre l'empereur d'Allemagne et le tsar, qu'elle éclate un peu plus tard ou un peu plus tôt, est une chose dont l'inévitabilité est comprise et l'accomplissement résolu. Seulement M. de Bismarck veut en finir d'abord complètement avec la France, parce que, encore plus excellent politique que M. Marx lui-même, il se dit que si toute l'Allemagne concentrée dans sa main devait lutter contre la Russie et la France en même temps, elle pourrait bien succomber. Il craint qu'on ne le comprenne trop tôt dans le cabinet de Saint-Pétersbourg, et que, l'ayant compris, le tsar ne se tourne contre lui lorsqu'il attaquera la France. Donc, plus sage sous ce rapport que M. Marx, il se garde bien d'indisposer le tsar contre lui, et il se donne toutes les peines imaginables pour désarmer ses jalousies et ses craintes. Il tâche de gagner sa confiance et de s'assurer de sa connivence en lui laissant espérer, comme une récompense de sa neutralité et naturellement encore plus de sa coopération active si possible, une grande extension de territoire au détriment soit de la Turquie, soit de l'Autriche.

Il est évident que M. de Bismarck donnera à la Russie aussi peu qu'il pourra, le moins possible. Il se gardera bien d'augmenter d'une manière trop réelle la puissance d'un empire contre lequel il se prépare à entrer en lice plus tard. Il sera bien forcé pourtant de le laisser faire quelques acquisitions sérieuses, mais comme l'Allemagne en fera indubitablement, en même temps, de plus sérieuses encore, et comme, selon toutes les probabilités, le gouvernement et l'administration germaniques, incomparablement plus capables et mieux dirigés que le gouvernement et l'administration russes, sauront tirer de leurs conquêtes plus d'avantages que les Russes, M. de Bismarck se dit qu'à la fin des comptes, et toute proportion gardée, la puissance de l'Allemagne comparée à celle de la Russie

deviendra encore plus grande, et que, la Russie restant alors le seul ennemi, il sera beaucoup plus facile à l'Allemagne de le vaincre et de l'écraser.

Il faut être aveugle pour ne point voir que telle est, telle doit être la politique de M. de Bismarck tant vis-à-vis de la France que vis-à-vis de la Russie. Une fois les rapports actuels de ces trois grands États, la France, l'Allemagne et la Russie, donnés, elle s'en suit avec la conséquence rigoureuse d'une déduction mathématique.

La politique de M. de Bismarck est celle du présent; la politique de M. Marx, qui se considère à tout le moins comme son successeur et son continuateur, est celle de l'avenir¹. Et quand je dis que M. Marx se considère comme le continuateur de M. de Bismarck, je suis loin de calomnier M. Marx. S'il ne se considérait pas comme tel, il n'aurait pas permis au confident de toutes ses pensées, M. Engels, d'écrire que M. de Bismarck sert la cause de la Révolution sociale. Il la sert maintenant à sa manière, M. Marx la servira plus tard d'une autre manière. Voilà dans quel sens il sera, plus tard, le continuateur, comme aujourd'hui il est l'admirateur, de la politique de M. de Bismarck.

Maintenant, examinons le caractère particulier de la politique de M. Marx. Et d'abord, constatons les points essentiels sur lesquels elle se sépare de la politique bismarckienne. Le point principal, et on pourrait dire unique, est celui-ci : M. Marx est démocrate, socialiste autoritaire, et républicain; M. de Bismarck est un Junker poméranien, aristocrate et monarchiste quand même. La différence est donc très grande, très sérieuse, et des deux côtés elle est également sincère. Sous ce rapport, il n'y a point d'entente ni de réconciliation possible entre M. de Bismarck et M. Marx. En dehors même de tant de gages irrécusables que M. Marx, pendant toute sa vie, a donnés à la cause de la démocratie socialiste, sa position même et son ambition donnent à cet égard une garantie certaine. Dans une monarchie, si libérale qu'elle fût, ou même une République conservatrice à la façon de M. Thiers, il ne peut y avoir aucune place, aucun rôle pour M. Marx, à plus forte raison dans l'Empire prusso-germanique fondé par M. de Bismarck, avec un empereur croquemitaine, caporal et dévot pour chef, et avec tous les barons et tous les bureaucrates de l'Allemagne pour gardiens. Avant d'arriver au pouvoir, M. Marx devra balayer tout cela. Donc, il est forcément révolutionnaire.

Voilà ce qui sépare M. Marx de M. de Bismarck : c'est la forme et les conditions du gouvernement. L'un est aristocrate et monarchiste quand même; l'autre est quand même démocrate, républicain, et, par-dessus le marché, démocrate socialiste et républicain socialiste.

Voyons maintenant ce qui les unit. C'est *le culte quand même de l'Etat*. Je n'ai pas besoin de le prouver pour M. de Bismarck, ses preuves sont faites. Il est, de la tête aux pieds, un homme d'Etat, et rien qu'un homme d'Etat. Mais je ne crois pas avoir besoin non plus de trop grands efforts pour prouver qu'il en est

¹ Note de JG : « C'est ici que Bakounine devrait nous donner l'explication promise du motif qui a porté Marx à condamner le partage de la Pologne, tandis que Bismarck l'approuve et veut maintenir la nation polonaise dans la servitude. Mais il a oublié sa promesse. Toutefois, il n'est pas difficile de suppléer à cette omission et de deviner la pensée de l'écrivain. Marx, voyant dans l'Empire russe l'ennemi futur de sa grande République allemande, est amené — ainsi doit raisonner Bakounine — à souhaiter la restauration d'un Etat de Pologne indépendant, qui servirait de tampon entre la Russie et l'Allemagne, et qui aurait la mission naturelle de garantir à la République germanique la sécurité de sa frontière de l'Est. »

de même de M. Marx. Il aime à tel point le gouvernement, qu'il a voulu en instituer un même dans l'Association internationale des travailleurs; et il adore tellement le pouvoir qu'il a voulu, qu'il prétend encore aujourd'hui nous imposer sa dictature. Il me semble que cela est suffisant pour caractériser ses dispositions personnelles. Mais son programme socialiste et politique en est la très fidèle expression. Le but suprême de tous ses efforts, comme nous l'annoncent les statuts fondamentaux de son parti, en Allemagne, c'est l'établissement du grand Etat populaire (*Volksstaat*).

Mais qui dit Etat, dit nécessairement un Etat particulier, limité, comprenant sans doute, s'il est très grand, beaucoup de populations et de pays différents, mais en excluant encore davantage. Car à moins de rêver l'Etat universel, comme l'avaient fait Napoléon et Charles-Quint, ou comme la papauté avait rêvé l'Eglise universelle, M. Marx, malgré toute l'ambition internationale qui le dévore aujourd'hui, devra bien, quand l'heure de la réalisation de ses rêves aura sonné pour lui, — si elle sonne jamais, — se contenter de gouverner un seul Etat et non plusieurs Etats à la fois. Par conséquent, qui dit Etat dit un Etat, et qui dit un Etat affirme par là l'existence de plusieurs Etats, et qui dit plusieurs Etats dit immédiatement concurrence, jalousie, guerre sans trêve et sans fin. La plus simple logique aussi bien que toute l'histoire en font foi.

Il est dans la nature de l'Etat de rompre la solidarité humaine et de nier en quelque sorte l'humanité. L'Etat ne peut se conserver comme tel dans son intégrité et dans toute sa force que s'il se pose comme le but suprême, absolu, au moins pour ses propres citoyens, ou, pour parler plus franchement, pour ses propres sujets, ne pouvant pas s'imposer comme tel aux sujets des autres Etats. De là résulte inévitablement une rupture avec la morale humaine en tant qu'universelle, avec la raison universelle, par la naissance de la morale de l'Etat et d'une raison d'Etat. Le principe de la morale politique ou d'Etat est très simple. L'Etat étant le but suprême, tout ce qui est favorable au développement de sa puissance est bon; tout ce qui lui est contraire, fût-ce la chose la plus humaine du monde, est mauvais. Cette morale s'appelle *le patriotisme*. L'Internationale, comme nous l'avons vu, est la négation du patriotisme, et par conséquent la négation de l'Etat. Si donc M. Marx et ses amis du Parti de la démocratie socialiste allemande pouvaient réussir à introduire le principe de l'Etat dans notre programme, ils tueraient l'Internationale.

L'Etat, pour sa conservation, doit être nécessairement puissant au dehors; mais s'il l'est au dehors, il le sera infailliblement au dedans. Tout Etat, devant se laisser inspirer et diriger par une morale particulière, conforme aux conditions particulières de son existence, par une morale qui est une restriction, et par conséquent la négation de la morale humaine et universelle, devra veiller à ce que tous ses sujets, dans leurs pensées et surtout dans leurs actes, ne s'inspirent aussi que des principes de cette morale patriotique ou particulière, et qu'ils restent sourds aux enseignements de la morale purement ou universellement humaine. De là résulte la nécessité d'une censure de l'Etat; une liberté trop grande de la pensée et des opinions étant, comme le pense M. Marx, avec beaucoup déraison d'ailleurs, à son point de vue éminemment politique, incompatible avec cette unanimité d'adhésion réclamée par la sûreté de l'Etat. Que telle soit, en réalité, la pensée de M. Marx, cela nous est suffisamment prouvé par les tentatives qu'il a faites pour introduire, sous des prétextes plausibles, en la couvrant d'un masque, la censure dans l'Internationale.

Mais quelle que soit la vigilance de cette censure, alors même que l'Etat prendrait exclusivement entre ses mains toute l'éducation et toute l'instruction populaires, comme l'a voulu Mazzini, et comme le veut aujourd'hui M. Marx, l'Etat ne pourra jamais être sûr que des pensées prohibées et dangereuses ne se glissent pas, en contrebande, dans la conscience des populations qu'il gouverne. Le fruit défendu a tant d'attrait pour les hommes, et le diable de la révolte, cet ennemi éternel de l'Etat, se réveille si facilement dans leurs cœurs lorsqu'ils ne sont pas suffisamment abrutis, que ni cette éducation, ni cette instruction, ni même cette censure, ne garantissent suffisamment la tranquillité de l'Etat. Il lui faut encore une police, des agents dévoués qui surveillent et dirigent, secrètement et sans que cela paraisse, le courant de l'opinion et des passions populaires. Nous avons vu que M. Marx lui-même est tellement convaincu de cette nécessité, qu'il a cru devoir remplir de ses agents secrets toutes les régions de l'Internationale, et surtout l'Italie, la France et l'Espagne¹.

Enfin, quelque parfaite que soit, au point de vue de la conservation de l'Etat, l'organisation de l'éducation et de l'instruction populaires, de la censure et de la police, l'Etat ne peut être sûr de son existence tant qu'il n'a point, pour le défendre *contre les ennemis de l'intérieur*, contre le mécontentement des populations, une force armée. L'Etat, c'est le gouvernement de haut en bas d'une immense quantité d'hommes très divers au point de vue du degré de leur culture, de la nature des pays ou des localités qu'ils habitent, de leur position, de leurs occupations, de leurs intérêts et de leurs aspirations, par une minorité quelconque; cette minorité, fût-elle mille fois élue par le suffrage universel et contrôlée dans ses actes par des institutions populaires, à moins qu'elle ne soit douée de l'omniscience, de l'omniprésence et de la toute-puissance que les théologiens attribuent à leur Dieu, il est impossible qu'elle puisse connaître, prévoir les besoins, ni satisfaire, avec une égale justice, aux intérêts les plus légitimes, les plus pressants de tout le monde. Il y aura toujours des mécontents, parce qu'il y aura toujours des sacrifiés.

D'ailleurs l'Etat, comme l'Eglise, par sa nature même, est un grand sacrificateur d'hommes vivants. C'est un être arbitraire, au sein duquel tous les intérêts positifs, vivants, tant individuels que locaux, des populations viennent se rencontrer, se heurter, s'entre-détruire, s'absorber dans cette abstraction qu'on appelle l'intérêt commun, *le bien public*, *le salut public*, et où toutes les volontés réelles s'annulent dans cette autre abstraction qui porte le nom de *volonté du peuple*. Il résulte de là que cette soi-disant volonté du peuple n'est jamais autre chose que le sacrifice et la négation de toutes les volontés réelles des populations; aussi bien que ce soi-disant bien public n'est rien que le sacrifice de leurs intérêts. Mais pour que cette abstraction omnivore puisse s'imposer à des millions d'hommes, il faut qu'elle soit représentée et soutenue par un être réel, par une force vivante quelconque. Eh bien, cet être, cette force ont toujours existé. Dans l'Eglise, ils s'appellent le clergé, et dans l'Etat la classe dominante ou gouvernante.

Dans l'Etat populaire de M. Marx, nous dit-on, il n'y aura point de classe privilégiée. Tous seront égaux, non seulement au point de vue juridique et politique, mais au point de vue économique. Au moins on le promet, quoique je doute fort que, de la manière dont on s'y prend et dans la voie qu'on veut suivre, on puisse jamais tenir sa promesse. Il n'y aura donc plus de classe privilégiée, mais un gouvernement, et, remarquez-le bien, un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de

¹ Note du document : « Une allusion à Lafargue et Cafiero, en particulier. ».

gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font tous les gouvernements aujourd'hui, mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la *juste* répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'Etat. Tout cela exigera une science immense et beaucoup de têtes débordantes de cervelle dans ce gouvernement. Ce sera le règne de *l'intelligence scientifique*, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels et fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominante au nom de la science¹, et une immense majorité ignorante. Et alors gare à la masse des ignorants !

Un tel régime ne manquera pas de soulever de très sérieux mécontentements dans cette masse, et, pour la contenir, le gouvernement illuminateur et émancipateur de M. Marx aura besoin d'une force armée non moins sérieuse. Car le gouvernement doit être fort, dit M. Engels, pour maintenir dans l'ordre ces millions d'analphabètes dont le soulèvement brutal pourrait tout détruire et tout renverser, même un gouvernement dirigé par des têtes débordantes de cervelle.

Vous voyez bien qu'à travers toutes les phrases et toutes les promesses démocratiques et socialistes du programme de M. Marx, on retrouve dans son Etat tout ce qui constitue la propre nature despotique et brutale de tous les Etats, quelle que soit la forme de leur gouvernement, et qu'à la fin des comptes l'Etat populaire, tant recommandé par M. Marx, et l'Etat aristocratico-monarchique, maintenu avec autant d'habileté que de puissance par M. de Bismarck, s'identifient complètement par la nature de leur but tant intérieur qu'extérieur. A l'extérieur, c'est le même déploiement de la force militaire, c'est-à-dire la conquête; et à l'intérieur c'est le même emploi de cette force armée, dernier argument de tous les pouvoirs politiques menacés, contre les masses qui, fatiguées de croire, d'espérer, de se résigner et d'obéir toujours, se révoltent.

Laissons maintenant les considérations générales sur l'Etat, et entrons plus avant dans la politique réelle, nationale de M. Marx. Comme M. de Bismarck, il est un patriote allemand. Il veut la grandeur et la puissance de l'Allemagne comme Etat. Personne ne pourra d'ailleurs lui faire un crime d'aimer son pays et son peuple; et puisqu'il est si profondément convaincu que l'Etat est la condition sine qua non de la prospérité de l'un et de l'émancipation de l'autre, on trouvera naturel qu'il désire que l'Allemagne s'organise en Etat et nécessairement en Etat très grand et très fort, puisque les Etats faibles et petits courent toujours le risque de se voir engloutir. Par conséquent M. Marx, comme patriote perspicace et ardent, doit vouloir la puissance et la grandeur de l'Allemagne comme Etat.

Mais, d'un autre côté, M. Marx est un socialiste célèbre, et de plus l'un des initiateurs principaux de l'Internationale. Il ne se contente pas de travailler pour la seule émancipation du prolétariat de l'Allemagne; il tient à honneur et il considère comme son devoir de travailler en même temps pour l'émancipation du prolétariat de tous les autres pays; ce qui fait qu'il se trouve en pleine contradiction avec lui-même. Comme patriote allemand, il veut la grandeur et la puissance, c'est-à-dire la domination, de l'Allemagne; mais comme socialiste de l'Internationale, il doit

¹ Note du document : « On peut entendre par cette notation qui revient souvent sous la plume de Bakounine ce que nous appelons aujourd'hui la technocratie ou la technocratie, dont il se méfiait beaucoup. ».

vouloir l'émancipation de tous les peuples du monde. Comment résoudre cette contradiction ?

Il n'est qu'un seul moyen, c'est de proclamer, après s'en être persuadé soi-même, cela s'entend, que la grandeur et la puissance de l'Allemagne comme Etat est la condition suprême de l'émancipation de tout le monde, que le triomphe national et politique de l'Allemagne, c'est le triomphe de l'humanité, et que tout ce qui est contraire à l'avènement de cette nouvelle grande puissance omnivore est ennemi de l'humanité. Une fois cette conviction établie, il n'est pas seulement permis, mais il est commandé par la plus sainte des causes de faire servir l'Internationale, y compris toutes les Fédérations des autres pays, comme un moyen très puissant, très commode, très populaire surtout, à l'édification du grand Etat pangermanique. Et c'est là précisément ce que M. Marx avait tenté de faire, tant par les délibérations de la Conférence qu'il avait réunie en septembre 1871 à Londres, que par les résolutions votées par ses amis allemands et français au Congrès de La Haye. S'il n'a pas mieux réussi, ce n'est assurément pas faute de très grands efforts ni de beaucoup d'habileté de sa part, mais probablement parce que l'idée fondamentale qui l'inspire est fautive et que la réalisation en est impossible.

*

Cette identification de la cause de l'humanité avec celle de la grande patrie germanique n'est point une idée absolument nouvelle. Elle a été explicitement exprimée pour la première fois, si je ne me trompe, par le grand philosophe et patriote allemand Fichte, dans une série de lectures qu'il a faites à Berlin après la bataille d'Iéna, pour ainsi dire sous la baïonnette des soldats français qui tenaient garnison dans la capitale de la Prusse, et qui, enivrés de toutes leurs victoires et ignorants comme il convient à de braves généraux, officiers et soldats de la France, se souciaient peu de ce que pouvait dire un professeur allemand¹.

Fichte avait été chassé peu de temps auparavant de l'université d'Iéna, sous le gouvernement très éclairé du duc de Saxe-Weimar, l'ami de Goethe, à cause de sa profession de foi révolutionnaire et athée. Eh bien, ce fut à cet homme que Stein et Hardenberg, les deux ministres nouveaux du roi Frédéric-Guillaume III de Prusse, dans un moment où la Prusse, conquise complètement et ne respirant plus que par la grâce de son vainqueur, s'était vue plongée dans une détresse infiniment plus accablante que celle où s'est trouvée la France en 1870 et 1871, — ce fut à cet homme que le gouvernement de la Prusse, bien plus heureusement inspiré que ne l'a été celui de M. Thiers, eut recours pour remonter, pour refaire l'énergie morale de la jeunesse prussienne et allemande.

Chose surprenante et digne de rester dans la mémoire des nations ! La véritable grandeur de la Prusse, sa puissance nouvelle datent de la catastrophe d'Iéna. Il est vrai que bien des causes antérieures, tant prussiennes qu'allemandes, l'avaient préparée. Parmi les causes exclusivement prussiennes, il faut mettre en première ligne la politique persévérante et tortueuse de cette maison de Brandebourg qui, pendant trois siècles de suite, de père en fils, a toujours poursuivi un seul but : celui de la création d'une grande puissance allemande, fondée en partie sur la destruction et en partie sur l'asservissement des populations slaves qui étaient les habitants primitifs de tout le royaume de Prusse actuel, et dont une partie encore ont conservé leurs traits, leurs mœurs et jusqu'à leur langue slaves, malgré tous

¹ Note du document: « Ces lectures ont été publiées sous ce titre : « Discours à la nation allemande ».

les efforts qu'on a faits pour les germaniser. D'abord vassaux de la couronne de Pologne, les ducs de Prusse finirent par déposséder leur ancien suzerain. D'abord ils se rendirent indépendants de lui, puis ils commencèrent à détacher une à une ses provinces, enfin ils se proclamèrent rois, et, par la main de leur puissant successeur Frédéric le Grand, de concert avec la Russie et l'Autriche, ils donnèrent enfin le coup de grâce à cette malheureuse Pologne, jadis leur souveraine.

A moins de faire preuve d'une profonde ignorance, personne ne pourra contester que toute la puissance politique de la Prusse a été fondée exclusivement au détriment et sur la ruine complète de la Pologne. Cette puissance date réellement du partage de ce royaume républicain, et de la conquête de la Silésie, province jadis tout à fait et aujourd'hui encore en très grande partie polonaise. Il est bon de se rappeler cette origine, qui pèse et qui pèsera toujours comme une fatalité sur la puissance prussienne, et sur la puissance allemande aussi, en tant que la puissance allemande sera prussienne.

Mais cette puissance nouvelle, créée définitivement par Frédéric II, n'était encore pour ainsi dire qu'une puissance tout extérieure, tout artificielle, mécanique, ou seulement politique. L'âme, la sanction nationale lui manquait. En majeure partie slave dans les campagnes, elle n'était allemande que dans les villes, dans la classe bourgeoise, dans la noblesse, dans sa bureaucratie, dans ses professeurs, et dans son clergé protestant, enfin à la cour, jusqu'au moment où Frédéric II eut transformé cette dernière en une espèce de cour française, singeant à la manière des Allemands, c'est-à-dire avec une grâce un peu lourde, l'esprit, les modes et les manières élégantes des Français.

Pour se faire une idée juste de ce qu'était la nationalité allemande, représentée par les classes que je viens d'énumérer, non seulement en Prusse, mais dans toute l'Allemagne, on ne saurait mieux faire que de lire *l'Histoire du dix-huitième siècle* écrite par le grand historien allemand Schlosser. On ne peut s'imaginer rien de plus abject, de plus stupide, de plus vil. C'étaient la pauvreté, la sécheresse, la lourdeur pédantesque d'un esprit privé de mouvement et de vie, unies à une lâcheté de cœur sans limites.

Chose étrange et également digne de ne pas être oubliée par les peuples ! Le protestantisme, qui, s'il n'avait point créé, avait au moins stimulé et accompagné le mouvement émancipateur des peuples dans tous les autres pays, en Suisse, en Angleterre, en Hollande, en Suède, et plus tard en Amérique, en France même tant qu'il n'y fut point vaincu, dans la seule Allemagne avait produit un effet tout contraire. Il y devint la religion du despotisme. Ne faut-il pas en conclure que les Allemands sont un peuple vraiment prédestiné à la création d'un très puissant et très grand Etat, puisque l'obéissance et la résignation, ces premières vertus d'un sujet et ces conditions suprêmes de l'Etat, se trouvent si profondément enracinées dans leurs cœurs ; au point que la Réformation, une révolution religieuse qui avait secoué la torpeur de tant d'autres nations et qui avait réveillé en leur sein le principe de toute liberté, la révolte, n'avait produit d'autre effet en Allemagne que de renforcer le sentiment et la pratique de la discipline ?

Dans la première livraison de cet écrit¹, j'ai montré comment la nation allemande, absorbée pieusement dans ses rêves, avait passé son adolescence et sa jeunesse, toute la longue période du moyen âge, dans le plus complet et le plus tranquille esclavage. J'ai constaté ensuite comment, vers la fin du quinzième siècle, elle avait fait mine de se réveiller. Au commencement du seizième siècle, elle eut en effet quelques années d'élan magnifique : Luther, Ulrich von Hutten, Franz von Sickingen, Thomas Münzer, et bien d'autres encore, semblèrent vouloir l'entraîner dans une voie inconnue et riche de pensée, de passion et d'action, dans la voie de la liberté. Electrisés par leurs prédications ardentes, frémissant d'espérance et de foi, des masses de paysans, brisant leurs chaînes antiques, se levèrent au cri de *Guerre aux châteaux et paix aux chaumières* ! Ils saccagèrent et détruisirent les châteaux, et pendirent ou massacrèrent les seigneurs et les prêtres.

« C'était la réaction », dit Lassalle et répètent avec lui tous les marxistes. C'était la réaction, disent-ils, parce que la révolution, qui n'est telle que lorsqu'elle est bien civilisée, bien scientifique, c'est-à-dire bien bourgeoise, ne peut pas sortir de la barbarie des campagnes. Le paysan ne peut faire que de la réaction, d'où il résulte que le premier devoir de la révolution, c'est d'empêcher, de réprimer à toute force, quelque mouvement de paysans que ce soit. Dociles à ce précepte, les bourgeois radicaux de l'Allemagne l'ont en effet réprimé en 1830, aussi bien qu'en 1848, et c'est à cause de cela sans doute qu'ils jouissent aujourd'hui d'une si grande liberté. En 1525, le triomphe de cette étrange « révolution », tout allemande, sur cette « réaction » paysanne, fut complet. Les paysans, abandonnés et trahis par les bourgeois des villes, furent défaits par les nobles et massacrés et torturés par dizaines de milliers, après quoi toute l'Allemagne rentra dans le calme. Elle y resta plongée pendant plus de trois siècles, comme l'Italie, avec cette différence que l'Italie avait été étouffée par l'alliance de l'empereur et du pape, tandis que l'Allemagne avait succombé *volontairement* sous le poids de sa propre « révolution ».

Ce fut précisément alors que commença à se développer dans toute son étrange splendeur en Allemagne la puissance croissante et soi-disant progressiste et révolutionnaire de l'Etat militaire, bureaucratique et tranquillement despotique. Les princes souverains remplacèrent le pape et se déclarèrent les chefs de leurs Eglises nationales, à la grande satisfaction d'un clergé dont le servilisme abject dépassa tout ce qu'on avait vu de pareil même en Allemagne jusque-là. Ils devinrent en quelque sorte les Dieux de leurs Etats, des Dieux très grossiers, ignorants comme il convient à des princes, stupidement infatués de leur volonté souveraine et excessivement dépravés; au-dessous d'eux une noblesse platement courtisane, ployée à tous les services, chercheuse de fortune, de grâces et de maîtres, et ne demandant pas mieux que de vendre ses femmes et ses filles au premier petit sultan venu. Les paysans, écrasés, décimés et abrutis triplement et par la défaite, et par la misère, et par les enseignements de leurs pasteurs protestants, prédicateurs de l'esclavage chrétien, ne bougèrent plus, sinon apporter, courbés et tremblants, les fruits de leur travail au château. La bourgeoisie et les corps de métier reprirent paisiblement leurs occupations et leurs habitudes laborieuses quotidiennes, ne gardant pour toute distraction et pour consolation que la lecture de la Bible, et payant tous les impôts qu'on voulut sans résistance, sans protestation, sans murmure.

¹ Note du document : « *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*, par Michel Bakounine. Se vend chez James Guillaume, imprimeur, à Neuchâtel. ».

L'Allemagne était ainsi définitivement devenue et resta pendant trois siècles mortels le paradis des despotes, la terre de la tranquillité, de la soumission, de la résignation, et de la médiocrité la plus désolante, oui, désolante sous tous les rapports, car même le mouvement économique, celui de l'industrie et du commerce, s'était considérablement ralenti en comparaison de l'énergie et de l'activité qu'il avait déployées depuis la naissance de la Ligue hanséatique, entre le treizième et le quinzième siècles. Après la Réforme, ce mouvement pour ainsi dire se glaça, en sorte que l'Allemagne resta bien loin non seulement en arrière de pays protestants tels que l'Angleterre et la Hollande, mais même en arrière de la France catholique. On peut même dire que ce n'est qu'à partir du premier quart de notre siècle qu'elle a commencé à participer au grand mouvement de l'industrie et du commerce mondial.

Aujourd'hui même, elle n'y tient évidemment que le quatrième ou même le cinquième rang, après l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, et la très petite mais très industrielle Belgique, et, sous le rapport du commerce maritime au moins, même derrière la Hollande¹.

Donc, pendant trois siècles, même sous le rapport économique, elle resta à peu près stationnaire, aussi pauvre d'esprit que de richesses matérielles. Il en était résulté une sorte de vertu relative ou plutôt négative, connue sous le nom proverbial *d'honnêteté allemande*; on l'avait attribuée à tort à je ne sais quelle force morale, inhérente, croyait-on, au caractère de la nation, tandis que cette vertu n'était rien que le produit naturel de cette double pauvreté de la bourse et de l'esprit. Et pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir avec quelle rapidité cette honnêteté allemande tant vantée s'évapore aujourd'hui sous le souffle dépravateur et puissant de la grande spéculation banquière, des grandes transactions commerciales et de la grande industrie.

Cette honnêteté n'était donc pas une force morale, mais le produit de la médiocrité tant matérielle qu'intellectuelle. C'était l'habitude des pauvres de vivre de peu et de ne connaître que très peu de besoins, de traîner toute leur existence en dehors des grandes passions, des grandes jouissances et des grandes tentations tant de la pensée que de la vie. Se contenter de peu, voilà en quoi consista toute cette vertu, — une vertu négative s'il en fut, — et ne chercher des compensations et des consolations que dans la contemplation religieuse et dans la lecture de la Bible, qui enivrait à très bon marché ces bons bourgeois protestants, par la communion du Saint-Esprit ou la communication directe avec Dieu par le Christ. On conçoit qu'un tel régime ait dû former des sujets très appropriés aux besoins du despotisme.

Tel fut donc, dans cet étrange pays, l'effet de la double révolution qui marqua la transition du Moyen Age à l'âge moderne; de la révolution qui, sur les ruines de la propriété féodale, devait fonder la puissance nouvelle du capital; de la révolution religieuse qui avait réveillé la vie politique dans tous les autres pays. En Allemagne, cet effet peut être résumé en ces mots : appauvrissement et engourdissement matériel, prostration intellectuelle et morale.

Quelques écrivains allemands, Schiller entre autres, ont cherché à s'expliquer ce fait si douloureux pour leur patriotisme, en l'attribuant exclusivement aux désastres immenses causés en Allemagne par la guerre de Trente ans, dont elle fut en même

¹ Note de JG : « Il est inutile de rappeler que, depuis le moment où Bakounine écrivait, les choses ont bien changé. ».

temps le théâtre et la victime. Mais les autres pays furent-ils réellement épargnés ? La Hollande ne fut-elle pas autant ravagée par Philippe II, l'Angleterre par les Stuarts, et la France par la Ligue catholique et par la monarchie absolue depuis le commencement des guerres de religion jusqu'à la proclamation de l'édit de Nantes ? Eh bien, tout cela n'a pas empêché la Hollande de fonder sa liberté et sa prospérité matérielle; l'Angleterre d'avoir ses Shakespeare, ses Milton, de renverser le despotisme des Stuarts, et de mater ensuite le despotisme allemand apporté par la maison de Hanovre. En France même, malgré le triomphe du catholicisme, malgré l'anéantissement et le bannissement définitif des populations protestantes, les plus industrieuses et les plus riches du pays, enfin malgré l'établissement d'une monarchie orientalement absolue, avec tout l'étalage insolent de son Roi-Soleil qui résume en sa personne tout l'Etat, — en France, depuis Rabelais, Montaigne et Descartes jusqu'à Voltaire et Diderot, à travers la grande littérature du dix-septième et du dix-huitième siècles, vous trouvez un courant non interrompu et toujours grossissant de libre-pensée, qui inspire de nobles esprits, fonde à Paris des salons littéraires et philosophiques, des Académies de sciences et de lettres, crée une opinion publique opposée autant au catholicisme, au dogme chrétien, au Maître céleste, qu'au despotisme royal, et qui, d'abord se développant en cachette, se répandant peu à peu, par mille filières souterraines et invisibles, dans toutes les classes de la société, finit par embrasser la nation tout entière, proclame la Révolution et traîne à la guillotine le maître terrestre.

Mais en Allemagne rien, rien du tout. Depuis la mort de Luther jusqu'à l'apparition des premiers écrits de Lessing, c'est-à-dire pendant deux siècles de suite, interruption complète de pensée, de tout mouvement intellectuel et de toute vie morale; à moins que, par pitié pour tant de misère, on ne veuille considérer comme des signes de développement intellectuel et moral les vagissements maladifs et sentimentaux du piétisme¹, ou bien les extravagances théosophiques d'un Jacob Böhme². La langue allemande elle-même, dont s'était si magnifiquement servi Luther, était retombée en désuétude : c'était la langue de la Bible, des cantiques et des traités religieux; la science dédaignait de s'en servir, et il n'y avait proprement pas de littérature. Leibnitz, l'un des plus remarquables esprits du dix-septième siècle, écrivit presque toujours en français ou en latin. Dans les universités, les sciences ne s'enseignaient qu'en latin.

Et quelles sciences ! Quels étranges professeurs ! La théologie orthodoxe luthérienne y dominait tout. Après elle venait le droit, l'une et l'autre prêchant le pouvoir absolu du souverain et le devoir non moins absolu de l'obéissance passive des sujets. C'était le culte théorique de l'Etat, base et condition préalable du culte pratique qui avait fait de l'Allemagne ce qu'elle était : la patrie des despotes et celle des esclaves volontaires, des laquais. Les professeurs, pédants, ridicules, absurdes, lâches et ignobles comme des laquais, à genoux devant toutes les autorités, vendus d'avance et voués corps et âme au service de tous les pouvoirs, qu'ils adulaient en vers latins et en prose, et en même temps arrogants, jaloux, tracassiers, s'injuriant, se calomniant, se dénonçant mutuellement, et poussant cette guerre incivile de pédants, comme dans la comédie de Molière, jusqu'à se prendre aux cheveux quelquefois, — tels furent les nobles instructeurs et éducateurs de la jeunesse allemande pendant ces deux siècles.

A côté des deux sciences principales, la théologie et le droit, il y en avait une troisième, qui enseignait en quelque sorte la théo-

¹ Note de JG : « Spener, le fondateur du piétisme, est mort en 1705. ».

² Note de JG : « Jacob Böhme est mort en 1624. ».

rie de leur application à la vie pratique : c'était la science politique, la science de l'Etat, ou proprement la science du service de l'Etat. Elle embrassait l'administration, les finances et la diplomatie, et devait, aussi bien que les deux autres, mais d'une manière encore plus spéciale, former les bureaucrates, les fidèles serviteurs de l'Etat. Car il faut observer qu'à cette époque, en Allemagne, les mots « patrie », « nation », étaient complètement ignorés. Il n'y avait que l'Etat, ou plutôt une infinité d'Etats, grands, moyens, petits et très petits. Il n'y en avait proprement qu'un seul véritablement grand, c'était l'Autriche, qui se trouvait à la tête de toute l'Allemagne comme chef de l'Empire, mais qui n'avait ni la puissance, ni même la volonté de mettre un frein à l'arbitraire despotique des souverains moyens et petits dans leurs Etats respectifs. Pour le sujet, et à plus forte raison pour le fonctionnaire, l'Allemagne n'existait pas : il ne connaissait que l'Etat grand, moyen ou petit qu'il servait et qui se résumait pour lui dans la personne du prince.

Toute la science du bureaucrate consistait en ceci : maintenir l'ordre public et l'obéissance des sujets, et leur soutirer autant d'argent que possible pour le trésor du souverain, sans les ruiner complètement et sans les pousser par le désespoir à la révolte; danger qui d'ailleurs n'était pas excessivement grand, l'Allemagne étant, alors au moins sinon aujourd'hui, le pays classique de la soumission, de la patience et de la résignation aussi bien que de l'honnêteté.

On peut s'imaginer quel dut être l'esprit de cette honnête bureaucratie allemande, qui, ne reconnaissant, après Dieu, d'autre objet de culte que cette terrible abstraction de l'Etat personnifiée dans le prince, lui immolait consciencieusement, impitoyablement tout. Brutus nouveau, en bonnet de coton et sa pipe pendante à la bouche, chaque fonctionnaire allemand était capable de sacrifier ses propres enfants à ce qu'il appelait, lui, la raison, la justice, le droit suprême de l'Etat.

A côté de ces honnêtes « philistins » de la bureaucratie, il y avait les roués, les coquins patentés et titrés de la diplomatie. La bureaucratie¹, on peut le dire, est née et s'est développée principalement en Allemagne, y est devenue à la fois une science, un art et un culte. Mais c'est l'Italie qui réclame l'honneur fort équivoque d'avoir donné naissance à la diplomatie. Partagée en une foule de petites républiques, au Moyen Age, toutes indépendantes et rivales les unes des autres; menacée par les invasions périodiques des Allemands, des Français, des Espagnols, et par la trahison permanente des papes, c'est l'Italie qui a créé, développé et cultivé dans son sein cet art infernal de la diplomatie, si bien décrit par Machiavel, et qui, après avoir formé et illustré les grands coquins historiques que furent les Médicis et les Borgia, a fini par démoraliser et par désorganiser si complètement cette noble nation qu'elle devint à la longue incapable de résister à la double tyrannie des empereurs et des papes.

Les mêmes raisons qui l'avaient fait naître en Italie devaient la faire prospérer en Allemagne, où chaque petite cour formait un foyer permanent de cabales ou d'intrigues, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. A l'intérieur, c'était la grande affaire de la faveur du prince, qu'une foule de nobles valets se disputaient avec un acharnement féroce, déployant dans cette lutte toute la canaillerie dont la bassesse, la perfidie, l'avidité et la vanité des courtisans et des courtisanes sont capables. Plus une cour était petite, et plus cette cabale incessante, qui en constituait en quelque sorte l'atmosphère, se manifestait cynique, ridicule, atroce, dégoûtante. Marier le prince, lui donner une maî-

¹ Note de JG : « Par « bureaucratie » Bakounine entend, cette fois, non pas comme tout à l'heure, la classe des possédants, mais, conformément à l'étymologie, la domination des bureaucrates d'un pays par la classe bureaucratique. ».

trasse, la remplacer par une autre, chasser un favori pour en élever un nouveau, voilà les grandes affaires qui absorbaient l'intelligence de la jeunesse nobiliaire de l'Allemagne. Cette cabale intérieure servait en quelque sorte d'école où se formaient les hommes d'Etat, les diplomates. Une fois formés, ils se lançaient sur le théâtre public de la diplomatie extérieure, qui devint en quelque sorte la science ou plutôt l'art privilégié de la gent nobiliaire en Allemagne, aussi bien que dans tous les autres pays.

On sait ce que c'est que la diplomatie¹ : c'est l'art et la science de la coquinerie légitimée par le service de l'Etat. On a dit avec beaucoup de raison que si, dans quelque intérêt que ce fût, un individu voulait se permettre la dixième partie des actes que les diplomates les plus renommés de l'Europe accomplissent sous nos yeux, on le traduirait en justice et on le condamnerait au baigne, à moins qu'il ne fût assez riche et puissant pour éviter l'un et l'autre. Machiavel, le fondateur de la science politique, en tant que science historique et positive, l'a fort bien démontré : l'Etat, tout Etat, monarchique ou républicain, c'est la même chose, — l'Etat n'existant que par la violence et n'étant rien lui-même qu'une violence systématique ou continue, franche ou masquée, mais toujours imposée aux masses par une minorité dominante ou gouvernement quelconque, — l'Etat ne peut se maintenir que par une violation également continue et systématique du droit humain, de la morale humaine; ce qui revient à dire qu'il ne peut exister que par le crime. Mais une fois que l'Etat, son intégrité, sa grandeur, sa puissance, et par conséquent aussi son extension si possible, sont posés comme le but suprême auquel tout homme né dans son sein, tout sujet, doit sacrifier tout le reste, il est évident que tous les crimes qu'on commet dans l'intérêt de l'Etat deviennent autant de vertus. Aussi les hommes d'Etat, les diplomates qui s'en rendent coupables, loin de s'en cacher, s'en font gloire. Combien de crimes flagrants, par exemple, M. de Bismarck ne vient-il pas de commettre directement contre la France et indirectement contre l'Allemagne ! Eh bien, tout le monde le fête aujourd'hui comme le plus grand homme d'Etat de l'Europe. Et M. Thiers, pourquoi non seulement les monarchistes et les conservateurs de l'Europe et de la France, mais les républicains eux-mêmes, l'extrême gauche, même l'homme de l'avenir, Gambetta, pourquoi le proclament-ils tous l'homme indispensable et le sauveur de la France ? Parce que, pour le salut de l'Etat, il a fait assassiner quarante mille défenseurs de la Commune de Paris, cette négation désormais historique de l'Etat, et qu'il continue d'en fu-

¹ Variante au dos du manuscrit : « On sait ce que c'est que la diplomatie ; c'est l'art et la science de la coquinerie légitimée par le salut, ou par l'ambition de l'Etat. Aujourd'hui même, si un individu se permettait de commettre la dixième partie des actes que les diplomates les plus renommés de l'Europe croient devoir commettre chaque jour au service de l'Etat, on le condamnerait au baigne. Mensonge, calomnie, parjure, larcin, vol avec ou sans effraction, violence brutale tout est permis aux hommes d'Etat. Ils s'en glorifient, s'en honorent parce qu'il font servir toute cela non à leur propre profit, mais à leur but suprême : la grandeur, la puissance de l'Etat. Néanmoins, aujourd'hui, par condescendance pour l'opinion publique, - l'hypocrisie étant un hommage que le vice doit rendre à la vertu, la diplomatie des Etats civilisés et même celle des Etats appelés barbares s'efforce de masquer les crimes qu'elle continue de commettre, parce qu'il lui est impossible de faire autrement - l'Etat étant une violation flagrante de l'humanité ne peut se maintenir que par des violences contre elle ; la diplomatie, dis-je, se voit forcée aujourd'hui, alors même qu'elle commet les actes les plus révoltants, de leur donner des formes et des prétextes les plus honnêtes possibles. Notre siècle est surtout celui de l'hypocrisie. Mais à l'époque dont je parle, les diplomates aussi bien que les bureaucrates étaient lus francs, plus naïfs, ou si l'on veut plus cyniques. Du moment qu'ils servaient l'Etat, plus le crime était grand, plus la coquinerie était ignoble et plus ils en étaient fiers ? Ce mot sacré, service de l'Etat, couvrait tout, sanctifiait tout, et le plus grand coquin dans la diplomatie était le plus glorifié. L'Allemagne surtout, à partir du dix-septième siècle, produisit une foule de ces gloires. Elle eut en masse des barons et des comtes, qui poussèrent très loin ce noble art de la diplomatie, et toutes les nouvelles coquineries qu'ils avaient inventées devinrent l'objet de profondes méditations des professeurs en diplomatie dans les universités d'Allemagne et se trouvèrent inscrites gravement dans leurs traités scientifiques, pour l'enseignement des futurs serviteurs de l'Etat. ». (Notre source : le volume *La Grande Discorde*, pp. 551-552)

siller encore quelques-uns, comme des victimes réclamées par cette grande idole de l'Etat.

On voit que sous toutes les formes de gouvernement, dans les monarchies aussi bien que dans les républiques, du moment que le salut de l'Etat le réclame, tous les hommes d'Etat sentent, pensent et font la même chose. Sur ce terrain, tous ils se donnent la main, Mouraviev et Haynau, Bismarck et Thiers, Gambetta, et jusqu'à M. Marx lui-même, si jamais M. Marx est appelé à gouverner un Etat.

Pendant il se fait de nos jours un véritable progrès. Je ne sais plus qui a dit que l'hypocrisie était un hommage que le vice rendait à la vertu¹ : la diplomatie moderne tend à justifier ce proverbe. En lisant les proclamations que les hommes d'Etat actuels ne manquent pas de lancer lorsqu'ils entreprennent quelque chose de bien sinistre, on dirait qu'ils n'ont qu'un seul but, le bien de cette pauvre humanité. Mais, à l'époque dont je parle, ce mot était à peu près inconnu, aussi bien en Allemagne que partout. Dieu était alors le grand paravent, — le Dieu des batailles et des rois, ou, comme l'a dit plus tard le grand Frédéric, le Dieu des travailleurs. D'ailleurs à cette époque on n'avait pas même besoin de prétexte. La coquinerie des courtisans et des diplomates s'étalait dans tout son cynisme, d'autant plus honorée et fêtée qu'elle était habile et heureuse. On méprisait tant le public bourgeois et la canaille populaire qu'on ne prenait pas même la peine de les tromper. Les diplomates français, qui donnaient le ton à ceux de tous les autres pays, étaient des roués raffinés. On peut s'imaginer ce que devaient être les diplomates de l'Allemagne, égalant et souvent surpassant leurs modèles français en toutes choses, moins l'esprit.

A côté de la bureaucratie et de la diplomatie, il y eut encore un art qui prospéra beaucoup en Allemagne. C'est l'art militaire. C'est en Allemagne que naquit la manie, la passion de jouer au soldat. La vraie patrie de cette noble passion, c'est la Prusse. On sait que chez le père du grand Frédéric, elle était devenue une véritable folie; il ne rêvait qu'uniformes; avare, il dépensait beaucoup d'argent pour acheter de beaux soldats, et, quand il ne pouvait pas les acheter, il les volait et les enrégimentait par violence. Les princes de l'Allemagne qui voulaient lui faire leur cour lui livraient leurs plus beaux sujets. Il ne faut pas s'en étonner, puisque à la veille même de la Révolution française, alors que toute l'Europe, déjà inondée de la lumière de la libre pensée, frémissait dans l'attente des grands événements qui devaient la bouleverser tout entière, alors que des despotes eux-mêmes, tels que Catherine II, Frédéric II, Joseph II, et bien d'autres encore, entraînés par le vertige d'un libéralisme universel, croyaient devoir flatter cet esprit nouveau qui avait envahi tout le monde, deux souverains allemands, le duc de Brunswick et le comte de Hanau, vendaient tranquillement une vingtaine de milliers de soldats allemands au roi d'Angleterre, sans même se donner la peine de conclure avec lui un traité d'alliance effective contre l'Amérique insurgée, contre laquelle ces soldats furent employés, mais en se faisant payer simplement avec de l'argent comptant. Ce fut une vente d'hommes, de soldats et de sujets allemands dans toutes les règles. Ce fait caractérise à lui seul le pouvoir des princes allemands, la patience angélique de leurs sujets, et, en particulier, l'esprit du militaire allemand à cette époque.

C'était l'idéal du soldat machine, de l'homme abruti par la discipline militaire à ce point qu'il tue et qu'il se fait tuer, à raison de quelques sous par jour, sans savoir même qui il tue et pourquoi il le tue. Quant aux officiers allemands, nobles la plupart du temps, c'étaient de vrais chevaliers d'aventure, louant leurs ser-

¹ Note de JG : « C'est La Rochefoucauld, l'auteur des *Maximes*. ».

vices au souverain qui donnait davantage, allemand ou même étranger, et portant dans tous les pays qu'ils honoraient de leur service lucratif la même fidélité de chien vis-à-vis de leurs chefs et de leurs princes d'occasion, la même dureté pour le soldat, et le même mépris pour le bourgeois et le peuple.

Qu'on réunisse, qu'on combine tous les éléments sociaux que je viens d'examiner un à un, et on aura une idée parfaitement juste de l'Allemagne telle qu'elle était sortie de la Réformation et de la guerre de Trente ans, jusqu'à la seconde moitié du dix-huitième siècle. Et maintenant, la main sur la conscience, qu'on dise si je n'ai pas eu mille fois raison de prétendre, contrairement à M. Marx, que ce n'est pas du tout la Russie, que c'est l'Allemagne qui, du seizième siècle jusqu'à nos jours, a été la source et l'école permanente du despotisme d'Etat en Europe. De ce qui, dans les autres pays d'Europe, n'a été qu'un fait, l'Allemagne a fait un système, une doctrine, une religion, un culte : le culte de l'Etat, la religion du pouvoir absolu du souverain et de l'obéissance illimitée de sujet, la prosternation, l'annihilation de tout subalterne vis-à-vis de son chef, le respect du rang comme en Chine, la noblesse du sabre, la toute-puissance mécanique d'une bureaucratie hiérarchiquement pétrifiée, le règne absolu de la paperasse juridique et officielle sur la vie, enfin l'absorption complète de la société dans l'Etat; au-dessus de tout cela, le bon plaisir d'un prince quasi-Dieu et nécessairement demi-fou, avec la dépravation cynique d'une noblesse à la fois stupide, arrogante et servile, prête à commettre tous les crimes pour lui plaire; et au-dessous, la bourgeoisie et le peuple donnant au monde entier l'exemple d'une patience, d'une résignation et d'une subordination sans limites.

M. Marx pense-t-il qu'un peuple, quelque doué qu'il soit, puisse rester impunément dans une situation pareille pendant une longue période historique, sans que l'esclavage pénètre jusque dans les dernières ramifications de ses veines, devienne son habitude, sa seconde nature ? Et si ce peuple, comme on peut le dire avec pleine justice du peuple allemand, même avant cette période de servitude écrasante, n'a jamais connu ni même désiré la liberté; si, au milieu du mouvement progressif des peuples voisins, il est resté un peuple stagnant, contemplatif, méditatif, — travaillant beaucoup il est vrai, et c'est là son honneur, mais ne se révoltant jamais, excepté un très court moment dans sa vie, au début de la Réformation, — qu'a-t-il dû devenir pendant ces siècles d'immobilité et d'absence de pensée absolues ? Un excellent instrument pour toutes les entreprises du despotisme, tant au dedans qu'en dehors; une base très solide pour la propagande, le rayonnement et les envahissements du despotisme dans le monde entier.

Si l'Allemagne n'a plus été conquérante à partir de la Réformation et jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, si elle a laissé ce rôle à la France de Richelieu et de Louis XIV, ce ne fut point faute de disposition, mais uniquement faute de puissance. La Réformation avait porté un coup mortel à l'Empire germanique, l'avait dissous de fait, sinon encore en droit. L'Allemagne était infiniment divisée. L'Allemagne catholique, coupée d'ailleurs en deux parties inégales par la jalousie séculaire de l'Autriche et de la Bavière, était tenue en échec par une foule de petits princes protestants toujours prêts à se coaliser, et au besoin même à s'appuyer sur la France catholique contre elle. Cela réduisait naturellement toute l'Allemagne à une complète impuissance.

Etrange situation que celle d'un peuple très nombreux, très robuste, conquérant et envahisseur autant par tradition que par goût, — les Slaves en savent quelque chose, et les Italiens aussi, — disposé de plus à devenir un excellent instrument de conquête par son esclavage même, par cette discipline intérieure

re, volontaire, et par cette passion d'obéissance, qui en faisaient un peuple modèle, — et qui, malgré tous ces grands avantages, s'est vu réduit à jouer pendant tant de siècles de suite le rôle d'un peuple victime, opprimé et décimé plus ou moins par tous les Etats voisins, voire même par la petite Suède; d'un peuple qui ne demandait pas mieux que d'envahir et à droite et à gauche et partout, et qui, au lieu de cela, a été condamné à se trouver toujours envahi; car enfin la plus grande partie des guerres qui ensanglantèrent l'Europe depuis la Réformation jusqu'à nos jours eurent pour théâtre l'Allemagne, ce qui naturellement, déjà au seul point de vue de la tranquillité et des intérêts matériels, a dû déplaire beaucoup aux Allemands, en même temps que cela devait froisser beaucoup leur vanité nationale.

Il en est résulté, très lentement et très imperceptiblement d'abord, il est vrai, un sentiment naturel et nécessaire de réaction contre la cause de toute cette honte et de tous ces malheurs, contre la division de l'Allemagne en une multitude d'Etats, — non contre l'Etat en général. Ce n'était pas la réaction d'un peuple aimant et voulant la liberté contre le despotisme intérieur de l'Etat qui l'empêchait d'en jouir; c'était celle d'un peuple qui, se sentant le goût et la puissance naturelle de la conquête, aspirait à une forme politique capable de satisfaire ce désir instinctif et de mettre en action cette puissance. Pour cela, il n'y avait qu'une seule forme, c'était celle du grand Etat unitaire, embrassant patriotiquement toute l'Allemagne, et même plus que cela, tous les pays que les Allemands ont pris l'habitude à la fois historique et scientifique de considérer comme des parties intégrantes de la grande patrie allemande. C'est encore aujourd'hui le rêve de tous les pangermanistes.

Mais pour la réalisation de ce rêve, il fallait un organe, et cet organe ne pouvait être autre qu'un Etat allemand déjà assez puissant par lui-même, et qui devait le devenir davantage par l'accroissement de moyens qu'il recevrait plus tard de l'Allemagne tout entière. Il est clair que puisque l'unité, de plus en plus désirée dès la seconde moitié du dix-huitième siècle par les esprits les plus patriotiques de l'Allemagne, avait, conformément à tout le caractère national, pour dernier but la puissance, il est clair, dis-je, que cette unification et centralisation nationale de l'Allemagne ne pouvait être réalisée que par l'Etat, et non par un mouvement spontané des populations allemandes elles-mêmes, un pareil mouvement pouvant bien produire la prospérité matérielle et la liberté, mais non la puissance politique d'une nation, à moins que le mouvement populaire, inspiré plutôt par cette passion de la grandeur politique que par l'amour de la liberté, ne tende et n'aboutisse de lui-même à la création du grand Etat, ainsi que le désirent aujourd'hui les démocrates socialistes de l'Allemagne, qui s'efforcent évidemment de l'entraîner dans cette voie.

Mais il était absolument impossible que les populations allemandes marchassent dans cette voie spontanément. Car, pour fonder le grand Etat unitaire, elles devaient abattre d'abord cette multitude de petits Etats, de petits princes entre lesquels l'Allemagne se trouvait divisée, et c'était une entreprise, une action dont les peuples allemands étaient et se montrent encore, jusqu'à cette heure au moins, absolument incapables. Pour les abattre de leur mouvement propre, ils n'ont encore aujourd'hui qu'un unique moyen, c'est la révolte, et nous avons vu que la révolte a été toujours étrangère, pour ne point dire profondément antipathique, à cette excellente nature allemande, toute pétrie de respect, de soumission et de résignation, pleine d'une vénération aussi instinctive que réfléchie pour toutes les autorités, et d'une piété sans bornes pour ses princes.

Cette vertu politique est tellement enracinée dans le cœur de l'immense majorité des Allemands, que le grand patriote Ludwig Börne, il y a à peine quarante ans, écrivait ces terribles paroles : « Les autres peuples peuvent être esclaves; on pourra les mettre à la chaîne et les maîtriser par la violence; mais les Allemands sont des laquais, on n'a pas même besoin de les enchaîner, on peut les laisser courir dans la maison sans danger¹. »

M. le Dr Johann Jacoby, également un des plus grands et des plus dignes patriotes de l'Allemagne, et qui est encore aujourd'hui l'un des chefs les plus reconnus et les plus vénérés du Parti de la démocratie socialiste, auquel il vient de donner dernièrement sa pleine adhésion, a répété plusieurs fois la même chose, quoique en des termes beaucoup plus parlementaires et polis.

Voici, par exemple, les paroles qu'il a prononcées devant les électeurs à Berlin, le 5 juin 1848, alors que le mouvement révolutionnaire dont la France, comme toujours, avait pris l'initiative, avait pénétré même en Allemagne, et que le langage y était en général encore très hardi :

« Partout en Allemagne — avec la seule exception de Bade — la révolution s'est *librement* arrêtée devant les trônes chancelants; preuve que le peuple allemand, tout en voulant poser une limite au pouvoir souverain de ses princes, n'est nullement disposé à l'abolir². ».

Et dix ans plus tard, riche de nouvelles et de bien cruelles expériences, et plus convaincu que jamais, voici celles qu'il a prononcées dans une assemblée d'électeurs en novembre 1858, à Königsberg :

« Respect au roi ! Si jamais une époque, l'année 1848 nous a appris jusqu'à quelles profondeurs l'élément monarchique a poussé des racines dans le cœur du peuple. En rendant à la royauté cet hommage qui lui est dû, nous ne trahissons pas le principe de l'égalité des droits, nous donnons seulement satisfaction à une exigence parfaitement juste, fondée autant sur le besoin de notre peuple que sur le développement de notre patrie ».

Les premières paroles que je viens de citer furent prononcées par l'illustre chef du parti démocratique de l'Allemagne au milieu de la révolution, alors que tous les trônes réellement chancelaient et qu'il n'eût fallu qu'une simple manifestation de volonté de la part du peuple allemand pour les faire tomber. Le Dr Jacoby, républicain d'esprit et de cœur, mais en même temps observateur consciencieux, témoin actif de tout ce qui se passait autour de lui, a constaté, non sans douleur sans doute, que le peuple allemand, redevenu absolument maître de ses destinées pendant ces quelques mois d'ébullition nationale, n'a point voulu être libre, a voulu au contraire rester le sujet de ses princes, non parce qu'ils étaient de bons princes, — tout le monde sait combien ils ont été et sont restés ridicules et horribles, — mais parce qu'il avait l'habitude profondément nationale de leur joug. Si le Dr Jacoby ajoute que le peuple allemand voulait en même temps poser des conditions et des bornes à leur pouvoir absolu, il ne faut pas trop prendre ces paroles au sérieux. Dans un autre discours prononcé beaucoup plus tard (le 30 janvier 1868, devant une assemblée d'électeurs à Berlin), il dit lui-même : « Nous parlons de mouvements populaires, du réveil de la conscience politique dans le peuple, des manifestations, résolutions et réclamations populaires ; mais nous devons pourtant

¹ Bakounine cite ici la version allemande de sa citation.

² Bakounine reproduit ici la version allemande de sa citation.

nous avouer à nous-mêmes que ce n'est qu'une bien minime fraction du peuple (sans doute la bourgeoisie radicale, qui proprement reste en dehors du peuple) qui prend part à nos luttes pour la liberté. »

Dans son second discours, prononcé à Königsberg en 1858, c'est-à-dire dix ans après la révolution de 1848, — après dix ans de la réaction la plus terrible qui ait jamais sévi en Allemagne, et qui eût été capable de fatiguer la patience et la foi de tout autre peuple, — le vénérable patriote constate plus explicitement que jamais la profondeur des racines que le sentiment monarchique, c'est-à-dire celui de l'esclavage volontaire, a poussées dans la conscience, dans la nature du peuple allemand. Il l'appelle un besoin de ce peuple, et il avoue que c'est une nécessité du développement de la patrie allemande.

En un mot, avec toutes sortes de réticences et de ménagements commandés sans doute aussi bien par les circonstances que par les habitudes d'un tempérament plus calme et d'un esprit plus contemplatif et moins irascible, le Dr Johann Jacoby a complètement confirmé la terrible sentence prononcée contre le peuple allemand par son grand compatriote et prédécesseur le Dr Ludwig Börne. Ce peuple n'a jamais beaucoup aimé la liberté, et, à moins d'événements extraordinaires et probablement extérieurs, tels qu'une révolution sociale éclatant en France ou dans quelque autre pays du midi de l'Europe, ou bien même en Angleterre, non seulement il sera incapable de renverser lui-même ses tyrans, mais il ne désirera pas même leur chute. Les raisons qui l'empêcheront seront toujours le culte de l'autorité, la piété pour le prince, la foi dans l'Etat et le respect invétéré pour tous les fonctionnaires et représentants de l'Etat; enfin cette bosse de la discipline volontaire et de l'obéissance réfléchie, développée en lui par toute son histoire, et, comme nous venons de le voir, surtout par les trois derniers siècles, le protestantisme ayant consacré par sa bénédiction, en Allemagne, mais seulement en Allemagne, toutes ces dispositions nationales qui font du peuple asservi et le plus menaçant aujourd'hui pour la liberté du monde.

Une fois tous ces éléments donnés, on comprend que l'unité de l'Allemagne, si nécessaire à la réalisation de sa puissance politique, ne pouvait être le résultat d'un mouvement libéral spontané de la nation elle-même, mais celui de la conquête seulement; sans doute pas de la conquête étrangère, mais de l'absorption violente de tous les petits Etats de l'Allemagne dans un Etat comparativement plus puissant, et sinon également ni tout à fait, au moins en grande partie germanique. Ce n'est pas ici le lieu de démontrer pourquoi ni l'Autriche, ni la Bavière, épuisées et paralysées d'ailleurs par leurs luttes précédentes aussi bien que par leurs jalousies mutuelles, et frappées de mort par le principe de l'ultramontanisme catholique auquel, pour leur propre malheur, elles étaient restées trop fidèles, n'étaient désormais capables de rendre ce grand service à l'Allemagne, service qui réclame l'action d'un Etat tout nouveau, aucunement ou très peu compromis par l'histoire. Cet Etat nouveau, tout le monde le sait, fut la Prusse.

L'histoire de l'Etat brandebourgo-prussien, jusqu'en 1807, ne fut rien que celle de ses princes, d'abord margraves, électeurs de Brandebourg et vassaux de la Pologne pour la Prusse, devenus en 1701 rois de Prusse, et bientôt après les protecteurs et, comme tels, les co-partageurs de la Pologne, les initiateurs incontestables de ce partage que maudissent aujourd'hui avec plus d'énergie que de sincérité les démocrates socialistes de l'Allemagne. Jusqu'à la grande catastrophe d'Iéna, il n'y eut proprement pas de nation prussienne. C'était une agglomération de populations hétérogènes, en partie slaves, et notamment polonaises, en partie allemandes, et qui n'étaient reliées entre el-

les, comme par exemple celles du Brandebourg avec celles de la Prusse, que par la personne du souverain.

(Le manuscrit s'interrompt ici.)

3. La fin de l'Internationale

Etudes consultées :

- Jacques Freymond, *La première internationale*, Publications de l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, Genève, 1971, 4 volumes¹.
- James Guillaume, *L'internationale Documents et souvenirs*. P-V. Stock, Editeur, 1909, 4 volumes en ligne sur Gallica.
- Léonard Mathieu, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la première Internationale*, Éditions La Fabrique, Paris 2011

1872 Du **2 au 7 septembre 1872** se tient à **La Haye** le cinquième congrès de l'Internationale.

Il aboutit à deux décisions importantes :

- L'exclusion de Michel Bakounine, de James Guillaume, et des partisans de l'Alliance,
- Le transfert du Conseil Général vers l'Amérique, à New York. Il sera composé des membres du Conseil fédéral américain sous la direction de F-A. Sorge.

Se tient, dans le Jura suisse, **les 15 et 16 septembre 1872**, le Congrès International Fédéraliste de **Saint-Imier** qui réunit les minoritaires du Congrès de La Haye².

L'objectif est de fonder une nouvelle Internationale anti-autoritaire qui respecte l'autonomie des sections.

La troisième résolution (précisément sur « La nature de l'action politique du prolétariat ») déclare notamment : « 1°. Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ; 2°. Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui³. »

Une ferme affirmation de type anarchiste.

Le **10 décembre 1872**, les dissidents britanniques du Conseil fédéral, sous la direction de John Hales, avaient publié une circulaire en vue de la convocation d'un congrès extraordinaire pour le 5 janvier 1873. Ce Congrès se tiendra le 26 janvier 73 avec pour conclusion de rejeter les résolutions du Congrès de La Haye. Hermann Jung y tient un long discours hostile à Marx.

Les **25 et 26 décembre 1872** s'est tenu à **Bruxelles** un congrès de la Fédération belge auquel ont participé de nombreux partisans de Bakounine. Il s'est conclu par une approbation des résolutions adoptées au Congrès de Saint-Imier.

Le 30 mai 1873, le Conseil général de New York votera une résolution d'exclusion de l'AIT⁴.

¹ En particulier les tomes 3 et 4. En ligne sur internet. Un ouvrage important en raison du nombre de documents auxquels il donne accès.

² Dont Bakounine, James Guillaume et Adhémar Schwizguebel.

³ « Résolutions du Congrès anti-autoritaire international tenu à Saint-Imier le 15 septembre 1872 ». Nous citons à partir du volume *M. Bakounine, Les conflits dans l'Internationale*, Éditions Tops / H. Trinquier, 2007, pp. 141.

⁴ Jacques Freymond, op.cit., vol. 3, page 25.

1873

Le 5 janvier 1873, F.A. Sorge s'adresse, au nom du Conseil général l'AIT à New York, au Conseil de la Fédération jurassienne et lui annonce son désaccord : les résolutions de Saint-Imier, annonce-t-il, sont nulles et non avenues¹.

- 13.04.73 Réunion à Verviers, ces **13 et 14 avril 1873**, du Congrès Fédéral Belge.
- 27.04.73 Réunion, le **27 et 28 avril 1873**, du Congrès de **Neuchâtel** des militants de Saint-Imier.
- 30.05.73 Le Conseil général de New York statue que toutes les fédérations qui se sont opposées aux résolutions de La Haye sont exclues de l'AIT.
- 01.06.73 Réunion à **Olten**, en Suisse, du **1^{er} au 3 juin 1873**, d'un Congrès ouvrier général en vue de l'abolition de toute domination de classe par la mise en place de coopératives de production. Il aboutit à la création de *l'Union ouvrière suisse*.
- 21.07.73 Publication, à Londres, du rapport rédigé par F. Engels et P. Lafargue sous le titre : « L'Alliance de la Démocratie socialiste et l'Association Internationale des Travailleurs. Rapport et documents publiés par ordre du Congrès international de La Haye ».

Du **1^{er} au 6 septembre 1873**, se tient à **Genève**, à l'initiative de la fédération jurassienne, le congrès « anti-autoritaire » des fédérations opposées aux décisions du Congrès de La Haye. Le congrès se prononcera pour l'abstention politique de la classe ouvrière, la grève générale étant considérée comme le seul moyen efficace de l'émancipation sociale². **La division de l'AIT est définitive.**

Du **8 au 13 septembre 1873** se tient à **Genève**³ le 6^e Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs sous la présidence de Johan Philipp Becker. **C'est un véritable échec.** Ce sera pratiquement **le dernier congrès** de l'Internationale⁴. Sur 41 participants, 39 sont des membres suisses de l'AIT. Le Conseil général new-yorkais n'a envoyé aucun délégué. Marx et Engels eux-mêmes sont absents⁵.

1874

- 14.08.74 Démission de Friedrich Adolph Sorge.

¹ Jacques Freymond, *La première internationale*, Publications de l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, Genève, 1971, tome 3, pp. 20-21.

² Notons la présence de John Hales et de Georges Eccarius délégués du Conseil fédéral anglais.

³ A l'invitation de F.A. Sorge au titre de secrétaire général du Conseil central.

⁴ Le 27 septembre 73, Marx informera A. Sorge de cet échec : « Le fiasco du Congrès de Genève était inévitable, » lui écrit-il, « Dès le moment où l'on savait ici qu'aucun délégué ne viendrait d'Amérique, l'affaire était déjà mal emmanchée », ajoutant : « D'après ce que je sais de la situation en Europe, il est tout à fait utile, pour l'instant, de faire passer à l'arrière-plan l'organisation formelle de l'Internationale en se bornant à ne pas lâcher, si possible, le centre à New York... ». (C12, pp. 323-324).

⁵ Philipp Becker s'en plaindra amèrement dans sa lettre à Sorge du 2 novembre 73 : « Que devient donc cette solidarité tant vantée et si chaudement recommandée, si l'on reste chez soi quand on voit le char social embourbé, en laissant à quelques camarades le soin de le tirer de l'ornière, afin de pouvoir dire, si les choses tournaient mal, qu'on n'en était pas, et de se soustraire ainsi à toute responsabilité, tandis qu'au contraire toute la faute d'un insuccès devrait à juste titre retomber sur de telles abstentions ? Que le diable emporte ces jean-foutres qui tremblent de perdre leur renom de grands hommes ! S'ils pensaient qu'il y eût danger, ils étaient doublement tenus de venir. ». Nous citons à partir de Mathieu Léonard, op.cit., pp. 314-315.

12.09.74 Engels répond à F.A Sorge qui, le 14 août dernier, lui a fait savoir qu'il avait résilié ses fonctions de secrétaire de l'AIT aux Etats Unis et qu'il avait quitté le Conseil Général : « avec ta démission, *lui écrit-il*, la vieille Internationale est complètement finie et elle cesse d'exister. Et c'est bien ainsi. Elle appartenait à la période du Second Empire où la pression qui régnait dans toute l'Europe prescrivait au mouvement ouvrier tout juste renaissant de s'unir et de s'abstenir de toute polémique interne. C'était le moment où les intérêts cosmopolites communs du prolétariat pouvaient passer au premier plan ».

Il poursuit en ces termes :

« Dès que, du fait de la Commune, l'Internationale fut devenue une puissance morale en Europe, le bagarre commença. Chaque tendance voulut exploiter le succès pour elle-même. L'immanquable désagrégation se produisit. Jaloux de la puissance grandissante des seules gens qui étaient effectivement prêtes à continuer à travailler sur la base du vieux programme rassembleur – les communistes allemands – les proudhoniens belges se jetèrent dans les bras des aventuriers bakouninistes. En fait, avec le Congrès de La Haye c'en fut fini, et à vrai dire pour les deux partis. Le seul pays où l'on pût encore faire quelque chose au nom de l'Internationale était l'Amérique et un heureux instinct y transféra la direction. Maintenant le prestige est épuisé là-bas aussi, et tout effort ultérieur pour y insuffler une vie nouvelle serait folie et gaspillage de force. L'Internationale a d'un côté – du côté de l'avenir –, dominé dix ans de l'histoire de l'Europe et elle peut jeter un regard de fierté sur son travail passé. Mais, sous cette forme ancienne elle a fait son temps (...) je crois que le prochaine Internationale – quand les œuvres de Marx auront agi pendant des années – sera directement communiste et que ce seront justement nos principes qu'elle arborera¹. ».

Du **7 au 13 septembre 1874** se tient à **Bruxelles** un Congrès d'organisations exclues de l'AIT, un congrès qu'elles appelleront le 7^e Congrès général de l'AIT. Le débat sur la position que devait adopter la classe ouvrière sur la question de l'Etat suscita des divergences, notamment un important conflit entre César de Paepe et les anarchistes sur l'organisation des services publics dans la société future.

1876

15.07.76 Le Conseil général se réunit à **Philadelphie** et prononce sa **dissolution définitive**. Aucun délégué européen n'a fait le déplacement.

Du **26 au 30 octobre 76** se réunit à **Berne** un congrès (le 8^e) avec notamment la participation de César De Paepe.

1877

Du **6 au 8 septembre 1877**, se tient à **Verviers** le dernier congrès, le 9^e, de l'internationale « antiautoritaire ».

Cette assemblée précède le Congrès socialiste universel convoqué à **Gand** du **9 au 16 septembre 1877** à l'invitation de César De Paepe.

En 1878, J. Guillaume se retirera de la fédération jurassienne qui finira par s'éteindre progressivement en 1880.

Cette assemblée sera la dernière de la première internationale.

¹ C12, pp. 378-379.

Karl Marx et Friedrich Engels : tranches vie.

16. Les années 1873 et 1874

*

1873

Des problèmes de santé – Le déclin et la fin de la Première Internationale

Dès le début janvier, Marx rédige un article sur les théories proudhoniennes et bakounistes relatives à l'action politique de la classe ouvrière. L'article paraîtra sous le titre « *L'indifférence en matière politique* » dans la revue d'Enrico Bignami *l'Almanacco Repubblicano*¹.

- 02.01.73 Marx s'adresse au rédacteur du *Times* après la parution dans ce journal d'un entrefilet intitulé « *Karl Marx et l'Internationale* » où il est affirmé que le Conseil général impose à toutes les fédérations et sections de s'adresser impérativement à Marx qui se trouve ainsi « l'autocrate du mouvement ».

Marx réplique en soulignant que le propos s'autorise d'une circulaire publiée dans le *Volkstaat* de Leipzig et qu'avant le transfert à New York du Conseil général, il a précisément été, en son sein, secrétaire permanent pour l'Allemagne : « l'authentification d'agents des autres pays, là où la libre organisation de l'Internationale se heurte à des obstacles légaux, n'est absolument pas de mon ressort². ».

- 04.01.73 Engels communique (longuement) à F.A. Sorge³ un état des lieux des structures de l'AIT après le Congrès de La Haye.

1. La majorité du Conseil fédéral britannique a fait sécession sous la direction notamment de John Hales, de Thomas Mottershead et de Hermann Jung⁴.
2. En Belgique, un congrès⁵ s'est désolidarisé des décisions du Congrès de La Haye.
3. Le Congrès espagnol⁶ a pris la même décision.
4. Au Portugal, tout semble par contre en ordre, même si le droit d'association n'y est pas reconnu.
5. En Italie se déroule le procès de la section de Lodi après l'arrestation, en décembre 72, de l'éditeur Enrico Bignami, rédacteur du journal *La Plebe*⁷.

¹ Nous renvoyons pour cet article au chapitre 2.3 de notre **fascicule 45**.

² C12, p. 214.

³ Lequel exerce alors les fonctions de Secrétaire de l'Internationale, des fonctions qu'il assumera jusqu'en septembre 1874. Le 5 janvier, il enverra à Engels les droits de représenter pleinement l'AIT en Espagne.

⁴ Le 10 décembre 1872, les dissidents britanniques du Conseil fédéral avaient publié une circulaire en vue de la convocation d'un congrès extraordinaire pour le 5 janvier 1873. Ce Congrès se tiendra le 26 janvier avec pour conclusion de rejeter les résolutions du Congrès de La Haye.

⁵ Les 26 et 27 décembre 1872 s'est tenu à Bruxelles un congrès de la Fédération belge auquel ont participé de nombreux partisans de Bakounine. Il s'est conclu par une approbation des résolutions adoptées au Congrès de Saint-Imier.

⁶ Lequel s'est réuni du 25 au 30 décembre 1872 en présence des seuls bakouninistes, avec, de même, pour conclusion, un rejet absolu des résolutions de La Haye. Un nouveau Conseil fédéral espagnol se réunira en janvier 1873 et se déclarera fidèle aux statuts de l'Internationale, rompant ainsi, en mai 1873, avec les bakouninistes au nom de la nouvelle Fédération espagnole.

⁷ A vrai dire, le groupe constitué autour du journal *La Plebe* qui était le seul soutien d'Engels en Italie. Engels mobilisera très activement les organisations de l'AIT pour leur venir en aide.

Des nouvelles peu rassurantes, on le constate.

- 15.01.73 Engels a reçu d'Allemagne des nouvelles rassurantes sur l'élection d'August Bebel aux dernières élections, malgré le maintien de son emprisonnement.
- 18.01.73 Marx remercie N. F. Danielson pour la réception de plusieurs ouvrages, dont l'un de l'économiste russe N. I. Sieber qui s'est appliqué à populariser ses travaux en Russie. Il lui annonce la prochaine parution de la deuxième livraison de la traduction française du *Capital* : « Le travail que me donne la révision de la traduction elle-même est incroyable. J'aurais probablement moins de mal, si j'avais d'emblée fait moi-même tout le travail. Et avec ça, un rafistolage de ce genre reste toujours un travail mal fait¹. ».
- 24.01.73 Marx signe sa postface à la deuxième édition allemande du *Capital*.
- 26.01.73 Au congrès de Londres des sécessionnistes de l'AIT sous la direction de John Hales. Hermann Jung tient un long discours hostile à Marx.
- 29.01.73 Engels s'excuse auprès d'Eugen Oswald de ne pouvoir répondre à son invitation en raison de la maladie de Lizzy Burns, son épouse, et de ses travaux pour l'AIT².

Engels poursuit la rédaction de son étude intitulée « La question du logement » qu'il avait entreprise en juin et juillet 1872 en réponse à un article paru dans le *Volksstaat* sous la plume du proudhonien Arthur Mülberger. Les deuxièmes et troisièmes parties de cette étude paraîtront dans le *Volksstaat* de fin décembre 1872 et de ce début de février 1873³.

- 06.02.73 Engels s'adresse au Conseil Général de l'AIT à New York.

Son propos reproduit pour l'essentiel les informations qu'il a communiquées à F.A. Sorge dans sa précédente lettre du 4 janvier : la scission accomplie par John Hales à Londres, le procès de *La Plèbe* à Lodi en Italie, où se tiendra à Bologne, du 15 au 17 mars 1873, le deuxième Congrès des anarchistes italiens, la conduite séparatiste de la Fédération jurassienne⁴.

- 11.02.73 Marx informe J.P. Becker de la parution de la 2^e livraison de la traduction française du *Capital*. Il lui promet de prochaines informations sur la situation interne de l'Internationale⁵.

- 12.02.73 Marx répond à Friedrich Bolte (à New York) à propos de l'éventuelle traduction anglaise Il l'informe des activités sécessionnistes du Conseil fédéral de Londres et de la tenue de leur

¹ C12, p. 248.

² C12, p. 249.

³ De larges extraits se trouvent reproduits aux pages 68-96 du volume *Marx Engels Contre le réformisme*, Editions du Progrès, Moscou, 1983.

⁴ Laquelle a été exclue de l'AIT, le 5 janvier 73, par le Conseil Général de New York. (C12, pp. 251-253)

⁵ C12, pp. 253-254.

du *Capital* qu'il se trouve, pour l'heure, empêché d'envisager¹.

récent congrès le 26 janvier dernier : « Le discours de Jung dépasse tout en bêtise et infamie. C'est un commérage de vieille bonne femme, un tissu de mensonges, de falsifications et d'inepties. Ce vaniteux semble souffrir d'un ramollissement cérébral. Il ne saurait en être autrement. il faut s'y faire; le mouvement use les gens, et dès qu'ils sentent qu'ils ne sont plus dans le coup, ils se mettent à faire des saletés en tentant de se persuader que c'est de la faute d'Untel ou d'Untel s'ils sont devenus des sa-lauds. »

Il ajoute toutefois un bref reproche à l'adresse du Conseil Général de New York qui, lui dit-il, « a commis une grosse faute en *suspendant* la Fédération jurassienne ». Celle-ci, en effet, a quitté d'elle-même l'Internationale qui n'a plus à s'en préoccuper. « Ce n'est nullement une question de forme, *insiste-t-il* : Le Conseil Général doit simplement *constater* de façon officielle cette *démission*, mais n'a pas à suspendre. (...) Le grand résultat du Congrès de La Haye a été d'amener les éléments pourris à *s'exclure eux-mêmes*, c'est-à-dire à quitter l'organisation². ».

De son côté, Engels interroge W. Liebknecht³ sur le propos d'une récente lettre où ce dernier lui affirmait que le *Volkstaat* se trouve empêché de s'occuper « de polémique internationale ». Il lui demande fermement des explications.

Il décline l'invitation de Liebknecht de lui envoyer des ouvrages en vue de l'ouverture d'une bibliothèque politique : « Les textes de Marx et les miens seront très certainement réunis et imprimés, mais nous n'avons pas actuellement nous-mêmes le temps de nous en occuper⁴. ».

01.03.73 Parution du 1^{er} au 22 mars, dans l'hebdomadaire madrilène *La Emancipacion*, de la deuxième section du Livre I du *Capital* : la transformation de l'argent en capital.

11.03.73 Engels écrit à Natalie Liebknecht pour s'assurer que son époux est en mesure de recevoir sa correspondance. Il lui adresse toute sa chaleureuse sympathie.

20.03.73 Engels à F.A. Sorge : il lui adresse d'abord ses amicales condoléances après avoir appris le décès de sa fille.

Il décline la demande de Sorge de lui envoyer les anciens procès-verbaux du Conseil Général car, lui dit-il, ils sont ici indispensables dans la lutte contre les sécessionnistes. Il ne lui fournit pas moins maintes informations sur la situation en Europe, en France (où s'est déroulé le procès de Toulouse⁵), en Espagne⁶ et en Italie notamment¹.

¹ La traduction anglaise du *Capital* par Engels ne paraîtra qu'en 1887.

² C12, pp. 254-257.

³ Qui se trouve, à cette époque, depuis le 15 juin 1872, enfermé à la forteresse d'Hubertusburg : il y restera jusqu'au 15 avril 1874.

⁴ C12, pp. 258-259.

⁵ Lequel s'est déroulé du 10 au 26 mars 73 contre les membres de l'AIT du Midi de la France, avec 22 condamnations à des peines de prison et à des amendes. Emile Dentraygues (dit Swarm) s'y est conduit comme un dénonciateur de ses camarades.

⁶ Le 23 février 1873, le Conseil général avait rédigé une *Adresse aux travailleurs espagnols* à l'occasion de la proclamation de la République espagnole. Elle préconisait une « république du travail et de la démocratie

Sinon quelques détails, entre autres sur le versement des cotisations.

Il termine en le remerciant pour l'envoi de bouteilles des vignobles de l'Ohio qu'il a bien sûr partagées avec Marx et sa famille...

20.03.73 Marx prend quelques jours de repos à **Brighton** en compagnie de sa fille Eleanor.

22.03.73 Marx sollicite N.F. Danielson pour obtenir des informations sur les travaux du sociologue russe B. N. Tschitscherin sur l'évolution de la propriété commune en Russie².

24.03.73 Marx et Engels participent à une réunion commémorative du 2e anniversaire de la Commune de Paris. Elle était organisée par le Conseil fédéral britannique et par des réfugiés français.

02.04.73 Nicolaï Danielson envoie à Marx une courte biographie de Nicolaï Tchernychevski et une bibliographie sur les ouvrages historiques concernant la Russie.

05.04.73 Marx envoie à l'éditeur Otto Karl Meissner les dernières épreuves corrigées de la deuxième édition allemande du Livre I du *Capital*. L'édition paraîtra à Hambourg au début du mois de juin.

07.04.73 Marx s'adresse brièvement à Johann Philipp Becker à Genève et s'en excuse : « Tant que la traduction française ne sera pas terminée et imprimée jusque la dernière page, je ne trouverai pas un moment de loisir. ».

Il lui annonce la décision du Conseil Général de tenir prochainement dans cette ville le prochain Congrès de l'AIT³ : « Vous devez commencer dès maintenant à vous préoccuper d'une représentation nombreuse. C'est d'autant plus indispensable que la racaille allianciste se propose de s'y rendre *en masse*. Elle ne saurait naturellement être admise⁴. ».

15.04.73 Engels informe le Conseil Général new-yorkais de la prochaine parution du rapport sur l'Alliance : « Le rapport sur l'Alliance est actuellement en cours de rédaction et Lafargue et moi-même y travaillons quotidiennement sans perdre de temps⁵. »

Sinon la presse de gauche se porte mal : « *l'Emancipacion* de Madrid se meurt », « *Le Pensamento Social* de Lisbonne va devoir également interrompre sa parution », « *l'International Herald* est à bout de souffle ».

sociale » sous l'action unie des travailleurs eux-mêmes. Elle sera publiée dans le journal *l'Emancipacion* du 18 mars 1873.

¹ Où Bignami a été libéré, du moins provisoirement. Le 15 avril, dans sa lettre au Conseil général de l'AIT, Engels précisera : « J'ai reçu une lettre de Bignami m'informant qu'il se cachait à nouveau afin d'éviter d'être trainé en prison pour y purger une peine qu'il préfère subir plus tard, une fois sa santé rétablie. » (C12, p. 269)

² C12, pp. 266-267.

³ Le 6^e congrès de l'AIT se tiendra à Genève du 8 au 13 septembre 1873. Ce sera **le dernier congrès de l'Internationale**.

⁴ C12, pp. 268-269.

⁵ C12, p. 270.

Fin avril Engels commente à l'adresse d'Adolphe Hepner (de la rédaction du *Volkstaat*) la récente parution dans le *Neuer Social-Demokrat* du 27 avril d'un article hostile à l'Internationale. Il précise un bon nombre d'affirmations fausses :

1. à propos de Bakounine : « Il est absurde d'affirmer que Bakounine est hostile à toute conspiration, alors qu'il a fomenté lui-même, au sein de l'Internationale, une conspiration générale (...) » ;
2. à propos de la situation de l'Internationale en France, après la loi Dufaure;
3. à propos du comportement des blanquistes après le Congrès de La Haye, lesquels ont quitté l'Internationale « parce qu'elle n'aurait pas assez d'énergie révolutionnaire »;
4. à propos de l'attitude de Van Heddeghem (Walter) « qui vient d'être démasqué comme étant depuis longtemps un policier »;
5. à propos des informations du journal sur le procès de 1852 contre la Ligue des Communistes¹.

Engels reviendra sur le même sujet dans sa lettre à la rédaction du *Volkstaat* du 2 mai 73².

03.05.73 Engels à F.A. Sorge, à Hoboken : « Je suis, *lui écrit-il*, plongé jusqu'au cou dans les travaux du Congrès³, et Marx dans sa traduction française. ».

Après de nombreux détails, il évoque le lieu de réunion du prochain congrès de l'AIT : « En Suisse il n'y a qu'un seul endroit possible, c'est Genève. Là, nous avons la masse des travailleurs derrière nous et aussi un local appartenant à l'Internationale, le *Temple unique*, d'où nous expulserons tout simplement ces Messieurs de l'Alliance s'ils se présentent. ».

Les perspectives ne sont toutefois guère favorables. « Les Alliancistes, *note-il*, mettent le paquet pour se présenter en masse au Congrès, tandis que chez nous tout le monde s'endort ». Suivent des nouvelles peu rassurantes de France (« Aucun délégué français ne pourra venir après la désorganisation »), d'Allemagne (où dominant les lassalliens en raison de l'emprisonnement de W. Liebknecht et d'A. Bebel), d'Angleterre (« D'où ne pourra venir qu'un petit nombre de délégués ») et d'Espagne.

Il termine par cette affirmation : « Donc Genève est l'*unique* endroit pour nous assurer la victoire », ajoutant notamment que le Congrès doit absolument déclarer que la Fédération belge a rejeté les résolutions de La Haye⁴.

12.05.73 Jenny Marx, l'épouse de Charles Longuet, donne de ses nouvelles à Ludwig Kugelmann. Elle l'informe des difficultés qu'elle rencontre à trouver du travail. Elle dément la rumeur selon laquelle son père se rendrait en Amérique : « Le second volume du

¹ C12, pp. 271-273. Cette réponse d'Engels fut publiée sans nom d'auteur par le *Volkstaat* dans son édition du 7 mai 1873. Engels rédigera sur le même sujet un autre article intitulé « *Die Internationale und der Neuer* » qui paraîtra, sous son nom cette fois, dans le *Volkstaat* du 10 mai 73.

² C12, pp. 274-277.

³ Il évoque la rédaction du rapport sur « l'alliance de la démocratie socialiste et l'Association Internationale des Travailleurs ».

⁴ C12, pp. 277-282.

Capital ne progresse pas du tout, car la traduction française, qui doit être presque entièrement réécrite, absorbe tout le travail du Maure¹. ».

Du **22 mai aux environs du 3 juin**, Marx séjourne à **Manchester** pour y consulter le Dr Eduard Gumpert. Il y rencontre Samuel Moore et rend visite à Ernst Dronke.

- 23.05.73 Marx écrit à Engels de Manchester, où il n'a pu rencontrer le docteur Gumpert qui est parti en Allemagne. Une brève lettre de circonstance où il évoque toutefois les relations de Tussy, sa fille cadette, avec Hippolyte Prosper Olivier Lissagaray, une relation qu'il ne voit pas du bon œil².
- 24.05.73 Engels ne tarde pas à lui répondre, lui annonçant que Gumpert ne rentrera pas avant une dizaine de jours. Il lui propose l'envoi d'un peu d'argent « afin que tu puisses, si tu en as envie, profiter de ton temps pour faire des excursions ». Sinon, il se trouve toujours occupé par la rédaction, avec Lafargue, du fascicule sur « l'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association Internationale des Travailleurs³. »
- 25.05.73 Marx lui répond aussitôt. « Je serais content que tu donnes les 50 Livres à ma femme », lui confie-t-il⁴.
- 26.05.73 Engels lui envoie 10 Livres Sterling et lui annonce qu'il ira bientôt porter l'argent à son épouse. Il s'excuse d'avoir transmis à Jenny, son épouse, la précédente lettre du 24 mai dans laquelle Marx exprimait ses réserves à l'égard de Lissagaray. Il commente par ailleurs l'accession, en France, le 24 mai 1873, du Maréchal Mac-Mahon à la présidence de la République, la majorité monarchiste de l'Assemblée nationale ayant évincé Adolphe Thiers⁵.
- 30.05.73 Engels à Marx : **un propos**, cette fois, **remarquable** : « Ce matin, *lui écrit-il*, au lit, les réflexions suivantes sur les sciences de la nature me sont passées par la tête. ».
- Engels esquisse dans cette lettre les thèses principales de son futur ouvrage « **La dialectique de la nature** ».
- Il y développe **cette idée fondamentale de l'indissolubilité de la matière et du mouvement** (« Les corps, *écrit-il*, ne sont pas séparables du mouvement, leurs formes et leurs espèces ne sont connaissables qu'à travers lui, il n'y a rien à dire des corps en dehors du mouvement, en dehors de tout rapport aux autres corps. (...) L'étude de ces différentes formes de mouvement est donc l'objet principal de la science de la nature. »).
- Il termine par cette note : « Puisque tu te trouves à Manchester au centre des sciences de la nature, tu es le mieux à même de juger ce que valent ces réflexions », ajoutant toutefois : « Si vous croyez que cette idée vaut quelque chose, n'en parlez pas, afin d'éviter qu'un minable Anglais quelconque ne me vole la chose; l'élaboration exigera de toute manière encore beaucoup de temps⁶. ».
- 31.05.73 Marx⁷ lui répond dès le lendemain : « Reçu à l'instant ta lettre, qui m'a beaucoup édifié. Mais je ne veux pas risquer de jugement, avant d'avoir eu le temps de réfléchir sur la question. »

¹ C12, pp. 283-284.

² C12, pp. 284-285. Une réticence qu'il gardera malgré les demandes pressantes de sa fille de rencontrer son amoureux. Il en parle en toute discrétion dans sa lettre à Engels du 31 mai 1873 (C12, p. 292). Marx finira par céder mais le couple ne connaîtra pas une vie très heureuse.

³ C12, p. 285.

⁴ C12, p. 286.

⁵ C12, pp. 286-287.

⁶ C12, pp. 288-289. A vrai dire l'ouvrage d'Engels ne paraîtra qu'après sa mort, le 5 août 1895. Et le manuscrit ne sera publié en URSS qu'en 1925. Cf. la publication de l'ouvrage, traduit de l'allemand par Emile Bottigelli, aux Editions sociales, Paris 1968.

⁷ Qui se trouve toujours à Manchester.

Il commente surtout la situation politique en France après l'éviction, le 24 mai dernier, d'Adolphe Thiers par le maréchal Mac-Mahon que la majorité monarchiste a élu à la présidence de la République¹.

14.06.73 Engels écrit à F.A. Sorge, à Hoboken. Il lui fournit diverses informations, mais de détail.

« Marx et moi, *lui confie-t-il*, nous sommes surmenés, à tel point que le médecin a limité le travail de Marx à 4 heures par jour parce que sa tête se congestionne et c'est moi, par conséquent, qui doit *tout* faire avec Lafargue. ».

Il l'informe de la tenue à Manchester, les 1^{er} et 2 juin derniers, du deuxième congrès de la fédération britannique de l'AIT. Un succès, affirme-t-il.

Quant aux jurassiens de l'Alliance, ils ont, semble-il, décidé de ne plus envoyer de délégués à quelque congrès annoncé par l'AIT, mais de tenir un congrès séparé. Il note : « en réalité, cela ne va pas chez eux mieux que chez nous, chez eux aussi les querelles intestines ont fatigué les gens et les ont rendus moroses »...

Il termine avec la perspective du prochain Congrès de Genève : « Même si le Congrès n'est pas très brillant, il n'en est pas moins indispensable et, avec un peu de travail, il deviendra bien présentable. ».

Le document sur l'Alliance est pour ainsi dire terminé, « en français; travail d'Hercule dans cette langue pleine d'embûche, il fera son effet et vous surprendra aussi². ».

20.06.73 Engels s'adresse (longuement) à August Bebel qui est toujours emprisonné à Hubertusburg. Son propos concerne notamment la ligne politique du journal *Der Volkstaat* qui, en raison de son absence et de celle de Liebknecht, se trouve influencée par les militants lassalliens au sein du Parti ouvrier social-démocrate.

Retenons ce propos d'Engels sur les divisions au sein du mouvement ouvrier :

« D'ailleurs le vieil Hegel disait déjà : un parti fait la preuve de sa victoire en se *divisant* et en étant capable de supporter la scission. Le mouvement du prolétariat parcourt nécessairement diverses étapes de développement; à chaque étape, une partie des adhérents reste en rade et ne va pas au-delà; cela explique déjà pourquoi, en vérité, la « solidarité du prolétariat » se réalise partout sous la forme de coalisation de partis qui se font une guerre à mort, comme les sectes chrétiennes dans l'Empire romain sous les pires persécutions³. ».

01.07.73 Engels rassure L. Kugelmann sur l'état de santé de Marx après qu'une annonce dans la presse l'a déclaré gravement malade et même mourant.

Il lui décrit l'état de fatigue de son ami avec « le travail d'Hercule que lui donne la traduction française du *Capital* », son séjour à Manchester pour y consulter le docteur Gumpert, et son retour à Londres avec de stricts conseils de repos : « cette fois-ci il sait que l'alerte est sérieuse et observe toute les prescriptions avec une rigueur

Il lui annonce que Lafargue et lui ont maintenant terminé leur opuscule sur Bakounine et l'Alliance et que le volume sera bientôt imprimé : « cela fera un scandale du tonnerre⁴ ».

¹ C12, pp. 290-292.

² C12, pp. 294-297.

³ C12, p. 301.

⁴ C12, pp. 302-304.

presque pointilleuse. ».

- 10.07.73 Marx adresse à Just Vernouillet, le directeur de la maison d'édition Lachâtre à Paris, le manuscrit de la section VI du *Capital*.
- 26.07.73 Engels à F. A. Sorge. Outre divers détails, il insiste sur la parution des 4 livraisons de la traduction française du *Capital* et sur la prochaine parution de la brochure sur Bakounine et l'Alliance : « La chose, *répète-t-il*, va éclater comme une bombe chez les autonomistes, et si tant est que quelqu'un puisse être anéanti, elle réglera son compte à Bakounine. C'est Lafargue et moi qui l'avons rédigée ensemble, seule la conclusion est de Marx et de moi. Tu sera toi-même étonné des infamies qui y sont dévoilées : même les gens de la commission ont été tout à fait surpris¹. ».

Au cours de ce mois d'août, Engels se trouve en cure à **Ramsgate**, accompagné de Lizzy Burns. Il rentrera à Londres vers le 15 septembre.

- 12.08.73 Marx s'excuse auprès de N.F. Danielson pour le retard de son courrier en raison de sa maladie : « J'ai été sérieusement malade pendant plusieurs mois et, pour cause de surmenage, ma vie même a été en danger pendant quelque temps. J'ai tellement souffert de la tête qu'on a pu craindre une attaque d'hémiplégie et actuellement encore je ne suis pas en état de travailler plus de quelques heures par jour. C'est l'unique raison pour laquelle je ne vous ai pas écrit pour vous remercier de cette précieuse collection de livres que vous avez eu la gentillesse de m'envoyer². ».
- 29.08.73 Marx a reçu la visite d'Auguste Serrailier en vue du prochain Congrès de Genève⁴. Marx n'est du reste pas favorable à la participation de Serrailier. Les nouvelles concernant ce congrès ne sont, en effet, pas bonnes : « Dans ces conditions, confie-t-il à Engels, je suis carrément d'avis qu'il vaut mieux que Serrailier n'y aille pas.⁵ ».
- 30.08.73 Engels prend acte des mauvaises perspectives du Congrès : « Dans ces conditions, plus notre Congrès sera minable et mieux cela vaudra naturellement, et, dans ce sens, il est préférable que Serrailier n'y aille pas⁶. ».

Une anecdote personnelle, mais significative, que Marx raconte dans sa lettre à Engels du même jour : « Hier, quelques heures avant de t'écrire, *je l'ai échappé belle*, et aujourd'hui encore, je m'en ressens jusqu'à la moelle. J'ai

¹ C12, pp. 305-309

² Marx avait reçu de Danielson plusieurs ouvrages historiques russes.

³ C12, p. 310.

⁴ Auquel Serrailier n'y assistera pas.

⁵ C12, pp. 311-312.

⁶ C12, p. 313.

avalé une cuillère de vinaigre de framboise, dont un peu m'est entré dans la trachée. J'ai eu un véritable spasme de suffocation, visage tout noir, etc., une fraction de seconde de plus, c'était le grand voyage. Je me suis demandé immédiatement après si on ne pouvait pas provoquer artificiellement de tels accidents. Ce serait la manière la plus décente et la moins suspecte, et avec ça très expéditive, pour quelqu'un de quitter ce monde¹. »

Du 1^{er} au 6 septembre, se tient à **Genève**, à l'initiative de la fédération jurassienne, le congrès des sections opposées aux décisions du Congrès de La Haye. Le congrès se prononcera pour l'abstention politique de la classe ouvrière, la grève générale étant considérée comme le seul moyen efficace de l'émancipation sociale.

La division de l'AIT est définitive.

03.09.73 Engels se réjouit de l'accouchement de Jenny, la fille de Marx, qui a donné naissance à Charles Félicien Longuet.

Ce même jour, Auguste Serrailier s'adresse aux délégués du 6^e Congrès de l'AIT. Il leur signale qu'aucun délégué du Conseil Général de New York ne sera présent, et que lui-même n'y participera pas : « Les communications de divers pays reçues au dernier moment me font un devoir de ne pas prendre part aux travaux du Congrès. (...) Un Congrès tenu dans ces circonstances, beaucoup plus graves pour l'Association qu'au lendemain de la chute de la Commune de Paris, aura, par sa composition même, un caractère plus ou moins local »...²

Du **8 au 13 septembre** 1873 se tient à Genève le 6^e Congrès de l'AIT sous la présidence de Johan Philipp Becker. **Ce sera pratiquement le dernier congrès de l'Internationale.** Sur 41 participants, 39 sont des membres suisses de l'AIT. **Marx et Engels eux-mêmes sont absents.**

Du 12 au 15 septembre, Engels séjourne à **Ramsgate**.

Il rédige son article « Les bakounistes au travail » qui paraîtra dans le *Volkstaat* du 31 octobre et du 2 et novembre, puis, fin décembre, sous forme de brochure³.

12.09.74 Engels répond à F.A Sorge qui, le 14 août dernier, lui a fait savoir qu'il avait résilié ses fonctions de secrétaire de l'AIT aux Etats Unis et qu'il avait quitté le Conseil Général : « avec ta démission, *lui écrit-il*, la vieille Internationale est complètement finie et elle cesse d'exister. Et c'est bien ainsi. Elle appartenait à la période du Second Empire où la pression qui régnait dans toute l'Europe prescrivait au mouvement ouvrier tout juste renaissant de s'unir et de s'abstenir de toute polémique interne. C'était le moment où les intérêts cosmopolites communs du prolétariat pouvaient passer au premier plan. ».

Il poursuit en ces termes :

« Dès que, du fait de la Commune, l'Internationale fut devenue une puissance morale en Europe, le bagarre commença. Chaque tendance voulut exploiter le succès pour elle-même. L'immanquable désagrégation se produisit. Jaloux de la puissance grandissante des seules gens qui étaient effectivement prêtes à continuer à travailler sur la base du vieux programme rassembleur – les communistes allemands – les proudhoniens belges se jetèrent dans les bras des aventuriers bakouninistes. En fait, avec le Congrès de La Haye c'en fut fini, et à vrai dire pour les deux partis. Le seul pays où l'on pût encore faire quelque chose au nom de l'Internationale était l'Amérique et un heureux

¹ C12, p. 314.

² C12, pp. 317-318.

³ Nous renvoyons au chapitre 2.2 de notre **fascicule 45**.

instinct y transféra la direction. Maintenant le prestige est épuisé là-bas aussi, et tout effort ultérieur pour y insuffler une vie nouvelle serait folie et gaspillage de force. L'Internationale a d'un côté – du côté de l'avenir –, dominé dix ans de l'histoire de l'Europe et elle peut jeter un regard de fierté sur son travail passé. Mais, sous cette forme ancienne, elle a fait son temps (...) je crois que la prochaine Internationale – quand les œuvres de Marx auront agi pendant des années – sera directement communiste et que ce seront justement nos principes qu'elle arborera¹. ».

25.09.73 Marx envoie à Charles Darwin un exemplaire de la deuxième édition du Livre I du *Capital*.

Darwin lui répondra dès le 1^{er} octobre prochain pour le remercier de son envoi.

27.09.73 Marx s'adresse à F.A. Sorge à Hoboken. Il commente **le fiasco du Congrès de Genève**, lequel, *lui écrit-il*, « était inévitable ». « Du moment où l'on a su ici qu'il ne viendrait aucun délégué d'Amérique, les choses ont commencé d'aller de travers. On a vu là la preuve que notre Fédération américaine n'existait que sur du papier.

Il ajoute toutefois : « D'après ce que je sais de la situation en Europe, il est tout à fait utile, pour l'instant, de faire passer à l'arrière-plan l'organisation formelle de l'Internationale en se bornant à ne pas lâcher, si possible, le centre à New York, afin que des idiots comme Perret² ou des aventuriers comme Cluseret³ ne s'emparent de la direction et ne compromettent pas l'entreprise. Les événements et le développement et la complexité inévitable du mouvement se chargeront tout seuls de faire renaître l'Internationale sous une forme améliorée⁴. ».

08.10.73 Meissner envoie à Marx la somme de 1.000 thalers comme paiement de la seconde édition allemande du *Capital*.

Du 28 octobre au 20 novembre, Engels a séjourné en Allemagne à Engelskirchen pour assister **au décès de sa mère**.

02.11.73

Parution dans le *Volksstaat* des 31 octobre, 2 et 5 novembre des articles d'Engels intitulés « **Les bakounistes au travail**⁵ ».

Du **24 novembre au 15 décembre 1873**, Marx se trouve en cure à **Harrogate**. Il est accompagné par sa fille Eleanor (Tussy).

25.11.73 Engels donne de ses nouvelles à F. A. Sorge. Il confirme que Marx et lui ne se sont pas rendus au Congrès de Genève qui, en raison des nombreuses absences, a pris le caractère « d'une simple assemblée locale ». « De plus, *ajoute-t-il*, la situation générale dans le monde était telle que tout congrès devait faire long feu, et de fait, l'un et l'autre, l'allianciste et celui de l'internationale, sont, dès à présent, tout à fait tombés dans l'oubli⁶. ».

Bakounine, lui annonce-t-il, a informé la presse qu'il se retirait de la vie politique¹.

¹ C12, pp. 378-379.

² Henri Perret, lequel avait rompu avec les bakouninistes mais avait toutefois adopté une position conciliatrice après le Congrès de La Haye.

³ Gustave Cluseret, rallié aux bakouninistes.

⁴ C12, p. 324.

⁵ Cf. le chapitre 2.2 de notre **fascicule 45**.

⁶ C12, p. 326.

- 29.11.73 Engels à Marx, qui se trouve à Harrogate. Un propos de circonstance relatif notamment aux relations entre Lopatine et Outine² qui, dit-il, « ne seront sans doute jamais très copains, leurs natures ne sympathisent guère et l'ombre de leur première et assez fraîche rencontre à Genève pèse encore sur eux. ».
- 30.11.73 Marx à Engels : sa fille Tussy et lui ont rencontré le médecin Eduard Gumpert à Manchester. Diverses nouvelles de leur séjour.
- 5.12.73 Engels à Marx. Il a rencontré chez lui, George Moore et Benjamin Le Moussu à qui il a prêté quelque peu d'argent.
- 07.12.73 Marx ne tarde pas à remercier Engels pour son aide financière et lui fait le détail de ses dépenses.
- 10.12.73 Engels à Marx : « Ci-joint les 3 premières moitiés des billets de cinq Livres; je te prie de m'en annoncer immédiatement réception, pour que le reste puisse suivre⁷. ».
- 15.12.73 Marx se rend à Manchester pour rendre une nouvelle visite à son médecin Eduard Gumpert. Il sera rentré à Londres dès le 17 décembre. Il souffre toujours de furoncles.
- Retenons cette note à propos de la traduction française du *Capital* : « Hier j'ai lu en français le chapitre sur la législation de fabrique. Sauf tout le respect que j'ai pour l'art avec lequel on a transposé ce chapitre en français élégant, cela me fait quand même mal au cœur pour ce beau chapitre. Sa force, sa sève et sa vie ont disparu. On paie la possibilité donnée à « l'écrivain moyen » de s'exprimer avec une certaine élégance par la castration de la langue. Donner vie à des idées dans cette camisole de force qu'est le français moderne devient de plus en plus impossible³. ».
- Et à propos du *Capital* : « Puisque tu t'es mis à la traduction française du *Capital*, je serais content que tu poursuives ta lecture. Je pense que tu trouveras divers passages qui sont meilleurs qu'en allemand⁴. ».
- S'agissant d'argent, il annonce à Marx le prochain envoi d'une aide financière plus importante (quelque 100 £).
- Il ajoute : « Quant à la traduction française, je t'en parlerai plus la prochaine fois⁵. »
- Il commente par ailleurs sa lecture de la table des matières de l'ouvrage de César de Paepe « Considérations et recherches sur le problème social », un ouvrage qui toutefois ne paraîtra pas.
- Marx lui répondra dès le lendemain.

¹ En référence à l'article de Bakounine paru dans le *Journal de Genève* du 25 septembre 1873. Cf. le volume « La Grande Discorde », pp. 476-477.

² Fin août 1872, Outine avait envoyé à Marx un mémoire sur les conspirations de Bakounine et de Netchaïev.

³ C12, p. 329. Engels évoque ici le chapitre 10.6 (« *La législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864* ») de la troisième section du livre I du *Capital*.

⁴ C12, p. 331.

⁵ C12, pp. 332-333.

⁶ C12, pp. 334-335.

⁷ C12. P. 336. Une pratique courante de n'adresser les billets qu'en deux envois, des billets coupés en deux par mesure de précaution.

Parution, en décembre 73, dans la revue d'Enrico Bignami, *l'Almanacco Repubblicano*, de l'article d'Engels « De l'autorité¹ ».

1874

Persistance des problèmes de santé – Diverses cures – L'action politique paraît s'écarter

19.01.74 Marx rassure Ludwig Kugelmann sur son état de santé après la parution, sur ce sujet, d'une note alarmante dans la *Frankfurter Zeitung*. Il l'invite à ne plus se préoccuper des « racontars des journaux » : « Je me soucie du public comme d'une guigne et si l'on exagère à l'occasion mon mauvais état de santé, cela a au moins l'avantage de m'épargner toutes sortes de requêtes (théoriques et autres) émanant de personnes inconnues qui m'écrivent des quatre coins du monde². ».

27.01.74 Engels reprend contact avec Wilhelm Liebknecht qui se trouve toujours enfermé à la forteresse d'Hubertusburg, près de Leipzig. Il se livre à un rappel détaillé des intrigues qui ont précédé et suivi le dernier Congrès de l'AIT à Genève. « La brochure sur l'Alliance a atteint son but. », lui écrit-il, « Toute la presse des dissidents, qui était artificielle et ne se maintenait que par le prestige de l'Internationale, est en l'air. ».

Il commente par ailleurs le succès du parti ouvrier social-démocrate lors des récentes élections du 10 janvier 1874 en Allemagne. Parmi les neuf élus se trouvent August Bebel et W. Liebknecht qui sont toutefois toujours incarcérés : « Les élections en Allemagne, *note-il*, placent le prolétariat allemand à la tête du mouvement ouvrier européen. Pour la première fois les travailleurs élisent *en masse* leurs propres gens, se présentent comme parti, et cela dans toute l'Allemagne. ».

Un mot au sujet de Marx : « Il va mieux, mais a surtout besoin d'être protégé contre tout surmenage³. ».

02.02.74 Liebknecht propose à Marx et Engels de rééditer dans le *Volkstaat* les pages de *Misère de la philosophie* et de *La sainte famille*. Il reçoit l'accord de Marx.

21.02.74 Engels annonce à Wilhelm Blos, rédacteur du *Volkstaat*, l'envoi d'une série d'articles sur « La loi militaire du Reich », lesquels paraîtront dans le journal des 8 et 11 mai prochains. Engels y dénonçait la croissance du militarisme allemand et la capitulation de la bourgeoisie devant la politique du gouvernement du Reich qu'il accuse de préparer une guerre préventive contre la France.

Il dénonce la démission, selon lui irresponsable, du député social-démocrate Johann Jacoby, terminant par cette observation : « D'une part il proscrit la *violence*, d'autre part, l'action parlementaire *légitime* – que reste-t-il alors sinon la seule abstention bakouniniste ?⁴ ».

Il rédige par ailleurs l'article « Les élections anglaises » dans lequel il analyse les causes

¹ Cf. le chapitre 2.1 de notre **fascicule 45**.

² C12, p. 341.

³ C12, pp. 342-345.

⁴ C12, pp. 346-347.

de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier anglais. L'article paraîtra le 4 mars prochain dans le *Volksstaat*.

- 26.03.74 Marx se trouve en conflit judiciaire avec George Moore, lequel avait fondé à Londres, avec Benjamin Constant Le Moussu et Paul Lafargue, un atelier de photolithographie et de gravure qui est en faillite. Il lui réclame de l'argent prêté. L'affaire est en justice¹.

De la **mi-avril au 5 mai 1874**, Marx se trouve en cure à **Ramsgate**.

- 19.04.74 Il donne de ses nouvelles à son épouse Jenny. « L'air est ici délicieux, mais je ne suis pas arrivé, jusqu'ici, à dormir la nuit, malgré toutes mes marches. ». Il s'inquiète aussi de la santé de sa fille Jenny et de Johnny, son enfant : « La mère et le gosse trottent beaucoup par ma tête.² ».

- 20.04.74 Marx à sa fille Jenny Longuet. Il lui envoie les épreuves de la traduction française du livre premier du *Capital*. Il lui donne des nouvelles de sa santé : « C'est aujourd'hui le premier jour où j'ai été capable de faire quelque chose si minime que ce soit. Jusqu'ici, malgré les bains, les marches, l'air merveilleux, la prudence en matière de régime, etc., mon état était pire qu'à Londres. Preuve que quelque chose a atteint un développement grave et qu'il était grand temps de déguerpir. C'est encore la raison qui me fait retarder mon retour, car il est absolument nécessaire qu'en rentrant je sois capable de travailler³. ».

Il l'interroge non moins sur sa santé : « Je suis convaincu que quelques semaines au bord de la mer te rétabliraient tout à fait ». « Mon cher Putty, ajoute-t-il, j'espère me reconnaitra encore. ».

- 12.05.74 Marx adresse à Maurice La Châtre des épreuves du *Capital*.

Il note en fin de lettre : « Le manuscrit de Roy est fini depuis longtemps, mais comme il fallait le refaire de fond en comble, l'imprimeur à Paris n'en a pas encore reçu mon édition dont ce n'est que le brouillon qui est fait.⁴ ».

- 18.05.74 Marx à Ludwig Kugelmann⁵ : « Tu me fais tort, lui confie-t-il, en attribuant ma négligence à écrire à d'autres causes qu'à ma santé chancelante. Mes rechutes interrompent constamment mes travaux, puis me poussent à rattraper le temps perdu en négligeant toute autre obligation (lettres comprises) ; ça finit par vous aigrir le caract

A propos de ses travaux : « Pendant la période où j'étais incapable d'écrire, j'ai rassemblé une quantité considérable de nouveaux matériaux pour le tome II⁶. Mais je ne puis me mettre à l'élaboration définitive de ce tome tant que l'édition française n'est pas achevée et ma santé complètement rétablie. Je n'ai donc nullement encore décidé de quelle façon, je disposerai de

¹ C12, pp. 348-349.

² C12, pp. 351-352.

³ C12, p. 353.

⁴ C12, p. 354.

⁵ Qui est lui-même, rappelons-le, médecin de profession et qui, très souvent, l'a incité à restreindre ses activités politiques pour se consacrer à ses travaux théoriques.

⁶ Du *Capital*.

tère et vous fait perdre tout ressort. ».

l'été. ».

Et d'évoquer son prochain séjour à **Karl-sbad** sur le conseil de son médecin Gumpert de Manchester.

Il termine par un bref commentaire de la situation politique en Allemagne, en France et en Angleterre : « La marche du mouvement ouvrier en Allemagne est tout à fait satisfaisante (de même en Autriche). En France, le manque de base théorique et de bon sens pratique est très sensible. En Angleterre, seul le mouvement des ouvriers agricoles est, pour le moment, en progrès. Les ouvriers d'industrie doivent, avant tout, se débarrasser de leurs chefs actuels. Quand j'ai dénoncé ces individus au Congrès de La Haye, je savais que cela me vaudrait une impopularité, des calomnies, etc., mais des conséquences de cet ordre m'ont toujours laissé indifférent. De divers côtés, on commence à comprendre qu'en les dénonçant je n'ai fait que remplir un devoir. »¹.

01.06.74 Engels s'adresse à Gottfried Ermen à Manchester. Son propos concerne surtout les conditions commerciales du maintien de son nom propre dans la raison sociale de l'entreprise qu'il a quittée sous contrat et les éventuelles conséquences financières que cela peut encore entraîner.²

17.06.74

Parait dans le *Volkstaat* le premier article de la série qu'Engels va consacrer à la « Littérature d'exil ». La série paraîtra du 17 au 26 juin et du 6 au 8 octobre.

Marx a passé la seconde moitié de juillet à **Ryde**, dans l'île de Wight. Il est accompagné de son épouse. Ils ont reçu la visite de leur fille Laura.

15.07.74 Marx à Engels³ : il lui décrit son séjour à Ryde. « Mon état de santé est meilleur, notamment pas besoin de pilules, mais malgré tout la caboche n'est pas tout à fait d'aplomb. ». Il a reçu la visite de Laura.

Il évoque au passage l'attentat manqué du 13 juillet dernier contre Bismarck à Bad Kissingen, avec ce bref commentaire ironique : « Quant à Guillaume⁴, il doit trouver que c'est faire entorses à l'étiquette que de trouver qu'il ne vaut plus la peine de tirer sur lui⁵. ».

21.07.74 Engels lui répond de Ramsgate : « J'espère que ta caboche a fini par rendre les armes à l'air marin et qu'elle ne se rebelle plus. ».

Et à propos de l'attentat contre Bismarck : « Bismarck n'exploite pas mal son poignet blessé. Ça va certainement donner une nouvelle loi sur la presse, droit de réunion, d'association etc. Je crains que tu te trompes sur le compte de Guillaume. Je présume qu'il tient à présent pour un des principaux devoirs de tous ses ministres qu'en temps de paix, ils prennent sur eux, très constitutionnellement, toutes les balles qu'on lui destinait. C'est le seul aspect du constitutio-

¹ C12, pp. 355-356.

² C12, pp. 357-359.

³ Qui se trouve à Ramsgate.

⁴ L'empereur Guillaume Ier.

⁵ C12, pp. 360-361.

nalisme qu'il prenne au sérieux¹. ».

02.08.74 Engels s'adresse avec beaucoup d'affection à Jenny Longuet qui est très ébranlée par la mort de son premier enfant, Charles Félicien, le 20 juillet 74 dernier² : « Après tout ce que tu as enduré physiquement mais aussi moralement ces dernières semaines, il est absolument nécessaire que tu changes d'air et de décor et je suis sûr que tu as autant besoin de la mer que le Maure et Tussy ont besoin de Karlsbad. Permits-moi d'être pour une fois ton médecin et laisse-moi te prescrire l'air marin pour quelques temps. Plus tôt tu viendras, mieux ce sera pour toi³. ».

04.08.74 Marx annonce l'arrivée de Jenny.

Il s'adresse ce même jour à F.A. Sorge à Hoboken. Il commente son état de santé et annonce son prochain départ pour Karlsbad : « On m'assure qu'à mon retour je serai de nouveau tout à fait capable de travailler, et être *incapable* de travailler est assurément une condamnation à mort pour tout homme qui n'est pas une bête. ».

Il lui annonce qu'il envisage de solliciter sa naturalisation anglaise.

Un bref mot vers L. Kugelmann. Il lui demande son adresse exacte à Karlsbad où il compte se rendre bientôt avec Tussy.

14.08.74 Marx annonce son départ à Engels et en profite pour évoquer des problèmes d'argent...⁹

Il s'adresse à sa fille Jenny qui se trouve à Ramsgate chez Engels.

Il donne des nouvelles de sa santé, et notamment de l'anthrax dont il souffre encore.

Il n'a toujours pas de nouvelles de sa de-

Le 6 août prochain, Marx accompagnera Jenny à **Ramsgate** où séjourne Engels. Dans la seconde moitié d'août, elle fera avec Engels, Lizzy et Mary Burns un voyage à Jersey avant de rentrer à Londres le 5 septembre.

Il informe au passage Engels de sa tentative d'obtenir la nationalité anglaise⁴, une demande qui sera repoussée par le Ministre de l'Intérieur au motif qu'il aurait été déloyal à l'égard du roi de Prusse et de son propre pays⁵.

Il ajoute : « En Angleterre, l'Internationale est, pour l'instant, tout à fait morte, le Conseil fédéral de Londres n'existe plus, en tant que tel, que de nom, encore que certains de ses membres soient actifs à titre individuel. ».

Il termine avec d'autres nouvelles, mais très imprécises, de France, d'Espagne, d'Italie, d'Autriche et d'Allemagne⁶.

Il termine par cette confidence :

« Naturellement il m'est dur de quitter Jenny maintenant. Sur ces questions, je suis bien moins stoïque que sur d'autres : les tourments familiaux m'affectent toujours durement. Quand on vit comme moi presque coupé du monde extérieur⁷, le cœur s'attache d'autant plus au cercle de ses proches⁸. ».

Il termine sur cette note affectueuse : « La maison est comme morte depuis que notre petit ange ne l'anime plus. Je sens son absence à chaque pas que je fais. Mon cœur saigne quand je pense à lui, et comment pourrait-on s'ôter de l'esprit un si ravissant, si vaillant petit homme. Mais j'espère, mon enfant, que pour l'amour de

¹ C12, pp. 362-363.

² L'enfant était âgé de 11 mois.

³ C12, pp. 364-365.

⁴ Il craignait en fait que la police allemande et autrichienne ne l'empêchât de se rendre à Karlsbad.

⁵ C12, p. 365.

⁶ C12, pp. 366-367.

⁷ Une confidence remarquable.

⁸ C12, pp. 368-369.

⁹ C12, pp. 370-371.

mande de naturalisation qui sera finalement ton vieux, tu es courageuse¹. » repoussée le 29 août.

Du **19 août au 21 septembre**, Marx réside dans la ville d'eaux allemande de **Karlsbad** en compagnie de sa fille cadette Eleanor (Tussy). Il y rencontre Kugelmann et sa famille². Sur le chemin du retour, il s'arrêtera à Dresde, Leipzig, Berlin³ et Hambourg où il rencontrera les dirigeants du mouvement ouvrier allemand, notamment Wilhelm Liebknecht à Leipzig. Il sera de retour à Londres au début d'octobre.

- | | | |
|----------|--|--|
| 01.09.74 | Marx donne de ses nouvelles de Karlsbad à Engels. Il a dû s'inscrire sous le titre de rentier londonien pour échapper à toute inquiétude de la part de la police ⁴ , mais, signale-t-il à son ami, « avec pour conséquence que je dois payer à l'honorable caisse municipale une taxe de séjour double aussi bien pour moi que pour Eleanor ⁵ . »... | Un mot critique à propos de Kugelmann : « Cet homme-là me fatigue avec ses récriminations sentimentales. ». A l'évidence, leur amitié se refroidit.

Il termine en espérant « que la petite Jenny s'est bien remise. ». |
| 05.09.74 | Engels est rentré de son voyage en famille à Jersey. Il donne à Marx des nouvelles de Jenny : « son mal principal est maintenant un sommeil irrégulier, la pauvre enfant pense toute la nuit à son bambin mort, il n'y a rien à faire. ». | Il lui annonce l'envoi d'un chèque de 30 Livres sterling par le biais de Kugelmann : « Si la somme est insuffisante, <i>ajoute-t-il</i> , ce que je crains d'après la lettre que j'ai trouvée ici, écris un mot, et un supplément suivra. En toutes circonstances, il te faut continuer la cure aussi longtemps que le médecin le jugera nécessaire, et pour toutes éventualités, je joins encore 2 billets de cinq livres que j'ai justement encore - les premières moitiés ⁶ , les autres suivront dans quelques jours ⁷ . ». |
| 12.09.74 | Engels à F.A Sorge qui, le 14 août dernier, lui a fait savoir qu'il avait résilié ses fonctions de secrétaire de l'AIT aux Etats Unis et qu'il avait quitté le Conseil Général : « avec ta démission, <i>lui écrit-il</i> , la vieille Internationale est complètement finie et elle cesse d'exister. Et c'est bien ainsi. Elle appartenait à la période du Second Empire où la pression qui régnait dans toute l'Europe prescrivait au mouvement ouvrier tout juste renaissant de s'unir et de s'abstenir de toute polémique interne. C'était le moment où les intérêts cosmopolites communs du prolétariat pouvaient passer au premier plan ». | Il poursuit en ces termes :

« Dès que, du fait de la Commune, l'Internationale fut devenue une puissance morale en Europe, le bagarre commença. Chaque tendance voulut exploiter le succès pour elle-même. L'immanquable désagrégation se produisit. Jaloux de la puissance grandissante des seules gens qui étaient effectivement prêts à continuer à travailler sur la base du vieux programme rassembleur - les communistes allemands - les proudhoniens belges se jetèrent dans les bras des aventuriers bakouninistes. En fait, avec le Congrès de La Haye c'en fut fini, et à vrai dire pour les deux partis. Le seul pays où l'on pût encore faire quelque chose au nom de l'Internationale était l'Amérique et un heureux instinct y transféra la direction. Maintenant le prestige est épuisé là-bas aussi, et tout effort ultérieur pour y insuffler une vie nouvelle serait folie et gaspillage de force. L'Internationale a d'un côté - du côté de l'avenir -, dominé dix ans de l'histoire de l'Europe et elle peut jeter un regard de fierté sur son travail passé. Mais, sous cette forme ancienne elle a fait son temps |

¹ C12, pp. 373-374.

² Kugelmann avec qui il va entretenir des relations plutôt pénibles. Eleanor adresse à ce sujet, le 5 septembre, une lettre de circonstance à sa sœur Jenny. Elle décrit les rapports très ombrageux de son père avec Kugelmann. (Notre source : « Les filles de Karl Marx. Lettres inédites », Collection Bottigelli, Albin Michel, Paris 1979, pp 155-158.)

³ Où il rencontre son beau-frère Edgard von Westphalen.

⁴ Cela n'empêchera pas la feuille viennoise « Sprudel » de signaler la présence de Marx dans la ville, ce qui lui vaudra une étroite surveillance.

⁵ C12, pp. 374-375.

⁶ Une pratique de prudence de la part d'Engels afin d'éviter les vols et les pertes de courrier.

⁷ C12, pp. 375-377.

(...) je crois que la prochaine Internationale – quand les œuvres de Marx auront agi pendant des années – sera directement communiste et que ce seront justement nos principes qu'elle arborera¹. ».

Après quelques mots sur le récent Congrès, à Bruxelles, de sections exclues de l'AIT², il donne des nouvelles de la santé de Marx et de sa famille.

18.09.74 Marx annonce à Engels son prochain départ de Karlsbad. Il lui décrit longuement sa vie quotidienne plutôt lassante en raison des contraintes sanitaires de la cure. Il ajoute un rappel de ses relations plutôt tendues avec Kugelmann³.

20.09.74 Marx s'excuse auprès de Max Oppenheim, le frère de Gertrud Kugelmann, de ne pouvoir lui rendre visite à Prague. Il doit nécessairement passer par Hambourg où il doit rencontrer les dirigeants du mouvement ouvrier allemand, notamment Wilhelm Liebknecht à Leipzig.

Il termine sur cette promesse : « je suis sûr de revenir à Karlsbad l'année prochaine, et j'inclurai alors d'emblée la visite de Prague dans l'itinéraire⁴ ».

21.09.74 Marx se trouve à Hambourg où Engels ne manque pas de lui écrire, se réjouissant « que Karlsbad a porté ses fruits. ». Il l'informe brièvement du Congrès de Bruxelles dont le compte rendu a paru dans le *Times*. A New York, lui annonce-t-il, Sorge a démissionné et s'est complètement retiré : « Tant mieux. A présent nous ne sommes plus en rien responsables de ce gâchis qui finira bien par se tasser⁵. »

03.10.74 Marx est de retour à Londres.

15.10.74 Engels envoie à Laura Lafargue l'un de ses articles qui ont paru dans le *Volkstaat* sous le titre « *Écrits d'exil* ». Il lui annonce la prochaine parution d'une nouvelle édition de *La Guerre des paysans en Allemagne*.

*

Fait remarquable : notre édition de référence ne reproduit aucune correspondance pour les prochains mois de novembre et décembre 1874.

Il en va de même pour les éditions des MECW et des MEW. Des lettres perdues ?

¹ C12, pp. 378-379

² Du 7 au 13 septembre 1874 s'est tenu à Bruxelles un Congrès d'organisations exclues de l'AIT, un congrès qu'elles appelleront le 7^e Congrès de l'AIT. Le débat sur la position que devait adopter la classe ouvrière sur la question de l'Etat suscita des divergences, notamment un conflit entre César de Paepe et les anarchistes sur l'organisation des services publics dans la société future.

³ C12, pp. 383-384.

⁴ C12, pp. 384-385.

⁵ C12, pp. 387-388.

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Michel Bakounine, Eléments de biographie	Vol. 43
Michel Bakounine, Lettre au journal <i>La Liberté</i>	Vol. 43
Michel Bakounine, « Rapports personnels avec Marx »	Vol. 43
Michel Balounine, « Contre Marx »	Vol. 45
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis-Napoléon Bonaparte, Chronologie d'une ascension politique	Vol. 2
Louis-Napoléon Bonaparte, Le coup d'Etat de décembre 1851. Repères chronologiques et politiques	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, <i>L'Extinction du paupérisme</i>	Vol. 21
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail.	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie.</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
La campagne d'Italie en 1859. Dates remarquables	Vol. 31
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (Ie), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (Ie), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (Ie), Protagonistes	Vol. 11
La Commune de Paris, Chronologie des principaux événements	Vol. 41
<i>La Commune révolutionnaire</i> , « Aux communeux » (Londres, juin 1874)	Vol. 29
Le concept de <i>mode de production</i> : premières formulations	Vol. 22
La Confédération germanique, dates remarquables	Vol. 32
En vue du <i>mode de production asiatique</i>	Vol. 22
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Le <i>Crédit mobilier</i> et les frères Pereire	Vol. 15
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
La controverse sur l' <i>eurocentrisme</i> de Marx et d'Engels	Vol. 22
L'affaire Freddy Demuth	Vol. 20
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, Adresse du Conseil Général à tous les membres de l'AIT	Vol. 43
F. Engels, L'armistice prusso-danois (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (2)</i>	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (3)</i>	Vol. 19
F. Engels, De l'autorité	Vol. 45

F. Engels, <i>Des rapports sociaux en Russie (Der Volksstaat, des 16, 18 et 21.04.1875)</i>	Vol. 29
F. Engels, <i>Discours sur la Pologne (Deutsche-Brüsseler-Zeitung du 29.11.1847)</i>	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, <i>Feargus O'Connor et le peuple irlandais (Deutsche-Brüsseler-Zeitung du 9.01.1848)</i>	Vol. 11
F. Engels, <i>Introduction à La guerre civile en France (18 mars 1891)</i>	Vol. 41
F. Engels, <i>L'agitation chartiste (La Réforme du 30.12.1847)</i>	Vol. 11
F. Engels, <i>La crise commerciale en Angleterre (La Réforme du 23.10.1847)</i>	Vol. 11
F. Engels, <i>La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (La Réforme du 8.01.1846)</i>	Vol. 11
F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19
F. Engels, <i>La Kölnische Zeitung et la révolution de juin. (Neue Rheinische Zeitung du 1^{er} juillet 1848)</i>	Vol. 15
F. Engels, <i>Le Pô et le Rhin</i>	Vol. 32
F. Engels, <i>La lutte des Magyars (Neue Rheinische Zeitung du 13 janvier 1849)</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>La révolution de juin (Neue Rheinische Zeitung des 1^{er} et 2 juillet 1848)</i>	Vol. 15
F. Engels, <i>La Savoie, Nice et le Rhin</i>	Vol. 34
F. Engels, <i>La Savoie et Nice (New-York Daily Tribune du 21 février 1860)</i>	Vol. 34
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, <i>Le banquet chartiste (La Réforme du 6.11.1847)</i>	Vol. 11
F. Engels, <i>Le congrès économique (Deutsche Brüsseler Zeitung du 26.09.1847)</i>	Vol. 10
F. Engels, <i>Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (The Northern Star du 09.10.1847)</i>	Vol. 10
F. Engels, <i>Le mouvement chartiste (La Réforme du 22.11.1847)</i>	Vol. 11
F. Engels, <i>Le Congrès de Sonvillier et l'Internationale</i>	Vol. 43
F. Engels, <i>Le panslavisme démocratique ((Neue Rheinische Zeitung du 15 février 1849)</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Le procès des communistes à Cologne (New York Daily Tribune du 22.12.1852)</i>	Vol. 20
F. Engels, <i>Le programme agraire des chartistes (La Réforme du 01.11.1847)</i>	Vol. 11
F. Engels, <i>Le programme des émigrés blanquistes de la commune (Der Volksstaat du 26.06.1874)</i>	Vol. 29
F. Engels, <i>Le rôle de la violence dans l'histoire (« Aspirations à l'unité jusque vers 1860 »)</i>	Vol. 34
F. Engels, <i>Le statu quo en Allemagne (1847)</i>	Vol. 3
F. Engels, <i>Les bakounistes au travail</i>	Vol. 45
F. Engels, <i>Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (Northern Star du 8.01.48)</i>	Vol. 11
F. Engels, <i>Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890</i>	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890</i>	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890</i>	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893</i>	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891</i>	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne (The Democratic Review, janvier-août 1850)</i>	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France (The Democratic Review, janvier-août 1850)</i>	Vol. 15
F. Engels, <i>Le 23 juin (Neue Rheinische Zeitung du 28 juin 1848)</i>	Vol. 15
F. Engels, <i>Le 24 juin (Neue Rheinische Zeitung du 28 juin 1848)</i>	Vol. 15
F. Engels, <i>Le 25 juin (Neue Rheinische Zeitung du 29 juin 1848)</i>	Vol. 15
F. Engels, <i>La campagne pour la Constitution du Reich</i>	Vol. 17
F. Engels, <i>Meeting pour la pétition nationale (La Réforme 19.01.1848)</i>	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, <i>Mission à Paris (1846-1847)</i>	Vol. 3
F. Engels, <i>Le panslavisme démocratique (Neue Rheinische zeitung du 15 février 1849)</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Préface à Travail salarié et Capital, avril 1891</i>	Vol. 9
F. Engels, <i>Préface à Discours sur la Question du Libre-échange (1888)</i>	Vol. 10
F. Engels, <i>Préface à l'édition de 1885 du 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
F. Engels, <i>Postface aux Problèmes sociaux en Russie (Berlin, 1894)</i>	Vol. 29
F. Engels, <i>Principes du communisme (1847)</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)</i>	Vol. 13
F. Engels, <i>Rapport présenté au Congrès de La Haye sur l'Alliance de la Démocratie Socialiste</i>	Vol. 43
F. Engels, <i>Réponse à la lettre ouverte de P.N. Tkachev (Der Volkstaat, des 28.03 et 02.04.1875)</i>	Vol. 29
F. Engels, <i>Révolution et contre-révolution en Allemagne</i>	Vol. 17
F. Engels, <i>Sur « les peuples sans histoire »</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Sur la littérature des émigrés (III) (Der Volksstaat des 6 et 8.10.1874)</i>	Vol. 29
F. Engels, <i>sur la Contribution à la critique de l'économie politique de Karl Marx.</i>	Vol. 30
F. Engels, <i>Sur l'inactivité des prolétaires français en déc. 1851 (Notes to the People, février/avril 1852)</i>	Vol. 21
F. Engels, <i>P. Lagrange et Marx, Rapport et documents publiés par le Congrès de La Haye</i>	Vol. 45
<i>La fin de la Première Internationale</i>	Vol. 45
<i>Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx</i>	Vol. 16
<i>Charles Fourier, Eléments de biographie</i>	Vol. 1
<i>Charles Fourier, Eléments de doctrine</i>	Vol. 1
<i>Charles Fourier, L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre</i>	Vol. 1
<i>Philippe Gigot, le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
<i>La guerre franco-allemande de 1870, chronologie des principaux événements.</i>	Vol. 41
<i>Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne.</i>	Vol. 18
<i>Karl Grün : Notice biographique.</i>	Vol. 7
<i>Hegel, L'idéalisme hégélien, première approche.</i>	Vol. 1
<i>Hegel, Deuxième approche : la philosophie du droit.</i>	Vol. 1
<i>Hegel, La philosophie de l'histoire.</i>	Vol. 1
<i>Hegel et l'orient.</i>	Vol. 22

H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture.	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18
Ferdinand Lassalle, La guerre d'Italie et le devoir de la Prusse. Une voix de la démocratie.	Vol. 32
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabet	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18
<i>Ligue des communistes</i> , La rupture de septembre 1850	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , La fraction Willich/Schapper	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)	Vol. 18
Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Déclaration du 20 novembre 52 au <i>Morning Advertiser</i>	Vol. 20
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de l'année 1859	Vol. 31
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de 1861 et 1862 sur la guerre de Sécession américaine	Vol. 35
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, Préfaces au <i>Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste</i> , une œuvre de plagiaires ?	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, Stratégies (la ligne politique de la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> en 1848-1849)	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, sur la question d'Orient	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la guerre de Crimée	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la rébellion des Cipayes en Inde. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 24
K. Marx et F. Engels, sur la crise de 1857. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 25
K. Marx et F. Engels : le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1852 et 1856	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1857 et 1858	Vol. 24
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, Adresse inaugurale de la Première Internationale	Vol. 36
K. Marx, A Engels, le 02.04.1858 : « un short outline of the first part »	Vol. 26
K. Marx, Au parlement ouvrier (<i>People's Paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 22
K. Marx, <i>Le chevalier de la noble conscience</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i>	Vol. 30
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, Défaite du ministère de Palmerston (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Discours sur le Congrès de La Haye	Vol. 43
K. Marx, Enquête ouvrière	Vol. 28
K. Marx, Grèves ouvrières (<i>New York Daily Tribune</i> de juillet à décembre 1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Grundrisse</i> , histoire d'un manuscrit	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (1) : l'introduction de 1857	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (2) : le chapitre de l'argent	Vol. 26
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (3) : le chapitre du capital	Vol. 27
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (4) : le fragment des machines	Vol. 28

K. Marx, <i>Grundrisse</i> (5) : le chapitre des formes antérieures à la production capitaliste	Vol. 29
K. Marx, <i>Herr Vogt</i>	Vol. 33
K. Marx, Interview de Marx par le journal new yorkais <i>The World</i> (le 3 juillet 1871)	Vol. 41
K. Marx, Interview de Marx par le <i>New-York Herald</i> , (le 20 juillet 1871)	Vol. 41
K. Marx, La condition des ouvriers d'usine (<i>New York Daily Tribune</i> , le 23.04.1857)	Vol. 27
K. Marx, <i>La défaite de Cobden, Bright et Gibson</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 17.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Le résultat des élections</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 12.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, l'Espagne en révolution	Vol. 22
K. Marx, <i>Le 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>Le Capital</i> (1), Livre 1, Premier chapitre de la première section.	Vol. 38
K. Marx, <i>Le Capital</i> (2), Livre 1, Deuxième et troisième chapitres de la première section.	Vol. 40
K. Marx, <i>Le Capital</i> (3), Livre 1, Chapitres 1, 2 et 3 de la deuxième section.	Vol. 42
K. Marx, <i>Le Capital</i> (4), Livre 1, Chapitres 1, 2, 3, 4 et 5 de la troisième section	Vol. 44
K. Marx, <i>La guerre civile en France.</i>	Vol. 41
K. Marx, <i>La duchesse de Sutherland et l'esclavage</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 09.02.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>L'émigration forcée</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 22.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Les élections anglaises</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 06.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Les prochaines élections en Angleterre</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 31.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Ferdinand Lassalle, du 02.06.1860	Vol. 20
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Ludwig Kugelmann, « Communication confidentielle »	Vol. 43
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Véra Zassoulitch, du 8 mars 1881.	Vol. 29
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier (<i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, L'indifférence en matière politique	Vol. 45
K. Marx, L'Italie en résistance	Vol. 22
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (1)	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (2)	Vol. 16
K. Marx, <i>Les massacres en Belgique</i>	Vol. 39
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. <i>Une découverte scientifique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. <i>La métaphysique de l'économie politique</i>	Vol. 8
K. Marx, Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde	Vol. 16
K. Marx, Plaidoyer du 8 février 1849	Vol. 18
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Préface à l'édition de 1869 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, Première Adresse du Conseil général de l'AIT sur la guerre franco-allemande	Vol. 41
K. Marx, Seconde Adresse du Conseil général de l'AIT sur la guerre franco-allemande	Vol. 41
K. Marx, <i>Révolutions sur le procès de communistes</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Les révolutions de 1848 et le prolétariat</i> (14.04.1856)	Vol. 21
K. Marx, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
K. Marx, <i>Salaire, prix et profit</i>	Vol. 37
K. Marx, Sur la théorie ricardienne de la rente foncière : une <i>questiuncula theorica</i>	Vol. 22
K. Marx, Sur la loi des 10 heures (<i>New York Daily Tribune</i> , le 15.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, Sur le droit d'héritage.	Vol. 39
K. Marx, Le système industriel anglais (<i>New York Daily Tribune</i> , le 28.04.57)	Vol. 27
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs (<i>New York Daily Tribune</i> , le 21.08.1852)	Vol. 11
K. Marx : 1850-1852, la reprise des travaux théoriques et des recherches	Vol. 22
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1848-1849	Vol. 18
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1850-1859	Vol. 32
K. Marx et F. Lassalle, la controverse de 1859	Vol. 32
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1860-1864	Vol. 36
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (1) : 1844-1858	Vol. 23
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (2) : 1859-1875	Vol. 38
K. Marx et la Première internationale (1) : Les années 1864-1866.	Vol. 36
K. Marx et la Première internationale (2) : Les années 1867-1870.	Vol. 39
K. Marx & Engels et la Première internationale (3) : l'année 1871.	Vol. 41
K. Marx & Engels et la Première internationale (4) : l'année 1872.	Vol. 43
K. Marx & Engels, <i>Les prétendues scissions dans l'Internationale.</i>	Vol. 43
K. Marx & Engels, Une chronique de leurs relations personnelles et politiques avec M. Bakounine	Vol. 43
Mazzini contre le socialisme et les socialistes français.	Vol. 19
Le Congrès de La Haye de l'Internationale	Vol. 43
Le <i>Manifeste des Soixante</i>	Vol. 36

Le mode de production asiatique en débat : les pièces du dossier	Vol. 29
Jules Mirès, notice biographique	Vol. 25
Charles de Montalembert, Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse	Vol. 16
J. Nagels, Le point de vue de la production dans le marxisme	Vol. 8
J. Nagels, David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs	Vol. 8
S. Netchaïev, Elements de biographie	Vol. 43
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16
Note sur Charles Anderson Dana et le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 22
Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand	Vol. 19
Note sur la carrière politique de Lord Palmerston	Vol. 28
Note sur la crise de 1857	Vol. 25
Note sur la <i>Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur la guerre de Crimée : chronologie	Vol. 22
Note sur la guerre de Sécession américaine : chronologie	Vol. 35
Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850	Vol. 19
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur la paysannerie parcellaire	Vol. 21
Note sur la rébellion des Cipayes en Inde : contexte historique et chronologie des évènements	Vol. 24
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880	Vol. 28
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur la <i>Société du Dix-Décembre</i>	Vol. 21
Note sur les sociétés en commandite par actions	Vol. 25
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
<i>L'obchtchina</i> en question : la controverse entre Fr. Engels et P.N. Tkatchev	Vol. 29
L'opéraïsme italien des années soixante	Vol. 28
Raniero Panzieri, <i>Capitalisme et machinisme</i>	Vol. 28
Raniero Panzieri, note pour une biographie intellectuelle et militante	Vol. 28
Constantin Pecqueur / Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
Plus-value ou survaleur ? La traduction française du concept de <i>Mehrwert</i> en débat	Vol. 27
Le procès des communistes à Cologne : chronique d'une répression	Vol. 20
Le procès des communistes à Cologne : agents doubles, mouchards et provocateurs	Vol. 20
P-J Proudhon, « Aux ouvriers »	Vol. 36
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Note sur ses relations avec Louis-Napoléon Bonaparte (1848-1852)	Vol. 21
P-J. Proudhon, Note sur le <i>Manuel du spéculateur à la bourse</i>	Vol. 25
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre</i>	Vol. 21
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (1)	Vol. 15
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (2)	Vol. 21
Auguste Romieu, <i>Le spectre rouge de 1852</i>	Vol. 21
Jacques Roux, <i>Manifeste des Enragés</i>	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Joseph Staline, <i>Le matérialisme dialectique et le matérialisme dialectique</i>	Vol. 29
W. Stieber, <i>l'Espion de Bismarck</i>	Vol. 20
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
P.N. Tkatchev, <i>Lettre ouverte à Monsieur Friedrich Engels</i> (Zurich, 1874)	Vol. 29
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Le toast de Blanqui	Vol. 19
Henri Tolain, Eléments de biographie	Vol. 36
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1

Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Tranches de vie : juin 1851-décembre 1852	Vol. 20
Tranches de vie : janvier 1853-décembre 1856	Vol. 22
Tranches de vie : l'année 1857	Vol. 23
Tranches de vie : l'année 1858	Vol. 26
Tranches de vie : l'année 1859	Vol. 27
Tranches de vie : les années 1860-1861	Vol. 34
Tranches de vie : les années 1862-1864	Vol. 35
Tranches de vie : les années 1865-1867	Vol. 36
Tranches de vie : les années 1868-1870	Vol. 39
Tranches de vie : l'année 1871	Vol. 41
Tranches de vie : l'année 1872	Vol. 43
Tranches de vie : les années 1873 et 1874	Vol. 45
<i>Vorwärts</i> , Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Wilhelm Weitling, notice biographique	Vol. 23
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19